

La FNSEA appelle les agriculteurs à une manifestation nationale le 26 mars

LIKE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 25 à 30

- *Le Stendhal de Jacques Laurent.*
- *Roger Vailland sous le regard des femmes.*

La Communauté toujours recommencée...

M. François Mitterrand va donc reprendre son rôle de pèlerin pour aller prêcher dans les diverses capitales de la Communauté, comme il l'avait déjà fait avec une obstination remarquable avant le sommet de Bruxelles, la bonne parole européenne. Cet acharnement est d'autant plus risqué que, comme l'a montré le fiasco de mardi, le succès de l'entreprise est loin d'être assuré. On peut en dire autant de la conférence européenne que le président de la République veut organiser avant le conseil prévu à Fontainebleau en juin, pour ramener les Etats membres de la Communauté à retrouver la source de leur union, le traité de Rome. On pense à ces couples désemparés qui tentent de ressusciter leur mariage en refaisant leur voyage de noces...

Cette démarche est certes estimable, quand ce ne serait que parce qu'elle confirme que l'attachement du président de la République à la construction européenne n'est pas seulement verbal. Mais elle laisse sceptiques. Un hommage aussi a été rendu à Bruxelles à la manière méthodique dont avait été préparé le conseil européen, les mêmes causes engendrant les mêmes effets. On ne voit pas bien comment ce qui n'a pas été possible hier le serait aujourd'hui - en dehors de Fontainebleau. La légende du couple mitterrandien a peut-être des limites d'y suffire.

Sauf, bien sûr, à céder aux exigences de Londres, comme on a été à deux doigts de le faire à Bruxelles pour en finir. Mais M. Mitterrand s'est coupé cette porte de sortie en déclarant mercredi soir à la télévision qu'un accord acquis à ce prix aurait constitué « un facteur de destruction de l'Europe ».

Le président de la République écarte à l'évidence toute solution qui conduirait à une mise à l'écart, en fait sinon en droit, de la Grande-Bretagne. Il considère, à juste titre, que, même si les Britanniques n'étaient sans doute pas encore assez « européens » au moment de leur adhésion, leur exclusion pratique, après dix ans de présence, serait ressentie comme un recul de la Communauté. Son intervention télévisée ne peut à cet égard que rassurer Londres, puisqu'il a en le mérite de ne pas chercher d'effet facile à l'encontre d'un pays souvent soupçonné de perfidie.

Les propos de M. Mitterrand paraissent beaucoup moins rassurants à tous ceux - parlementaires européens ou agriculteurs français notamment - qui s'alarment des mesures militaires que Londres, d'après diverses rumeurs, s'approprierait à prendre et qui seraient fort dommageables pour le budget des Dix, et donc pour la politique agricole commune. En début d'année budgétaire, les caisses ne sont jamais vides ; mais qu'en sera-t-il dans quelques mois ?

L'absence de toute mesure de représailles à l'égard de la Grande-Bretagne donne au « non » de M. Thatcher une force redoutable. Sans doute doit-elle braver l'impopularité au-delà, mais ce défi, dans la meilleure tradition britannique, lui vaudra un surcroît de prestige dans l'opinion nationale. La volonté française de ne rien brusquer donne au chef du gouvernement britannique la meilleure et la plus simple des armes : le temps. Lequel, comme le dit très justement un proverbe anglais, est de l'argent.

(Lire nos informations pages 3 et 4.)

M. Mitterrand plaide à Washington pour le dialogue avec Moscou

Le secrétaire d'Etat, M. Shultz qualifie la France de « meilleur ami » des Etats-Unis

De nos envoyés spéciaux

Washington. - Accueilli mercredi soir sur la base militaire d'Andrews par le secrétaire d'Etat M. George Shultz, le président de la République - qui avait fait le voyage en Concorde - devait avoir le 22 mars dans la matinée (16 h 30 heure de Paris) un premier entretien d'environ quatre-vingt-dix minutes avec M. Reagan après la traditionnelle cérémonie d'accueil à la Maison Blanche.

M. Mitterrand, qui paraissait légèrement fatigué après la réunion de Bruxelles, n'a fait aucune déclaration à son arrivée ni sur l'avenir de la Communauté européenne ni sur les développements de la crise libano-irakienne - deux des sujets qu'il devait aborder tant dans ses conversations avec le président américain que dans le discours qu'il prononcera dans l'après-midi devant le Congrès et qui sera diffusé en direct par TF 1 à partir de 21 h 25 (heure française).

Les relations franco-américaines ayant rarement été aussi bonnes que dans la période actuelle, en raison notamment de la fermeté manifestée par M. Mitterrand à l'égard de l'URSS dans l'affaire des comunistes, cette visite de près d'une

semaine devrait être marquée d'une particulière chaleur.

Après les appréciations très flatteuses portées ces derniers jours sur M. Mitterrand et sa politique étrangère dans les milieux officiels américains, le secrétaire d'Etat a franchi mercredi après-midi un pas très remarquable à l'occasion d'un « club de la presse » organisé par Radio-France Internationale. Comme on lui demandait si la France était aujourd'hui l'allié auquel les Etats-Unis accordent le plus de confiance, M. Shultz a répondu : « Nous avons beaucoup d'amis (mais) la France est certainement un ami très solide : nous n'en avons pas de meilleur ».

Surtout, le secrétaire d'Etat a ajouté que Washington pouvait, en particulier, faire confiance à la France pour « défendre ses intérêts », mais c'était là un compliment dans sa bouche. C'est l'idée que la France se fait d'elle et sa « force », a-t-il ajouté, qui en font un pays avec lequel il est profitable de travailler.

BERNARD GUETTA
et JEAN-YVES L'HOMEAU
(Lire la suite page 4.)

La guérilla tente de saboter les élections au Salvador

La Maison Blanche fait du scrutin du 25 mars un test décisif pour sa politique en Amérique centrale

De notre envoyé spécial

Deux millions et demi d'électeurs salvadoriens sont appelés à élire le 25 mars un président et un vice-président de la République, qui prendront leurs fonctions le 1^{er} juin pour cinq ans. Si aucun des huit candidats à la présidence n'obtient la majorité absolue, un second tour aura lieu trente jours après la proclamation des résultats.

San-Salvador. - La tension est montée au Salvador à la veille de l'élection présidentielle du 25 mars, mais ce n'est pas la fièvre. Malgré l'importance des enjeux, la campagne électorale n'a pas suscité de débordements notables. Les deux principaux aspirants à la présidence, le démocrate-chrétien, M. Jose Napoleon Duarte, et le leader de l'extrême droite, M. Roberto d'Aubuisson, ne se ménagent guère dans les réunions, mais leurs partisans ne s'affrontent pas.

Des soldats en tenue de combat montent la garde devant les permanence des partis comme devant le siège du conseil électoral, qui aura la redoutable charge de centraliser les

résultats. Peu de slogans sur les murs des villes et les ponts des routes. Pas de portraits géants à l'américaine. L'Alliance républicaine nationaliste de M. Roberto d'Aubuisson a peint les arbres de certaines avenues à ses couleurs : le bleu, le blanc, le rouge. Et les partisans de M. Duarte arborent des colliers verts. Mais la gravité de la situation impose une discipline générale. Car l'angoisse est présente, nourrie de multiples incertitudes, de menaces latentes.

Au pied de son volcan, San-Salvador est calme. En quatre ans de guerre, la capitale a connu des heures plus sombres, tout particulièrement pendant les élections à la Constituante de 1982. Pourtant, on s'interroge déjà sur les conditions de sécurité et de régularité du scrutin de dimanche. Les incidents se sont multipliés ces derniers jours. Des guérilleros ont monté des barrages sur la route panaméricaine et sur la route du littoral.

MARCEL NIEDERGAANG
(Lire la suite page 6.)

Détente à la frontière espagnole

Les routiers français ont accepté de lever leur blocus

Au Pays basque, la frontière entre la France et l'Espagne est rouverte. Jeudi matin 22 mars, après une nuit de négociations entre les autorités et les routiers français qui bloquaient le passage, depuis le 19 mars, pour protester contre les attaques de la part des pêcheurs espagnols, un premier convoi de douze camions s'est présenté au poste de Bristou (Pyrénées-Atlantiques). Il a été immédiatement encadré par des véhicules de la Guardia civil et de la police basque et s'est engagé, sous leur protection, sur les routes espagnoles. Par petits paquets, les quatre cents poids lourds qui stationnaient à Bristou devaient passer la frontière au cours de la journée. Des opérations identiques ont été organisées aux autres postes frontaliers du Pays basque.

Les autorités espagnoles ont garanti aux routiers français une protection renforcée avec des hélicoptères, sur une douzaine d'itinéraires dont certains mènent jusqu'au Portugal. Elles avaient déjà manifesté leur fermeté en arrêtant, la veille, cinq personnes soupçonnées d'avoir attaqué des camions français. En revanche, pour tenter de calmer les esprits, les cinquante pêcheurs qui avaient été appréhendés sur l'autoroute Bilbao-Behobie, alors qu'ils transportaient des coquilles Molotov, ont été remis en liberté. De plus, les routiers français ont reçu l'assurance qu'ils recevraient rapidement des indemnités pour les trente-deux poids lourds incendiés ces jours derniers.

(Lire nos informations page 12.)

L'EUROPE EN PANNE

Ce que femme ne veut pas

par ANDRÉ FONTAINE

Les Capétiens ont fait la France. La maison d'Autriche et celle de Prusse, chacune à sa manière, l'Allemagne. La maison de Savoie, l'Italie. Qui fera l'Europe ? De Gaulle, qui avait l'honneur, disait qu'il n'y a pas de fédération sans fédérateur. La Suisse est l'exception qui confirme la règle. Les Etats-Unis ont leur groupe hégémonique : les protestants blancs anglo-saxons. Les WASP, fort sont sortis, depuis bientôt deux cents ans, tous leurs présidents, sauf le catholique irlandais John Kennedy, lequel est mort assassiné.

A la direction (en anglais leadership) de l'Europe, les candidats n'ont pas manqué. A commencer par l'Amérique, à laquelle songeait le général quand il parlait du « fédérateur ». Prenant avec quelque candeur le contre-pied de l'éternel principe du « diviser pour régner », elle s'imaginait que, en encourageant la création, de ce club de l'Atlantique, d'autres Etats-Unis, ceux-ci, tout naturellement, constateraient la convergence de leurs intérêts avec les siens. Aussi bien la Maison Blanche a-t-elle fortement poussé à la route dans les premières années de la construction européenne, et est-ce sous la pression de John Kennedy, déjà nommé, que Harold Macmillan s'est décidé, en 1962, à poser la candidature de son pays au Marché commun.

La Grande-Bretagne, jusque-là, avait manifesté à l'égard de l'entente européenne l'hostilité la plus franche. Ses raisons étaient simples. A la différence de sa fille américaine, elle adhère strictement au principe du « diviser pour régner (divide and rule) », et l'article premier de sa politique est de ne laisser aucune hégémonie s'installer sur le continent. C'est ce qui l'a fait s'opposer, entre autres, aux Bourbons, à Napoléon, à Guillaume II, à Poincaré et à Hitler. Or il était évident que, nos fois évanoui, était le rejet de la communauté européenne de défense, le rêve d'Etats-Unis d'Europe bien sage alignés sur les vœux et les intérêts américains, la France, profitant de l'impossibilité pour l'Allemagne, après le crépuscule des deux nazis, de prétendre à l'hégémonie continentale, allait tenter, quitte à proposer à Bonn le rôle de brillant second, d'imposer la sienne.

A quoi s'ajoutait que l'Angleterre est libre-échangiste par nature et que l'idée même d'une communauté à laquelle le tarif extérieur commun confère nécessairement une tonalité protectionniste était inacceptable pour elle. Aussi bien, avons-nous entendu une personnalité britannique de premier plan (1) nous dire, il y a une quinzaine d'années : « Au

début, nous ne croyions pas au Marché commun ; quand nous l'avons vu prendre corps, nous avons tenté de le serrer de près ; comme nous n'y sommes pas arrivés, nous avons tenté de le faire de l'intérieur. » La personnalité en question concluait : « Mais malheureusement nous avons compris la nécessité de l'Europe, et, si nous voulons y entrer, c'est pour renforcer son unité. »

(Lire la suite page 2.)

(1) Qu'on nous excuse de ne pas citer son nom. La personnalité en question a des propos, difficiles à inventer.

Les vertus de la crise

par PIERRE DROUIN

Faute de vaincre les crises, on cherche leur bon usage. En sera-t-il ainsi pour l'Europe ? Pourquoi pas ? Les Dix sont passés en neuf mois de Stuttgart à Athènes et à Bruxelles sans être capables d'accoucher. Il y a donc quelque chose de pourri dans le royaume communautaire, et singulièrement les institutions. On s'en doutait. C'est maintenant une certitude.

Les sommets n'exhaussent, au vu de tous, que les paquets de difficultés que les conseils des ministres n'ont pu dénouer. Et comme la plus haute instance des Dix ne s'en montre pas plus capable, l'opinion est

confortée dans son idée que l'Europe n'est décidément qu'un champ clos de réalités nationales.

La mesquinerie de M. Thatcher est ainsi apparue en pleine lumière. Empoisonnant... depuis 1979 ses partenaires pour des questions de gros sous - qu'elle perd, parce qu'elle le veut bien, en achetant trop de produits à l'extérieur du Marché commun - elle avait réussi non seulement à faire monter les enchères en sa faveur, mais à convaincre les autres pays - et là elle n'avait pas tort - que la fonction agricole n'était pas la seule qui dût être défendue dans une organisation aux ambitions aussi grandioses que la Communauté économique européenne.

Qu'on ait glissé vers l'échec pour 300 millions d'ECU est désolant. C'est là où l'on voit que la règle de l'unanimité - imposée par la France en 1966 - est d'une application beaucoup trop rigide. Qui fera croire qu'il s'agit là d'intérêts essentiels - sauf peut-être pour la politique intérieure de la Grande-Bretagne ?

(Lire la suite page 2.)

OTMAN

POUR LA PREMIERE FOIS
TOUTES LES
ARCHIVES DE VICHY
RENDUES PUBLIQUES

RETAIN

SEUL

AU JOUR LE JOUR

Poésie

On peut regretter que pour le Jour de la poésie, jeudi 22 mars, les hommes politiques n'aient fait aucun effort d'imagination et de création. Eux qui écrivent tant avaient l'occasion de nous gratifier - pour une fois - de quelque sonnet bien senti et peut-être sincère.

Las ! Nous n'aurons pas d'ode à l'Europe par M. Mitterrand ni de ballade du temps jadis par M. Giscard d'Estaing. M. Chirac n'a pas pris le temps de composer des stances à Marianne ni M. Marchais d'élégie des classes laborieuses. Point d'épigrammes opposantes, nulle épopée majoritaire : les temps sont prosaïques et les discours aussi.

BRUNO FRAPPAT.

QUATRIÈME SALON DU LIVRE DE PARIS

La saga des « poche »

Près de 150 000 visiteurs sont attendus au Grand Palais, où se tient le quatrième Salon du livre de Paris, du 23 au 28 mars. Cette année, tous les espaces du Salon, que devait inaugurer jeudi M. Jack Lang, sont occupés par les mille éditeurs francophones qui ont voulu présenter leurs nouveautés et les richesses de leurs fonds malgré une conjoncture maussade, ou peut-être à cause d'elle.

Après une légère reprise en 1982, les premières estimations pour 1983 indiquent, en effet, un léger fléchissement du chiffre d'affaires, et, en 1984, selon nombre d'éditeurs, ne s'annonce pas meilleur.

Cinq cents auteurs défendront leurs livres au stand de leur éditeur. Parmi eux, M. Valéry Giscard d'Estaing signera son dernier ouvrage le vendredi 23 mars, à partir de 21 heures. Le même jour, à 18 heures, M. Jacques Chirac, maire de Paris, visitera le Salon.

A l'occasion du Salon du livre, le Monde consacre chaque année un ou deux suppléments à l'édition. Après avoir traité précédemment des difficultés de l'édition, du roman, des sciences humaines, nous proposons cette fois deux suppléments à un phénomène dont l'importance n'a cessé de croître : le « poche », dont Jean Giono disait en 1958 à son fondateur en France, Henri Filipacchi, qu'il est le plus puissant instrument de culture de la civilisation moderne. De fait, la jeunesse s'en est emparée et, aujourd'hui, le « poche » représente le tiers de la production éditoriale.

Dans ce numéro, nous examinons la situation de l'économie des « poche » en France et à l'étranger (pages 17 à 24).

Dans le Monde de vendredi, daté 24 mars, nous montrerons nos lecteurs à une « Balade dans les collections de poche ».

Le Monde sera présent au Salon du livre, sur le stand A 32.

Le Monde

idées

La confusion des sentiments

par
JEAN-RENÉ BERNARD (*)

UN corps existe, apparemment sans âme, ou, plutôt, doué d'une existence presque animale. La Communauté survit; son existence ne paraît guère menacée par les difficultés qu'elle éprouve à suivre les règles de fonctionnement qu'elle a édictées. Ses fonctions vitales restent, tant bien que mal, assurées. Mieux même, elle continue d'attirer.

L'Europe est maigre parce qu'elle ne parle pas d'une seule voix. La Commission est écartelée entre l'idée qu'elle demeure une sorte d'exécutif et une coutume qui fait d'elle un peu plus qu'un secrétariat général. Son rayonnement est médiocre, mais sa fonction la rend respectable.

En face d'elle, le Parlement européen est, Dieu merci, élu au suffrage universel. Peut-être, un jour, l'organe créera-t-il la fonction? Peut-être passerons-nous, pour reprendre une formule qui a été originale, « de l'Europe des bureaux à l'Europe des peuples ». Mais une approbation générale peut dissimuler le caractère insoluble d'une question, aussi prestement escamotée que sacrifiée. Ce n'est parfois qu'un moyen d'éviter un problème.

Quant au véritable exécutif, le conseil des ministres, il m'a donné davantage, au cours des dix années des années, l'impression d'un grand magasin en jour de soldes que d'un endroit où se fait l'histoire. Qui dira la lassitude des séances interminables, leur immuable rituel, les réunions « super-restrictes » où l'on se retrouve à cinquante sans compter les interprètes? Qui évoquera les marathons, les fausses colères, les poses, les confidences faites face au public, l'impossibilité absolue du secret, les compromis arrachés au petit jour à des ministres épuisés, entourés d'une cohorte d'experts jécasseurs? Faut-il que l'idée européenne conste à une nécessité pour résister à une désacralisation aussi prolongée?

Enfin, les résultats pratiques de l'entreprise européenne sont difficiles à apprécier de façon objective,

même si l'on se borne à l'aspect purement économique. Il faut souligner que la mise en place progressive du Marché commun a coïncidé avec le développement économique le plus fort que le monde ait connu au cours d'une longue période, et qu'il y a, bien évidemment, contribué.

L'aspect de clocher marque, néanmoins, l'Europe de l'Ouest, dont le rôle dans l'innovation technologique a diminué d'une façon dramatique. Le cloisonnement des marchés nationaux, en particulier dans les secteurs contrôlés par les États, constitue un handicap pour rentabiliser au mieux les efforts de recherche.

Force est enfin de constater que nos pays connaissent une évolution démographique qui se traduit par une diminution de la part de la population active et par un rapide vieillissement des charges sociales. La rigidité des facteurs de production, le coût des droits acquis, le poids de réglementations tatillonnes, autant de données qui ne laissent guère l'espoir de bien augurer du comportement commercial à long terme de nos pays sur un marché international où règne une concurrence féroce.

Et pourtant, cette réalité qui nous paraît volontiers désolante est un progrès, d'autant plus grand que nous avons tendance à considérer son existence comme naturelle. En premier lieu, l'Europe est, à la fois, un résultat et un gage de l'unité entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Que le premier acte de l'actualité chancelière ait été d'aller voir, à Paris, le président de la République, en dit long sur l'intimité des liens qui se sont tissés entre les deux pays. De même que, sous la III^e République, les radicaux ont été condamnés, à terme, par la réalisation de leur programme et, singulièrement, par la coopération économique (SOGI) de 1967 à 1977.

(*) Ancien secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique (SOGI) de 1967 à 1977.

rement, par la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les dévots de l'Europe, épuisés par leur succès, paraissent manquer d'autant plus d'imagination qu'ils ne rencontrent guère plus, chez nous, de contradicteurs, à l'exception du Parti communiste.

Un quart de siècle de vie communautaire a conditionné le comportement des États membres d'une façon que l'on a tendance à sous-estimer lorsqu'on vit à l'intérieur du système. En dehors même de tout aspect économique, et pour reprendre les termes employés récemment par un grand hebdomadaire américain, « la coopération politique en Europe ne correspond pas seulement à de grandes manœuvres administratives; elle décrit une nouvelle réalité ».

Condamnés à vivre ensemble

Condamnés à vivre et à agir ensemble, les États membres devraient prendre davantage conscience de l'importance fondamentale, au sens exact du terme, de ce qu'ils ont déjà réalisé: des habitudes ont été prises; il est devenu presque inconcevable de ne pas sacrifier à certains rites, de refuser de se mettre du même côté de la table que ses partenaires pour examiner les problèmes.

La partie occidentale de notre continent constitue encore un « espace de liberté ». Or la liberté ne peut être préservée que par un effort de tous les instants.

Il est réconfortant, dans cette perspective, de constater qu'en France des partis qui représentent probablement près de neuf citoyens sur dix ont sacrifié aux tabous européens et s'inclinent devant un idéal qu'il faudra bien, un jour, dépasser.

Il faut voir, dans cette réaction quasi unanime, un obscur instinct de survie de notre peuple. On doit également constater, par là même, et pour employer un terme qu'il ne faut pas utiliser à la légère, la légitimité de l'idée européenne et le signe de sa profonde concordance avec notre intérêt national.

Les vertus de la crise

(Suite de la première page.)

Qui doute que les grands principes (et notamment celui de la préférence pour les produits agricoles communautaires dans les achats des Dix) n'aient été bafoués par Londres, au nom de ses intérêts dans les pays du Commonwealth? Neuf contre un ne signifie pas toujours que le dernier a tort. Il y a tout de même d'autres moyens de démontrer qu'il a raison.

La première vertu de la nouvelle crise européenne est de bien mettre ceci en évidence: la Grande-Bretagne ne joue pas le jeu parce que les institutions la lui permettent.

Il en est une autre: la crise révèle l'incohérence de divers plans sur lesquels s'agit l'Europe. Les agriculteurs français se mobilisent contre les accords sur la production laitière réalisés il y a quelques jours et en suspendent depuis le sommet des Dix. Or, s'il n'y avait finalement pas d'accord du tout et, pis, si la politique agricole commune explosait sous les coups de botte de la Grande-Bretagne, ce sont des larmes de sang qui devraient verser les exploitants français. Ils savent bien que l'Europe est pour eux un marché dont ils profitent, peut-être un peu moins aujourd'hui qu'il y a vingt ans, du fait de la concurrence des voisins, mais qui reste prioritaire.

Autre distorsion pénible: les partis s'agitent avec une fébrilité grandissante pour les élections prochaines à l'Assemblée européenne. Mais quelle crédibilité aura le programme de telle ou telle liste si le spectacle donné par les Dix n'est pas plus agaçant? Jusqu'à l'Assemblée de Strasbourg, pourtant éine au suffrage universel depuis 1979, n'a pas pu faire pression sur l'exécutif pour qu'il gère les affaires européennes plus efficacement. Elle voulait servir de caisse de résonance pour l'opinion publique. Hélas! rien n'a retenti. Le pouvoir n'est pas là. Mais ce qui vient de se passer à Bruxelles montre qu'il n'est nulle part lorsque l'un des Dix veut faire la mauvaise tête.

veines des pays membres, et qu'il faut en tirer la leçon, comme M. Mitterrand l'a déjà laissé entendre. Manifestement, certains pays voudraient aller plus vite que d'autres et se sentent brimés par les trainards. Cela veut dire ou bien qu'on cherche à faire fonctionner une Europe à deux vitesses, avec son soubassement (les Six) et ses satellites, en soignant particulièrement le différentiel qui permettra que l'ensemble ne capote pas; ou bien que l'on cherchera sur le fond du plus petit dénominateur commun à lancer des « coups » intéressants deux, trois, quatre pays, voire certains qui n'appartiennent pas au Marché commun: la fusée Ariane, Airbus-320, etc., etc.

A cet égard, outre le programme ESPRIT sur l'information, qui a reçu l'assentiment des Dix, bien d'autres réalisations peuvent figurer sur la panoplie des techniques nouvelles. Si le futur n'arrache pas l'Europe à son ronron, c'est à désespérer de sa faculté de redressement. Des discussions sur l'installation d'une station orbitale, par exemple, ne devraient-elles pas balancer les sempiternelles négociations sur l'agriculture?

Autre vertu de cette crise: elle a montré, malgré l'échec final, et pour les trois accords importants qui ont été réalisés (déclassement des dépenses agricoles, réduction de la production laitière, augmentation de la TVA), que la solidarité franco-allemande pouvait servir de locomotive au train européen. Le général de Gaulle avait compris depuis longtemps que l'accord entre Paris et Bonn était le ciment de la construction. Il le reste malgré l'élargissement à d'autres partenaires, ou plutôt à cause de lui. Comme l'écrivait Michel Albert (1): « Ce n'est pas l'Europe qui décline sur la pente du sous-développement relatif et de la non-croissance. C'est la non-Europe. » A la fin des années quatre-vingt, qui se sont tellement déchirées, de brandir le drapeau communautaire, trop humilié, et de voir qui suivra.

PIERRE DROUIN.

(1) *Le Parti européen*. Édition du Seuil, 1983.

Pour une stratégie de rechange

par RENÉ LEJEUNE (*)

Il faut, dès à présent, mettre au point une stratégie de rechange reposant sur deux piliers: la neutralisation des forces centrifuges et l'apparition d'un événement capable de susciter une dialectique de dépassement mobilisatrice.

Les forces centrifuges sont principalement mues par la Grande-Bretagne. Celle-ci est indispensable dans une Communauté européenne digne de ce nom: on a eu tort de l'accueillir avant la construction de l'édifice politique. Il existe une antique tradition insulaire de défense à tout prix des « intérêts éternels » de l'Angleterre, incompatible avec le sens du compromis indispensable dans un dessein communautaire. Espérer modifier cette tradition au cours d'un régime circonstanciel de six mois, c'était méconnaître la ténacité sans égale de ce petit peuple qui avait cinq millions d'habitants au temps de Shakespeare et, en moins de trois siècles, s'imposait sa langue au monde entier.

Le président français devrait maintenant inviter solennellement les Dix à s'engager sans délai dans la phase d'intégration politique de l'Europe.

Un pouvoir communautaire politique serait créé, de préférence ailleurs qu'à Bruxelles, avec délégation progressive et partielle de souveraineté en matière de défense et de relations extérieures. Et, à terme, une monnaie commune.

L'idée d'une armée européenne serait reprise, pour laquelle les esprits sont incomparablement plus perméables qu'en 1954, année de l'échec de la CED. La force nucléaire de dissuasion resterait cependant du domaine réservé du ou des membres qui en disposent.

En politique extérieure, on distinguait entre les intérêts communautaires, objet des délégations de pouvoir à un organisme confédéral de relations extérieures, et les intérêts nationaux qui continueraient à relever des ministères au plan national.

Pour ce qui est de la politique monétaire, un échec prévoyait les étapes d'une harmonisation économique destinée à réduire les écarts des taux d'inflation et de croissance, afin de créer un contexte de compatibilité pour l'intégration de monnaies nationales et l'émission d'une monnaie commune.

Un tel projet, en rupture radicale avec l'état actuel de la CEE, ne semblerait irréalisable qu'à ceux pour qui la congestion de l'énorme mécanisme de l'unification économique est une fatalité. Il s'agit précisément de s'en arracher par une stratégie de dépassement.

(*) Président de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe.

LU

« LES RELATIONS INTERNATIONALES DEPUIS 1968 »

par Jean-Marie Lebreton

Le tournant méconnu de 1975

A mi-chemin des années qui nous séparent de 1988, 1975, une année qui n'a pas encore un nom dans l'histoire, marque une charnière.

Si 1968 dissipe brutalement, à Prague, le rêve d'un « socialisme à visage humain », le détente Est-Ouest n'est pas bloquée pour autant et connaît son apogée à Helsinki en juillet 1975 avant un rapide déclin.

Les pourparlers officiels américains-vietnamiens commencent à Paris en mai 1968, mais la paix n'interviendra, par la violence, qu'avec la chute de Phnom-Penh et celle de Saigon, en avril 1975.

La démonétarisation de l'or, amorcée par la liquidation du pool de l'or par les grandes banques centrales en mars 1968, sera consommée à la Jamaïque dans les premiers jours de 1976.

Avec la guerre du Kippour à l'automne 1973, les Arabes découvrent l'arme du pétrole, le prix du brut s'envole, et ne connaît de répit qu'au début des années 80.

Après 1975, écrit Jean-Marie Lebreton, un autre monde se cherche. Conséquences d'une lente maturation des esprits et des forces vives, le Sud sous-développé prend une place de plus en plus grande dans les rapports internationaux. (...) Le Nord industrialisé s'enferme dans la crise, crise économique mais aussi crise démographique et crise spirituelle. (...) Le chômage frappe de plus en plus durement les pays industrialisés que concurrencent d'ailleurs de nouveaux foyers de croissance, en Asie notamment.

Aussi l'auteur a-t-il traduit cette rupture du Sud dans les relations internationales en divisant son ouvrage en trois parties: évolution des rapports Est-Ouest; préoccupations communes au Nord et au Sud; déséquilibre des rapports Nord-Sud, cette dernière partie étant la plus longue.

La conclusion de Jean-Marie Lebreton n'est pas optimiste. Certes, l'accent s'est déplacé au cours des quinze dernières années des problèmes Est-Ouest aux problèmes Nord-Sud, mais les premiers ne sont

pas résolus pour autant. « La crise polonaise, la fin de la détente sont plus liées qu'il ne paraît aux grandes mutations qui se préparent et qui ne déboucheront sans doute que par la violence », écrit Jean-Marie Lebreton en recommandant aux grands pays industrialisés, qui gardent encore la puissance, d'être attentifs aux signes annonciateurs des nouveaux équilibres que le monde cherche confusément.

Précis, concis, s'en tenant strictement aux faits, J.-M. Lebreton, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et diplomate (notamment nommé ambassadeur à Sofia), a écrit avec un grand souci pédagogique un exposé aussi agréable à lire que facile à consulter. Une cinquantaine de pages d'annexes précisent notamment les événements et l'évolution de la politique française pendant la période considérée.

MAURICE DELARUE

* *Les Relations internationales depuis 1968*, de Jean-Marie Lebreton. Nathan université, 122 p., 91 F.

Ce que femme ne veut pas

(Suite de la première page.)

Hélas! notre très sympathique interlocuteur, qui s'est battu comme un lion pour faire entrer son pays dans la CEE, est loin de représenter un courant majoritaire. Georges Pompidou, qui avait tout fait, de son côté, pour faciliter l'adhésion de la Grande-Bretagne, qu'il jugeait nécessaire à l'équilibre de l'influence d'une Allemagne à son goût trop puissante, ne cachait pas, quelques mois plus tard, sa déception: « Au fond, disait-il, il n'y a qu'un Européen en Grande-Bretagne, c'est Heath », le premier ministre de l'époque.

Valéry Giscard d'Estaing, lui aussi champion déterminé de la candidature britannique, et François Mitterrand sont arrivés à des conclusions voisines. Et il suffit de regarder les sondages d'opinion pour se persuader qu'ils ont raison (2). En d'autres termes de suite, « Maggie » Thatcher est sûre d'avoir le soutien de ses compatriotes. « L'orgueil humain personnel », disait Michel, c'est l'Angleterre. » Alors que les activités commerciales de son fils chéri commencent à faire jaser et que le Parti travailliste amorce, dans les sondages, une nette remontée, c'était peut-être le moyen le plus

efficace de permettre aux conservateurs de ne pas faire un trop mauvais score aux élections européennes.

De toute manière, la négociation de Bruxelles avait pris l'aspect d'une bagarre franco-anglaise. En admettant si peu que ce soit, le « dame de fer » aurait en le sentiment d'encourager les prétentions bégniques de ce François Mitterrand, qui a eu l'audace de prétendre l'isoler et qui, pis encore, y est parvenu. Faut-il rappeler que la même tactique d'isolement, jadis employée à l'égard de de Gaulle, n'avait pas mieux réussi?

Ce n'est pas elle qui allait laisser le chef de l'Etat profiter de ce qu'il exerçait la présidence de la Communauté pour marquer un succès à exploiter sur le front intérieur français. Son calcul est simple: à la fin d'octobre, la Communauté aura épuisé ses ressources. Pour régler ses fonctionnaires et les subventions qu'elle consent au titre de la politique agricole commune et des aides au développement régional, il faudra bien le consentement de Londres.

« Maggie » entend ne le faire chèrement payer, sans que Paris puisse en tirer le moindre bénéfice. Ce n'est pas son collaborateur Michael Butler, qu'on a connu jadis, à l'ambassade britannique en France, acharné à combattre ce qu'il a toujours interprété comme une volonté bégnique de de Gaulle et qui ne la quittait pas d'une semelle à Bruxelles, qui la fera changer d'avis.

Pour l'ébranler, il n'y aurait qu'une solution: c'est que les Neuf s'organisent sans elle. Ce qui pose pour commencer, de très sérieux problèmes juridiques, puisque le budget doit être voté à l'unanimité. Ont-ils la volonté nécessaire? D'ores et déjà, il faut bien se rendre compte, par exemple, que tout le beau discours, à la vérité passablement creux, qu'on a entendu ces temps derniers sur la défense européenne n'a plus, si la Grande-Bretagne ne s'en mêle pas, rigueur ni aucun sens.

Qu'il ne voit pourtant que, si ne se constitue pas, pour maintenir et développer l'Europe, un noyau dur et déterminé, elle est vouée inexorablement à l'impuissance et à la dilution?

ANDRÉ FONTAINE.

(2) Selon un sondage de SECED-Research International effectué entre le 6 et le 12 mars, 55 % des Britanniques contre 45 % voteraient en faveur d'un retrait de leur pays de la Communauté si la question était soumise à référendum.

Une vraie ville de congrès à 100 minutes de Paris par le TGV



DIJON

MAIRIE DE DIJON
Palais des
États de Bourgogne
Téléphone (80) 87.51.51

RECTIFICATIF. — Dans la page Idées du mercredi 21 mars, l'article « Coup d'envoi au Collège international » n'était pas d'Elie EL MALEH mais d'Edmond EL MALEH. Nous nous excusons de cette confusion auprès de l'auteur.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4187-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 300 m.; Allemagne, 1,70 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 28 fr.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA; Danemark, 7,80 kr.; Espagne, 110 pes.; E.-U., 35 \$; Grèce, 80 dr.; Irlande, 100 sh.; Italie, 1 000 L.; Liban, 375 P.; Lituanie, 0,350 Lt.; Luxembourg, 28 fr.; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 85 esc.; Roumanie, 300 F CFA; Suède, 7,75 kr.; Suisse, 1,80 fr.; Turquie, 100 lt.		FRANCE 341 F 605 F 859 F 1088 F			
		TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 340 F			
		ÉTRANGER (par mandat)			
		L. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F			
		IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 838 F 1 197 F 1 538 F			

Par voie aérienne: tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse: déclarations et provisions (deux semaines au plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant: André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Beauvillier (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimeur: « Le Monde » 12, rue de la Harpe, PARIS-IV
Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-1207

LES
AUX C
Angob
Grande-Bret
ARRESTATION
TELE PRESUM
TENTAT CONT
ROUS - 10 24

LES RÉACTIONS A L'ÉCHEC DU SOMMET EUROPÉEN DE BRUXELLES

L'échec du conseil européen de Bruxelles continue de susciter de nombreux commentaires et réactions dans les différents capitales de la Communauté, ainsi qu'à Madrid et à Lisbonne.

À BRUXELLES, le porte-parole du gouvernement belge a estimé « regrettable » que l'Europe « montre son impuissance au moment où de nombreux pays souhaitent qu'elle s'exprime sur les problèmes internationaux ». Le quotidien *Le Soir* évoque « le sabotage de la CEE » auquel M^{me} Thatcher, selon lui, procède.

À ROME, le président du conseil, M. Craxi, a déclaré : « Le gouvernement de Londres porte toute la responsabilité de la situation, qui est très grave. » La *Stampa* insiste de son côté sur la nécessité, pour les neuf partenaires de la Grande-Bretagne, de renforcer leur solidarité face aux exigences de M^{me} Thatcher.

À ATHÈNES, on souligne, dans la presse, comme dans les milieux gouvernementaux, que l'« intransigence absolue » du premier ministre britannique a conduit la Communauté à un échec encore plus marqué et plus lourd de conséquences que lors du précédent conseil européen, organisé en décembre dans la capitale grecque.

À DUBLIN, le premier ministre, M. FitzGerald, a confirmé devant le Parlement que son pays s'opposerait au règlement des problèmes financiers de la CEE aussi longtemps qu'il ne serait pas exempté du plan de réduction de la production laitière européenne. A propos de l'échec de Bruxelles, il a ajouté : « La Communauté a une grande résistance, et elle a déjà surmonté des crises importantes. » Mais il a mis en cause « l'intransigence manifestée par certains pays », parmi lesquels il a cité la Grande-Bretagne, le Danemark et les Pays-Bas, alors qu'il était prêt, de son côté, à accepter le compromis initial proposé par la présidence française.

À MADRID ET À LISBONNE, on s'inquiète des conséquences que l'échec du sommet de Bruxelles pourra avoir sur le calendrier de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté. M. Gonzalez, premier ministre espagnol, a qualifié

de « regrettable » cet échec, tout en relevant que le conseil européen a enregistré « l'accord, sans exception, des dix pays de la CEE pour faire avancer les négociations avec l'Espagne ». « Les autorités portugaises n'ont aucune raison de changer leurs orientations en ce qui concerne les négociations en cours », a-t-on, d'autre part, affirmé à Lisbonne.

À MOSCOU, par ailleurs, l'agence Tass a qualifié la réunion de Bruxelles de « fiasco total », ses participants n'étant « parvenus pratiquement à aucun accord sur les points principaux », et a parlé à propos des Dix d'« un enchevêtrement complexe de contradictions irréconciliables ». — (AFP, Reuter.)

La Commission aux côtés de M. Mitterrand

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne va faire des propositions afin que les prix agricoles, ainsi que les mesures de réforme de la politique agricole commune puissent pallier l'échec du conseil européen, être adoptés dans les meilleurs délais. En outre, elle s'apprête à soumettre des propositions pour pallier l'insuffisance des moyens budgétaires disponibles en 1984 et 1985. Elle appuie l'initiative de M. Mitterrand qui envisage la convocation d'une conférence où les gouvernements membres délibéreraient ensemble du « type d'Europe » au sein de laquelle ils souhaitent coopérer. Tels sont les trois thèmes qui ont été développés, le mercredi 21 mars, par M. Gaston Thorn, président de la Commission, au cours d'une conférence de presse.

Le conseil des ministres des Dix se réunira, les 26 et 27 mars à Bruxelles, avec, comme principale mission, d'adopter l'ensemble des dispositions sur lesquelles les ministres de l'agriculture étaient parvenus à s'entendre la semaine passée. Mardi, les chefs d'Etat et de gouvernement ont donné leur aval à ces accords. Ainsi, mis à part la question du niveau de la production laitière en Irlande, il n'existe aucune divergence sur le fond. Mais le Royaume-Uni a maintenu une réserve faisant dépendre l'approbation définitive des décisions agricoles d'un accord sur l'ensemble de la négociation en cours et, en particulier, bien sûr, sur le montant de la compensation budgétaire qui lui sera accordée par les pays partenaires au cours des années à venir. Va-t-il maintenant cette réserve et tenter ainsi de bloquer le fonctionnement normal du marché commun ?

M. Thorn espère que Londres s'abstiendra d'agir de la sorte. « Tous les gouvernements membres ont intérêt à ce qu'on contrôle et qu'on maîtrise les dépenses agricoles. Ne pas bouger maintenant, ce serait l'assurance et l'assurance de voir encore se dégrader la situation. Ainsi, si les quotas laitiers ne sont pas appliqués, les Dix produiront en 1984 sensiblement plus de 100 millions de tonnes et la Communauté en subira un choc terrible », a-t-il commenté.

La Commission qui, a souligné M. Thorn, « est plus que jamais le garant de la continuité et de la survie de la Communauté », va reprendre à son compte l'ensemble des mesures sur lesquelles les ministres de l'agriculture étaient tombés d'accord (quotas, prix, démantèlement des montants compensatoires monétaires, mesures d'économie), de telle façon que le conseil puisse formellement les approuver et qu'elles entrent en vigueur, de ce fait, aux dates prévues : c'est-à-dire, pour le lait et la viande de bœuf à partir du 1^{er} avril prochain. Si les Britanniques s'y opposent, il y aura un vote, du moins pour les dispositions qui sont erronées en application d'articles du traité prévoyant que les décisions

Bonn veut aider Paris à surmonter rapidement la crise

Correspondance

Bonn. — Le premier moment de déception passé, le gouvernement de Bonn entend redoubler d'efforts pour que le problème de la contribution britannique au budget de la Communauté européenne puisse être réglé rapidement. On n'écartera pas la possibilité d'un accord spécial pour entériner un accord avant les élections européennes du 17 juin.

Fus de « résignation », tel était le mot d'ordre dans la capitale allemande au lendemain de l'échec de la réunion de Bruxelles. Au cours du conseil des ministres de mercredi, le chancelier Kohl a estimé que la situation n'était pas « catastrophique ». Quant à M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, il a reconnu qu'elle était « grave ». Mais il a également tenu à souligner au cours d'une conférence de presse que tout n'avait pas été négatif à Bruxelles puisque les Dix s'étaient mis d'accord sur un certain nombre de principes importants : discipline budgétaire, démantèlement des montants compensatoires monétaires, limitation des productions agricoles excédentaires, accroissement de la part de TVA versée au budget communautaire par les pays membres à partir de 1986.

Bonn veut redoubler avant tout une confrontation entre Paris et Londres qui ruinerait toute chance d'accord avec les Britanniques. Si l'attitude de M^{me} Thatcher a fait

l'objet d'une condamnation quasi-unanime en RFA, il ne manque pas de voir pour reconnaître que le problème soulevé, celui d'un plus juste équilibre à long terme entre les contributions des divers États membres, n'est pas totalement dénué de fondement. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* va jusqu'à relever que le vieil antagonisme franco-anglais est loin d'être dépassé et que Paris accorde toujours le frein des quatre fers à la France des concessions à Londres. « Il n'est pas passé inaperçu aux yeux des Anglais que la France préférerait les forcer à sortir de la Communauté », écrit le grand quotidien de Francfort.

Tout en insistant sur l'excellent travail accompli par la présidence française, le gouvernement évite pour sa part de jeter la pierre à M^{me} Thatcher. Selon son porte-parole, le chancelier Kohl a réaffirmé au cours du conseil des ministres qu'il avait une « certaine compréhension » pour le premier ministre britannique dont l'opinion publique avait moins de raisons d'être aussi européenne que celle du continent. L'important dans l'immédiat pour Bonn est d'appuyer les efforts du président Mitterrand pour tenter de vider l'abcès le plus vite possible. On a fait savoir, dès mercredi dans la capitale fédérale, que M. Genscher s'en était entretenu par téléphone avec M. Chénayon.

HENRI DE BRÉSON.

Les réactions en France

● M. Lionel JOSPIN, premier secrétaire du PS : « L'activité de la présidence française et l'action personnelle de François Mitterrand depuis de longues semaines ont permis au sommet de Bruxelles de déboucher positivement sur plusieurs points. (...) La position maintenue jusqu'au bout par le gouvernement britannique sur les versements financiers qu'il réclame a interdit un accord complet, qui aurait permis à la Communauté de sortir clairement de la crise. Par son attitude conservatrice, et contre toute attente au principe du traité de Rome, M^{me} Thatcher porte la responsabilité du désaccord. En ne cédant pas à ses exigences, le président de la République, François Mitterrand, a préservé l'avenir de l'Europe et les intérêts de la France.

● M. Jean-Pierre CHEVÈNE-MENT, chef de file du CERS : « Mieux vaut une crise ouverte qu'un mauvais compromis. L'avenir de l'Europe, ce n'est ni le chèque de M^{me} Thatcher ni la résorption des excédents laitiers, c'est de savoir s'il y a encore place demain, à côté des rôles technologiques américains et japonais, pour un rôle européen. (...) L'Europe n'a pas l'équi-

valent du budget fédéral américain, elle n'a pas l'organisation intégrée du Japon ; pire, elle n'a pas de volonté politique. Celle-ci ne peut procéder que des nations : ou bien elles veulent, ou bien elles ne veulent pas. Faisons donc l'Europe avec celles qui le veulent. Une Europe à la carte, une Europe à géométrie variable, une Europe des grands projets technologiques : satellites, câbles en fibres optiques, stations spatiales habitées, trains à grande vitesse, etc. »

● M. René PIQUET, président du groupe communiste français à l'Assemblée des communautés européennes : « L'échec du sommet de Bruxelles est celui d'une Europe qu'il faut bien appeler par son nom : l'Europe du capital, des multinationales (...). L'Europe des Dix, c'est l'Europe de l'échec. Bien évidemment, pour résoudre, on ne trouve rien d'autre à faire que de pénaliser par exemple les producteurs de lait, dont l'indignation est totalement justifiée. »

● M. Jean-Michel BAYLET, président du MRG : « L'estime positive des premiers résultats obtenus par François Mitterrand à Bruxelles. Je regrette l'attitude de la Grande-Bretagne, qui est indéfendable et bloque sans justification un accord global. Les difficultés rencontrées ne doivent en aucun cas conduire au découragement. L'approfondissement sans réserve la volonté du président de la République de donner des fondements plus solides à l'Europe. Dans cette perspective, le MRG réaffirme son souhait de construire les Etats-Unis d'Europe. »

● M. Valéry GISCARD D'ESTAING, invité mercredi du club de la presse du Havre : « Le résultat du Conseil européen de Bruxelles est un échec et une fausse politique. L'échec, c'est le fait que la présidence française, malgré un effort incontestable de préparation de ce sommet, n'a pas abouti à un accord global. L'issue politique, c'est d'avoir accepté des mesures mauvaises et injustes pour l'agriculture française sans obtenir en contrepartie un accord d'ensemble sur la politique agricole européenne. Les agriculteurs français vont payer les pots cassés de l'Europe. »

● M. Jean LECANUET, président de l'UDF : « Il est clair, désormais, que seule l'opposition pourra plus en plus important joué par les comités de défense de la révolution (CDR). Ce sont en effet les CDR qui avaient réclamé des sanctions contre la direction « réactionnaire » du syndicat des enseignants.

l'Europe (...). La Grande-Bretagne a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de la Grande-Bretagne (...). Si cette nécessité est reconnue par tous, des compromis équitables pourront être trouvés. »

● M. Pierre MÉHAIGNERIE, président du CDS : « Le président de la République avait beaucoup investi dans ce sommet. Lui qui, avant 1981, avait tant critiqué les négociations passées n'avait plus le choix qu'entre concéder ou échouer. Il a beaucoup concédé à Bruxelles, pour finalement échouer. »

● M. René MONORY, sénateur contrainct de la Vienne : « Il importe de relancer l'Europe sur des bases nouvelles après l'échec attristant du sommet de Bruxelles (...). Le problème agricole ou le problème britannique sont de faux problèmes, qui ne prennent une dimension tragique que parce qu'il n'y a pas assez d'argent dans la caisse (...). Il faut supprimer le droit de veto au profit de la prise de décision par une majorité simple : cela changera considérablement le déroulement des négociations. »

● M. Bernard PONS, secrétaire général du RPR : « Je crois que la stratégie de M. Mitterrand, qui s'est beaucoup dépensé et qui a beaucoup investi dans cette affaire, a été mauvaise. Il ne fallait pas céder n'importe quoi et n'importe comment. Je pense qu'il faut montrer à nos amis britanniques que, s'ils ne respectent pas la règle communautaire, ils doivent en tirer les conséquences. Lorsque, il y a un mois et demi, Jacques Chirac a parlé d'une Europe à deux vitesses, on a crié au scandale. Aujourd'hui, le président de la République lui-même est bien obligé de reconnaître que c'est une solution qui doit être envisagée avec lucidité. »

● Les réactions syndicales. — M. Chénayon, secrétaire général adjoint de la CFDT, a déclaré que « la relance de la construction européenne ne peut plus attendre, sous peine d'une irréversible régression de la capacité de l'Europe à répondre aux graves problèmes du moment, notamment du chômage de masse », et qu'il « faut tout tenter pour sortir de l'impasse dans laquelle l'intransigence britannique enfonce la CEE ». Force Ouvrière déplore l'échec de la conférence de Bruxelles et constate que « la Grande-Bretagne ne cesse de soulever des problèmes de plus en plus insolubles ». Enfin, la CFTC « dit non au blocage de la communauté européenne et considère qu'il appartient aux pays qui le veulent de trouver les moyens d'aller de l'avant ».

M^{me} Thatcher opte pour une riposte graduée

De notre correspondant

Londres. — « Je ne pense pas que l'on puisse continuer comme ci et de rien n'était. » En faisant, mercredi 21 mars, un compte rendu du sommet de Bruxelles devant la Chambre des communes, M^{me} Thatcher a ainsi redit son intention de sanctionner financièrement la CEE. Il s'agit moins de manifester contre l'échec du sommet de Bruxelles que de protester contre le refus de la France et de l'Italie de verser à la Grande-Bretagne la ristourne de l'année 1983, soit environ 450 millions de livres (5,4 milliards de francs). M^{me} Thatcher a pris le soin de souligner qu'il y avait eu dans l'histoire de la Communauté des précédents de ce genre de la part de la France, du Danemark et de la Grande-Bretagne à propos de la TVA.

Mais le premier ministre a marqué une hésitation, indiquant que la réplique britannique n'était pas encore décidée et que le cabinet en discuterait ce jeudi 22 mars. Il semble, selon son entourage, que la décision pourrait ne pas être arrêtée avant la semaine prochaine. M^{me} Thatcher sait que, sur l'affaire des remboursements, et plus généralement, sur le principe d'une contribution « juste » de son pays au budget de la CEE, son gouvernement bénéficie d'un soutien assez large du Parlement et de l'opinion, mais sur la manière d'agir et sur l'étendue de la riposte, il y a des divergences qui l'embarrassent.

Les conservateurs ne sont pas unanimes. Tandis qu'une petite fraction du Parti, tout aussi « anti-européenne » que la majorité des travaillistes, la pousse à faire un choix radical, M^{me} Thatcher doit compter avec la ferme opposition des « modérés », qui l'incitent à ne pas commettre l'irréparable. M^{me} Heath, ancien premier ministre, et Francis Pym, ancien secrétaire au Foreign Office, ont été au cours du débat aux Communes ses contradicteurs les plus acharnés. Le gouvernement britan-

nique ne peut se mettre dans l'« illégalité », ont-ils soutenu, tandis que le leader travailliste, M. Neil Kinnock, l'incitait à cesser tout paiement à la CEE. Mais il convient de noter que ce dernier s'est gardé d'évoquer à cette occasion un retrait pur et simple de la Grande-Bretagne du Marché commun, ce qui était, il n'y a pas si longtemps, un des chevaux de bataille de son Parti.

Même en pareille circonstance, plus personne en Grande-Bretagne — à quelques rares exceptions près — ne se fait l'avocat de l'isolement. D'autre part, la presse, dans son ensemble, prêche la modération. « Un drame, mais pas une crise », écrit le *Times* en titre de son éditorial, dans lequel il recommande la négociation avec sang-froid pour faire valoir le point de vue britannique. Le grand quotidien de Londres met notamment l'accent sur le fait que M^{me} Thatcher a tenu devant le Parlement à rendre hommage aux « efforts » déployés par M. Mitterrand pour parvenir à un accord. Et comme d'autres journaux, il remarque que M^{me} Thatcher a, elle-même, indiqué que l'accord avait été très proche. Le *Guardian* (libéral) estime que le premier ministre doit « avoir la sagesse de résister aux sirènes » qui souhaitent des mesures extrêmes. Quant au *Financial Times*, il souligne que c'est le « moment de garder son calme ».

Dans ces conditions, il semble que M^{me} Thatcher et les membres de son cabinet s'orientent vers une sorte de demi-mesure, c'est-à-dire le blocage d'une somme de 100 millions de livres réclamée à titre d'avance pour le mois prochain. Mais certains ministres, et peut-être M^{me} Thatcher elle-même, pensent qu'il leur faut déclarer dès maintenant que la Grande-Bretagne bloquera tous ses versements pour une somme équivalente aux montants des remboursements impayés.

FRANCIS CORNU.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● Bilan des derniers combats. — L'UNITA, mouvement de l'opposition armée au régime de Luanda, a affirmé, mercredi 21 mars, avoir tué 3 Soviétiques, 15 Cubains et 256 soldats de l'armée régulière angolaise (FAPLA), au cours d'actions menées, du 6 au 15 mars, dans six provinces du centre et du nord de l'Angola. Le mouvement de M. Jonas Savimbi reconnaît avoir eu, en cours de la même période, 19 tués, 17 blessés et 12 disparus. De leur côté, les forces gouvernementales ont annoncé mercredi avoir tué récemment 16 membres de l'UNITA dans les provinces du Sud angolais. D'autre part, M. Herman Toivo Ja Toivo, fondateur de la SWAPO (mouvement nationaliste namibien), récemment libéré des prisons sud-africaines, a annoncé mercredi, à Nairobi, son intention de retourner en Namibie. — (AFP.)

Grande-Bretagne

● ARRESTATION DE L'AUTEUR PRÉSUMÉ DE L'ATTENTAT CONTRE HARROD'S. — Un habitant de

Belfast a été arrêté et accusé d'être l'auteur de l'attentat à la bombe commis le 17 décembre dernier contre le grand magasin londonien Harrod's, dans lequel six personnes avaient trouvé la mort et 94 autres avaient été blessées, a-t-on appris mercredi 21 mars.

Haute-Volta

● GRÈVE NATIONALE DES ENSEIGNANTS. — A l'appel du Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta (SNEAHV), les enseignants du primaire et du secondaire se sont mis en grève, mardi 20 et mercredi 21 mars, pour obtenir la libération de deux dirigeants du SNEAHV, arrêtés le 9 mars pour attitude « contre-révolutionnaire ». Cette grève, qui est la première manifestation d'ampleur nationale depuis le coup d'Etat du 4 août dernier, illustre les réticences d'une partie de la population devant le rôle de plus en plus important joué par les comités de défense de la révolution (CDR). Ce sont en effet les CDR qui avaient réclamé des sanctions contre la direction « réactionnaire » du syndicat des enseignants.

« le géographe qui connaît le mieux notre pays... »

Alfred Sarry - Le Monde

jean-francois gravier

l'espace vital

« Vous parlez des lieux comme s'ils étaient des êtres ou des tableaux de maître. C'est admirable. »

« L'aménagement du territoire de demain, éclairé par une passionnante rétrospective... »

Jacques Monnard - Le Nouvel Observateur.

« Une magistrale introduction à l'aménagement du territoire... l'espace vital se lit comme un roman. »

Sciences et Avenir.

Flammarion

DIPLOMATIE

L'INTERVENTION TÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE APRÈS LE SOMMET EUROPÉEN

« On aurait détruit l'Europe si l'on avait accepté la réclamation britannique »

« Monsieur le président, vous avez consacré beaucoup d'efforts à la préparation de ce sommet de Bruxelles, beaucoup d'énergie, et vous revenez aujourd'hui à Paris sans accord. Est-ce que vous êtes déçu ? »

— Assurément. Ne pas parvenir à régler un problème en suspens depuis plusieurs années, répété pendant au moins cinq sommets successifs, alors que l'on approche, parce que l'on travaille, du résultat qui devrait être positif, c'est décevant. Le problème qui s'est posé cette nuit, c'était de savoir ce qui était le plus grave. Étais-ce d'aboutir à un accord à tout prix qui eût été non seulement très coûteux pour les neuf autres pays que la Grande-Bretagne, mais aussi qui aurait eu un facteur de destruction de l'Europe à laquelle je suis attaché, ou aboutir à un désaccord comme c'est le cas. J'ai jugé, et avec moi les huit autres pays, que nous étions neuf solidaires, non pas par coalition contre la Grande-Bretagne mais parce que cela s'est trouvé comme cela. Oui, j'ai préféré assumer le désaccord, étant entendu — et ce sera ma dernière réflexion — qu'à l'intérieur de ce désaccord, sur le seul point de ce qu'il convient de verser d'argent à la Grande-Bretagne en compensation des paiements qu'elle exerce en cours d'année, tous les autres points ont été réglés.

— J'en ai cité seize dont certains sont très importants : la TVA, en 1986, les montants compensatoires, toute une série de règles décisives qui sont définitivement réglées mais qui, pour certaines d'entre elles, ne pourront pas être exécutées avant l'accord final. Voilà ce que je puis vous répondre pour l'instant.

— Monsieur le président, si la Grande-Bretagne continue à bloquer le fonctionnement de l'Europe, qu'est-ce que l'on va faire pour que l'Europe marche malgré la Grande-Bretagne ? Il y en a même qui disent sans la Grande-Bretagne...

— Je vais reprendre mon raisonnement, si vous le voulez bien, en répondant à votre question comme je le dois à vous-même et aux téléspectateurs, je veux dire aux Français. Qu'est-ce que l'Europe du Marché commun ? On emploie beaucoup de mots qui ne sont pas très compréhensibles. Il faut que cela soit clair. L'Europe du Marché commun repose sur trois réalités : une politique

agricole commune qui implique une fixation de prix unique pour certains produits dans toute l'Europe des dix pays, une garantie pour les agriculteurs, pour les producteurs, qu'ils seront payés à ce prix.

— Deuxième réalité : une préférence communautaire, ce qui veut dire que les pays de la Communauté, les dix toujours, sont invités à acheter leurs produits à l'intérieur, c'est-à-dire aux autres, aux neuf autres, et s'ils ne le font pas, alors ils doivent payer la différence. Résultat, on a augmenté le commerce extérieur en peu d'années : multiplié par cinq.

— La troisième réalité sur laquelle repose cette Europe, c'est l'union douanière. C'est-à-dire que nous n'avons pas de frontière intérieure entre nous pour nos produits. Il y a liberté de circulation pour les personnes et aussi pour les biens, mais la frontière, c'est la frontière de l'Europe.

— Si nous acceptons que chacune de ces réalités soit réduite à néant, détruite, il n'y a plus d'Europe. Or, les agressions contre l'unité de marché, je veux dire contre la politique agricole commune, elles sont multiples. Je vais en citer une, consentie par la France en 1970 et 1979 : l'entrée massive des produits agro-alimentaires américains comme le soja, le gluten de maïs, le maïs (...), sans taxe, sans droit de douane — un consentement inadmissible. Bon, alors à partir de là, il faut bien comprendre (...) que l'on détruit l'Europe comme on l'a détruit avec les montants compensatoires.

— Les montants compensatoires — c'est encore un terme bien compliqué —, cela veut dire qu'il y a une taxe sur les produits français lorsqu'ils vont en Allemagne ou en Hollande par exemple et qu'il y a une prime pour les produits hollandais ou allemands s'ils viennent en France, tout cela pour suivre les évolutions monétaires. Cela a été décidé en 1969. On détruit l'Europe, on aurait détruit l'Europe si on avait accepté la réclamation britannique qui veut faire entrer dans ses comptes les taxes douanières et ce que l'on appelle les prélèvements, c'est-à-dire ce qu'elle doit rendre sur ce qu'elle achète à l'extérieur. Et elle achète beaucoup à l'extérieur : en Nouvelle-Zélande, en Australie, un peu partout, et elle voudrait qu'on lui rembourse cela. Donc, sur ces trois points, il faut résister.

trée dans le Marché commun elle n'était pas prête à supporter les obligations de ce Marché commun.

— Et on ne peut pas être à la fois dedans et dehors de telle sorte que l'on est allé constamment d'exception en exception. Il faut que la Grande-Bretagne rentre davantage à l'intérieur en se soumettant aux obligations des autres. Maintenant je comprends qu'à l'heure actuelle pour la Grande-Bretagne en raison de sa situation — vous savez qu'après tout un Anglais n'a que les trois quarts du pouvoir d'achat d'un Français — c'est un problème pour la Grande-Bretagne et comme elle achète beaucoup en dehors de la Communauté, il faut qu'elle paie beaucoup à la caisse de la Communauté.

— Je demande à ces pays, je leur

dossier ce qui veut dire que, dans quelques jours, je vais reprendre ma discussion inlassablement. Je verrai les uns et les autres et j'essaierai d'aboutir sur le seul point où nous avons échoué, c'est-à-dire la contribution britannique.

— Tous les autres ont été réglés. Tous les autres, y compris l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, donc cela nous donne trois mois. Mais je pense qu'on ne peut pas laisser pendant trois mois la situation telle qu'elle est et, d'autre part, il faut que les pays de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne et surtout même la Grande-Bretagne, que je respecte au demeurant, prennent conscience que cela ne peut pas durer comme cela.

— Je demande à ces pays, je leur

trois mois qui viennent. J'ajoute que le conseil de ministres, c'est-à-dire le conseil qui vient juste derrière ou après le conseil européen (...) s'est réuni déjà hier soir à Bruxelles. Il est convoqué pour la semaine prochaine. (...) C'est dire que l'on ne va pas chômer et que l'on va travailler d'arrache-pied pour tirer l'Europe de l'ornière.

— Mais cette réflexion, monsieur le président, des différents partenaires de l'Europe peut-elle aller jusqu'à revoir ce qui a fondé l'Europe, c'est-à-dire le traité de Rome ?

— Eh bien, surtout, il convient que les dix pays de l'Europe reprennent conscience que leur charte c'est le traité de Rome, que ce traité doit être respecté. On peut toujours modifier, naturellement, telle ou telle disposition, mais sur l'essentiel c'était un bon traité, et il convient de l'appliquer ; et toutes les erreurs, et toutes les déviations et tous les échecs de l'Europe viennent du fait que ce traité n'est plus respecté. Voilà pourquoi j'engagerai mon action sur ce thème.

— Monsieur le président, en cette période d'élection européenne, vous pensez qu'on peut toujours croire à l'Europe ?

— Oui, et au rôle de la France dans l'Europe. Un rôle considérable. Le Marché commun, l'Europe des Dix, représente pour la France une très grande chance. Le développement de notre agriculture a connu un formidable bond en avant, grâce au traité de Rome. Il faut accepter la discipline du traité de Rome, et je garantis que la France continuera de l'appliquer. J'ajoute que, dans le terme de défilé presque, cela va plus loin, c'est-à-dire dans l'Europe une puissance déterminante ; et de voir, pour les Européens y compris, d'abord ses agriculteurs disposent de grands moyens supplémentaires.

— Monsieur le président, vous parlez des agriculteurs. Ce qui s'est passé à Bruxelles, qui manifeste la difficulté de vivre à dix, vous fait-il réfléchir sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal ?

— La difficulté de Bruxelles est venue du fait, surtout sur le plan agricole, que la production laitière de l'Europe est de 105 millions de tonnes et qu'elle ne peut absorber pour sa consommation, pour ses exportations, ses ventes à l'étranger, que 85 millions de tonnes. Tout ce qui est en plus coûte cher ; c'est ce qu'on achète aux agriculteurs, et ensuite on le stocke. Alors, puisqu'on ne vend pas, la Communauté a estimé que le chiffre limite, disons, d'excédent acceptable, absorbable, c'est 37 millions de tonnes. On est arrivé, en conseil agricole, à faire 98,8 millions de tonnes. Si l'on fait plus, comme cela ne se vend pas, c'est la crise. Et s'il n'y avait pas le Marché commun, s'il n'y avait pas l'Europe — c'est ce qu'il faut dire aux Français, en particulier pendant cette campagne électorale —, les prix s'effondreraient, ce serait le marché libre. On est pour le marché libre. Les prix agricoles s'effondreraient.

raient d'une façon dramatique, provoquant des ruines et des ruines puisque les ne seraient pas soutenus et que la loi du marché ferait que quand on produit quelque chose qu'on ne vend pas, eh bien, naturellement, on reste sur sa faim. Le Marché commun, c'est la garantie — même au prix d'un sacrifice douloureux — que la production laitière continuera d'être assurée si elle reste dans les limites raisonnables de production.

— Parmi les façons d'aborder ce problème, il y en a une que j'ai bien retenue. D'abord, il faut cesser de recevoir tous ces produits américains, donc, il faut des textes sur ces produits américains ; je l'ai demandé, et j'ai obtenu à Bruxelles que la négociation s'engage. D'autre part, il y a des suggestions très judicieuses qui émanent des organisations syndicales ; je pense en particulier au fait que les personnes plus âgées — je ne dirai pas les personnes âgées, — à partir de cinquante-cinq ans ou soixante ans, puissent disposer d'une indemnité de départ de telle sorte qu'elles cessent de produire. Cette seule différence dans la production française permettrait aux autres de vivre, disons, comme les vivants avant les décisions de Bruxelles.

— Une dernière question, monsieur le président. Vous parlez aux États-Unis dans quelques instants. Vous êtes président du conseil européen. Au nom de cette Europe, qu'allez-vous dire au président Reagan ?

— Je suis toujours jusqu'au 1^{er} juillet président de la Communauté. La Communauté existe, même si elle ne se met pas d'accord sur un certain nombre de dispositions de caractère financier. Pendant que nous parlons, les produits s'échangent, les produits industriels, les produits agricoles ; pendant que nous parlons, on est en train de discuter des facilités douanières qui éviteront les embouteillages que nous avons connus. Je vois là de grands problèmes, des problèmes qui peuvent paraître petits mais qui sont fort importants.

— La vie continue, et la vie continue à dix. Si les neuf qui se sont rassemblés pour défendre l'Europe ont une conception plus ferme de l'Europe que c'est une Europe à dix et que cela représente, aux yeux des Américains et des autres, une réalité dont il faut tenir compte. Naturellement, l'Etat de crise dans lequel nous sommes enlève un peu de perception et de force à nos arguments. Il est difficile de dire aux autres ce que nous pensons de leur action, alors qu'ils sont en droit de critiquer la nôtre. Mais l'Europe, c'est une grande histoire. Je pourrais parler en son nom, croyez-moi, au président des États-Unis sans avoir à m'en excuser. Au contraire. Et cela sera ressenti aux États-Unis d'Amérique, qui s'inquiètent, comme moi, moins que moi, naturellement, mais qui s'inquiètent aussi du désordre présent de l'Europe des Dix.



Dessin de PLANTU.

— Alors, qu'on lui rembourse certains sommes, je l'admets mais sans attente aux principes. Autrement nous détruirions l'Europe. Voilà pourquoi les neuf autres pays se sont trouvés toujours solidaires du début à la fin ce qui est d'ailleurs un événement historique important.

— Concrètement qu'est-ce que vous allez faire monsieur le président, pour obliger les Anglais à suivre votre raisonnement puisqu'ils ne le suivent pas ?

— C'est un peu la question que vous m'avez posée précédemment à laquelle je n'ai pas eu le temps de répondre parce que je ne voulais pas me lancer dans un trop grand développement, j'y viens.

— De quelle façon maintenant agir ou réagir ? Tout d'abord le prochain sommet, c'est la règle, une fois tous les trois mois, sans lien au mois de juin. En juin, il sera lien en France, à Fontainebleau, ensuite ce sera dans un autre pays, l'Irlande. (...) En juin, nous allons reprendre ce

lance un appel, je l'ai fait hier à Bruxelles, pour qu'ils reprennent ensemble dans une consultation qu'il faudra bien organiser, les fondements de l'Europe parce qu'il faut que l'Europe vive lorsque l'on songe à l'heure actuelle que les États-Unis d'Amérique, l'Union soviétique, des grands pays comme le Japon, d'autres encore, prennent leur place dans le monde, des places éminentes, prééminentes, et que l'Europe est de plus en plus absente alors qu'elle représente la première puissance commerciale du monde et qu'elle pourrait représenter beaucoup plus sur le plan politique et industriel notamment.

— Je pense qu'il faut que je saisisse les neuf partenaires et particulièrement ceux qui ont fondé l'Europe. (...) Pour qu'ils imposent une conception qui soit vraiment européenne et non pas une sorte de vague ensemble qui conduirait l'Europe à se fondre dans la zone de libre-échange dont rêvent les autres et notamment les Américains. Voilà pourquoi je ferai tout cela dans les

Je ne dénonce pas la Grande-Bretagne

— Précisément, monsieur le président vous semblez désigner un mauvais européen, l'Angleterre, la Grande-Bretagne plus exactement. Qu'est-ce qui va permettre de changer l'attitude de la Grande-Bretagne dans les mois à venir. Est-ce que l'on va continuer le marchandage avec l'Europe que la Grande-Bretagne va changer de position ou bien précisément est-ce que l'on va imaginer une Europe qui tourne

rait à neuf par exemple ? Et, est-ce que c'est possible ?

— Je ne dénonce pas la Grande-Bretagne en tant que Grande-Bretagne. C'est un grand pays ami de la France et je veille à ce que cette amitié soit préservée. Mais il est vrai que la Grande-Bretagne a de la peine à s'habituer à vivre dans la Communauté européenne. Elle a des habitudes, une histoire différente, peut-être un tempérament, et lorsqu'elle a signé en 1972 son en-

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Sage ou impuissant ?

M. François Mitterrand serait-il devenu « le voyageur sans bagages » ? Le QUOTIDIEN DE PARIS le pense si fort que cela fait, ce jeudi 22 mars, son titre de une. « Voyageur sans bagages », en effet, écrit Philippe Marcovier, et même « syndic d'une faillite » : M. François Mitterrand voudrait s'octroyer une dimension continentale. Il doit désormais se contenter d'une dimension nationale. [...] Ce voyageur a perdu à l'échelle de Bruxelles quelques-unes de ses valises.

Certes, mais ce voyageur pourrait bien être aussi un « pèlerin, obstiné », de l'Europe. C'est ce que croit pouvoir affirmer, dans un colonne voisine, Stéphane Denis qui souligne : « En refusant toute dramatisation, pour proposer un retour à l'esprit des pères fondateurs du traité de Rome, François Mitterrand demeure fidèle à sa méthode. Simplement, il décale l'objectif : trois mois de plus, trois mois encore, pendant lesquels, si l'on comprend bien, ce pèlerin de l'Europe reprendra, obstiné, le chemin des capitales.

Le compromis auquel il s'est refusé à Bruxelles et qui fut bien près d'aboutir. [...] ce compromis-là, Mitterrand s'est résolu à le passer avec lui-même.

A ce voyageur, à ce pèlerin, Max Clos, éditorialiste du FIGARO, a trouvé une destination peu glorieuse : « l'vide ». Car, pour Max Clos, l'vide est attendu. « Le sommet a montré que l'Europe, étalée, n'existe pas. A Bruxelles,

elle a limité ses ambitions [...] de des histoires de cochons et de vaches. Programme exaltant ! Pendant près de vingt minutes le président de la République a parlé de Bruxelles.

Et pourtant l'information la plus extraordinaire de la journée d'hier n'est pas là. Elle figure dans la communauté européenne. Elle a des implications qu'il n'a pu examiner les problèmes des mutations industrielles et de la sidérurgie par manque de temps (...). Le plus important donc pour M. Max Clos serait donc ce à quoi le gouvernement de la France consacre son « manque de temps » : « Une avalanche de dossiers urgents (...) : l'industrie, mais aussi la police cassée, la justice révolue, les agriculteurs furieux, les routiers qui menacent de bloquer nos frontières, la guerre scolaire imprudemment rallumée, le statut de la presse, nos forces engluées au Tchad et au Liban (...), bien d'autres encore. Sur tout cela, pas une idée directrice, pas une apparence de décision, le vide ».

Bref, M. Max Clos ne l'envoie pas dire à M. François Mitterrand : « Il devient une sorte de maître Jacques traitant de tout, courant sans relâche du fourneau au potager, finalement débordé et impuissant à rien régler ».

Certes, certes, mais « à qui la faute » demande Jeanne Villeneuve dans Libération, à qui la faute « si l'Europe fait profit bas, (si) la sta-

tion spatiale habitée est retombée lourdement sur le plancher des vaches ». Peut-être bien est-ce simplement la « faute à l'Europe » : « A trop vanter les mérites de la vieille Europe, souligne Jeanne Villeneuve, on ne comprend plus pourquoi l'échec de Bruxelles est si important. Les enjeux prestigieux avaient disparu du discours présidentiel hier soir. François Mitterrand était avant tout le grand coordinateur de la Communauté. Il avait tout fait pour aboutir à un accord. On le croit. Et parce qu'on le croit et que le problème n'était finalement qu'une affaire de gros sous [...] on a peur pour l'Europe ».

L'une a peur, l'autre Georges Valance, dans le Matin s'indigne : « L'Europe des dix est en passe de redevenir l'Europe des Neuf. Mais la simple arithmétique cache mal l'ampleur du drame. L'Europe des Neuf, ce n'est pas l'Europe des Dix moins un.

C'est l'Europe continentale adossée à l'empire soviétique, coupée des îles britanniques, premier alliés des États-Unis. En un mot un peu brutal, une montagne de beurre et de poudre de lait barre l'horizon de l'unification européenne. Absurde, dérisoire, scandaleux dans un monde frappé par la crise économique et menacé par la guerre ». Certes, M. Georges Valance, mais comment pour reprendre le titre du Matin « faire du neuf avec les Dix » ?

M. GALLO :

l'« erreur de Dublin »

Rendant compte des travaux du conseil des ministres du 21 mars, M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a observé qu'il ne pouvait être question de céder à des exigences qui remettraient en cause l'esprit même de la construction européenne.

Sur ce point, a dit M. Gallo, il y a un consensus de neuf pays sur dix. Le porte-parole a souligné, d'autre part, le contraste entre les résultats de Bruxelles, marqués par le refus de céder à l'Angleterre, et le sommet tenu à Dublin, en mai 1980, où les négociateurs français avaient fait « une grave erreur » en acceptant des reverses aussi énormes à la Grande-Bretagne. Cette erreur explique, selon M. Gallo, la situation de blocage d'aujourd'hui.

Pour le porte-parole du gouvernement, la délégation française a « le sentiment et la conviction d'avoir évité l'erreur de négociation du sommet de Dublin ». Il a, d'autre part, souligné que la Communauté a « avancé ».

Ainsi elle continue à travailler, comme l'atteste la réunion du conseil des ministres, qui a décidé de suspendre le versement à la Grande-Bretagne du « chèque de Stuttgart ».

ITALIEN EN ITALIE
Cours intensifs de langue italienne, tous niveaux, à Padoue.
Cours mensuel (30 heures) + hébergement = 2750 FF.
ISTITUTO CULTURALE BERTRAND RUSSELL
Via Cavour 1 - 35100 PADOVA
Italie - Tél. (049) 654051

EN VISITE AUX ÉTATS-UNIS

M. Mitterrand plaide pour le dialogue avec Moscou

(Suite de la première page.)

Cette définition de la France comme le « meilleur ami » des États-Unis n'est certes pas habituelle dans un pays où l'on a plutôt tendance à se considérer comme la Grande-Bretagne ou à l'Allemagne fédérale. Elle traduit, cependant, une évolution profonde tenant au consensus national presque unique en Europe que connaît la France sur la nécessité de ne pas laisser s'éroder en faveur de l'URSS l'équilibre nucléaire.

Le prestige que M. Mitterrand a acquis auprès de l'administration Reagan comme avocat actif et convaincu du rééquilibrage lui permet, aujourd'hui, d'exposer à Washington, dans un climat de confiance, toutes les analyses françaises — y compris celles qui paraissent les plus discutables à la Maison Blanche.

On s'attendait, à cet égard, que le président de la République, qui devait également avoir, ce jeudi, un déjeuner et une entretien avec M. Shultz, souligner notamment devant le Congrès la nécessité, pour développer la démocratie et le paix dans le tiers-monde, d'y combattre la pauvreté et l'injustice sociale. S'il s'est entendu en ami, le président de la République devait, cependant, s'exprimer avec la plus grande modération et mettre l'accent avec beaucoup d'insistance sur le patrimoine commun aux États-Unis et à

la France que constitue la démocratie parlementaire.

Après l'annonce, dans son interview à Paris-Match, de sa volonté de se rendre prochainement en URSS, il était très probable que M. Mitterrand insiste auprès de ses interlocuteurs sur le désir de la France de favoriser la reprise du dialogue avec Moscou, maintenant que l'alliance atlantique a fait preuve de sa cohésion.

M. Reagan ayant lui-même fait part, à plusieurs reprises depuis le mois de janvier, de sa disponibilité à une amélioration des relations Est-Ouest, il ne devrait avoir aucune objection de principe aux idées que pourrait lui soumettre M. Mitterrand. Les modalités d'une éventuelle initiative française pourraient, en revanche, prêter à discussion.

BERNARD GUETTA
et **JEAN-YVES LHOMEAU**

« Manœuvres du pacte de Varsovie » — Des manœuvres du pacte de Varsovie ont été organisées sous le nom de code Soyuz 84, du 12 au 20 mars, au niveau des états-majors sur les territoires de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie, dans le sud-ouest de l'URSS et en mer Noire, annonce l'agence Tass. L'agence roumaine Agencepres ajoute que « seule l'armée roumaine a participé aux manœuvres sur la frontière de la Roumanie ». — (Reuters.)

السلامة

Je suis dans la chambre de ma mère. C'est moi qui y vis maintenant. Je ne sais pas comment j'y suis arrivé. Dans une ambulance peut-être, un véhicule quelconque certainement. On m'a aidé. Seul je ne serais pas arrivé. Cet homme qui vient chaque semaine, c'est grâce à lui peut-être que je suis ici. Il dit que non. Il me donne un peu d'argent et enlève les feuilles. Tant de feuilles, tant d'argent. Oui, je travaille maintenant, un peu comme autrefois, seulement je ne sais plus travailler. Cela n'a pas d'importance, paraît-il. Moi je voudrais maintenant parler des choses qui me restent, faire mes adieux, finir de mourir. Ils ne veulent pas. Oui, ils sont plusieurs, paraît-il. Mais c'est toujours le même qui vient. Vous ferez ça plus tard, dit-il. Bon. Je n'ai plus beaucoup de volonté, voyez-vous. Quand il vient chercher les nouvelles feuilles il rapporte celles de la semaine précédente. Elles sont marquées de signes que je ne comprends pas. D'ailleurs je ne relis pas. Quand je n'ai rien fait il ne me donne rien, il me gronde. Cependant je ne travaille pas pour l'argent. Pour quoi alors? Je ne sais pas. Je ne sais pas grand-chose, franchement. La mort de ma mère, par exemple. Était-elle déjà morte à mon arrivée? Ou n'est-elle morte que plus tard? Je veux dire morte à enterrer. Je ne sais pas. Peut-être ne l'a-t-on pas enterrée.

Le petit garçon qui s'appelle Robert Payen entre dans la classe le dernier en criant qui c'est qui veut voir ma quèque, qui c'est qui veut voir ma quèque. Il est en train de reboutonner sa culotte. Il a des chaussettes en laine beige. Ma sœur lui dit de se taire, et pourquoi tu arrives toujours le dernier. Ce petit garçon qui n'a que la route à traverser et qui arrive toujours le dernier. On voit sa maison de la porte de l'école, il y a des arbres devant. Quelquefois pendant la récréation sa mère l'appelle. Elle est à la dernière fenêtre, on l'aperçoit par-dessus les arbres. Des draps pendent sur le mur. Robert, viens chercher ton cache-nez. Elle crie fort de façon à ce que tout le monde l'entende, mais Robert Payen ne répond pas, ce qui fait qu'on continue d'entendre la voix qui appelle Robert. La première fois que Catherine Legendre est venue à l'école, elle a vu de la route la cour de récréation l'herbe et les lilas au bord du grillage. C'est du fil de fer lisse qui dessine des losanges, quand il pleut les gouttes d'eau glissent et s'accrochent dans

— Veu-tu lire ce qu'il y a d'écrit au-dessus de ta partition? demanda la dame.
— Moderato cantabile, dit l'enfant.
La dame poussa cette réponse d'un coup de crayon sur le clavier. L'enfant resta immobile, la tête tournée vers sa partition.
— Et qu'est-ce que ça veut dire, moderato cantabile?
— Je ne sais pas.
Une femme, assise à trois mètres de là, soupira.
— Tu es sûr de ne pas savoir ce que ça veut dire, moderato cantabile? reprit la dame.
L'enfant ne répondit pas. La dame poussa un cri d'impuissance éteinte, tout en frappant de nouveau le clavier de son crayon. Pas un cil de l'enfant ne bougea. La dame se retourna.
— Madame Desbaresdes, quelle tête vous avez là, dit-elle.
Anne Desbaresdes soupira une nouvelle fois.
— A qui le dites-vous, dit-elle.
L'enfant, immobile, les yeux baissés, fut seul à se souvenir que le soir venait d'éclater. Il en frémit.
— Je te l'ai dit la dernière fois, je te l'ai dit l'avant-dernière fois, je te l'ai dit cent fois, tu es sûr de ne pas le savoir?

Amadis Dudu suivait sans conviction la ruelle étroite qui constituait le plus long des raccourcis permettant d'atteindre l'arrêt de l'autobus 975. Tous les jours, il devait donner trois tickets et demi, car il descendait en marche avant sa station, et il tâta sa poche de gilet pour voir s'il lui en restait. Oui, il vit un oiseau, penché sur un tas d'ordures, qui donnait du bec dans trois boîtes de conserves vides et réussissait à jouer le début des Bateliers de la Volga; et il s'arrêta, mais l'oiseau fit une fausse note et s'envola, furieux, grommelant, entre ses demi-becs, des sales mots en oiseau. Amadis Dudu reprit sa route en chantant la suite; mais il fit aussi une fausse note et se mit à jurer.

Il y avait du soleil, pas beaucoup, mais juste devant lui, et le bout de la ruelle luisait doucement, car le pavé était gras; il ne pouvait pas le voir parce qu'elle tournait deux fois, à droite, puis à gauche. Des femmes aux gros désirs mous apparaissaient sur

Si la Lorpailler est folle je n'y peux rien.
Si la Lorpailler est folle je n'y peux rien, nul n'y peut rien et bien malin qui prouverait le contraire.

Si la Lorpailler est folle mais est-elle folle, elle l'est, prétend que j'aurais participé de près ou de loin, que j'aurais trempé dans l'affaire du petit Ducreux, j'aurais eu des accointances avec la police d'où mon impunité.

Trempé dans l'affaire du petit Ducreux sans que personne s'en doute, mon nom n'a pas été prononcé à l'enquête et voilà cette folle maintenant des années après et qu'on se met à jaser.

Si la Lorpailler est folle ai-je dit à Verveine moi je n'y peux rien, nul n'y peut rien, arrangez-vous pour la faire enfermer, il doit y avoir un moyen, pas la peine d'être pharmacien alors, est-ce que vous ne connaissez pas un truc, est-ce que vous ne connaissez pas une personne, une autorité voyons, il s'agit de trouver la filière ensuite les choses vont toutes seules, déclencher le mécanisme c'est le mot, il me répond que non, pas le pouvoir, d'ailleurs pas la moindre idée du comment, il ne voit à la rigueur que la famille, ayant entendu dire autrefois qu'en cette matière,

Un jour, un homme sortit d'un hangar. C'était un hangar vide, dans la banlieue est. C'était un homme grand, large, fort, avec une grosse tête inexpressive. C'était la fin du jour.

L'homme était vêtu d'un pull-over tricoté à la main, à rayures jaunes et rouges, sous un imperméable en feuille plastique souple, opaque, avec des côtes impressionnées imitant un tissage de gabardine. Un petit chapeau de pluie s'étalait comme un poisson plat sur le sommet de son crâne. Il venait de dormir cinq heures d'affilée au fond du hangar, et maintenant il marchait en jetant de fréquents regards à gauche, à droite, derrière lui. Il se méfiait. Il avait volé la veille une somme importante, il craignait d'être reconnu, il ne voulait pas qu'on l'arrête; il ne voulait pas qu'on lui reprenne l'argent.

Non loin du hangar, dans un bar-tabac, sur une carte fixée près du percolateur, des dessins figuraient des sandwiches, des omelettes, du fromage en tranches. L'homme regarda longuement ces dessins. Il aimait les images des choses, il y était plus sensible qu'à leurs noms, depuis la veille qu'à leur prix. Il se retourna vers la salle où ne se trouvaient que trois consommateurs, deux qui

Vous avez mis le pied gauche sur la rainure de cuivre, et de votre épaule droite vous essayez en vain de pousser un peu plus le panneau coulissant.

Vous vous introduisez par l'étroite ouverture en vous frottant contre ses bords, puis, votre valise couverte de granuleux cuir sombre couleur d'épaisse bouteille, votre valise assez petite d'homme habitué aux longs voyages, vous l'arrachez par sa poignée collante, avec vos doigts qui se sont échauffés, si peu lourde qu'elle soit, de l'avoir portée jusqu'ici, vous la soulevez et vous sentez vos muscles et vos tendons se dessiner non seulement dans vos phalanges, dans votre paume, votre poignet et votre bras, mais dans votre épaule aussi, dans toute la moitié du dos et dans vos vertèbres depuis votre cou jusqu'aux reins.

Non, ce n'est pas seulement l'heure, à peine matinale, qui est responsable de cette faiblesse inhabituelle, c'est déjà l'âge qui cherche à vous convaincre de sa domination sur votre corps, et pourtant, vous venez seulement d'atteindre les quarante-cinq ans.

Vos yeux sont mal ouverts, comme voilés de fumée légère, vos paupières sensibles et mal lubrifiées, vos tempes crispées, à la peau tendue et comme raidie en plis minces, vos cheveux, qui se clairsemement et grisonnent, insensiblement pour autrui mais non pour vous, pour Henriette et pour Cécile, ni même

Maintenant l'ombre du pilier — le pilier qui soutient l'angle sud-ouest du toit — divise en deux parties égales l'angle correspondant de la terrasse. Cette terrasse est une large galerie couverte, entourant la maison sur trois de ses côtés. Comme sa largeur est la même dans la portion médiane et dans les branches latérales, le trait d'ombre projeté par le pilier arrive exactement au coin de la maison; mais il s'arrête là, car seules les dalles de la terrasse sont atteintes par le soleil, qui se trouve encore trop haut dans le ciel. Les murs, en bois, de la maison — c'est-à-dire la façade et le pignon ouest — sont encore protégés de ses rayons par le toit (toit commun à la maison proprement dite et à la

Mon oncle Octave, l'éminent professeur de scolastique à la Faculté de... souffrait de son bonheur conjugal comme d'une maladie, certain qu'il était de s'en guérir dès qu'il l'aurait rendue contagieuse. Ma tante Roberte avait ce genre de beauté grave propre à dissimuler de singulières propensions à la légèreté; on s'estime lésé si tôt qu'on les découvre, et l'on croit devoir regretter de n'avoir su montrer plus de décision. Il est étrange que mon oncle lui-même ait pu se croire la première victime de cette équivoque; ma tante qui s'en rendait compte, s'était raidie dans une attitude d'autant plus hostile à toutes ses idées. Plus elle prenait cette attitude, plus mon oncle la jugeait énigmatique; pour sortir de sa perplexité, il n'avait su trouver mieux que d'introduire dans leur train de vie une loi de l'hospitalité qui est considérée comme honteuse dans nos traditions. Ma tante passait pour une

Mon souvenir est précis: la première fois que je vis Robert C..., j'étais dans un pénible état d'angoisse. Il arrive que la cruauté de la jungle se révèle être la loi qui nous régit. Je sortis après déjeuner...

Dans la cour d'une usine, sous le soleil de plomb, un ouvrier chargeait de la houille à la pelle. Sa sueur coulait la poussière à sa peau...

Un revers de fortune était la raison de cette angoisse. Je le voyais soudain: j'aurais à travailler, le monde cessait d'offrir sa divinité à mes caprices, je devais, pour manger, me soumettre à ses lois.

Ils semblaient sourdre de partout, éclos dans la tiédeur un peu moite de l'air, ils s'élevaient doucement comme s'ils suintaient des murs, des arbres grillagés, des bancs, des trottoirs sales, des squares.

Ils s'élevaient en longues grappes sombres entre les façades mortes des maisons. De loin en loin, devant les devantures des magasins, ils formaient des noyaux plus compacts, immobiles, occasionnant quelques remous, comme de légers engorgements.

Une quiétude étrange, une sorte de satisfaction désespérée émanait d'eux. Ils regardaient attentivement les piles de linge de l'Exposition

septembre 83 - avril 84

EDITIONS DE MINUIT

<p>Romans, littérature</p> <p>Yann Andréa. M.D. L'auteur de <i>La maladie de la mort</i>, par l'un de ses proches. 39 F.</p> <p>Raphaël Alégra. Rue Saint-Denis, ou La revanche de Bolotnikov. Gioschino prostitué par deux filles. 59 F.</p> <p>Marguerite Duras. Savannah Bay. Augmenté de la version théâtrale créée par Madeleine Renaud. 40 F.</p> <p>Jean Echenoz. Cherokee. Les aventures de Georges Chave, domicilié dans le XI^e arrondissement. Prix Médicis. 59 F.</p> <p>Hervé Guibert. Les hubes d'Arthur. Histoire d'un débauché qui finit dans la sainteté. 40 F.</p> <p>Robert Pinget. Le harnais. Le testament de monsieur Songe. 24 F.</p> <p>Eugène Savitzkaya. Les mots sentent bon. Gestrol, héros naïf et muet, qui terminera ses jours à Liège. 55 F.</p> <p>Claude Simon. La chevelure de Bérénice. Sur une plage déserte. 20 F.</p> <p>Maurice Blanchot. La communauté insupportable. A propos de Georges Bataille et de Marguerite Duras. 38 F.</p> <p>Mahmoud Darwich. Rien qu'une autre année. Anthologie (1966-1982) du grand poète palestinien. 38 F.</p> <p>Paix en Galilée. Un album-photo: Beyrouth, juin 1982. 90 F.</p> <p>Revue</p> <p>Actes de la recherche en sciences sociales (n° 49: La peinture et son public; n° 50: Qu'est-ce que classer?) Critique (n° 435-436: Les mystères de Trieste; n° 440-441: Les Polonais malgré tout)</p> <p>L'Esprit du temps (n° 5: Questions de judaïsme)</p> <p>Philosophie</p> <p>Revue d'études palestiniennes</p> <p>Traverses (n° 29: L'obscène; n° 30-31: Le secret)</p>	<p>« Arguments »</p> <p>Lou Andreas-Salomé. Eros. De Rainer Maria Rilke à Sigmund Freud. 75 F.</p> <p>Arrien. Histoire d'Alexandre, suivie de « Flavius Arrien entre deux mondes » par Pierre Vidal-Naquet. Le premier ouvrage « moderne » (II^e siècle) sur Alexandre le Grand. 120 F.</p> <p>Kostas Axelos. Systématique ouverte. Un certain rapport au Monde. 42 F.</p> <p>« Critique »</p> <p>Jacques Bouveresse. Le philosophe chez les autophages. La philosophie est morte, vive la philosophie! 75 F.</p> <p>Gilles Deleuze. L'image-mouvement. Essai de classification des images et des signes cinématographiques. 75 F.</p> <p>Vincent Descombes. Grammaire d'objets en tous genres. Les questions du langage. 85 F.</p> <p>Luce Irigaray. Ethique de la différence sexuelle. Où sont remis en question nos rapports à l'espace et au temps. 75 F.</p> <p>Jean-François Lyotard. Le différend. Le « livre de philosophie » de Lyotard. 82 F.</p> <p>Clément Rosset. La force majeure. Sur la joie. 40 F.</p> <p>« Propositions »</p> <p>Gilles Fauconnier. Espaces mentaux. Aspects de la construction du sens dans les langues naturelles. 95 F.</p> <p>« Le Sens commun »</p> <p>Ernst Cassirer. Individu et cosmos. La naissance de l'humanisme au XV^e siècle. 145 F.</p> <p>Sylvain Maresca. Les dirigeants pay-sans. Qui représente aujourd'hui les agriculteurs? 75 F.</p> <p>Francine Muel-Dreyfus. Le métier d'éducateur. Les instituteurs de 1900 et les éducateurs spécialisés de 1968. 75 F.</p>
--	---

UNE PAGE POUR TREIZE ROMANS

Les romans qui suivent cette annonce reproduisent les premières pages d'ouvrages parus aux Editions de Minuit de 1950 à 1983.

Au lieu de Jean Echenoz, recevant le prix Médicis, on aura reconnu: Georges Bataille (L'abbé C), Samuel Beckett (Malin), Michel Butor (La modification), Marguerite Duras (Moderato cantabile), Tony Duvert (Paysage de fantaisie), Pierre Klossowski (Roberte et ses), Robert Pinget (Le harnais), Alain Robbe-Grillet (La jalouse), Nathalie Sarraute (Tropisme), Claude Simon (La route des Flandres), Boris Vian (L'automne à Pékin) et Monique Wittig (L'opossum).

Il tenait une lettre à la main, il leva les yeux et regarda puis de nouveau la lettre puis de nouveau moi, derrière lui je pouvais voir aller et venir passer les taches rouges acajou ou de chevrons qu'on menait à l'abreuvoir, la boue était si profonde qu'on enfonçait dedans jusqu'aux chevilles mais je me rappelle que pendant la nuit il avait brusquement gelé et Wack entra dans la chambre en portant le café disant Les chiens ont mangé la boue, je n'avais jamais entendu l'expression, il me semblait voir les chiens, des sortes de créatures infernales mythiques leurs gueules bordées de rose leurs dents froides et blanches de loup mâchant la boue noire dans les ténèbres de la nuit, peut-être un souvenir, les chiens dévorant nettoyant faisant place nette: maintenant elle était grise et nous nous tordions les pieds en courant, en retard comme toujours pour l'appel du matin, manquant de nous fouler les chevilles dans les profondes empreintes laissées par les sabots et devenues aussi dures que de la pierre, et au bout d'un moment il dit Votre mère m'a écrit. Ainsi elle l'avait fait malgré ma défense, je sentis que je rougissais, il s'interrompit essayant quelque chose comme un sourire sans doute lui était-il impossible, non d'être aimable (il désirait certainement

j'ai froid mais je ne claques pas des dents ce serait un bruit agréable joyeux ma peau s'horripilerait je me sentirais tout chaud dessous l'hiver continue entrailles mortes regard peureux corps perdu aucune voix à écouter un gargouillis cette chair crispée qui ne dit rien

le corps des autres je l'aimais sans comprendre je suis desséché obscurci pétrifié là où j'ai cru voir quelque chose les mâchoires serrées l'une à l'autre la langue racornie au milieu ou que sa bave dissout si cela rit deux trois pets me sortiront du gosier iront crever sous le palais je sentirai ça passer moins agréable que par le cul moins odorant moins vivant mais je ne ris pas je n'éprouve rien ma bite est pourrie mes membres rigides

on finira sûrement par apercevoir ce cadavre on l'aimera on l'emportera à dos d'homme ils auront une chambre pour l'asseoir peut-être dans un bordel droit sur un fauteuil je préside je décore je fais joli bien assis dans du noir sa peau est jaunée violacée verdâtre ses joues mangées ses lèvres brunes en vieux cuir sec j'aurai des impressions des images

EUROPE

Grande-Bretagne

LA FAMILLE THATCHER SUR LA SELLETTE

Les affaires du fils ne font pas celle de la mère

Londres. - Ce n'est pas encore un véritable scandale, mais l'existence du gouvernement ne semble pas pour le moment menacée. Mais voilà deux mois que l'affaire Mark Thatcher empêche les rapports du premier ministre avec la presse, l'opposition et même son propre parti.

Souffrant d'avoir confondu son rôle de mère et celui de chef du gouvernement, en intervenant en faveur de son fils pour lui faire gagner un important contrat à l'étranger, Mme Thatcher continue de refuser de s'expliquer et rejette avec superbe toute question à ce sujet. Mais le Parti travailliste est revenu à la charge pour réclamer un débat au Parlement, voire une enquête. Sommés de prendre publiquement la défense de leur leader, tous les députés conservateurs n'ont pas répondu à l'appel ; ils commencent à se faire tirer l'oreille, estimant que le silence hautain et persistant de la « dame de fer » n'a pour effet que d'aggraver les soupçons.

Paradoxalement, l'affaire est d'autant plus dommageable pour Mme Thatcher que celle-ci a toujours bénéficié jusqu'à présent d'une solide réputation d'intégrité.

C'est au cours du mois de janvier que l'hebdomadaire *Observer* a révélé que M. Mark Thatcher avait obtenu en 1981 du président d'Oman un marché de 300 millions de livres (3,6 milliards de francs) portant sur l'édification d'une université pour le compte d'une grosse société britannique de construction et de travaux publics, Cementation International, dont il était devenu - pour l'occasion - le « conseiller ». A cette fin, M. Thatcher fils s'était rendu à Oman précisément au moment où sa mère y effectuait une visite officielle (le *Monde* daté 22-23 janvier).

Cementation International est une filiale du groupe financier Trafalgar House qui s'est porté, récemment acquiesçant d'un chambier naval écossais, jusqu'à alors natio-

De notre correspondant

naliste. On a reproché à Mme Thatcher d'avoir, dans cette vente, favorisé ce groupe au détriment d'autres firmes. Trafalgar House possède le journal *Daily Express* et ses publications annuelles qui sont de fervents soutiens du Parti conservateur.

Mancœuvre de diversion

Le « contrat d'Oman » a suscité de multiples spéculations que Mme Thatcher a méprisées. Elle s'est contentée de faire savoir qu'elle ne tolérerait pas que l'on s'en prenne à son fils à cause d'elle et de sa fonction, feignant ainsi d'ignorer qu'il s'agissait en réalité du contraire puisque c'est elle qui est principalement visée. Pour tenter de faire diversion, l'entourage du premier ministre s'est ingénié à créer un contre-événement : la présentation de la dernière *girl friend* de M. Mark Thatcher, le genre de sujet dont la presse britannique est particulièrement friande. Mais, peine perdue, les journaux ne se sont pas laissés longtemps attendre.

Phénomène inquiétant pour les stratèges de Downing Street, c'est la presse de droite - depuis quelques mois de plus en plus critique à l'égard du gouvernement - qui a relancé l'affaire. Le *Sunday Times* indique, début mars, que la mari de M. Thatcher, Denis, est lui aussi quelque peu mêlé au « contrat » puisqu'il a la signature du compte en banque sur lequel son fils aurait reçu la commission pour le contrat rendu à Oman. Le premier ministre proteste avec indignation contre les méthodes, pas très orthodoxes, employées par le journal pour recueillir le renseignement, mais refuse toujours les explications. Au Parti conservateur, on juge cette attitude inefficace et même néfaste d'autant que Mme Thatcher vient involontairement de fournir des armes à

ses adversaires en reconnaissant incidemment qu'elle a rencontré deux fois l'un des directeurs de Cementation avant son voyage à Oman.

Voilà ce qui a décidé le Parti conservateur à réagir, à la veille d'une nouvelle offensive des travaillistes. M. Edward Du Cann, président du comité 1922, qui représente la masse des « sans-grade » du parti, se charge de la défense. C'est lui qui, la semaine précédente, s'adressant à Mme Thatcher, sur divers aspects de sa politique, des critiques voilées et exprimées le malaise général ressenti actuellement par de nombreux députés conservateurs (le *Monde* du 14 mars). Si M. Du Cann vient maintenant au secours du premier ministre, il semble que ce n'est pas tant pour se faire pardonner que pour tirer le Parti tory d'un mauvais pas et empêcher qu'il ne fasse les frais des attaques dirigées contre son leader. Au début de cette semaine, il a fait circuler une motion de soutien à Mme Thatcher pour contrecarrer la démarche travailliste visant à obtenir des enquêtes officielles.

Mais cette initiative a eu un effet boomerang car - nouvelle preuve de leur mauvaise humeur - beaucoup de députés conservateurs ont manifesté très peu d'empressement à signer le document, notamment M. Edward Heath, l'ancien premier ministre, qui, à tout propos, mène la fronde des conservateurs « modérés », n'a pas caché qu'à son avis Mme Thatcher aurait dû, depuis longtemps, mettre un terme à son mutisme et répondre à certaines des questions qui lui ont été posées, ne serait-ce que pour faire taire les rumeurs les plus déshonorantes. Ce qui aurait dû être une démonstration immédiate d'unité s'est soldé par un aveu supplémentaire du trouble qui affecte les partisans de Mme Thatcher.

F. C.

Turquie

Les familles des grévistes de la faim attendent des autorités une amélioration des conditions de détention

De notre correspondant

très durs et à la discipline excessive » des prisons militaires. Leurs avocats demandent au tribunal militaire d'élargir les détenus. Les juges se déclarent incompétents, mais envoient une copie des procès-verbaux comportant les dénonciations de sévices formulées par les accusés au commandant de l'état de siège. Celui-ci devrait charger son conseiller juridique de promettre aux parents que « tout sera fait » pour alléger les conditions de détention de leurs enfants.

L'application de la loi

Le Parlement turc ayant suspendu ses travaux durant le campagne pour les élections locales du 25 mars, les familles de détenus peuvent difficilement s'adresser aux députés en campagne dans leur circonscription. Seul M. Inonu, président du Parti social-démocrate (SDÖP), fait parfois remarquer, dans ses discours électoraux, que les droits de l'homme ne sont pas totalement respectés dans le pays. Dans ces conditions, les familles se tournent vers le président de la République, le général Evren, afin qu'il donne des directives pour l'amélioration des conditions de détention.

Dans une interview, le général Evren a récemment déclaré à l'hebdomadaire américain *Newsweek* que les allégations selon lesquelles des tortures sont pratiquées dans les prisons ont pour seule origine le port obligatoire d'un uniforme pénitentiaire, les fouilles et l'appel. Les administrateurs de prison appliquent simplement la loi et les règlements intérieurs et ne peuvent se conformer aux seuls desirs des prisonniers. Ce sont ces pratiques que les intéressés s'efforcent de présenter à l'extérieur comme des cas de tortures, devant ajouter le président turc dans une allusion aux campagnes organisées de l'extérieur.

Il est vrai que les autorités réussissent parfois à s'emparer des « conseils » envoyés aux prisonniers par leurs amis leur recommandant d'or-

ganiser des mouvements de protestation afin d'attirer l'attention de l'opinion internationale sur leur situation. Les autorités se déclarent également en possession de preuves attestant que tous les mouvements extrémistes turcs ont récemment créé un front uni contre le régime.

Une personnalité turque ayant elle-même connu naguère les prisons militaires nous a fait remarquer que les « conditions matérielles » des détenus des prisons militaires sont nettement meilleures que celles des prisons civiles, tant du point de vue de l'hébergement que de la nourriture. Cela dit, ajoute-t-elle, les « conditions psychologiques » sont très dures, et les gardiens, pour la plupart des soldats du contingent, ne sont pas particulièrement préparés à ces fonctions.

Tandis que la campagne pour les élections municipales bat son plein, l'opinion turque, toujours fortement marquée par les excès des extrémistes durant la période précédant l'intervention militaire du 12 septembre 1980, ne s'intéresse pas particulièrement au sort des détenus.

La presse reste également discrète, même si elle parle épisodiquement des cas de tortures dénoncés lors des procès. Mais les familles de prisonniers espèrent que les autorités militaires, qui ont, à maintes reprises, rappelé aux forces de l'ordre que les droits de l'homme doivent être respectés sous peine de poursuites judiciaires, se montreront plus vigilantes.

ARTUN UNSAL.

« La peine de mort requise contre un directeur de prison. - La peine de mort a été requise pour la première fois en Turquie dans une affaire de torture pratiquée dans une prison, dont le directeur est accusé d'avoir ordonné de battre à mort un détenu, apprend-on de source judiciaire. Un criminel de droit commun avait été soumis en 1981, sur ordre du directeur de la prison d'Izmir, à une séance de *balaka* (bastonnade sur la plante des pieds) à laquelle il n'avait pas survécu. » (AFP).

AMÉRIQUES

El Salvador

La guérilla tente de saboter les élections

(Suite de la première page.)

ils arrêtent les véhicules, réclament un « impôt révolutionnaire » aux voyageurs, surtout, ils confisquent systématiquement les cartes d'identité, indispensables pour voter. Ils promettent de les rendre « plus tard, après les élections », sans doute contre le versement d'une nouvelle dîme.

La radio des insurgés a lancé une menace plus grave, et nouvelle : certaines routes des régions orientales seraient minées d'ici à la fin de la semaine, pour dissuader les électeurs des bourgades isolées de se rendre dans les bureaux de vote. La semaine dernière, la guérilla a de nouveau attaqué la caserne de San-Miguel. Un harcèlement de quelques heures, et de nuit, mais un signe de plus d'une aggrégation croissante des insurgés. L'assassinat, la semaine dernière, dans la capitale, d'un député conservateur, Tulio Flores, a d'autre part été revendiqué par le front métropolitain Clara Elizabeth Ramirez. Cette organisation, issue du mouvement des Forces populaires de libération (FPL), surtout actives dans les départements du Nord (Chalatenango et Cabana), a déjà revendiqué l'assassinat, à San-Salvador, de deux autres députés, membres eux-mêmes de la formation du major Roberto d'Aubuisson.

L'Eglise déplore cette escalade et ce qu'elle appelle la « violence pré-électorale » : elle a recensé soixante-dix-neuf victimes pour la seule période du 9 au 15 mars. Sans compter les morts des « actes de guerre », car l'armée n'est pas inactive. Elle poursuit une opération engagée avec des moyens importants dans le Nord et l'Est pour tenter de paralyser d'éventuels mouvements de la guérilla vers les capitales départementales.

La crédibilité de la politique centre-américaine du gouvernement Reagan est en cause dans l'élection de dimanche. Washington s'est nettement engagé pour ce nouveau « test » soit positif. En réclamant avec insistance au Congrès une aide militaire d'urgence pour le Salvador avant le premier tour du scrutin, M. Reagan et son secrétaire d'Etat, M. Shultz, laissent entendre que la situation du gouvernement et des forces armées de ce petit pays est désespérée. Sur place, la vision est sensiblement plus nuancée.

En six ans, l'aide américaine au Salvador a déjà été multipliée par quarante. Les Etats-Unis viennent de faire de nouveaux efforts. Militaires d'abord. L'aviation américaine, basée au Honduras, participe directement aux opérations menées depuis deux semaines par les unités d'élite salvadoriennes contre la guérilla. Selon les experts occidentaux, les bons résultats obtenus par les forces de la troisième brigade d'infanterie du lieutenant-colonel Montenegro, dont le QG est à San-Miguel, s'expliquent en partie par cette assistance aérienne. Ce baroudeur, qui a le sens des relations publiques, est aussi un politicien. Il affirme que « la solution n'est pas militaire ».

L'aide américaine pour les élections est également technique et financière. Les effectifs de l'ambassade de San-Salvador ont été sérieusement renforcés, particulièrement la section « politique ». Des crédits exceptionnels de l'ordre de 10 millions de dollars ont été affectés aux organismes qui ont préparé le scrutin du 25 mars. Des urnes en plastique ont été achetées avec ces fonds, et aussi des ordinateurs installés au siège du conseil central des élections, qui ont permis une révision des listes électorales. On a décelé quelques anomalies : près de trois cent mille Salvadoriens disposeraient de deux ou même de trois cartes d'identité.

Rien d'étonnant. Le pays est en guerre depuis quatre ans. Trois cent mille Salvadoriens - ce ne sont pas les mêmes - l'ont quitté. Des dizaines de milliers d'autres sont des personnes « déplacées » ou réfugiées dans des camps. Dans certaines régions particulièrement troublées, le vote sera impossible. On l'admet à l'ambassade américaine, où l'on estime que vingt-deux municipalités seront exclues du scrutin, c'est-à-dire près de 10 % du total.

Officiellement, l'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, n'a de préférence pour aucun des huit candidats à la présidence. Les Etats-Unis se veulent neutres et souhaitent seulement que le scrutin se déroule dans les conditions les plus démocratiques possibles. L'ambassadeur précise simplement que Washington définit sa politique en fonction des engagements et du programme du vainqueur. Dans son entourage, on ne cache pourtant pas qu'une vic-

toire du major Roberto d'Aubuisson, chef du parti d'extrême droite Alliance républicaine nationaliste, serait « une catastrophe pour le gouvernement Reagan ».

M. d'Aubuisson est jeune - il a quarante ans - et est dynamique, flamboyant et catégorique. « La patrie, c'est la communauté, non » : c'est son slogan, celui que ses partisans, enthousiastes et incondition-

LES ESCADRONS DE LA MORT ET LA CIA

Washington (AFP). - Un haut responsable de la police salvadorienne, lié aux Escadrons de la mort, a émis pendant plusieurs années au budget de la CIA, a affirmé, le mercredi 21 mars, un « officiel » salvadorien non identifié, interviewé par la chaîne de télévision CBS.

Selon ce témoin, le chef de la police du Trésor, M. Nicolas Carranza, a été payé par le Centre américain de renseignement « pendant cinq ou six années ». CBS a précisé que son témoin avait occupé des postes importants au sein des forces de sécurité salvadoriennes.

Le témoin a déclaré que M. Roberto d'Aubuisson commandait les Escadrons de la mort et qu'il avait personnellement ordonné des assassinats. Il a précisé que M. d'Aubuisson prenait ses ordres auprès de M. Carranza.

Un responsable américain, qui a requis l'anonymat, a déclaré que les informations données par CBS étaient exactes, mais il n'a pas été possible d'obtenir d'autre confirmation. La CIA s'est refusée à tout commentaire.

Le témoin a été amené aux Etats-Unis par un groupe d'opposants à la politique américaine au Salvador, qui lui a versé 50 000 dollars. Il a été interrogé par plusieurs membres du Congrès, et ses accusations ont reçu une large publicité aux Etats-Unis. C'était toutefois la première fois qu'il impliquait la CIA.

nels, répètent sans cesse. Il tient un discours réagissant : respect absolu de l'entreprise privée et limitation du rôle néfaste de l'Etat. Mais il ne déclare pas totalement hostile à une réforme agraire, jugant « bureaucratique » celle adoptée, puis réduite, par l'Assemblée constituante, qu'il a présidée depuis 1982 jusqu'à décembre 1983. Elle ne sert pas les intérêts des paysans. Il ne manque jamais de saluer, avant chaque discours, « ses camarades des forces armées ». Il a de solides appuis parmi les militaires et le soutien sans réserve du secteur privé, dynamique et important dans ce petit pays saupouillé de cinq millions d'habitants.

« Nous ne sommes pas en guerre, tenez-vous en à vos journaux étrangers. Vous mentez. Nous sommes victimes d'une agression extérieure. » On l'accuse - et d'abord aux Etats-Unis - d'être lié aux escadrons de la mort. Il répond que les véritables Escadrons de la mort sont ceux des ennemis du Salvador, à commencer par les démocrates-chrétiens de M. Duarte, qui veulent « livrer le pays au communisme ». Le chef de l'extrême droite a, de l'avis général, une bonne campagne, et il inquiète. Il se dit persuadé de l'emporter dès le 25 mars, ce que les sondages ne confirment pas.

Le courage du démocrate-chrétien

Son adversaire numéro un, bien sûr, c'est M. Duarte, leader d'un Parti démocrate-chrétien qui est le premier à l'Assemblée constituante élue en mars 1982. Le premier ministre en situation minoritaire face à la coalition de l'extrême droite de M. d'Aubuisson et des autres petites formations conservatrices, comme FAISA (Parti institutionnel salvadorien) ou le Parti populaire salvadorien (PPS), dont le slogan est « Dieu, ordre et progrès ».

M. Duarte a été trois fois maire de San-Salvador, et un bon maire. Vainqueur des élections de 1972, il a été déposé, arrêté, torturé, et enfin exécuté grâce à l'intervention, entre autres, du pape et de M. Nixon.

Il est revenu après le putsch des officiers libéraux de 1979, a participé ensuite au gouvernement civil et militaire jusqu'aux élections de 1982. Il a du courage, de l'abstergence.

Il n'hésite pas à affronter les accusations et les menaces de l'extrême droite. Son parti a même - sans succès - réclamé la disqualification de M. d'Aubuisson pour atteinte aux droits de l'homme. M. Duarte dit aussi que la situation dramatique du Salvador est expliquée par une société injuste, où certains « ont tout » et d'autres « seulement leur faim ». Mais il reste discret sur le façon de régler le conflit armé.

Il sait qu'il n'est pas sûr de l'emporter au second tour, bien que les sondages le placent en tête pour le 25 mars. Aussi s'efforce-t-il de persuader « tous les démocrates » de se ranger derrière lui dès maintenant. Le vrai favori, non déclaré, de l'ambassade américaine était, en 1983, M. José Francisco « Chachi » Guerrero, leader du Parti de conciliation nationale (PCN), une formation liée à l'armée et qui a fait « les présidents salvadoriens pendant près de deux décennies jusqu'en 1979 ».

Mais « Chachi » ne vient qu'en troisième position, dans les sondages, derrière M. Duarte et M. d'Aubuisson. Il espère, au mieux, jouer un rôle d'arbitre dans l'hypothèse probable d'un second tour. « Si d'Aubuisson gagne, dit M. Duarte, j'entrerai dans la clandestinité. » Le leader de l'extrême droite ajoute, sarcastique : « Avec les guérilleros communistes ! » Et si M. Duarte gagne ? « J'ai déjà pris ma décision, affirme un des patrons du secteur privé. Je quitte le pays. » Le Salvador n'est pas une nation de nuances et de compromis, comme le souhaiterait Washington, du moins pour le moment.

MARCEL NIEDERGAUG.

LE PÉTROLIER SOVIÉTIQUE TOUCHE PAR UNE MINE AU NICARAGUA : MOSCOU ACCUSE LES ETATS-UNIS

Moscou (AFP). - L'Union soviétique a officiellement protesté, le mercredi 21 mars, auprès des Etats-Unis, à la suite d'un incident dans lequel cinq marins soviétiques ont été blessés, lorsque leur pétrolier a heurté une mine, la veille, dans le port nicaraguayen de Puerto-Sandinero.

Une note en ce sens a été remise, le mercredi 21 mars, à Moscou au chargé d'affaires américain, M. Warren Zimmermann, par le chef de la diplomatie soviétique, M. Andreï Gromyko.

L'Union soviétique, indique ce texte, estime que les Etats-Unis sont responsables de cet « acte de banditisme et de piraterie », car les « services secrets américains » qui sont responsables de la pose de mines à Puerto-Sandinero. Washington est ainsi « directement responsable de la violation d'un des principes fondamentaux de la loi internationale, le droit à la liberté de navigation ».

La note de protestation indique que Moscou se réserve le droit de demander des « compensations » pour les blessures encourues par les ressortissants soviétiques, ainsi que pour les dommages matériels.

Le pétrolier *Lugansk* (et non *Dulker*, comme indiqué précédemment dans le *Monde* du 22 mars) avait heurté une mine, mardi, cinq marins ont été blessés, selon l'agence Tass. Puerto-Sandinero, situé à 70 kilomètres à l'ouest de Managua, sur la côte pacifique, avait été miné au cours des dernières semaines, par l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), organisation antiaudiste dirigée par M. Eden Pastora, le commandant « Zéro », et basée au Costa-Rica.

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46

University Studies in America Inc.
Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US, avec un séjour gratuit (cours gratuits) et vos diplômes (de la terminale au doctorat) ou d'engager un cycle complet de préparation au « Bachelor » ou « Master » ou au « Ph.D. »
CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORTH-EAST.
USA-French Office, 87, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.54.

EUROPE

URSS

LE SÉJOUR INCOGNITO DE DEUX DÉPUTÉS FRANÇAIS

Evoquer les droits de l'homme dans toute négociation avec les Soviétiques

Les campagnes d'opinion en faveur des candidats à l'émigration et des prisonniers de conscience en URSS gardent toute leur utilité ; tel est l'enseignement majeur qu'ont tiré de leur brève expédition à Moscou les deux députés français qui ont accepté de participer à l'une des « missions de routine » organisées par le Comité des quinze, une association humanitaire qui parraine quinze familles de Soviétiques ne pouvant obtenir l'autorisation de quitter leur pays (*le Monde* du 21 mars).

MM. François Léotard (PR) et Michel Noir (RPR) ont eu des conversations avec des familles de réfugiés, des femmes de prisonniers politiques et avec l'épouse d'André Sakharov. Tous leur ont dit que les campagnes d'opinion et les démarches de diverses natures étaient réconfortantes, et utiles, même si certaines se heurtent à un mur qui semble infranchissable. Ainsi dans le cas de M. Sakharov : son épouse estime que seule une intervention au plus haut niveau, celui des chefs d'Etat, est à présent

susceptible de donner un résultat quelconque.

Autre leçon tirée, par les deux députés, de leur bref séjour et de leurs conversations : l'Occident doit se montrer plus ferme, mettre constamment sur la table la question des droits de l'homme dans les négociations avec les Soviétiques, y compris à propos des affaires commerciales ou des transferts de technologie. Et, aussi, ne jamais se laisser payer de mots, en imaginant que les Soviétiques raisonnent suivant les schémas « occidentaux ». Les deux députés de l'opposition n'ont pas fait de leur voyage à Moscou une opération de politique intérieure. M. Léotard a même déclaré qu'il n'avait aucune reproche à faire à la politique du gouvernement actuel pour la défense des droits de l'homme. Ils admettent qu'en la matière une certaine discrétion est parfois nécessaire et semblent déterminés à poursuivre leur action, y compris en coopérant avec des représentants de la majorité parlementaire et du gouvernement.

BIBLIOGRAPHIE

La « Stratégie militaire » du maréchal Sokolovski enfin traduite en français

Parmi les ouvrages de base servant à l'étude de la stratégie soviétique, une place de choix revient depuis vingt ans à celui du maréchal Sokolovski, grand chef militaire pendant la dernière guerre et chef d'état-major de l'armée rouge de 1952 à 1960. Sa *Stratégie militaire*, publiée pour la première fois à Moscou en 1962, a connu deux autres éditions, respectivement en 1963 et en 1968, année de la mort de l'auteur. Mais cet ouvrage, connu en anglais grâce à une traduction de la Rand Corporation dès 1963, n'avait jamais été traduit en français.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire, et cette omission est maintenant réparée grâce à une traduction de la troisième édition établie par les soins du Cercle d'études de stratégie totale (CESTE) (1).

Le livre a un peu vieilli, puisque les Soviétiques, à partir de 1981, ont dû prendre leurs distances par rapport à certains de ses enseignements. En particulier les réflexions du maréchal Sokolovski selon lesquelles l'arme atomique ne change pas la nature de la guerre, celle-ci restant « un instrument de la politique » et devant recourir comme par le passé à l'avantage de la surprise et de l'attaque massive, étaient quelque peu gênantes au moment où Moscou devait encourager les mouvements pacifistes à l'Ouest.

Toutefois, on doit se demander si ce qu'écrivait Sokolovski à une époque où la puissance militaire soviétique était très inférieure à celle d'aujourd'hui et à celle des Etats-Unis d'Alors, ne serait pas, au contraire, encore plus actuel aujourd'hui, à l'heure de la parité avec l'Amérique et des SS-20 en Europe. De toute manière, aucun ouvrage de même ampleur n'a été publié à Moscou sur le sujet depuis les années 60, et celui-ci conserve donc tout son intérêt.

La Fondation pour les études de défense nationale, qui a prêté son concours à cette traduction de *Stratégie militaire*, publie en outre, dans sa revue trimestrielle *Stratégie* (2), la traduction intégrale d'un autre ouvrage soviétique, beaucoup plus actuel celui-là. *Toujours prêt à défendre la patrie* est le titre d'une brochure publiée en 1982 par le maréchal Ogarkov, actuel chef de l'état-major général des forces armées soviétiques. Ce titre avait attiré l'attention à l'époque par les mises en garde que l'auteur y lançait contre les tendances pacifistes parfois à l'œuvre dans la jeunesse soviétique. Mais l'on y trouvera aussi d'utiles éclaircissements sur l'organisation de l'armée rouge et la place que celle-ci, selon l'auteur, doit tenir dans la société.

M. T.

- (1) L'Hermès, « Classiques de la stratégie », 324 p., 160 F.
(2) Hôtel des Invalides, 75007 Paris ; traduction de Jacques Laurent.

Yougoslavie

L'opinion s'intéresse peu à la campagne pour le renouvellement de la direction collégiale

De notre correspondant

Belgrade. — La Yougoslavie est en campagne électorale, depuis le début de l'année et jusqu'au 15 avril, pour la mise en place de la nouvelle direction collégiale de l'Etat, qui doit entrer en fonction le 15 mai. L'une des principales institutions du système yougoslave, la direction collégiale de l'Etat, officiellement appelée « présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie », est composée des représentants de chacune des six républiques et des deux régions autonomes. Ses huit délégués s'ajoutent au président de la Ligue des communistes (l'élection de ce dernier, relevant de la seule compétence du parti, est soumise à une procédure particulière).

Les membres de la direction de l'Etat, élus pour cinq ans, avec la possibilité de renouvellement de leur mandat pour une nouvelle période de cinq ans, veillent aux intérêts communs de la Yougoslavie trop souvent en conflit avec les intérêts « spécifiques » ou « particuliers » des républiques et provinces autonomes. Ils sont responsables devant l'Assemblée nationale fédérale, mais en même temps devant celle de leur république ou province autonome, conformément aux dispositions de leurs constitutions respectives, qui ne sont pas harmonisées sur tous les points et qui, en général, ne souffrent pas d'un excès de précision.

La procédure électorale est longue et extrêmement compliquée. Amorcée par la commission fédérale des cadres de l'Alliance socialiste, elle doit aboutir à une liste de candidats « possibles », puis « potentiels », et, enfin, de candidats tout court, qui, en dernière instance, sont élus par l'Assemblée nationale de leur république ou province autonome. L'Assemblée nationale fédérale ne peut que « confirmer » leur élection.

Agitation des cadres

A la campagne électorale participent directement ou indirectement les innombrables « structures » du système censées exprimer la volonté des citoyens. Théoriquement, on peut proposer plusieurs candidats pour chaque fonction. Cette possibilité cependant n'a pas été retenue. L'explication donnée est que le nombre de candidats est une question de « forme ». Compte tenu de la procédure qui est appliquée, la candidature unique serait « la meilleure garantie que chaque poste sera occupé par celui qui est le plus compétent ». Des « concertations » et « consultations » qui accompagnent la désignation des candidats, l'opinion n'est guère tenue au courant. Elle n'est informée que lorsque les « structures » ont déjà pris des décisions pratiquement irrévocables. Un tel procédé, qui suscite une visible agitation parmi les cadres, mais laisse le public plutôt indifférent, a été critiqué à plus d'une réunion des organisations sociales, et l'hebdomadaire *NIN* le qualifie de « misérable », relevant qu'il n'était pas conforme aux principes démocratiques préconisés par l'Alliance socialiste, qui a la haute main sur les opérations électorales.

Sur les huit membres sortants de la présidence collégiale de l'Etat, trois sont rééligibles : MM. Kreigher, représentant de la Slovénie, Spiljak, représentant de la Croatie et Vojković, représentant de la Voïvodine. Or, à la suite des tractations qui n'ont pas été rendues publiques, MM. Kreigher et Spiljak ont décidé de se retirer. Tous les partants ont été pendant des semaines parmi les plus proches collaborateurs de Tito. Comme il s'agit de personnes déjà d'un certain âge (la majorité d'entre elles ont plus de soixante-dix ans), elles se retireront probablement de la vie publique.

Hongrie

L'« éveil » de la diplomatie

Chefs d'Etat ou de gouvernement, ministres des affaires étrangères, responsables des partis politiques occidentaux, se succèdent depuis 1982 à Budapest. La Hongrie, dont les dirigeants multiplient de leur côté les déplacements à l'étranger, est à la mode. L'intensification spectaculaire des contacts à tous les niveaux entre ce pays membre du pacte de Varsovie et l'Occident (ce qui suscite des commentaires mitigés de la part de ses alliés, comme par exemple au lendemain de la visite de M. Thatcher en janvier) ne saurait évidemment être interprétée comme un revirement de sa politique étrangère fondée sur l'alliance étroite avec Moscou. Mais cette fidélité à l'Union soviétique ne signifie pas pour autant l'absence de toute originalité.

« Malgré l'identité du système social et des objectifs communs des Etats socialistes, chaque pays a ses intérêts particuliers qu'il convient de défendre », répètent les déclarations officielles. Les Hongrois reconnaissent l'existence de différends survenus avec tel ou tel de leurs partenaires, tout en évitant de les dramatiser ou de les exagérer : on pense avant tout au conflit latent qui les oppose à la Roumanie autour du sort réservé à la minorité hongroise de Transylvanie. Mais les problèmes « délicats » longtemps passés sous silence sont abordés dans les médias.

Apparemment les dirigeants hongrois estiment qu'un petit pays d'Europe centrale, qui bénéficie d'une bonne image de marque en raison de la réussite (même fragile) de son expérience économique et qui donne l'exemple d'une tolérance politique relative inexistante dans les autres régimes socialistes, peut jouer un rôle, même limité. D'autant plus que, lourdement pénalisée par les répercussions des crises afghane et yougoslave et par les retombées des dif-

ficultés de l'économie mondiale, la Hongrie est particulièrement sensible à la dégradation des rapports Est-Ouest.

La crainte

d'un durcissement

L'« éveil » de la diplomatie hongroise semble avoir bénéficié de la sympathie de Iouri Andropov, ambassadeur de l'URSS à Budapest au moment des événements de 1956 et qui aurait par la suite pleinement approuvé la politique « réformatrice » de M. János Kádár.

Un mois après l'élection de M. Tobermenko au secrétariat général du P.C. soviétique accueillie sans enthousiasme à Budapest, certains dirigeants se montrent préoccupés et craignent un durcissement du Kremlin, entraînant une limitation de la marge de manœuvre laissée aux alliés est-européens. En attendant, le calendrier diplomatique pour les mois à venir est encore plus chargé que celui des deux dernières années : le chancelier Kohl et le premier ministre italien M. Bettino Craxi figurent parmi les visiteurs occidentaux attendus en 1984 à Budapest, tandis que M. Kádár doit venir à Paris.

Ce nouveau style de la diplomatie hongroise paraît lié à l'action de trois responsables, MM. Matyas Szűrös, cinquante et un ans, secrétaire du comité central, Gyula Hoes, quarante-trois ans, chef du département des relations internationales du comité central, et Péter Varkonyi, cinquante-trois ans, ministre des affaires étrangères ; des hommes de la nouvelle génération encore peu connus à l'étranger mais qui semblent « monter » au sein de l'appareil de Parti et de l'Etat.

THOMAS SCHNEIDER.

LES NOUVELLES

PAS NULS, CES TERRIENS !



Enseignement
La chevauchée des lycées parallèles
Zeev Sternhell
La droite liquide 1789
Brice Lalonde
au Club des Nouvelles

Agitation des cadres
A la campagne électorale participent directement ou indirectement les innombrables « structures » du système censées exprimer la volonté des citoyens. Théoriquement, on peut proposer plusieurs candidats pour chaque fonction. Cette possibilité cependant n'a pas été retenue. L'explication donnée est que le nombre de candidats est une question de « forme ». Compte tenu de la procédure qui est appliquée, la candidature unique serait « la meilleure garantie que chaque poste sera occupé par celui qui est le plus compétent ». Des « concertations » et « consultations » qui accompagnent la désignation des candidats, l'opinion n'est guère tenue au courant. Elle n'est informée que lorsque les « structures » ont déjà pris des décisions pratiquement irrévocables. Un tel procédé, qui suscite une visible agitation parmi les cadres, mais laisse le public plutôt indifférent, a été critiqué à plus d'une réunion des organisations sociales, et l'hebdomadaire *NIN* le qualifie de « misérable », relevant qu'il n'était pas conforme aux principes démocratiques préconisés par l'Alliance socialiste, qui a la haute main sur les opérations électorales.

LES NOUVELLES

L'HEBDO QUI FAIT BOUGER LES NOUVELLES.

MM. Gemayel et Berri ont discuté avec M. Mitterrand du rôle des forces françaises à Beyrouth et dans le Sud

Lerdy
le prêt à porter
des grands
et des Costauds
PARIS 12°
PARIS 17°
LYON 6°

مكتبة الأصل

ASIE

Japon

La visite en Chine du premier ministre a été préparée par d'importants accords bilatéraux

Tokyo. — Le premier ministre du Japon, M. Yasuhiro Nakasone, en-tant le vendredi 23 mars, en Chine populaire, une visite qui s'annonce à priori plus aisée et plus immédiate-ment fructueuse dans le domaine des relations bilatérales, dégagées de tout obstacle majeur, que dans celui des initiatives diplomatiques en faveur d'une solution négociée du problème coréen. On prête, en effet, au dirigeant japonais l'intention de faire avancer ce délicat dossier en cours de son entretiens, après avoir fait filer le terrain à Pékin ces jours derniers par l'ancien ministre nippon des affaires étrangères, M. Masayoshi Ito.

Quatre mois à peine après la vi-site au Japon du secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, qui, d'une part, avait permis aux deux parties de réaffir-mer leur volonté de coopération à long terme, et, d'autre part, avait apporté, au premier ministre japo-nais une caution précieuse à la veille d'élections difficiles, les relations bi-latérales sont jugées aussi bonnes que possible.

Sur ce seul dossier les deux par-ties ne s'étaient pas entendues en dé-cembre : celui d'une attitude concer-tée face au déploiement des fusées nucléaires soviétiques SS 20 en Si-bérie orientale.

Il est possible, que cette question soit à nouveau abordée compte tenu de l'importance que Tokyo y attache et malgré l'absence de réactions chinoises aux suggestions de coopé-ration de M. Nakasone en la ma-tière.

Bilatéralement, plusieurs dévelop-pements reflètent en revanche la confiance et l'intérêt que se portent réciproquement les deux parties. Sur le plan politique, la Chine popu-laire a mis depuis décembre dernier une sourdine aux critiques visant le « militarisme » de M. Nakasone et les dangers qu'il ferait peser sur ses voisins asiatiques.

Sur le plan économique et com-mercial les relations ne cessent de s'intensifier, bien qu'un rythme rela-tivement lent par rapport au po-

De notre correspondant

tentiel considérable des deux pays. Il est clair que la Chine — qui souf-fre toujours fortement des retards industriels, techniques et scientifi-ques accumulés pendant la révolu-tion culturelle mais qui maintient ses objectifs de modernisation — a un énorme besoin des capitaux et des techniques des Japonais.

Il est non moins clair que ceux-ci entendent en profiter pour des rai-sons qui tiennent autant aux intérêts privés japonais qu'à la diplomatie ré-gionale ou à la stratégie globale de Tokyo. « Le Japon et la Chine doi-vent cimenter leurs relations car elles deviendront le fondement de la sécurité et de la paix en Asie », es-time M. Nakasone.

La question coréenne

En témoignage de cet intérêt ré-ciproque bien compris, M. Nakasone va d'abord relancer l'assistance éco-nomique du Japon à la Chine en ou-vrant à cette dernière une nouvelle ligne de crédit de 470 milliards de Yens — soit plus de 2 deux milliards de dollars — pour une période de sept ans. Ces crédits, liés à la réali-sation de sept grands projets infra-structurels chinois, viendront prendre la relève des prêts à faible taux d'in-térêt de 300 milliards de yens consentis à la Chine entre 1979 et 1983.

Tokyo et Pékin ont signé, d'autre part, à la veille de la visite, le pro-tocole d'accord prévoyant pour la pre-mière fois la livraison par les Japo-nais à la Chine d'équipements nucléaires civils (Le Monde daté 4-5 mars). Le voyage de M. Nakasone sera en outre prolongé en avril par

l'envoi en Chine d'une mission éco-nomique japonaise chargée d'étudier les possibilités d'investissement.

Enfin, les deux gouvernements sont tombés d'accord pour faciliter la recherche et le rapatriement de plusieurs centaines d'enfants japo-nais abandonnés en Chine en 1945, aux cours de la débâcle de l'armée impériale.

Sur le plan diplomatique, la vi-site devrait être dominée par la question qui suscite actuellement le plus de spéculations dans la région : celle de la Corée. Depuis quelques mois, elle est à tous les menus diplomatiques : M. Ito Yaobang en a parlé avec M. Nakasone en décembre à Tokyo, M. Zhao Ziyang avec M. Reagan en janvier à Washington. M. Nakasone revient en parler à Pékin, précédant d'un petit mois le président Reagan. Les Chinois en parlent avec leur al-lié, le président Kim Il Sung ; les Japo-nais et les Américains avec leur ami le président Chun Doo Hwan, etc. Dans ce contexte on prête à M. Nakasone plusieurs intentions qui témoignent de sa volonté de voir le Japon jouer un rôle actif dans cette affaire.

D'abord, le premier ministre japo-nais sera à Pékin le porte-parole des Sud-Coréens qui souhaitent plus que jamais améliorer leurs relations avec la République populaire et qui aime-raient que l'on passe de la « diplo-matie du tennis » à la diplomatie tout court. Seul a mal accueilli l'of-fre d'une négociation tripartite (Co-rée du Nord, Corée du Sud et États-Unis) lancée récemment par ses adversaires de Pyongyang mais sou-haiterait entamer un dialogue direct avec le Nord, et aimerait que la Chine le favorise.

Ensuite, s'il se révélait impossible dans l'immédiat de négocier à deux ou à trois, les Japonais pourraient proposer une réunion quadripartite, avec la Chine — solution dont on sait qu'elle aurait la faveur des Améri-cains — mais que Pékin, jusqu'alors, n'a pas acceptée.

Le premier ministre japonais, d'autre part, ne manquera pas d'aborder les questions de Taiwan et du rapprochement sino-soviétique, qui toutes deux sont des éléments es-sentiels de l'équation politique régio-nale et du développement des rela-tions sino-japonaises elles-mêmes.

R.P. PARINGAUX.

Chine

LA VISITE A PÉKIN DU SECRÉTAIRE AMÉRICAIN AU TRÉSOR

Les discussions continuent en vue d'un accord sur la protection des investissements

De notre correspondant

Pékin. — M. Regan a déblayé le terrain pour M. Reagan. Mais Chinois et Américains devront redoubler d'efforts au cours des pro-chaines semaines, s'ils veulent que la visite présidentielle en Chine, dont les dates (du 26 avril au 1^{er} mai) ont été annoncées officiellement mer-credi 21 mars, soit véritablement un succès dans le domaine de la coopé-ration commerciale et économique.

Le principal motif de satisfaction pour les deux parties, à l'issue des conversations que le secrétaire au Trésor vient d'avoir à Pékin dans le cadre de la quatrième réunion de la commission économique mixte sino-américaine, est le paraphe appo-sé, mercredi, par M. Regan et son col-lègue chinois, M. Wang Bingqian, au bas d'un accord visant à éviter la double imposition des sociétés de chacun des deux pays travaillant dans l'autre.

En revanche, peu de progrès sem-blent avoir été faits dans la mise au point d'une convention, en chantier depuis de longs mois, qui assurerait une protection aux investissements américains en Chine et réciproque-ment. Une délégation chinoise se rendra la semaine prochaine à Wa-shington en vue de poursuivre les discussions à ce sujet. Un tel accord se révèle, en effet, indispensable à l'extension de la participation des so-ciétés américaines au programme de modernisation de la Chine. Il exis-tait, à la fin de 1983, vingt sociétés mixtes sino-américaines, représen-tant un investissement total de 85 millions de dollars. Ce chiffre est encore modeste, mais l'engagement financier américain en Chine va né-cessairement augmenter dans les prochaines années avec le démar-rage et le développement des ac-tivités de forage pétrolier en mer.

Onze compagnies des États-Unis ont déjà commencé ou commenceront dans le courant de l'année l'explora-tion des zones qui leur ont été attri-buées en mer de Chine du sud. On estime que, dans une première phase, les investissements sub-séquents seront de l'ordre de 500 à 600 millions de dollars.

La Chine, pour sa part, paraît dé-cidée depuis peu à accentuer sa poli-

tique d'ouverture et de coopération avec l'étranger. Dans cette perspec-tive, une dizaine de villes côtières pourraient bénéficier d'ici quelques temps des mêmes conditions que celles qui sont actuellement offertes aux investissements étrangers dans les zones économiques spéciales des provinces méridionales du Guang-dong et du Fujian.

Afin de prospecter les possibilités d'élargissement de la coopération sino-américaine, les représentants de quelque vingt-cinq à trente sociétés américaines feront un voyage d'études en Chine, à l'automne. Ils s'intéresseront plus spécialement, a indiqué M. Regan, aux secteurs de l'industrie légère, de la construction, de l'agro-alimentaire et de l'électro-nique. M. Wang Bingqian a exprimé aussi le désir de la Chine d'une coo-pération pour la construction de grandes centrales hydroélectriques, ainsi que sa disponibilité pour l'achat d'équipements de centrales nucléaires. Sur ce dernier point, l'absence d'accords bilatéraux régle-mentant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire reste toutefois un obstacle à la conclusion de contrats commerciaux. Les discussions à ce sujet continuent de battre sur la question des contrôles souhaités par les Américains.

Les échanges commerciaux

Un certain flou règne aussi sur la question de l'achat de céréales par la Chine aux États-Unis. Aux termes d'un accord qui vient à expiration cette année, Pékin s'était engagé à acheter chaque année, de 1981 à 1984, un minimum de 6 millions de tonnes métriques de blé américain. Or, l'an dernier, en guise de repré-sailles contre les limitations imposées par Washington aux ventes de textiles chinois aux États-Unis, Pékin a limité ses achats à moins de 4 millions de tonnes. Les responsa-bles chinois paraissent avoir donné l'assurance d'une régularisation de la situation dans le courant de l'an-née.

Cette querelle a sérieusement en-nuimé les relations commerciales

bilatérales, l'an dernier, provoquant une chute du volume global des échanges de 15 % par rapport à 1982. Le commerce sino-américain, qui avait atteint le chiffre record de 5,2 milliards de dollars en 1982, ne s'est plus élevé qu'à 4,4 milliards de dollars en 1983. Les exportations agricoles des États-Unis vers la Chine, en baisse de 64 %, n'ont pas été compensées par une augmenta-tion de 14 % des ventes de produits non agricoles. En conséquence, pour la première fois depuis 1977, les États-Unis ont enregistré, l'an der-nier, selon les statistiques améri-caines, un déficit d'environ 71 mil-lions de dollars dans leurs échanges avec la Chine.

MANUEL LUCBERT.

● VISITE DU GÉNÉRAL JACQUES MITTERRAND. — Le général Jacques Mitterrand, pré-sident du GIFAS (Groupement des industries françaises aéronau-tiques et spatiales), effectuait ac-tuellement une visite à Pékin, a-t-on appris mardi 20 mars, de source diplomatique. Au cours de son séjour, le général Mitterrand doit notamment être reçu par M. Yao Guang, vice-premier mi-nistre, à qui il remettra un mes-sage de son frère, le président Mitterrand, indiquant qu'il aura également l'occasion de s'entretenir avec le ministre chinois de la défense, M. Zhang Aiping, et le ministre des industries aéronautiques, M. Mo Wanxiang. — (AFP)

● PROCHAINE TOURNÉE EUROPEENNE DU MINIS-TRE DES AFFAIRES ÉTRAN-GÈRES. — Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, effectuera une tournée dans six pays européens et arabes à la fin de ce mois et au début du mois prochain, a annoncé, le mer-credi 21 mars, un porte-parole officiel chinois. M. Wu se rendra successivement en Yougoslavie, en Roumanie, en Autriche, en France — où il séjournera les 5 et 6 avril —, au Koweït et en Tunisie.

Corée du Sud

● L'ALLIANCE FRANÇAISE SANCTIONNÉE. — Le mini-istre sud-coréen de l'éducation a ordonné la fermeture pendant un mois de l'Alliance française à Séoul, pour avoir admis plus d'étudiants que ne le prévoit le règlement des instituts de lan-gues privés, rapporte, jeudi 22 mars, la presse locale. L'Alliance française figure sur une liste de trente-quatre instituts de langues privés installés en Corée du Sud frappés de diffé-rentes « sanctions administrati-ves » pour violation des règle-ments. Selon des sources françaises à Séoul, ce règlement ne saurait s'appliquer depuis que l'Alliance française est passé en Corée du Sud d'un statut privé à celui d'un organisme officiel, reconnu par un accord franco-sud-coréen sur les échanges culturels et éducatifs. — (AFP.)

Berty
le prêt à porter
des grands
de 85 à 2 m 15
et des costumes
PARIS 12^e
86, av. Ledru-Rollin
Tél. : 628.18.24
PARIS 17^e
79, av. des Ternes
Tél. : 574.35.13
LYON 6^e
22, cours Roosevelt
Tél. : 865.93.96

PORTE-AVIONS AMÉRICAIN CONTRE SOUS-MARIN SOVIÉTIQUE EN MER DU JAPON

Washington (AFP). — Le porte-avions américain Kitty-Hawk est entré en collision mer-credi soir 21 mars, avec un sous-marin soviétique à propulsion nucléaire dans le sud de la mer du Japon. Le porte-parole du Pentagone a précisé que l'inci-dent s'était produit vers 22 heures (heure locale) et que les deux unités ne semblaient pas avoir subi de dégâts.

Le Kitty-Hawk, un porte-avions de 80 000 tonnes, effec-tuait des manœuvres en mer du Japon conjointement avec des bâtiments sud-coréens, et l'on sait que des unités soviétiques surveillent habituellement ce genre de manœuvres. Selon des sources américaines, le sous-marin soviétique avait « d'un peu trop près » le porte-avions, et la collision se serait produite au moment où il faisait surface sans feux de navigation. Il s'agit d'un sous-marin de type Victor-I. Son équipage a refusé l'aide qui lui était proposée par le Kitty-Hawk, et il a été aperçu ensuite faisant route à vitesse réduite en direction de Vladivostok escorté par un croiseur soviétique.

De tels incidents sont relative-ment fréquents entre les marines des États-Unis et de l'URSS. Le der-nier en date avait été signalé dans le nord de l'océan Indien, où un destroyer américain et une frégate lance-missiles soviétique s'étaient heurtés — sans dom-mages sérieux — le 17 novem-bre 1983.

Washington et Moscou ont si-gné, dès 1972, un accord visant à échanger des informations dans ce genre de situation, afin d'éviter qu'un simple froisse-ment de toiles ne dégénère en crime majeur.

Francis Javitt

Horloger Bijoutier Joaillier Orfèvre Cadeaux

A le plaisir
de vous accueillir
dans sa
nouvelle décoration

Centre Commercial Maine-Montparnasse 75015 PARIS
Tél. : 538.66.52 - ouvert le lundi - parking

10 ANS
DE GARANTIE

protégez-vous
à temps
ALARME
2000
contre le vol

Protections Radar
à l'efficacité éprouvée,
immédiatement
opérationnelles.

ALARME 2000 - 8, rue Gudin 75016 PARIS
Tél. 525.44.32

A votre service sur toute la France

LILLE (02) 53.24.87 TOULOUSE (05) 47.83.71
LYON (78) 83.82.31 NANCY (83) 28.55.39
MARSEILLE (07) 82.73.74 NANTES (01) 43.37.57

"l'un des romans les plus étonnants qui aient vu le jour en Allemagne, voire en Europe, depuis la guerre".

Jean-Louis de Rambures
LE MONDE

UN PHÉNOMÈNE DE L'ÉDITION MONDIALE

Michael Ende
L'HISTOIRE SANS FIN
Roman

464 pages
79 F.

Stock

Propos et débats

M. Giscard d'Estaing :
que fera la France ?

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui entame mercredi 21 mars un tour de France pour présenter son livre *Deux Français sur trois*, a réaffirmé qu'il voulait réfléchir à l'avenir : « Que fera la France le lendemain du jour où les dirigeants socialistes auront quitté le pouvoir ? C'est pour répondre à cette question que j'entreprends ce tour de la France et de ses départements d'outre-mer », a expliqué l'ancien chef de l'Etat. « Je souhaite, a-t-il ajouté, que les Français passent d'une attitude négative qu'ils expriment dans les élections à une attitude positive : qu'est-ce que la France voudra, devra faire et deviendra ? » M. Giscard d'Estaing sera dimanche 25 mars l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1.

M. Rossinot (rad.) :
M. Stirn est pris au piège

M. André Rossinot, président des radicaux valaisiens, a pris acte de la démission de M. Olivier Stirn, député du Calvados, du Parti radical. Il a estimé mercredi que ce dernier « retrouve comme une personnalité isolée en marge d'une formation (la MRG) favorable à la majorité présidentielle. Après la rétractation de toutes les personnalités consultées pour conduire la liste des deux Furs, M. Stirn a été pris au piège... et a été obligé de s'impliquer totalement ». M. Rossinot a précisé que, si des membres du Parti radical suivent M. Stirn, il serait conduit à expliquer les statuts du parti, autrement dit à les exposer.

M. Rossinot a d'autre part jugé que l'UDF « a fait ses preuves » et « a su traverser la tourmente ». Il n'est donc pas souhaitable, selon lui, de remettre en cause le fonctionnement de la confédération. « Ce qui est fondamental, a-t-il souligné, c'est la préparation des élections législatives. L'UDF ne saurait mener de front cette préparation et une opération de fusion de ses composantes ».

M. Sablé quitte l'UDF. — M. Victor Sablé, député (UDF) de la Martinique, a annoncé, mercredi 21 mars, qu'il quittait l'UDF parce que « la liste unique de l'opposition nationale aux élections européennes du 17 juin ne comporte aucun candidat des départements d'outre-mer en position d'éligibilité. L'élection déléguée de ces départements, objets de convoitise de Moscou et de Washington, mais toujours fidèles à la civilisation européenne, n'est pas une simple péripétie électorale, mais revêt la signification d'un événement politique », a-t-il ajouté.

M. Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et les élections territoriales en Nouvelle-Calédonie. — M. Jean-Claude Gaudin estime que, « à l'approche des élections territoriales en Nouvelle-Calédonie » (en juillet 1984) et « en raison de la tension qui monte sur ce territoire français d'outre-mer, il est de la responsabilité du gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'ordre public et la loi républicaine soient respectés et que soit assurée la sauvegarde des personnes et des biens ».

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION

Vie s/vente, Pol. Just. Pontois (95)
29 mars 14 h
**CHALET EN BOIS
à MONTIGNON (95)**, Cote 27 a
Chemin rural n° 7 de Saint-Prix au
Château de la Chasse sans or, eau,
4 ch. électr., WC chimique.
MISE A PRIX : 45.000 F
Consig. 25.000 F (ch. cart. Bique)
Ren. M. BURSSON, av. 632-31-42
29, r. P. Batin à Pontois (95)
M. DESOULVRE, av. T. 638-72-28
2, mail des Cérèdes à Pontois (95).

POUR CETTE HOMME S'ASSURER :
OSP
64, rue de la République
75008 Paris
Tél. : (1) 583-12-48.

Inscrit à l'inventaire supplémentaire à vendre par adjudication
LE 27 MARS 1984 à 14 h 30
en la Chambre des Notaires de Paris, 12, avenue Victoria, 75001 PARIS
**HOTEL PARTICULIER, fin XVIII^e siècle
à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)**, 5, r. de Montmorency
Surface habitable 486 m² + 200 m² (communes)
Surface cour et parc 2.528 m² environ
MISE A PRIX : 5.000.000 DE FRANCS
Consignation pour enchérir : 600.000 francs
Visites les 22, 26 mars 1984 de 14 heures à 17 heures
et le 24 mars 1984 de 10 heures à 12 h 30
Pour tous renseignements, s'adresser à M. BELLARGENT, notaire associé,
à PARIS, tél. 260-31-12, et M. GUIGNIER, administrateur judiciaire,
36, rue de Courcelles à PARIS, tél. 562-79-46.

VENTE sur conversion de saisi en vente volontaire, au Palais de Justice de
VERSAILLES, MERCREDI 28 MARS 1984 à 10 heures
EN 24 LOTS, de
24 APPART. - 24 PARKINGS - 24 CAVES
(occupés) dépendant d'un ensemble immobilier de
r. Emile-Zola à FONTENAY-LE-FLEURY (78)
et rue CÉSAR-FRANK, n° 1 à 11 et 2 à 14
MISES A PRIX : 40.000 F chaque lot
(les lots sont l'objet d'un bail à construction pour une durée de 50 années pour se
terminer le 31-01-2016)
S'adr. p. r. : Cabinets de M. COYDON, avocat à Versailles, 5, rue
Pierre-Bertin, tél. 951-21-93 et à Rambouillet, 4, rue G. Lendre, tél. 483-34-17 ;
Cabinets de la SCP JEAN, avocats, 4, pl. Gambetta à Versailles, tél. 950-27-12
et à Rambouillet, 2, av. du Maréchal-Foch, tél. 483-00-17.

VENTE sur saisi immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL
LE JEUDI 29 MARS 1984 à 9 h 30 - EN DEUX LOTS
à MAISONS-ALFORT (94)
1^{er} lot : BOUTIQUE et APPARTEMENT
24, av. du Général-DE-GAULLE
Lot n° 1, au r.-d.-c., avec cuisine et débarras - Lot n° 2, au
1^{er} étage, deux entrées, trois pièces, cuisine - Lot n° 3, au 2^e
cave n° 108 - Bât. C, lot n° 40.
LA TOTALITÉ DU BATIMENT C, avec une annexe au rez-de-chaussée
Lot n° 41, REMISE au rez-de-chaussée - Lot n° 79, jouissance exclusive
d'un jardin portant le n° 903 - LOUES
MISE A PRIX : 60.000 FRANCS
2^e lot : UN MAGASIN et APPARTEMENT
24, AVENUE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE
Lot n° 1, au r.-d.-c., à droite du vest. d'entr. de l'immeuble, avec cuisine réserve,
cuisine de garage, W.C., caves part. avec esc. portant le n° 7, à la suite, garage -
Lot n° 17, au-dessus, av. esc. d'accès personnel de cuis. Lot n° 1, 3 pièces,
cuisine, salle de bains, W.C.
LOUÉS - MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adr. à M. LYONNET DU MOUTIER, av. 182, c. de Rivoli à PARIS-1^{er},
tél. 360-48-09 ; au Greffe des Créances du TGI de CRÉTEIL où le cahier des
charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, mercredi 21 mars, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue du conseil, le communiqué suivant a été rendu public :

TROISIÈME TRANCHE
DU FONDS SPÉCIAL
DE GRANDS TRAVAUX

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant majoration de la taxe spécifique sur les carburants instituée au profit du Fonds spécial des grands travaux créé en août 1982. Cette majoration de deux centimes par litre, applicable en avril 1985, permettra, dès le vote de la loi, le lancement d'une troisième tranche de travaux.

Les deux premières tranches ont permis de financer, dans l'ensemble du pays, de nombreux équipements concernant les infrastructures routières, les transports collectifs ou la maîtrise de l'énergie.

La troisième tranche, d'un montant de 4 milliards de francs, égal à celui de chacune des deux premières, permettra l'engagement rapide d'opérations sélectionnées d'un montant total de près de 10 milliards de francs.

L'intervention du Fonds concourt, pour un tiers environ, des opérations situées dans les pôles de conversion afin d'y apporter un soutien important et immédiat à l'activité économique.

Les deux autres tiers seront répartis sur l'ensemble du territoire et affectés à égalité d'une part aux économies d'énergie, d'autre part aux infrastructures de transports, et notamment au début des travaux du TGV Atlantique.

La troisième tranche contribuera ainsi, comme les deux précédentes, au soutien de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics.

PROTOCOLE
FRANCO-TUNISIEN

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation du protocole franco-tunisien du 11 janvier 1983 relatif à la formation professionnelle et à la promotion de l'emploi.

Cet accord s'inscrit dans le cadre de la convention franco-tunisienne de main-d'œuvre du 9 août 1963, et permettra d'établir sur de nouvelles bases les relations des deux pays en ce qui concerne la formation professionnelle des travailleurs tunisiens.

LE GOUVERNEMENT PRO-
POSE UN CALENDRIER POUR
LE RATTRAPAGE DES TAUX
DE PENSIONS DES ANCIENS
COMBATTANTS

Le rattrapage de 14,26 % des taux de pensions des anciens combattants sera achevé pour la fin du septennat. Telle est l'assurance que les représentants du monde combattant ont obtenue, au terme de la réunion de la commission budgétaire élargie qui a eu lieu le mardi 20 mars, sous la présidence de M. Jean Laurin, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

Celui-ci, soulignant « le souci de M. Pierre Mauroy de ne pas créer un nouveau contentieux avec le monde combattant » et son désir de régler ce problème, a rappelé les mesures prises déjà par le gouvernement en juillet 1981 (5 % d'augmentation) et en juillet 1983 (1,40 %) ainsi que le relèvement prévu pour le 1^{er} novembre prochain (1 %), ajoutant « qu'il restait 6,86 % à rattraper sur le retard de 14,26 % constaté en 1980 par la commission tripartite ».

Répondant au vœu des associations d'anciens combattants qui réclamaient un calendrier pour ce rattrapage, M. Laurin a précisé que les pensions militaires seraient augmentées de 1 % en 1985, de 1,86 % en 1986, les 4 % restant étant appliqués d'ici la fin de l'année 1987-1988. Cette mesure intéresse quelque huit cent mille personnes. Rappelons qu'au point d'indice représenté pour l'Etat une dépense d'environ 40 milliards de francs.

L'Union française des associations de combattants, la plus représentative des associations d'anciens combattants, tout en appréciant les efforts consentis par le gouvernement « issu du 10 mai 1981 », considère que le rattrapage de 4 % prévu en fin de septennat est beaucoup trop tardif. En conséquence, l'UFAC a décidé de réagir rapidement le conseil parlementaire qu'elle a constitué - groupant des députés et des sénateurs de la majorité comme de l'opposition - pour mettre au point des contre-propositions susceptibles de modifier le calendrier proposé par le gouvernement.

CLAUDE DURIEUX.

ASSURANCE-CHOMAGE

Sur proposition du ministre délégué chargé de l'emploi, le conseil des ministres a adopté une ordonnance prise en application de la loi d'habilitation du 20 décembre 1983 relative au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi.

Ce texte reprend et complète sur quatre points principaux les dispositions déjà adoptées lors du conseil des ministres du 15 février dernier.

1) L'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise, qui a fait la preuve de son efficacité, est maintenue et sera désormais prise en charge par l'Etat. Ses nouvelles modalités tiendront compte du temps écoulé comme demandeur d'emploi et des références de travail antérieures. Elles permettront une meilleure adaptation de l'aide aux besoins des créateurs d'entreprise.

2) Les agents non titulaires de l'Etat des collectivités locales et des établissements publics bénéficieront désormais, sans qu'il soit nécessaire de prendre pour eux des textes spécifiques, des mêmes allocations d'assurance que les salariés du secteur privé. Les collectivités qui emploient ces salariés garderont la faculté d'assurer elles-mêmes leurs agents. Elles pourront confier la gestion des allocations aux ASSÉDIC.

3) Dans le cadre du régime d'assurance et selon les modalités qui seront convenues entre les partenaires sociaux, il pourra être prévu, au profit des travailleurs étrangers qui quittent la France pour s'installer dans leur pays d'origine, la possibilité, sur leur demande, de capitaliser en un versement unique leurs droits à l'attribution d'un revenu de remplacement. Ce versement pourra être complété par une aide de l'Etat dans des conditions qui seront fixées prochainement.

4) Le bénéfice de l'allocation de solidarité sera ouvert aux marins pêcheurs, aux ouvriers dockers occasionnels et aux artistes non salariés.

RELATIONS
FRANCO-MEXICAINES

Le ministre des affaires étrangères du Mexique a fait une visite officielle à Paris les 15 et 16 mars. Il a été reçu par le président de la République, le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement.

Le conseil des ministres a noté qu'au cours des deux dernières années les échanges économiques entre les deux pays avaient continué à croître en dépit de la crise.

Le ministre des relations extérieures a également souligné la qualité remarquable de la relation entre le Mexique et la France, qui s'explique par la similitude des analyses et fréquemment des prises de position.

MARCHÉ COMMUN
AGRICOLE

Afin de définir les modalités de mise en œuvre des dispositions prises pour maîtriser la production laitière, le ministre de l'Agriculture réunira dans les prochaines semaines toutes les parties intéressées de la filière.

A cette occasion, seront notamment examinées les mesures communautaires et nationales d'incitation au départ, à la conversion de certaines exploitations et au réajustement des marchés et des productions.

Le gouvernement veillera à ce que la modernisation de l'industrie laitière et son adaptation à ces nouvelles règles ne sacrifient pas les intérêts des petits producteurs et les nécessités de l'aménagement du territoire.

L'ACTION DE LA CEE
POUR L'EMPLOI
DES FEMMES

M^{me} le ministre délégué chargé des droits de la femme a présenté au conseil des ministres une communication sur les conclusions de la réunion des ministres de l'emploi et du travail des pays de la CEE, qu'elle a présidée le 3 mars 1984 à Paris.

Cette réunion, la première depuis l'origine de la Communauté à avoir été consacrée exclusivement à l'emploi des femmes, a permis de dresser un bilan de la politique communautaire visant à établir l'égalité des chances entre femmes et hommes dans l'emploi et d'examiner les conditions de la relance de cette politique.

L'acquis communautaire dans ce domaine n'est pas négligeable : directives sur l'égalité professionnelle et en matière de sécurité sociale, interventions du Fonds social européen, programme d'actions 1982-1985 pour l'égalité des chances.

Mais la crise qui frappe les économies des pays européens touche particulièrement les femmes : celles-ci occupent plus fréquemment que les hommes des emplois précaires ; certaines de leurs secteurs traditionnels d'activité sont aujourd'hui menacés.

1. - Un consensus est apparu sur la nécessité de lutter de façon spéci-

fique contre le chômage des femmes, en tenant compte des caractéristiques qu'il présente dans des économies en mutation. Sur ce point, une résolution devrait être soumise au prochain conseil des ministres des affaires sociales, le 7 juin, à Luxembourg.

II. - Les pays représentés ont reconnu la nécessité de mettre en œuvre rapidement des actions positives en faveur des femmes, analogues à celles instituées en France par la loi du 13 juillet 1983 sur l'égalité professionnelle. Une recommandation dans ce sens devrait être proposée aux Etats membres par la Commission des Communautés européennes.

L'EMPLOI
ET LES MUTATIONS
INDUSTRIELLES

Le gouvernement a proposé, le 8 février dernier, aux partenaires sociaux, les grandes orientations de l'action à mener pour assurer les mutations industrielles dans les secteurs les plus gravement frappés par la crise, pour adapter en conséquence les dispositifs sociaux et pour encourager la création et le développement des entreprises.

Les concertations approfondies qui ont eu lieu depuis lors ont permis de tenir compte des préoccupations des partenaires sociaux et d'améliorer sur de nombreux points les dispositions envisagées. Le conseil des ministres a commencé, sur la base

M. ANDRÉ CELLARD EST
NOMMÉ PRÉSIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA COMPAGNIE
NATIONALE DU RHONE

Le conseil des ministres du mercredi 21 mars a nommé M. André Cellard président du conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône.

[Né le 19 mars 1921 à Rabat (Maroc), M. André Cellard est licencié en droit et diplômé d'études supérieures de droit public, de droit privé et d'économie politique. Avocat à Paris (1943), il est président de la commission de politique générale du Parti radical social (1960), membre du secrétariat général de la FGDS (1968), puis membre du comité directeur du Parti socialiste (1969-1973). Elu député du Gers à Condom en 1978, il est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture le 22 mai 1981, poste qu'il occupera jusqu'au remaniement du 24 mars 1983.]

**lentilles
de contact
souples**
C'est la joie de
VOIR NET
à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si personnalisées à l'air et à l'eau qu'elles ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

Ysopic
80, bd Maialherbes
75008 Paris Tél 563 85 32
Venez vite faire un essai !
Documentation et liste des correspondants
Paris et étrangers sur demande.

Ysopic

**Musclez-vous
en Anglais.**



L'Anglo-Continental est l'association indépendante la plus importante sur le plan mondial de l'enseignement de l'Anglais.

Depuis plus de 30 ans, elle est installée à Bournemouth sur la côte sud de l'Angleterre. On y enseigne le meilleur anglais dans un climat agréable, au bord de superbes plages, avec toutes les possibilités pour pratiquer dans le même temps tous les sports favoris. Mais à l'Anglo-Continental, si vous continuez à vous muscler, vous musclerez surtout... votre anglais.

Eleve débutant ou confirmé, adolescents ou adultes, en individuel ou en groupe, toute l'année ou en période de vacances, vous faites à l'Anglo-Continental, en stages de 8, 15 jours, ou plus, "d'étonnantes bonds" en anglais. La clé de succès : l'anglais intensif dans une ambiance décontractée "à l'anglaise".

Les professeurs britanniques, combattent astucieusement méthodes traditionnelles et techniques modernes (notamment audiovisuelles).

Les cours, "sur mesure", satisfont tous les niveaux, tous les programmes d'études (32 formules de cours de l'anglais couvrant à celui des affaires).

Les activités culturelles et sportives ainsi que l'hébergement (à l'hôtel ou dans une famille avec encadrement pour les jeunes) participent au climat 100 % "British" des stages Anglo-Continental.

Vous partez demain ? Alors partez de St-Malo sur un bateau Brittany Ferries (avec votre voiture si vous le voulez). Vous aurez droit à une "formule-forfait" (traversée + hébergement + stage Anglo-Continental) très avantageuse pour apprendre l'anglais... chez les Anglais.

Anglo Continental
Brittany Ferries

* Pour connaître les horaires, les tarifs et les conditions de voyage, demandez la brochure "Anglo Continental" à l'Anglo-Continental, 10, rue de la République, 75001 Paris, ou à l'Anglo-Continental, 10, rue de la République, 75001 Paris.

Le Monde

société

A LA FRONTIÈRE FRANCO-ESPAGNOLE

Le jusqu'au-boutisme des pêcheurs

Bilbao. — « Sachez que tant que l'on nous empêche de travailler, dans les eaux qui sont historiquement les nôtres, nous continuerons à brûler des camions et à empêcher l'importation de poisson étranger. La répression ne nous intimide pas : la garde civile ne peut quand même pas contrôler tous les grands axes routiers kilomètre par kilomètre ! Et ceux qui veulent l'escalade l'auront. S'il faut demain s'en prendre aux voitures particulières étrangères ou aux chalets des Français sur la Costa del Sol, nous sommes prêts. »

Provoqué d'un ton véhément, le discours est ponctuée de coups de poing sur la table. Notre interlocuteur baisse ensuite la voix : « Nous avons conscience que ce que nous faisons est condamnable. Les camionneurs ne sont pas responsables de notre situation. Mais que voulez-vous, nous n'avons pas d'autre moyen de pression. Cette fois, nous en avons assez et nous sommes décidés à aller jusqu'au bout. »

Deux semaines après le mitraillage de deux de leurs chalutiers par un aviso de la marine française, les pêcheurs d'Ondarroa sont plus que jamais sur le pied de guerre. Face au siège de l'association des armateurs, les bateaux sont restés ancrés au signal de protestation depuis l'incident du golfe de Gascogne.

Le radicalisme et la violence des pêcheurs semblent surtout dictés par la rage du désespoir. Car Ondarroa est attelé de plein fouet par les restrictions de plus en plus sévères

De notre envoyé spécial

imposées aux Espagnols par la CEE dans la zone des 200 milles. Le drame d'Ondarroa, c'est celui d'une double dépendance : une ville qui ne vit que de la pêche et des pêcheurs qui ne vivent que du golfe de Gascogne.

« Nous travaillons depuis des générations dans les eaux du golfe de Biscaye — la seule appellation admise à Ondarroa — explique un armateur. Nous y pêchions bien avant les Français. Et, du jour au lendemain, nous nous sommes vus interdits de pêcher. Nous étions désormais interdits. Nous considérons que nous avons sur le golfe de Biscaye, des droits historiques, qui peuvent tout autant être invoqués que la clause des 200 milles. »

« Le poisson étranger n'entrera pas dans le pays »

Pour leurs cent ou bateaux de haute mer, les pêcheurs d'Ondarroa se sont vu attribuer pour l'année 1984, vingt-trois permis de pêche dans les eaux communautaires. « En nous les répartissant, chaque chalutier peut travailler en moyenne cinquante-cinq jours par an, explique un dirigeant de l'Association des armateurs. Comment voulez-vous vivre ? Nous devons continuer à pêcher même sans permis. C'est ce que nous faisons depuis des années et c'est ce que nous continuerons à faire. »

Ne peut-on diversifier les lieux de pêche, moderniser la flotte pour la rendre plus polyvalente ? « Impossible, car nos bateaux n'ont ni l'autonomie en carburant ni les moyens de conserver le poisson qui leur permettraient d'aller pêcher plus loin », répond notre interlocuteur. Les armateurs ne sont pas moins véhéments que les pêcheurs. « La

port d'Ondarroa est différente des autres, explique le maire de la ville, M. Félix Arambarri du PNV (Parti nationaliste basque). Atteints, à Pasajes, par exemple, les armateurs ont investi dans la construction de chalutiers tant qu'elle rapportait des bénéfices ; ensuite, ils ont placé leur argent dans d'autres secteurs. Ici, les armateurs qui sont eux-mêmes marins n'imaginent pas d'autres moyens de subsistance que la mer. Donc pas de diversification d'activité et toute la population unie dans la lutte. »

Pourquoi la crise n'a-t-elle éclaté que maintenant, sept ans après l'entrée en vigueur dans le pays de la CEE de la clause des 200 milles ? « Au début, raconte un armateur, la Communauté nous a accordé un nombre relativement important de permis de pêche, puis elle l'a progressivement réduit d'année en année. Lorsque nous nous sommes rendus compte du danger, il était trop tard. Cela fait maintenant trois ans que l'on nous arraisonne, que l'on nous mitraille. »

Pour les pêcheurs d'Ondarroa, l'alternative est simple : « Ou bien l'on nous autorise à nouveau à pêcher dans le golfe de Biscaye, ou bien le poisson étranger n'entrera pas dans ce pays. Nous pouvons résister longtemps, plus longtemps en tout cas que les pêcheurs français qui ont besoin du marché espagnol pour vivre. »

Les pêcheurs d'Ondarroa ne semblent guère avoir confiance dans le gouvernement de Madrid : « Dans la négociation pour l'adhésion à la CEE, il est prêt à sacrifier la pêche, afin d'obtenir davantage de concessions en matière agricole », affirme-t-il. Mais les points ne sont pas rompus. Le 27 mars, les représentants des pêcheurs français et espagnols (y compris ceux d'Ondarroa) se rencontreront, pour la première fois, à Bordeaux.

THIERRY MALINAK.

Un convoi mythique

De notre envoyé spécial

celle de la levée du blocus, se rassemblent tous ceux qui avaient eu à souffrir de la fronde nationale, les entités, ceux encore qui se rendaient au Portugal ou tout au sud de l'Espagne.

« Ils nous crameront le troisième »

Les routiers eux-mêmes avaient cru à tort que tous les camions français étaient sous la menace des cocktails Molotov. Dans la liste des victimes figurent surtout des « ferrailleurs », livreurs de déchets pour la sidérurgie basque, ou les transporteurs qui répartissent chaque jour sur les points de vente du Pays basque plus de 130 tonnes de poisson chargées à Saint-Jean-de-Luz. Ceux-là étaient farouchement partisans du maintien du blocus. Ils distillaient la peur dans les réunions, décrivant les mystères du Pays basque, l'atmosphère lourde qui y règne.

Eux ne croyaient pas à la bonne foi de la Guardia Civil, venue à Bitorio, mardi, offrir sa protection. « Il est possible que les pêcheurs d'Ondarroa laissent passer le premier convoi, peut-être le second, explique un Hendayais, mais ils nous crameront le troisième. »

Mercredi, en début de matinée, les transporteurs et les représentants des organisations syndicales, la SNTR et l'UNOSTRA, avaient proposé qu'une poignée de volontaires se laissent encadrer par les policiers espagnols sur les quelques itinéraires « jugés les plus dangereux ».

Mais les chauffeurs salariés avaient refusé. On avait mené à nouveau la description des attaques lancées dans le col d'Etchegarate par les bandits de grands chemins. Dans l'espoir de voir le mouvement se durcir et d'empêcher tout départ d'un « convoi de merce-

naires », quelques-uns avaient même placé pour deux heures, en milieu de journée, une rampe sur la ligne de chemin de fer Paris-Madrid.

Dans l'après-midi, les transporteurs rencontrèrent à la sous-préfecture de Bayonne M. Francis Rot-Tanguy, conseiller technique au ministère des transports, qui leur garantissait une indemnisation rapide des véhicules incendiés et les assurait de « la volonté de l'Etat de recourir à toutes les mesures nécessaires, même les plus difficiles ». Puis les chauffeurs apprenirent que le président du gouvernement basque autonome, M. Carlos Garaikoetxea, avait obtenu en milieu de journée des pêcheurs d'Ondarroa la promesse de la fin des exactions.

« Tapis rouge »

Face à de tels arguments, les chauffeurs les plus inquiets perdaient pied peu à peu. Le fameux convoi se dessinait. Dans la soirée, une réunion mettait face à face, à Iruia, les transporteurs, les chefs de la Guardia Civil et le gouvernement civil de la province. La police espagnole protégera une dizaine d'itinéraires, le convoi-test sera surveillé par hélicoptère et les policiers camperont, dès jeudi, sur les pentes du col d'Etchegarate. « L'Espagne déroule le tapis rouge », affirmait, le visage fatigué par les heures de discussions, un délégué élu des salariés. Le blocus n'avait donc plus de raison d'être, puisque, de mémoire de routiers, jamais des camions n'avaient été aussi bien encadrés. Madrid garantissait même « la sécurité des relais routiers ».

Les salariés, les poissonniers, les ferrailleurs — le dernier carré des routiers — ne voulaient toujours pas entendre parler de convoi, mais ils étaient désormais très minoritaires. Les pêcheurs d'Ondarroa ne faisaient plus peur.

PHILIPPE BOGGIO.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

Le Monde

Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
AU « MONDE » DU VENDREDI 23 DATÉ SAMEDI 24 MARS 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

UNE ÉCOLE DE JUDO AU JAPON OU L'ENFER SUR LE TATAMI



VOYAGE :
Des hôtels pour la Polynésie française.

RESTAURATION :
Le succès du fast food.

PHOTO :
Dernières techniques du 24-36 « compact ».

Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »

EN BREF

Nouf ans de prison pour Bruno Sulak

Albi. — Après moins d'une heure de délibération, les jurés de la cour d'assises du Tarn ont condamné, le 21 mars, Bruno Sulak et Yves Carilla, respectivement à neuf et à sept années de réclusion criminelle (nos dernières éditions).

Dans un réquisitoire sobre et pondéré, le ministère public représenté par M. Etienne Daurès avait demandé pour les deux accusés une peine « n'excédant pas huit années de réclusion ».

Bruno Sulak a déclaré pour sa part au terme de son procès que si « on lui reprochait d'être une vedette, c'est parce qu'on avait fait de lui une vedette ». Un moment après, il devait conclure : « Je vais retourner en prison. Mais sachez que je n'ai pas en moi la haine qui pourrait me faire détruire une vie pour recouvrer ma liberté. S'il faut rester en prison, j'y resterai, mais ce sera sans regret ni remords pour ce que j'ai fait. » — J.M. D.S.

Anciens combattants contre Daniel Balavoine

Avignon. — Les anciens combattants du Vaucluse ont obtenu satisfaction : Daniel Balavoine ne viendra pas samedi 24 mars à Avignon. Le comité d'entente des anciens combattants d'Avignon, ayant jugé déplacés les propos tenus par le chanteur lors de son passage à la télévision le 23 octobre 1983, avait estimé « indésirable la venue en Vaucluse de cet artiste de l'insulte ». Dans un communiqué remis à la presse le mardi 20 mars, les anciens combattants affirmèrent qu'ils n'avaient « pas de leçons à recevoir de Coluche, ni de Balavoine, ni de Gainsbourg en matière de civisme et de paix ». Enfin, ils menaçaient, « de ne plus participer derrière leurs drapeaux aux cérémonies officielles ». Le mercredi 21 mars, dans l'après-midi, les organisateurs de la tournée de Balavoine faisaient savoir que son récital prévu samedi à Avignon était annulé, purement et simplement.

Plus de cent blessés au cours du séisme en Asie soviétique

Plus de cent personnes ont été blessées à Gazi (Ouzbékistan), lors du tremblement de terre qui a ébranlé dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 mars, trois républiques d'Asie centrale de l'Union soviétique, a annoncé l'agence Tass. Outre Gazi, située à l'épicentre du séisme, qui a atteint 7,1 degrés sur l'échelle de Richter, le tremblement de terre a touché les villes de Kagan et de Boukhara.

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON VU PAR SES HABITANTS

(De notre correspondant...)

Montpellier. — La région Languedoc-Roussillon, écartelée entre deux grandes métropoles, Marseille et Toulouse, paraissait n'avoir qu'une existence artificielle ou seulement administrative. Il faut revenir sur ce jugement et on se croit le sursaut effectué, en décembre dernier, par la SOFRES pour le conseil régional auprès de 1 200 personnes âgées de plus de dix-huit ans.

66 % des personnes interrogées savent qu'elles vivent dans la région Languedoc-Roussillon, c'est-à-dire un habitant sur trois ; 10 % ont répondu seulement le Languedoc et 5 % le Roussillon. 69 % sont intéressés par les problèmes de la région ; 30 % n'y attachent que peu ou pas d'intérêt. En tête de leurs préoccupations vient le développement industriel, puis l'agriculture. L'élargissement de la Communauté européenne n'est cité que par 14 % des personnes interrogées.

Les habitants ne se sentent pas encore pleinement solidaires : 40 % seulement des habitants accepteraient un effort particulier si un autre département que le leur connaissait des ennuis graves. Dans l'ensemble, ils ont le sentiment que le région est favorisée pour la qualité de la vie (53 %) et les loisirs (60 %), mais défavorisée pour l'emploi (86 %) et les salaires (59 %). La moitié des « Languedociens » pensent que des élections régionales au suffrage universel ne changeraient pas grand-chose à la situation actuelle.

R.B.

Un laboratoire clandestin d'amphétamines découvert en Corse

Un laboratoire clandestin d'amphétamines a été découvert, mercredi 21 mars, à Olmeto (Corse du sud) par les enquêteurs du SRPJ d'Ajaccio en collaboration avec l'office central de répression du trafic illicite des stupéfiants. Neuf personnes ont été interpellées. Le « chimiste », un médecin libéral radié du conseil de l'ordre, avait récemment passé une commande de trente kilos de phénylacetone indispensable pour la fabrication des amphétamines. Il avait auparavant importé de Suisse et de Belgique du matériel de laboratoire.

C'est le premier laboratoire clandestin d'amphétamines découvert sur le territoire français. Le trafic de cette substance est actif aux Etats-Unis où l'on a découvert en 1983 cinq laboratoires clandestins. C'est pourquoi les Etats-Unis ont engagé une action auprès des organismes internationaux pour faire interdire la vente libre des « précurseurs » des amphétamines, notamment le phénylacetone.

En France, l'OCRTIS a traité plusieurs affaires de revendeurs sur le marché illicite de médicaments à destination des pays africains. L'opération d'Olmeto apporte la preuve que ce type de trafic continue à se répandre en France et en Europe et que les trafiquants se sont appropriés de ce nouveau marché.

Le GAL revendique l'attentat de Biarritz

L'homme tué lundi 19 mars à Biarritz par la bombe d'un transporteur appartenant au groupe antiterroriste de libération (GAL), a affirmé, mercredi, dans un communiqué, cette organisation qui a déjà commis plusieurs attentats contre des membres, personnes de l'organisation séparatiste basque ETA, réfugiés en France. Selon ce communiqué, des milices basques étaient déjà tirées par la voiture piégée qui a explosé à Biarritz.

LES TRISOMIQUES PARMI NOUS	
ou les mongoliens ne sont plus / M. C. Lemer	133 F.
VIVRE L'EPILEPSIE / M. et J. Bessac	103 F.
PARAPLEGIE guide de chevet du paraplégié / M. Rogers	91 F.
AUTISME ou la vérité refusée / E. Rivo et G. Laker	150 F.
HANDICAPS ET DROIT / C. Bollenet	150 F.
VIVRE SA POLYARTHRITE / D. Delaport	248 F.
Sous croussé	
SOMEP	
Editions médicales et sociales 100 B.P. 1214 - 89613 Villerbelle Cedex	

مكتبة لاد

UN « CENTRE AUTONOME » A CLAMART

Quinze mille couples français seraient demandeurs d'une fécondation « in vitro »

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, a annoncé, mercredi 21 mars, la création à l'hôpital Antoine-Béchère de Clamart du « premier centre autonome de fécondation in vitro » dans le service de gynécologie-obstétrique du professeur Emile Papernik. Cette décision s'accompagne d'un premier financement (environ 1,5 million de francs) destiné à améliorer le travail de l'équipe de médecins biologistes qui avaient été à l'origine, en 1982, de la naissance du premier bébé-éprouvette français.

Juillet 1978 : naissance en Grande-Bretagne de la petite Louise Brown. Juin 1982 : on compte déjà soixante-dix bébés-éprouvettes à travers le monde. Ils sont aujourd'hui plus de quatre cents qui ont vu le jour après avoir été fécondés en dehors d'un organisme féminin. Un succès considérable dit, bien sûr, à une meilleure maîtrise technique des phénomènes de fécondation dans l'espèce humaine, mais aussi à une très forte demande. Pour de nombreux couples dont la femme souffre d'une forme de stérilité (dite stérilité « tubaire » due à des lésions situées sur les trompes ovariennes), la fécondation in vitro constitue aujourd'hui l'unique espoir d'avoir un jour un enfant.

Amandine, premier bébé-éprouvette français, était née en février 1982 à l'hôpital Antoine-Béchère de Clamart. Ce centre a à son actif les meilleurs résultats nationaux et le plus grand nombre de succès (cinquante naissances au total ont été obtenues). La liste d'attente est aujourd'hui de plus d'un an. Une situation d'autant plus problématique qu'il s'agit le plus souvent de femmes relativement âgées (ayant eu recours sans succès à différentes thérapies). Selon certaines estimations, quinze mille couples pourraient avoir recours en France à cette thérapie, dont le taux de succès, pour les meilleurs couples, est estimé entre 10 et 12 % (1).

L'une des principales questions est celle de la compétence nécessaire pour se lancer dans une telle « aventure ». S'agit-il d'une technique encore expérimentale que chaque médecin peut revendiquer ou, au contraire, d'une démarche thérapeutique déjà bien codifiée et qui ne peut être mise en œuvre que dans des conditions très précises ?

UNE INSEMINATION ARTIFICIELLE POST MORTEM EST REFUSÉE

Une jeune Marseillaise, Corinne, vient de se voir refuser le droit d'être inséminée par le sperme de son mari, décédé le 25 décembre 1983, à l'âge de vingt-six ans. Celui-ci, atteint d'un cancer du testicule, sachant que le traitement qu'il devait subir risquait de le rendre stérile, avait pris la précaution de faire un dépôt volontaire de sperme dans un centre spécialisé.

Après le décès de son époux, la jeune femme se vit refuser l'insémination par le médecin qui avait effectué le prélèvement. Ce médecin estimait qu'il s'agissait là d'un « héritage biologique non transmissible » et qu'il ne pouvait accéder à sa demande que sur une autorisation écrite du ministre de la Santé.

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, a déclaré, le 21 mars, que des textes visant l'insémination artificielle étaient en préparation, textes qu'il souhaitait voir « sortir » dans les semaines qui viennent. Récemment pourtant, on faisait valoir au secrétaire d'Etat le fait que la chancellerie ne semblait guère disposée à faire avancer rapidement les choses.

On compte aujourd'hui, en France, près d'une vingtaine d'équipes qui, dans des structures hospitalières publiques ou privées, ont lancé des programmes de fécondation in vitro. « On en comptera une quarantaine d'ici la fin de cette année », indique M. Jacques Testart, biologiste de l'équipe de Clamart. Si la fécondation in vitro ne pose pas de réelles difficultés cliniques, il n'en est pas de même pour les aspects biologiques. Et, en France, il y a fort peu de vrais spécialistes de la biologie de la reproduction humaine.

Aux Etats-Unis, où la fécondation in vitro est devenue une véritable affaire commerciale (2), la Société américaine de fertilité a mis en place un comité chargé de définir les caractéristiques minimales des centres désireux de proposer cette thérapie. C'est une démarche équivalente qu'envisage d'adopter au secrétariat d'Etat à la santé pour que des couples demandeurs ne risquent pas un échec à cause d'une équipe inexpérimentée ou incompétente. L'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) est également intervenu auprès du Comité national d'éthique.

Deux genres de procédures peuvent être envisagés : soit un agrément a priori des centres habilités à pratiquer la fécondation in vitro, soit un agrément a posteriori après analyse d'un dossier par une commission d'enquête. « Il serait sage, souligne M. Testart, que les consommateurs sachent à quel s'en tenir dans ce domaine. »

JEAN-YVES NAU.

(1) Il s'agit du rapport entre le nombre de naissances vivantes obtenues et celui des prélèvements d'ovules réalisés chez la femme.

(2) Lire Science daté du 16 septembre 1983. On estime en France le coût d'une tentative de fécondation in vitro aux environs de 12 000 F. Aux Etats-Unis, il est situé entre 3 000 et 4 000 dollars.

Le RPR propose de redéfinir le système de protection sociale

Le RPR vient de rendre publique une série de propositions sur le système de santé dans un document présenté comme « le résultat de deux années de travaux et réflexions de dix mille professionnels de santé, répartis dans seize commissions ». On notera la volonté du groupe de redéfinir le système d'assurance maladie et celle de s'opposer au développement des centres de santé intégrés.

« Liberté ». Tel est le maître mot du document rédigé sous la direction de Philippe Most, chargé de mission RPR à la santé. De quoi s'agit-il ? Essentiellement de la liberté pour le malade de choisir son médecin et des différentes formes de liberté d'exercice professionnel dans le secteur libéral. Rien donc de très original.

Le RPR, tout en rappelant que l'actuel système de protection sociale a été mis en place en 1945 par le général de Gaulle, estime aujourd'hui que « après dix ans d'une nouvelle ère de guerre économique, les Français ressentent l'ampleur des difficultés (...) dans le régime de la protection sociale ». Les assurés, peut-on lire, n'ont pas le sentiment de leurs responsabilités financières parce que, pour une large part, les entreprises paient à leur place. Il faut instituer une « fiche de paie-vérité ». Afin de diminuer la part des entreprises dans le financement de la Sécurité sociale, le RPR propose la création et le développement de taxes affectées sur les risques volontairement encourus comme l'alcool et le tabac.

Comment d'autre part maîtriser la progression des dépenses de santé ? Le RPR n'est pas hostile au principe du budget global, que le gouvernement vient de mettre en place dans les centres hospitalo-universitaires. Il critique cependant « la méthode actuelle de détermination du budget global », qui, selon lui, devrait prendre en compte les coûts par pathologie. « L'hospitalisation par pathologie, peut-on lire, dans sa capacité à gérer la pénurie d'une manière permanente, a mis en évidence l'importance du lien étroit qui unit le médecin libéral à la structure d'exercice dans laquelle il évolue, lien qui a abouti indiscutablement à une maîtrise optimale des conditions économiques d'exercice ».

et du prix de revient des services rendus.

La nécessité de la complémentarité public-privé y est aussi confirmée, complémentarité qui ne doit surtout pas « se traduire en termes d'affrontement ou de concurrence sauvage mais en efforts d'émulation et de loyale compétition ».

Le RPR souhaite le maintien des ordres professionnels existants et propose « la création d'ordres dans les professions para-médicales qui en émettraient le souhait » (kinésithérapeutes, infirmières, pédicures), la dépolitisation de l'INSERM et du CNRS, le développement, grâce à une fiscalité appropriée, du financé-

ment par des fondations de la recherche biomédicale, le maintien du monopole pharmaceutique comme celui de la « visite médicale » et la disparition des hôpitaux psychiatriques au profit de « structures plus adaptées au progrès de la thérapeutique ».

Enfin, le RPR souligne la nécessité de combattre le développement des centres de santé intégrés et des comités régionaux de la santé, qui correspondent, selon lui, à une volonté politique de collectivisation du système de distribution des soins « et qui sont « sources d'inflation des dépenses de santé au niveau local ».

J.-Y. M.

La « commission Diderot » va préparer une encyclopédie en deux cents volumes

Les Français du vingtième siècle pourront, eux aussi, participer à l'élaboration d'une encyclopédie, consacrée - modernité oblige - aux sciences et aux techniques. A défaut d'être animée par l'un des plus illustres philosophes du dix-huitième siècle, celle-ci sera placée sous la responsabilité d'une « commission Diderot », dont la composition vient d'être rendue publique.

La mise en place de cette commission de cinquante-quatre membres (scientifiques d'horizons divers et ingénieurs, mais aussi enseignants du second degré, professionnels de la communication, représentants du monde de l'industrie) marque la volonté de M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, de continuer la vaste entreprise qu'avait lancée son prédécesseur, M. Jean-Pierre Chevènement, juste avant de quitter le gouvernement (le Monde daté 17-18 avril 1983).

Les promoteurs du projet n'ont pas pour ambition de réaliser une « œuvre destinée à instruire le public » mais, selon eux, « de rendre intelligibles les enjeux de la recherche de pointe ». Aussi la première tâche de la commission Diderot sera-t-elle de sélectionner les questions qui surgissent dans la science la plus avancée et qui, « brouillant les frontières disciplinaires, ont une portée philosophique, éthique, sociale, voire politique, comme le souligne M. Dominique Lecourt, directeur de la Mission pour l'encyclopédie, ainsi que celles qui imposent à tous les nouveaux rapports qui s'instituent entre les citoyens et les sciences et

les techniques. Chacune de ces « questions vives » - qui pourraient être, par exemple, celles de l'origine de l'univers, des limites biologiques de la vie, du vide ou du stockage des déchets radioactifs - fera l'objet d'un ouvrage réunissant les « réflexions critiques » de dix à quinze auteurs.

Aux deux cents volumes qui constitueront le support écrit de l'encyclopédie s'ajouteront divers produits informatiques (banques de données, chercheurs, forum électronique, bibliothèque de logiciels), créés en liaison avec le Musée des sciences et des techniques de La Villette. Ceux-ci feront du « trésor de connaissances » ainsi rassemblé « un trésor actif qui doit à tout instant et en tous lieux être accessible à tous les chercheurs, et qui doit être commodément et rapidement ouvert à tous commentaires, critiques et enrichissements », selon les vœux de M. Dominique Lecourt.

Pour assurer le démarrage de ces diverses actions, la Mission pour l'Encyclopédie a reçu du ministère de l'Industrie et de la Recherche 2 millions de francs pour neuf mois. A l'issue de cette période, elle sera, en effet, relayée par la Fondation pour l'encyclopédie qui sera chargée de mener à terme et de gérer le projet, avec un budget provenant pour partie de l'Etat (4 millions par an pendant cinq ans), et pour le reste de fonds collectés par une souscription auprès de mécènes privés.

ELISABETH GORDON.

La voiture. Pas l'aventure.

Hertz

Nos voitures ont moins de 1 an et sont révisées à chaque location. Chez Hertz, ça ne tourne pas à l'angoisse.

39 marches pour atteindre un comptoir de location de voiture avec fenêtre sur cour, cela aurait dû éveiller mes soupçons.

J'aurais dû aller chez Hertz : la quasi-totalité des voitures a moins de 25.000 km et avant chaque location ils vérifient la direction, les pneus, le moteur, les freins, en tout 19 points essentiels. Dans chaque véhicule il y a une fiche signée du chef d'atelier. Rassurant pour ceux qui seraient atteints d'une tendance à la psychose.

Si je m'en sors je retrouverai mes loueurs, oiseaux de malheur. Et là, c'est eux qui auront des sueurs froides.



Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques.

SOCIÉTÉ

Faits divers

Le tour de France de deux enfants

De notre correspondant

Besançon. — Un couple séparé, des enfants placés sous la garde d'un des parents. Banal, peut-être. Mais banal quand les enfants, à la fin de l'été, se retrouvent à la maison, les uns six mois plus tard pour les donner au père.

Et cela devient encore moins banal lorsque Christophe, neuf ans, s'arrête contre sa grande sœur, Agnès, douze ans, débattant le 11 mars en gare de Montbéliard. Ils ont pris le train tout seuls pour traverser les trois quarts de la France. Une vieille dame les a trouvés dans le couloir et s'est inquiétée : « On ne va pas chez maman ». La vieille dame les a conduits à bon port. Les « racines » que le père invoquait avant d'être repoussé par la justice, il lui inspire à sa progéniture. Et de détresse avec angoisse, terreur panique, ennuis, ce sont des parents de scènes d'assassinat... « Ils ne parlent de leur père, Léon A., conclut le psychiatre qui a examiné Agnès et Christophe, que pour l'accuser d'être à l'origine de leur état. Ils évoquent l'alcool, les coups, les menaces meurtrières et les sévices ». La petite Agnès avait, pour sa part, déjà écrit à sa mère pour se plaindre : « Il me prend dans son lit tous les soirs et il dit que si je pars, il me tuera ». Suivent des détails... Et pourtant, leur père, employé dans une distillerie de la région de Montpellier, peut se flatter de l'appréciation portée par les juges. Ils assurent

que « sa réputation d'honnête homme est établie ».

Brève enquête

Monique A., qui s'était mariée en 1971 avec Léon et qui s'en était séparée dix ans plus tard, vit aujourd'hui à Audincourt, près de Montbéliard (Doubs) dans une cité HLM. Les noms sont arrachés des boîtes aux lettres, les gens ne se connaissent pas, les enquêteurs sociaux ne sont pas forcément de bons détectives... Les juges, d'ordinaire, peu enclins à confier les enfants des couples séparés au père, ont appris que Monique vivait avec un homme qui, quinze jours plus tôt, avait été impliqué dans une petite affaire de vol, bien qu'il travaille aujourd'hui très régulièrement dans une entreprise de la région.

Il n'en a pas fallu davantage pour que les juges décident du sort des enfants. Et si ce qu'ils racontent de leur vie depuis les vacances de Noël 1981 dont le père a profité pour faire rendre une ordonnance de séquestration à leur mère, leur sort n'a pas été très heureux. Les enfants faiblissent parfois... Il reste ce voyage de plus de 700 kilomètres. « Si on ne peut pas rester avec toi », dit Agnès à sa mère quand Léon A., accompagné d'un huissier a tenté de la reprendre, on préfère encore être placée ».

CLAUDE FABERT.

AUX ASSISES DU VAL-D'OISE

Félicien Bikao et la réincarnation des âmes

Pour la justice, c'est un crime, et même un parricide. Mais pour eux, la victime d'abord, Félicien Bikao, et son père, l'accusé d'aujourd'hui devant les assises du Val-d'Oise, et Floriane, sa sœur aînée qui assista à tout, ce n'était qu'une épreuve par laquelle il fallait passer et qui allait s'enrichir, car, en étant sûr, l'âme allait se réincarner dans ce corps après avoir fait toute une série de prodiges. Cette conviction, c'était leur secret, leur domaine réservé.

Il y avait bien le père, Jeanne Bikao, et Floriane, l'autre fille, mais celle-ci était restée à l'écart et se contentait de hausser les épaules. Dans le petit appartement d'Argenteuil, cette famille antillaise s'était scindée en deux.

Félicien Bikao, pour les voisins, c'était le fonctionnaire, excellent employé du ministère du Travail, et, pour le reste, bon vivant, aimant bien boire et bien manger, lecteur de revues pornographiques, rivaillant les filles. Qui se serait douté de sa « philosophie », puisée dans des ascensions hindoues ? Il n'y avait que lui, avec Clément et Floriane, pour vivre dans l'idée incongrue qu'il était déjà une réincarnation de divinité, que Floriane, avant d'être aide-comptable de banlieue, avait été une reine. C'est qu'il était convaincant, Félicien, et obstiné.

Clément avait à peine dix ans et Floriane douze quand il commença à les « éduquer », à leur faire lire ses ouvrages, à leur imposer des devoirs quotidiens. Entre octobre 1981 et mars 1982, ils suivirent un stage à l'Association internationale pour la conscience de Krishna. Mais, sans doute, les thèmes de cette secte étaient-elles assez différentes de celles de Félicien.

Les miracles, le pactole

Après six mois à la secte, Clément et Floriane s'en détachent pour revenir à Argenteuil, y retrouver leur père, y connaître une vie encore plus ahuissante. Car Félicien délire tout à fait. Il s'imaginer en proie à des épreuves de tout poil. Des Russes, des Américains, qui rôdent alentour et veulent lui arracher ses précieux secrets. Pour déjouer d'aussi sombres desseins, il a décidé qu'entre lui et ses enfants on ne parlerait plus, on s'écrirait. Et tous devaient en noircir, des feuillets et des feuillets, qu'en suite il détruisait avec soin.

Vint le jour où l'on commença à parler de la nécessité de passer à la « grande expérience », de faire apparaître au grand jour tout ce dont les années de méditation avaient suffisamment apporté la conviction : dans un corps sans vie, l'âme se libère avant d'y reprendre sa place. Et l'âme libérée allait en faire des choses ! Ça serait un pot en or et un embellissement du corps de France qui n'aurait plus les cheveux frisés et trouverait le nez ravissant dont elle rêvait, une chaîne haute fidélité pour Clément, un salaire de 6 000 francs par mois pour Floriane, des gains assurés au Loto, que sais-je encore ? Restait à savoir l'âme de qui allait réaliser ces miracles et fournir ce pactole.

Félicien avait proposé d'abord à Clément et à Floriane de s'immoler. Il n'y eut ni mort ni l'enthousiasme escompté.

« Vous avez donc des doutes ? demandera le président Gonnard. — Oui et non. »

Ce refus, pour l'accusation, est un signe. Si Clément n'acceptait pas, lui, ce qu'il allait accepter de faire contre son père, c'est bien que la réincarnation lui paraissait incertaine et aléatoire. Félicien n'insista pas : « Ce sera moi », dit-il simplement.

« Relève-toi ! »

Il se fit sans peine à l'idée. On dista très sérieusement de la méthode à employer. Le cyanure, envisagé un moment, fut écarté. Le 17 mai 1982, le père achetait une carabine Condor pour 3 300 francs. Il y ajouta un marteau. Les deux enfants vinrent tout cela sans broncher. Le père, d'ailleurs, affichait une tranquillité superbe : « Tout marchera bien. Je me relèverai tout de suite après. » En furent-ils assurés de la même façon ?

« Oui », dit Clément. A l'époque, j'étais convaincu qu'il se relèverait. Floriane, elle, qui n'est que témoin, confessa : « Il nous a bien eu, il nous a trahi. »

La date n'avait pas été fixée. Félicien se décida le 1^{er} juillet, après que le père fut parti faire des courses. Tout se passa sans émoi. Clément, désigné par le père pour être l'exécutant, se prépara à la tâche en se lavant bien la Condor de cinq cartouches, en lui disant : « Tu n'auras besoin d'en tirer qu'une. » Floriane avait le marteau en main, pour l'éventualité d'un nécessaire achèvement.

Clément, de sa voix d'écolier, raconte la suite : « Il était très calme. Il a bu un verre d'eau. Floriane a dit en riant : « C'est le verre du condamné. » Il s'est assis sur le lit de ma chambre et m'a dit de me mettre contre le mur où j'appuierai la crosse. Il a pris le canon dans sa main et l'a mis contre sa tempe. Puis il m'a dit : « Vas-y. »

Ce fut un feu d'artifice de sang et de carrelle. Clément cria bien des « Relève-toi, relève-toi » comme il devait le faire. Félicien ne se releva pas. Clément, avec son regard d'enfant, ne sait plus : « Je pense aujourd'hui qu'il a voulu se suicider et s'est servi de nous. »

Les psychiatres, eux, parlent de délire certain du père, d'un délire qui, peut-être un moment, se trouva partagé par les fils, trop influençables. Clément leur a dit un jour : « J'ai fait ça à la fois parce que je l'aimais bien et parce que je ne voulais pas le contraindre, car il me faisait un peu peur. » Floriane paraît plus forte, plus lucide. Elle qui était « si contente de faire l'expérience » dira à la barre : « En regardant bien les choses en face, je pense que mon père voulait se prendre pour un dieu. Et nous, on ne savait pas au juste où on était. »

La cour rendra son arrêt jeudi 22 mars au soir.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

ATTENTE AU QUAI DES ORFÈVRES

Les mutations de policiers ne sont pas encore entrées en vigueur

« Les nominations ne sont pas faites, les remplaçants ne sont pas désignés, c'est l'attente. » Tel était, selon un policier, l'atmosphère au 36, quai des Orfèvres jeudi matin, alors que les différentes passions de pouvoir qu'entraînent les mutations annoncées n'ont toujours pas eu lieu. L'arrêté ministériel mutuant M. Jacques Genthal, chef de la brigade criminelle, comme chargé de mission auprès du directeur central de la police judiciaire, n'a pas été signé. M. Marcel Morin, son successeur désigné, est toujours dans son bureau de chef de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP), et M. Genthal officie toujours à la tête de la brigade criminelle. Plusieurs affaires criminelles sont d'ailleurs en voie d'être élucidées par la « crime », précise un inspecteur.

Aucune explication n'a encore été donnée à M. Genthal, au Syndicat des commissaires ou au directeur de la police judiciaire parisienne, M. Pierre Touraine, sur les raisons de la mutation du « patron » de la brigade criminelle. Faisant allusion à certaines informations selon lesquelles M. Genthal saurait « très bien » pourquoi il est muté, les commissaires du Quai des Orfèvres précisent : « Si on continue ce petit jeu dérogatoire des rumeurs infondées, nous sortirons, ainsi que notre syndicat, de la réserve. Il n'y a rien ! Aucune fuite n'est avérée. Depuis plusieurs mois, nous ne prenons même plus la peine de rectifier les informations fausses que pulvérisait la presse sur certaines affaires. »

Aucun motif n'a en tout cas été rendu public jeudi par le ministère de l'Intérieur ou la préfecture de police de Paris. M. Guy Fougier, préfet de Paris, tient seulement à dé-

mentir l'information selon laquelle il avait proposé sa démission, refusée par le ministre de l'Intérieur, après la publication de son rapport sur les effectifs de la police en tenue parisienne par *Le Point* (le Monde du 22 mars).

Nous tenons à préciser, pour notre part, que le lundi 19 mars, alors que M. Defferre était à Marseille, M. Fougier a envisagé de proposer son départ. Il en a été dissuadé par M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, et sans doute aussi par l'entourage du ministre, puisqu'il fut reçu en fin de journée par M. Maurice Grimaud, conseiller auprès de M. Defferre.

Après le texte de soutien de huit juges d'instruction parisiens, c'est au tour de la section de Paris du Syndicat de la magistrature de prendre la défense de M. Genthal. « De l'avis de la plupart des magistrats du parquet et de l'instruction, il était parvenu à obtenir des résultats sensibles dans la lutte contre la grande criminalité, tout en respectant scrupuleusement les dispositions du code de procédure pénale et les libertés individuelles. » Un magistrat parisien, membre du Syndicat de la magistrature, commente ce communiqué en ajoutant : « Voici un homme qui a la gauche sanctionnée sans explications alors que, en matière de terrorisme, il a fait la démonstration qu'on pouvait obtenir des résultats notables — comme les Arméniens et les Coréens notamment en se passant de la Cour de sûreté de l'Etat et en se contentant des quarante-huit heures de garde à vue. C'est un étonnant paradoxe ! »

EDWY FLENEL.

Le point

Quels sont les principaux services de police concernés par les mutations ?

Il s'agit essentiellement des services de police judiciaire dépendant de la préfecture de police de Paris. Trois hauteurs responsables de la police parisienne sont « déplacées » : MM. André Solères, ancien directeur adjoint de la police judiciaire, Serge Devos, ancien chef de la brigade de répression du banditisme, et Jacques Genthal, ancien « patron » de la brigade criminelle. Ce dernier service, surnommé la « crime » et regroupant cent-dix fonctionnaires, constitue l'un des fleurons de la police parisienne. Il a pour mission de résoudre les énigmes criminelles, grandes et petites.

Pourquoi M. Genthal est-il qualifié de « grand flic » ?

Au-delà du cliché, son passage à la tête de la sixième section de la direction centrale de la PJ (chargée de la répression des stupéfiants à la sûreté de l'Etat) et de la brigade criminelle ont fait de lui un excellent connaisseur des dossiers à « terrorisme ».

Quelles raisons ont conduit huit juges d'instruction parisiens à qualifier sa mutation d'« injuste » ?

Ces magistrats, parmi les plus en vue, ont voulu faire savoir qu'ils appréciaient les compétences du « patron » de la brigade criminelle. Leur message est clair : ce policier était loyal à leur égard et conduisait ses enquêtes comme cela lui était dé-

mandé. Bref, la police judiciaire travaillait en harmonie avec la justice. Le fait leur a paru suffisamment neuf pour être noté avec félicité.

Qui a pris la décision des mutations ?

Les autorités refusent de le dire. D'où une rumeur insistante : les mutations auraient été demandées par M. Guy Fougier, préfet de police de Paris, acceptées par MM. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, soutenues par Gilles Ménager, directeur adjoint de cabinet de M. Mitterrand. Le ministère de l'Intérieur et l'hôtel Matignon auraient été tenus à l'écart.

Quels griefs ont pu être faits à M. Genthal ?

D'abord, ses rapports avec le parquet de justice. Le préfet de police aurait pris ombrage des liens privilégiés du commissaire avec les juges d'instruction. La tradition veut que le patron de la brigade criminelle rende ses comptes au préfet.

Ensuite, les fuites. Ce policier réservé aurait parlé, ou ses subordonnés, mais dans quelle affaire ? Quand ? M. Genthal doit-il regretter de s'être vu confier l'enquête de police après l'arrestation des trois Irlandais de Vincennes, en août 1982, par le cellule anti-terroriste de l'Elisée ?

L'IGS, la « police des policiers », a été enquêté à plusieurs reprises ces derniers mois à la brigade criminelle, à la demande du préfet de police. Le 36, qui des Orfèvres se sentait sous surveillance...

FOOTBALL

Le FC Mulhouse en quarts de finale de la Coupe de France

Après Cannes, le 20 mars, un autre club de deuxième division, le FC Mulhouse s'est qualifié, le 21 mars, pour les quarts de finale de la Coupe de France. Grâce à

deux buts de Didier Six, qui valurent match nul, les Alsaciens ont pu éliminer les Girondins de Bordeaux, leaders du championnat, qui avaient été battus, sur leur terrain.

Le FC Nantes, qui avait été tenu en échec (0-0) à domicile par Lyon, s'est, pour sa part, qualifié difficilement en faisant à nouveau match nul (4-4) au stade Gerland.

Les résultats des matches ont été les suivants :

DIVISION 1 NANCY : 4-1 MONACO b. NANCY
DIVISION 1 ROUEN : 3-1 Laval b. ROUEN
DIVISION 1 BORDEAUX : 2-2 MULHOUSE
DIVISION 1 METZ : 1-1 Lyon et NANTES
DIVISION 1 Toulon : 1-0 Guingamp b. TOULON

Les équipes qualifiées sont en capitales grasses.

Le tirage au sort des quarts de finale aura lieu dimanche 25 mars. Les quarts de finale se joueront les 4 et 11 avril.

Les quarts de finale retour des coupes d'Europe n'ont pas été favorables aux clubs latins qui avaient pour-

DEUX MANIFESTATIONS D'ENSEIGNANTS A PARIS

« Savary, entends-tu, les profs sont dans la rue »

Dans les premiers rayons de soleil du printemps, deux cortèges de manifestants se sont croisés, mercredi 21 mars, boulevard Pasteur, à Paris. Deux manifestations d'enseignants mécontents de la politique menée par le ministre de l'Éducation nationale.

Marchant vers le rue Dutot, où se situe la direction des enseignements supérieurs, quelque deux cents universitaires ont crié leur refus des nouveaux projets de carrière des enseignants du supérieur. A l'appel du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP) et d'associations d'assistants, des enseignants d'universités parisiennes et de province, ont exprimé leur désaccord avec les projets du ministre (le Monde du 20 mars) et exigé de nouvelles négociations au moment où se réunissait le Comité technique paritaire (CTP).

Sur l'autre voie du boulevard, des adhérents du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) défilaient en scandant « vingt-cinq élèves par classe ». Venu de toutes les régions de France, il était présidé par cinq mille cinq cents à s'être rassemblés, dès le matin, au Palais des expositions de la porte de Versailles. Rencontres, discussions par catégories et

meeting ponctuant le rassemblement, prélude à la manifestation de rue. « Non à Prost-Légrand, oui à la défense de l'instruction publique », proclamait une pancarte brandie par un adhérent de la Côte-d'Or. « Non à la pseudo rénovation Légrand-Prost-Savary », affichait un enseignant de Paris. Dans les rangs du SNI de Seine-Saint-Denis, on chantait une version nouvelle de la Carmagnole, ailleurs on criait : « Savary, entends-tu, les profs sont dans la rue. »

Le refus des réformes, les revendications salariales et de vibrants appels à la laïcité jaillissaient d'une foule barbelée et jeune où les femmes semblaient les plus nombreuses. Les surveillants, hostiles aux projets de réforme de leur statut, lançaient quelques pétards, tandis qu'un professeur d'un lycée de Sarcelles affirmait que « seul un enseignement de qualité assurera une réussite aux jeunes ».

A 18 h 15, la démonstration était terminée : les manifestants regagnaient leurs cars et leurs trains. Enseignants du supérieur et du secondaire espèrent, désormais, « que M. Savary a pris conscience de leur détermination ».

S. E.

Le conseil municipal d'Albi diminue de 30 % ses subventions aux écoles privées

Les écoles privées d'Albi (Tarn) protestent contre la décision du conseil municipal de ne plus couvrir les frais de fonctionnement pour les élèves de ces écoles qui ne sont pas domiciliés dans la commune.

Les neuf écoles primaires de la ville sont sous contrat d'association avec l'Etat. La municipalité d'union de la gauche a toujours refusé de verser le forfait communal pour les classes maternelles, bien que le tribunal administratif de Toulouse lui ait donné tort en mai 1982. Les représentants des écoles privées avaient alors adressé un recours au Conseil d'Etat qui n'a pas encore rendu son arrêt. En revanche, la chambre régionale des comptes a donné raison, le 8 juin 1983, à la municipalité d'Albi.

Le litige actuel concerne les classes élémentaires où sont accueillis 950 enfants. Lors d'une récente réunion, le conseil municipal a décidé d'amputer de 30 % — soit près de 250 000 francs — les crédits qu'il alloue au titre des frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association. Cette part du budget correspond à la proportion d'élèves habitant les communes voisines d'Albi (280 sur 950). Le maire socialiste, M. Michel Castel, fait valoir que les contribuables de sa ville n'ont pas à supporter les dépenses de ces communes, la discussion avec les maires concernés n'ayant pas abouti.

Les représentants de l'école privée estiment cette décision « discriminatoire », dans la mesure où elle n'affecte que les écoles publiques qui, elles aussi, scolarisent des enfants de communes voisines. En fait, ce problème devrait être réglé par les textes d'application des lois sur la décentralisation, et aussi par la loi sur l'enseignement privé que le gouvernement se propose de déposer en avril prochain : aux termes de l'avant-projet, les communes auraient l'obligation de se répartir les dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat.

M. LAFON-AUGÉ NOMMÉ RECTEUR DE L'ACADÉMIE D'ORLÉANS-TOURS

Sur proposition du ministre de l'Éducation nationale, M. Monique Lafon-Augé, président de l'université de Paris-Val-de-Marne (Paris-XII) est nommé recteur de l'académie d'Orléans-Tours. Elle remplace M. Michèle Gendreau-Massoloux, appelée à d'autres fonctions.

[Née le 26 mai 1936 à Argentan (Orne), M. Monique Lafon-Augé est ancienne élève de l'École normale supérieure et agrégée de mathématiques. Nommée en 1953 maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand puis en 1960, professeur à la faculté des sciences de Montpellier, et en 1967 à celle de Toulouse, elle enseigne à l'université Paris-XII depuis 1973. Directrice de l'UER de sciences exactes en 1976, M. Lafon-Augé avait été élue présidente de l'université Paris-XII le 24 mars 1982. Au mois de mai dernier, ses collègues de la Conférence des présidents d'université l'avaient choisie comme première vice-présidente. Elle était la première femme à occuper de hautes responsabilités dans cette instance universitaire.]

TENNIS

Entraînement tous les jours avec les membres du club.

6 courts couverts aux portes de Paris.

Tél. 345.22.20

PROTENNIS 21, Bd Poincaré - 75012 PARIS

Protennis joue avec ballon

Handball

SOCIÉTÉ

Les états d'âme des « cathos de la laïque »

Les « cathos de la laïque » sont mécontents. Et ils commencent à le faire savoir. Ils rappellent que la majorité des enfants catholiques se trouvent, de fait, dans l'enseignement public (1), et font remarquer que la hiérarchie catholique, sans vouloir l'avouer, investit, en dépit des apparences, autant, et non plus, en hommes et en initiatives, dans les quelques trois mille cinq cents établissements de l'enseignement public.

Pourquoi cette gêne supposée chez les évêques ? Ils se trouvent coincés, répond un auteur du public, entre des mouvements de parents traditionalistes qui les débordent à la base et les autorités romaines qui les surveillent d'en haut. Or ce premier fait et celui pour la défense de l'école privée, ne jouent dans des manifestations de rue, ils donnent l'impression d'opérer un choix partiel en faveur des « catholiques fidèles » de privé et au détriment des « chrétiens de seconde zone » du public.

L'accuse les évêques de vouloir diviser le peuple de Dieu ! La première manifestation est tirée par André Maudouze (Le Monde du 3 février), bientôt suivie d'une campagne lancée par Témoignage chrétien, sous forme d'appel aux évêques de France, dans lequel, sous le titre « Nous, les cathos de la laïque », on lit : « Notre présence de chrétiens dans l'enseignement public apparaît dévalorisée (par les évêques), comme apparaît dévalorisé l'enseignement public lui-même. Cet appel a déjà réuni plus de trente mille signatures.

Deuxième reproche fait à l'épiscopat : les manifestations auraient forcément un caractère politique, et la hiérarchie catholique, qu'elle le veuille ou non, serait récupérée par la droite. Le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, voit dans l'ambiguïté de la position des évêques catholiques « un mauvais calcul qui risque de les enfermer dans des situations politiques impossibles ».

Les évêques ont beau se défendre de faire un choix partiel au détriment de l'école publique ou de faire de la politique, les « cathos de la laïque » ne sont pas convaincus. M^{me} Monique Chomel et Marie-France Prangeville, respectivement présidente et secrétaire générale de la Fédération nationale des enseignants chrétiens des écoles de l'enseignement public (FNAPEC), ont réagi à l'interview que M^{gr} Jean Vilnet, président de la conférence épiscopale, nous a accordée (Le Monde du 25 février).

« Si, affirmait-elles, comme le dit M^{gr} Vilnet, « l'enseignement privé permet à l'Eglise catholique d'assurer dans les écoles qu'il ne refuse » cher à elle l'enseignement profane » et la vision chrétienne de l'école, « en quelque sorte, dans une » « seul et même acte », que fait-il du travail accompli par les enseignants de l'enseignement public ? Et nul n'ignore que l'enseignement religieux dans les établissements privés appartient à la responsabilité de chaque directeur d'établissement scolaire, et que celui-ci peut encourager l'intégrisme, si tel est le projet.

De par ailleurs, on apprendra à la lecture de l'ouvrage **LES COURS D'ANGLAIS DE LA BNC** cours avec applications en français. Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BNC, 8, rue de Solf, 75008 Paris.

BENNETON FAIRE PART DE MARIAGE PAPER A LETTRE EN LIBRIS 75, bd Malesherbes Paris 8 - tel. 342.57.39

Des vitres blindées et des calories économisées

Le fameux film anti-attraction Security film, appliqué sur vos vitrages, lui confère une résistance de 2,6 tonnes au centimètre carré. Il est invisible et peu coûteux. (Expéditions en Province). Et pour lutter très efficacement contre le froid et le bruit, posez vous-même ou faites poser le survitrage DUOFENÊTRE, très esthétique et l'un des meilleurs produits du marché. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848-85-57.

de l'établissement, sans qu'aucun évêque puisse y redire.

« D'autre part, disent-elles, nous regrettons que nos évêques jugent bon de prendre la tête des manifestations. Ils ne sont pas innocents et, malgré leurs dénégations, savent bien à quelle récupération ils s'exposent. Ils font le jeu de la droite politique. »

Un mur

Au-delà de la querelle conjoncturelle, précipitée par les propositions Savary, et des réactions d'homme chez les « cathos de la laïque », qui se sentent incompris ou marginalisés par les évêques — « Pour la première fois, avoue Monique Chomel, face à l'épiscopat, nous avons l'impression de rencontrer un mur » — ces chrétiens, dans l'enseignement public, pensent qu'on refuse d'engager le véritable débat, la question de fond de la laïcité, de la sécularisation et de la présence des chrétiens dans le monde profane.

Pour eux, il est impossible de présenter l'école catholique comme instrument d'évangélisation ou de transmission de la foi, car elle ne produit pas de « meilleurs chrétiens » que l'école publique, ni de « vocations » ou même de pratiquants. Serait-elle, alors, un lieu pour « évangéliser » ? Il semble que non, puisque les enfants des immigrés, par exemple, sont

« l'école représente, pour l'Eglise, l'ultime vestige du pouvoir qui fut le sien, durant des siècles, sur la société civile. Dénigrée du salut des âmes, gardienne des voies du royaume de Dieu, l'institution-Eglise accueillait l'enfant (de Dieu) dès le berceau pour l'amener à la sainte vie du baptême et du mariage. Or, depuis le concile et mai 68, les colonnes du temple s'effondrent une à une. Le mariage ? En chute libre. Les vocations ? Deux mois plus tard. Les paroisses ? Vidées. L'avortement ? Autorisé. La contraception ? Généralisée. La morale ? Connue pas. Les vocations ? En chute libre (sauf à Ecône)... »

Le dernier carré

En fin de compte, c'est la défense de l'école privée comme « dernier carré de liberté » ou comme « lieu de visibilité » de l'Eglise qui est refusée par les « cathos de la laïque ». « Faut-il que l'Eglise retrouve une visibilité ? », demande le Père Jo Ri-val, secrétaire national des numéraires de l'enseignement public, qui aime à citer cette phrase du Père Gérard Defois : « Dans la hermine des idées, l'Eglise n'a qu'un stand. » Or, ajoute le Père Ri-val, actuellement, « l'Eglise est tentée de découvrir son stand au lieu d'aller voir ce qui se passe au stand d'à côté ». Pour lui, « c'est une chance que les jeunes puissent développer leur foi dans un contexte de laïcité, où se confronte

« Leur voix n'est pas assez entendue dans l'Eglise » nous déclare l'évêque d'Evreux

A quarante-neuf ans, M^{gr} Jacques Gallot, évêque d'Evreux, est un peu l'enfant terrible de l'épiscopat français. Lors du vote par l'assemblée des évêques à Lourdes, en novembre 1983, du texte sur la dissuasion nucléaire, il était non seulement parmi les huit évêques à refuser le texte, mais il fut le seul à s'en expliquer publiquement, dans Le Monde du 12 novembre sous le titre « Pourquoi j'ai voté contre ». Nous lui avons demandé son point de vue sur la querelle scolaire et la place dans l'Eglise des « cathos de la laïque ».

Après avoir dénoncé le « danger de politisation » qui existe dans les manifestations de rue, qu'il est « grand temps d'arrêter pour trouver une solution — même provisoire — à la querelle scolaire », M^{gr} Gallot insiste sur l'importance qu'il attache au « pluralisme scolaire au service des familles et de la société, qui n'implique pour aucun des deux camps la défection de l'école publique ». Malheureusement, ajoute-t-il, « on a du mal à vivre

le pluralisme à l'intérieur de l'Eglise ».

A la question de savoir ce qu'il dit à ses diocésains qui travaillent dans l'enseignement public, l'évêque d'Evreux répond : « Je leur dis que l'école catholique n'est pas la seule préoccupation de l'évêque ou de l'Eglise diocésaine. Je respecte les familles qui ont fait un autre choix que l'école catholique. Je dis aux enseignants que leurs efforts ne sont pas compris. Je trouve que la voix des chrétiens dans l'enseignement public n'est pas assez entendue dans l'Eglise. Je souhaite qu'ils fassent davantage partager leurs projets et leurs interrogations.

« Ce sont les jeunes, en fin de compte, qui sont importants, ainsi que les questions de fond que nous avons pour tendances à oublier : quelle formation est proposée aux jeunes par l'ensemble du système scolaire ? Car, c'est l'ensemble du système qui est en cause de réforme pour ne pas décevoir l'attente des jeunes. Et cette réforme doit se faire dans le respect du pluralisme. »

A. W.

beaucoup moins nombreux proportionnellement dans l'enseignement privé. Celui-ci, en revanche, est plutôt considéré soit comme reconnu pour les « enfants à problèmes » (ceux qui échouent dans le public), et par les « parents à problèmes », soit, pour une minorité certes, comme une garantie de discipline, de sérieux et de réussite scolaire pour une élite fortunée.

Si, au contraire, les évêques se placent sur le terrain de la liberté de choix et du pluralisme à défendre, les « cathos de la laïque » répondent, d'une part, que la liberté n'est pas menacée dans le système d'éducation nationale et, de l'autre, qu'ils souhaitent, eux aussi, un plus grand pluralisme dans l'enseignement public.

Plusieurs de nos interlocuteurs ont insisté sur « la confusion que certains chrétiens font plus ou moins volontairement entre la défense de leur liberté de croire au Dieu de Jésus-Christ et celle de leurs intérêts particuliers ou de classe », comme l'écrit M. Michel Bloch-Lemoine, chrétien engagé dans l'enseignement public, la catholique et le Parti socialiste.

De son côté, M. Jean-Pierre Morin, président des Equipes enseignantes, pose le problème en ces termes : « Si la liberté n'existe déjà dans le service public et laïque de l'éducation nationale, la grande majorité des parents lui feraient-ils confiance ?... Et des enseignants ayant des options différentes accepteraient-ils d'y travailler ? D'autres parents considèrent comme « libre » l'enseignement dispensé par une institution confessionnelle, et contraire à la liberté d'un autre qui accueille toutes les convictions ! Quelle contradiction ! »

Pour M. Frédéric Moutier, enfin, membre de la Fédération de l'enseignement des associations de parents d'élèves pour l'évolution de l'enseignement catholique (FNAPEC),

une pluralité de valeurs et d'opinions comme il est de règle dans nos sociétés aujourd'hui ».

Ce plaidoyer en faveur de la laïcité rejoint celui fait depuis toujours par les Eglises protestantes et le soubat du grand rabbin Sirat, qui enseigne lui-même dans une université d'Etat, et nous rappelle récemment que 8 % seulement des enfants juifs sont dans des écoles privées. M. Sirat affirme avec force la dette de reconnaissance de la communauté juive envers l'enseignement public dans sa lutte pour être reconnue comme partie intégrante de la nation.

Tous les tenants de la laïcité, les catholiques comme les autres, ne nient pas les imperfections du système public d'éducation : lacunes ou ignorance dans l'enseignement des racines chrétiennes de l'histoire française ; horaires trop chargés qui laissent peu de temps pour les activités des associations, manque de locaux ; taux élevé de l'échec scolaire ; 50 % des enfants quittent l'école sans diplôme, etc. Mais ils sont persuadés que la réforme du système ne pourra se faire que globalement, avec la contribution de toutes les familles idéologiques, spirituelles et religieuses du pays.

C'est pourquoi, le mardi 20 mars, une délégation ecclésiastique (catholique, protestante et juive) a été reçue au ministère de l'Education nationale avec un projet de réforme élaboré en commun. Les catholiques de cette délégation — faut-il le souligner ? — sont ceux de la laïque.

ALAIN WOODROW.

(1) Les Eglises de l'enseignement privé sont environ deux millions, soit un sixième de la population scolaire, et la grande majorité (93 %), qui représentent 15,5 % des élèves français, sont dans des écoles catholiques. 20 % seulement des parents d'élèves du privé donnent une motivation religieuse au choix de l'école pour leur enfant.

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME

DU MEUBLE INDIVIDUEL... AUX GRANDS ENSEMBLES

400 MODELES VITRES OU NON
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES - DEMONTABLES

POUR RANGER ET PROTEGER TOUS VOS LIVRES...

INTEGRER VOTRE TELEVISION... VOTRE CHAÎNE HI-FI...

DECORER VOTRE INTERIEUR.

Quels que soient la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 400 modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de votre goût exactement adaptée à vos problèmes. Avec les catalogues gratuits de La Maison des Bibliothèques vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans tous nos magasins.

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO. REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE.

DEVIS GRATUITS CONSULTEZ NOS SPECIALISTES

STANDARD
12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs
BUSTIQUES
7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs
CONTEMPORAINES
5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs
LIGNE OR
4 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs
LIGNE NOIRE
5 hauteurs - 3 largeurs - 2 profondeurs

COMMENT SUPERPOSER ET JUXTAPOSER SANS AUCUNE FIXATION.
Nos modèles vous permettent de construire et d'agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins par simple pose sans aucune fixation.

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME

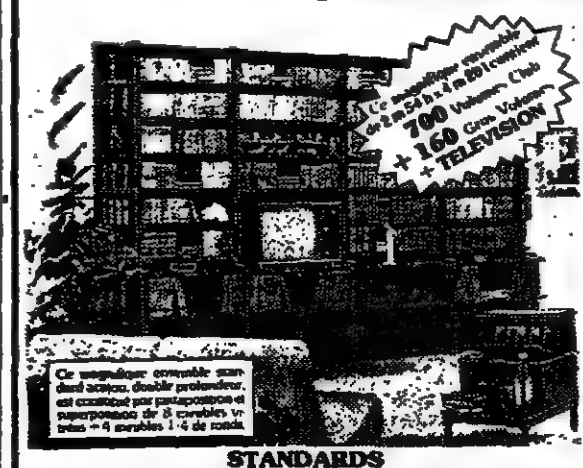
61, rue Froidevaux, Paris 14^e

Magasins ouverts le lundi de 14h à 19h, et du mardi au samedi de 9h à 19h sans interruption.

Métro : Denfert-Rochereau - Gobel - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

BORDEAUX, 10, rue Bouffard, tél. (59) 44.39.42.
CLERMONT-FERRAND, 22, rue G. Clemenceau, tél. (93) 93.97.06.
DIJON, 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.45.
GRENOBLE, 59, rue St-Laurent, tél. (76) 42.55.75.
LILLE, 88, rue Esquermoise, tél. (20) 55.69.39.
LENINGRAD, 57, rue Jules-Noriec, tél. (59) 79.15.42.
LYON, 9, rue de la République, tél. (7) 826.38.51.
MARSEILLE, 109, rue Paradis (Métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54.
MONTPELLIER, 8, rue Sévère (près Carot), tél. (67) 58.19.32.
NANCY, 8, rue Saint-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), tél. (8) 332.84.84.
NANTES, 16, rue Gambetta (près des Halles), tél. (40) 74.59.35.
NICE, 3, rue de la Boucherie (Vieux Nice), tél. (93) 80.14.89.
RENNES, 18, quai E.-Zola (près du Musée), tél. (99) 30.26.77.
RODEN, 43, rue des Charrettes, tél. (39) 71.96.22.
STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73.78.
TOULOUSE, 1, rue des Trois-Remparts (près place Saint-Sernin), tél. (61) 22.92.40.
TOURS, 5, rue H.-Barbier (près des Halles), tél. (47) 61.03.28.

Installez-vous vous-même facilement... ultra rapidement A DES PRIX IMBATTABLES



STANDARDS
VITRES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.
12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs.
Elegance et simplicité, traits en aluminium brossé (particuliers) Placage acajou, laqué, ébène, vernis catalanesque satiné, toutes nuances s'harmonisant avec tous les styles. Fonds colorés. Vitrage sécuritaire avec double vitrage.

CATALOGUES GRATUITS

en envoyant ce bon à :

La maison des BIBLIOTHEQUES

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75009 PARIS CEDEX 14.
Veuillez m'envoyer, sans engagement, vos catalogues en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, finitions, contenances, prix, etc.) sur tous vos modèles.

Nom _____
Prénoms _____
N° _____ Rue _____
Sic _____ Escalier _____
Code postal _____ Ville _____

NO 52

Carbure par téléphone : 24 h sur 24

Requiescant

(1) 320.73.33

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE QUOTIDIENNE

L'HEURE D'ÉTÉ SERA RÉTABLIE LE DIMANCHE 25 MARS À 2 HEURES

Le dimanche 25 mars à 2 heures du matin, les horloges et les montres devront être avancées d'une heure en France et dans la plupart des pays de l'Europe occidentale. Depuis le 25 septembre 1983, nous étions à l'heure d'hiver, c'est-à-dire à UTC (temps universel coordonné) + 1 heure. À partir du 25 mars, et jusqu'au 30 septembre, nous serons à l'heure d'été, donc à UTC + 2 heures.

Rappelons que le temps universel est né le 22 octobre 1884 de l'adoption du méridien de Greenwich (l'observatoire britannique) comme méridien d'origine. Depuis 1978, l'appellation officielle française du temps universel est UTC et non plus GMT (Greenwich Mean Time) qui était incorrect : le temps civil, est, en effet, calculé de minute en minute, alors que le temps moyen d'un lieu est calculé de midi à midi, puisque fondé sur l'observation du passage du soleil au méridien de ce lieu.

EDF estime à 300 000 tonnes d'équivalent, pétrole l'économie réalisée chaque année, en avançant, pendant les six mois du printemps et de l'été, le temps civil de deux heures sur l'heure du temps universel.

La France prépare l'Année internationale de la jeunesse

M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée au temps libre à la jeunesse et aux sports, vient de présider la première réunion du Comité national de coordination pour l'Année internationale de la jeunesse, programmée par l'ONU pour 1985.

Ce comité, créé le 10 février par décret du premier ministre, est responsable des manifestations organisées à cette occasion. Il associe les représentants de quinze ministères, de treize associations de jeunesse et de sports, et de sept organismes spécialisés. M^{me} Avice, qui le préside, a souhaité le 19 mars que l'Année internationale de la jeunesse « soit la fête des projets » pour se consacrer à des projets durables. Des réalisations prévues par les ministères (culture, droits de la femme) et les associations pourraient ainsi recevoir un label « Année internationale de la jeunesse ». Des projets spécifiques pourraient aussi être financés. Le ministre a indiqué que des crédits devraient être dégagés pour 1985, sans en préciser le montant.

WEEK-END D'UN CHINEUR

VENTES

Dimanche 25 mars

PARIS
Nouveaux Drouot, 14 h 30, importants tableaux modernes (collection Maeght).

ILE-DE-FRANCE

Samedi 24 mars

Chartres, 14 heures et 20 h 30, jouets anciens, chemin de fer, Égyptien, 21 heures, tableaux, sculptures dix-neuvième siècle et vingtième siècle. Meaux, 14 h 30, soldats de plomb, armes. Pontoise, 9 h 45, véhicules de tourisme et utilitaires.

Dimanche 25 mars

Chartres, 10 heures, 14 heures, jouets anciens, documentation sur l'aviation. Égghien, 14 h 30, Art nouveau, Art déco. Fontainebleau, 14 heures, tableaux anciens, argenterie, bijoux, meubles. Les Andelys, 14 h 30, meubles, objets d'art, bijoux, tableaux. Lis-le-Adam, 14 heures, meubles dix-neuvième siècle, tableaux. Meaux, 14 heures, vins et alcools. Pithiviers, 14 heures, porcelaines, tableaux, argenterie. Rambouillet, 14 h 30, bronzes animaliers, bijoux, argenterie, meubles, objets d'art. Saint-Germain-en-Laye, 14 heures, meubles, tableaux, objets d'art. Versailles-le-Buisson, 10 heures, 14 heures, art populaire. Versailles, 14 heures, tableaux, curiosités, art primitif, meubles, objets d'art. Cheval-Légers, 14 heures Extrême-Orient ; 14 h 15, argenterie, bijoux.

PLUS LOIN

Samedi 24 mars

Auch, 14 h 30, atelier de peinture moderne. Châlon-sur-Saône, 10 h 30, argenterie, bijoux ; 14 h 30, meubles, objets d'art. Laval, 14 heures, armes. Marseille, 14 h 30, bijoux, argenterie, meubles, tableaux. Soissons, 14 h 30, meubles, objets d'art. Extrême-Orient, archéologie. Toulouse, 14 h 30, timbres.

Dimanche 25 mars

Auch, 14 h 30, meubles, objets d'art, tableaux. Amiens, 14 h 30, meubles, bibelots, tableaux. Arles, 14 heures, bijoux, céramiques, meubles, objets d'art. Avignon, 14 heures, bijoux, argenterie, tableaux, meubles. Bourg-en-Bresse, 14 h 30, tableaux, bronzes, meubles, armes. Brive-la-Gaillarde, 14 heures, meubles, objets d'art. Dijon, 14 heures, meubles, tableaux ; 14 h 15, vins, alcools. Dreux, 14 h 30, meubles, objets d'art. Epervan, 14 heures, faïences et porcelaines anciennes. Honfleur, 14 heures, meubles, objets d'art. Lis-le-Adam, 14 heures, tableaux dix-neuvième et vingtième siècle, meubles, objets d'art. Lyon, 14 h 30, tableaux, bijoux, armes, meubles, objets d'art. Mayenne, 14 h 30, orfèvrerie, tableaux, meubles. Monaco, 21 heures, poupées anciennes, automobiles. Paris-Montparnasse, 14 h 15, meubles, objets d'art. Pau, 14 h 30, meubles, tableaux modernes, Art nouveau. Reims, 14 heures, objets d'art. Extrême-Orient, meubles. Rouen, 14 h 30, tableaux de l'école de Rouen. Saint-Denis-Vesges, 14 heures, tableaux, bronzes, meubles. Soissons, 14 h 30, meubles, objets d'art. Extrême-Orient, archéologie. Vendôme, 14 h 30, timbres.

FOIRES ET SALONS

Marseille (13) : Monaco (Congrès des collectionneurs de poupées anciennes et automates) ; Nîmes (30) : Paris, ancienne gare de Marseille, musée Jacquemart-André ; Saclay-les-Châteaux (91) : Tours (37).

COLLOQUE

LE 109^e CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES SE RÉUNIRA À DIJON DU 2 AU 6 AVRIL

Sous l'égide du Comité des travaux historiques et scientifiques (1), le 109^e congrès national des Sociétés savantes se réunira à Dijon du 2 au 6 avril.

Plus de trois cents communications sont prévues, en particulier dans les domaines de l'histoire (le thème choisi cette année est « La transmission de la foi et l'encadrement des fidèles »), de la géographie, de l'archéologie, des sciences... ; à ces interventions s'ajouteront les travaux des commissions de préhistoire, d'anthropologie française et du Comité d'histoire de la Révolution française.

Les prochains congrès auront lieu en avril 1985 à Montpellier, avec pour thème historique central « La santé et les soins corporels » et, en 1986, à Poitiers, avec pour objet l'étude des assemblées territoriales et de l'administration locale.

(1) CTHS, 3-5, bd Pasteur, 75015 Paris.

EN BREF

ANNIVERSAIRE

PORTES OUVERTES À CURIE. — L'Institut Curie ouvrira ses portes au public, samedi 24 mars de 9 h 30 à 17 heures, pour célébrer la découverte, en 1934, par Frédéric et Irène Joliot-Curie, de la radioactivité artificielle. Des visites, commentées par des médecins et des chercheurs, permettront aux visiteurs de s'informer des applications de la radioactivité, aux plans biologique, médical et scientifique. Conférences, films et visites du musée Curie, du laboratoire et du bureau de Marie Curie.

* Institut Curie, 26, rue d'Ulm et 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.

DEUX SALONS

COMMERCE ET FRANCHISE. — Au Parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris se tiendront, du vendredi 23 au lundi 26 mars inclus, de 9 heures à 19 heures, deux Salons consacrés au commerce. L'un — international — est relatif à la franchise. L'autre concerne le commerce associé (coopératives, chaînes asso-

ciées). Prix d'entrée : 50 F. Des conférences et des débats sur la distribution moderne sont annoncés.

* Renseignements : Manco (M^{me} Martine Jumeau). Tél. : 757-67-58.

ÉTUDIANTS

PRÉPARER L'AVENIR. — La magazine l'Étudiant organise à Paris jusqu'au dimanche 25 mars le deuxième Salon de l'Étudiant. Stands d'information, forums, débats, doivent permettre aux jeunes visiteurs de préparer leur avenir professionnel. Pour les aider à choisir la bonne filière d'étude et à trouver un emploi. Le thème principal du Salon 1984 est « l'orientation ». Selon la formule des organisateurs, « l'avenir, c'est géant ».

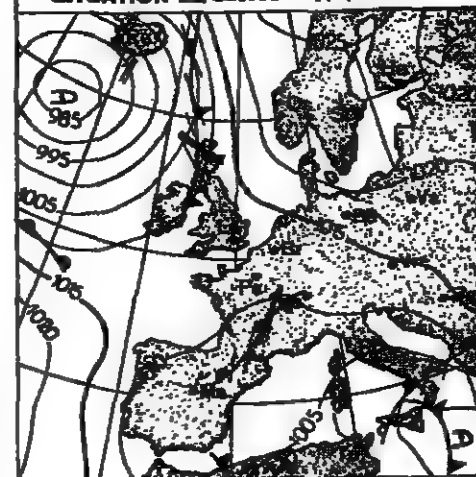
* De 11 h à 20 h 30 tous les jours, 24, quai d'Austerlitz, Paris-13^e. Entrée : 25 F.

LETTRES

AU CENTRE D'ACTION POÉTIQUE, placé sous les auspices du ministère de la culture, du ministère de l'éducation nationale,

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22.3.84 À 0 H G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 22 mars à 0 heure et le vendredi 23 mars à 24 heures.

La France restera sous l'influence de deux zones dépressionnaires. Une ceinture méditerranéenne, provoquant encore des pluies sur le Sud-Est ; une autre au nord de l'Irlande, dirigeant des perturbations vers le nord-ouest de notre pays.

Vendredi matin, ciel couvert sur toutes les régions allant des Pyrénées orientales au sud du Massif Central, à la région lyonnaise, aux Alpes et au pourtour méditerranéen, pluie en plaine, neige en montagne vers 1 500 mètres.

De l'Aquitaine aux Pyrénées, encore beaucoup de nuages. Sur toutes les régions en bordure de la Manche, ciel nuageux et brumeux également. Sur le reste de la France, soit la moitié du pays, mis à part quelques bandes de brumes, il fera assez beau. Quelques faibles gelées encore sur le Nord-Est, ailleurs, 3 à 4 degrés et même 5 à 6 degrés dans le Midi.

À la fin de la journée, atténuation de mauvais temps sur le sud de la France. Les nuages se cantonneront sur les Alpes, où il seigera encore un peu. Les nuages venant de l'Océan s'éclairciront sur les régions côtières de l'Atlantique et au nord de la Loire donnant de la pluie de la Bretagne aux côtes charnaises.

Sur les autres régions, persistance de beau temps, bien ensoleillé. Il fera 11 à 12 degrés sur la moitié nord, 14 à 15 degrés sur la moitié sud.

Complément météorologique

Pendant le week-end, le temps partiellement déprimé, ce qui donnera, avec la succession des périodes de grêle et d'éclaircies, de nouvelles chutes de neige en montagne.

Samedi : neige vers 1 800 mètres sur les Pyrénées, le matin, puis éclaircies. Pour les massifs alpins et le Jura, il neigera plutôt l'après-midi, vers 1 500 mètres après des éclaircies matinales. Le Massif Central risque d'être un temps couvert, avec de la pluie pour une grande partie.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 MARS

« Le Jardin des plantes », 14 h 30, entrée, place Valhubert, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtel Carnavalet », 14 h 30, 27, rue Sévigné (Approche de l'art).

« La peinture espagnole », 10 h 30, musée du Louvre, porte Denon (Arcs).

« Gaspar Friedrich », 14 h 30, 38, rue des Francs-Bourgeois (Arts et curiosités de Paris).

« William Bouguereau », 10 h 30, Petit Palais (D. Boucard).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, devant l'église (R. Caray).

« La Cour des comptes », 10 h 30, 13, rue Cambon (Commissaires d'ici et d'ailleurs).

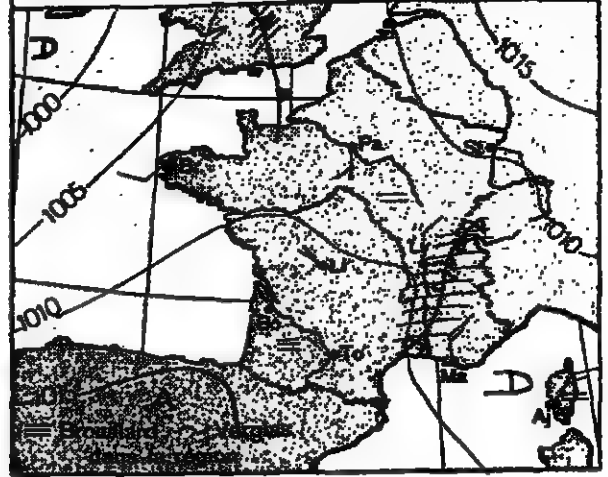
« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filaneries).

« Thèmes romains et hôtel gothique », 15 heures, musée de Clusay (Histoire et archéologie).

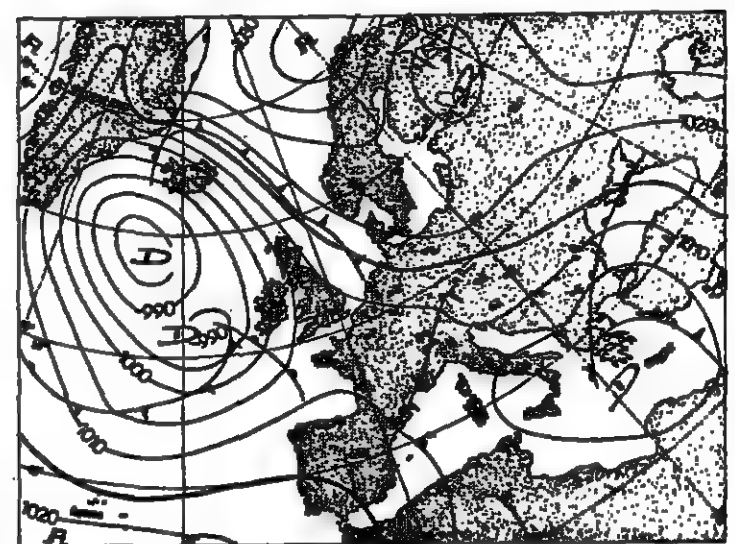
« Le Palais du Luxembourg », 14 heures, rue de Tournon (M.C. Lannier).

« La Butte-Montmartre », 14 heures, métro Blanche (Paris et son histoire).

PRÉVISIONS POUR LE 23.3.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 23 MARS À 0 HEURE (G.M.T.)



Dimanche : amélioration, avec belles éclaircies sur tous les massifs. Soudain quelques averses de neige matinales sur les Alpes, vers 1 200 mètres, et, en soirée, une menace d'orages sur les Pyrénées occidentales, où il neigera alors au-dessus de 1 800 mètres.

La pression atmosphérique réduite, au niveau de la mer, à Paris, à 7 heures, était de 1 011,3 millibars, soit 754,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré en cours de la journée du 21 mars ; le second le minimum de la nuit du 21 au 22 mars) : Ajaccio, 13 et 6 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 10 et 6 ; Bourges, 13 et -2 ; Brest, 10 et 2 ; Caen, 11 et -1 ; Cherbourg, 9 et 1 ; Clermont-Ferrand, 10 et 4 ; Dijon, 11 et 4 ; Grenoble-Saint-Martin-d'Hères, 10 et 4 ; Grenoble-Saint-Georges, 10 et 4 ; Lille, 12 et -2 ; Lyon, 8 et 5 ; Marseille-

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 22 mars :

UN DÉCRET

Modifiant le décret du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D.

UNE ORDONNANCE

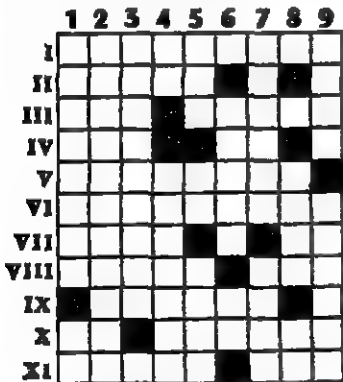
Relative au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et portant modification du code du travail.

UN ARRÊTÉ

Relatif aux conditions hygiéniques d'entreposage, de manutention, d'exposition à la vente et de vente de viandes dans les marchés de gros.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3673



Solution du problème n° 3672

Horizontalement
I. Monnaie. — II. Oreillons. — III. Née. — IV. Te. Scribe. — V. Endurée. — VI. Eta (E.T.A.). — VII. Négation. — VIII. Leu. Eméri. — IX. Eu. En. — X. If. Trémie. — XI. Rat. Cruz.

Verticalement
1. Monte-en-l'air. — 2. Orientée. — 3. Née. Dague. — 4. Ni. Su. — 5. Alacrité. R.C. — 6. Il. Renommer. — 7. Eolienne. Ma. — 8. Nib. Rein. — 9. Assène. Ina.

GUY BROUTY.

HORIZONTALEMENT

I. — Brassent donc beaucoup d'airs ou beaucoup d'eau. — II. Un innocent condamné à vie. — III. Fait partie du langage « courant ». Font le ménage. — IV. Donne du souffle mais coupe la respiration. Lettres honorifiques. — V. Se glisse dans le tuyau de l'oreille. — VI. Un morde de la forêt ou un mordant. — VII. Un véritable petit génie. Ville morte. — VIII. Phénomène de rejet. Se distingue à l'entraînement. — IX. Donne des ampoules. — X. Lettres grecques. Comprend tout ou ne veut rien comprendre. — XI. Coupé court. Il n'y a rien à en tirer.

VERTICALEMENT

1. Nous fait mettre une voile ou nous fait mettre les voiles. On y commande à la carte. — 2. Est favorable au rétablissement de la couronne. — 3. Purée peu nourrissante. — 4. Fleuve. Dont la ligne n'est pas en dérangement. — 5. On y prend du bon temps. Démonstratif. Cracheur de feu. — 6. Cherche toujours à faire bonne impression. Conjonction. — 7. Réagit donc face à son déchirement. Le bonheur des uns ou le malheur des autres. — 8. Sont souvent usées par le travail en usine. Préposition. — 9. Coupe donc le souffle mais ne coupe pas le « sifflet ». Fréquenté par des déchets.

ANNIVERSAIRE

PORTES OUVERTES À CURIE.

L'Institut Curie ouvrira ses portes au public, samedi 24 mars de 9 h 30 à 17 heures, pour célébrer la découverte, en 1934, par Frédéric et Irène Joliot-Curie, de la radioactivité artificielle. Des visites, commentées par des médecins et des chercheurs, permettront aux visiteurs de s'informer des applications de la radioactivité, aux plans biologique, médical et scientifique. Conférences, films et visites du musée Curie, du laboratoire et du bureau de Marie Curie.

* Institut Curie, 26, rue d'Ulm et 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.

DEUX SALONS

COMMERCE ET FRANCHISE. — Au Parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris se tiendront, du vendredi 23 au lundi 26 mars inclus, de 9 heures à 19 heures, deux Salons consacrés au commerce. L'un — international — est relatif à la franchise. L'autre concerne le commerce associé (coopératives, chaînes asso-

ciées). Prix d'entrée : 50 F. Des conférences et des débats sur la distribution moderne sont annoncés.

* Renseignements : Manco (M^{me} Martine Jumeau). Tél. : 757-67-58.

ÉTUDIANTS

PRÉPARER L'AVENIR. — La magazine l'Étudiant organise à Paris jusqu'au dimanche 25 mars le deuxième Salon de l'Étudiant. Stands d'information, forums, débats, doivent permettre aux jeunes visiteurs de préparer leur avenir professionnel. Pour les aider à choisir la bonne filière d'étude et à trouver un emploi. Le thème principal du Salon 1984 est « l'orientation ». Selon la formule des organisateurs, « l'avenir, c'est géant ».

* De 11 h à 20 h 30 tous les jours, 24, quai d'Austerlitz, Paris-13^e. Entrée : 25 F.

LETTRES

AU CENTRE D'ACTION POÉTIQUE, placé sous les auspices du ministère de la culture, du ministère de l'éducation nationale,

du Centre national des lettres et de la Ville de Paris, sera organisé le lundi 26 mars 1984 de 19 à 20 h, un spectacle poétique du poète français de nationalité néerlandaise. Sadi de Gorter. Parisien de longue date, Sadi de Gorter a dirigé pendant plus d'un quart de siècle les activités culturelles des Pays-Bas à Paris, notamment comme directeur du centre culturel néerlandais.

* Soins-out de l'église de la Madeleine à Paris ouverte cité marchande.

STAGES RÉMUNÉRÉS

POUR LES FEMMES. — La Société d'études, d'information et d'animation pour les femmes (SEIFA) propose une formation rémunérée de programmeur aux femmes à la recherche d'un emploi, inscrites à l'ANPE, âgées de plus de vingt-cinq ans et titulaires du baccalauréat, ainsi qu'un stage d'agent de maintenance en électroménager à celles qui ont le niveau du BEPC. Inscriptions avant le 26 mars.

* SEIFA, B.P. 130-16, 75763 Paris Cedex 16, tél. : 723-94-55.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul I.A.O. du 27/12/83

Le numéro 353332 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant aux 100 000,00 F

Données de mille	Titre	Centimes	Données de mille	Unités	gagnant
303332	350332	353032	353032	353330	
313332	351332	353132	353132	353331	
323332	352332	353232	353232	353332	
333332	353332	353332	353332	353333	
343332	354332	353432	353432	353334	
353332	355332	353532	353532	353335	
363332	356332	353632	353632	353336	
373332	357332	353732	353732	353337	
383332	358332	353832	353832	353338	
393332	359332	353932	353932	353339	

Tous les billes se terminent par 32

gagnant 30 000,00 F
2 500,00 F
300,00 F
100,00 F

LOTTO
Tirage n° 12
DU MARCHÉ
21 MARS 1984
PROCHAIN TIRAGE LE MARCHÉ 25 ET SAMEDI 27 MARS
VALIDATION JUSQU'AU MARCHÉ APRÈSMIDI POUR LES 2 TIRAGES
TALOTAC
Tirage du 21 MARS 1984

مكتبة لاط

Le Salon du livre

La fête au Grand-Palais

Acette quatrième édition du Salon du livre, cent cinquante mille visiteurs sont attendus sous la nef du Grand-Palais, où un millier d'éditeurs français et francophones montrent leurs nouveautés et les richesses de leurs fonds.

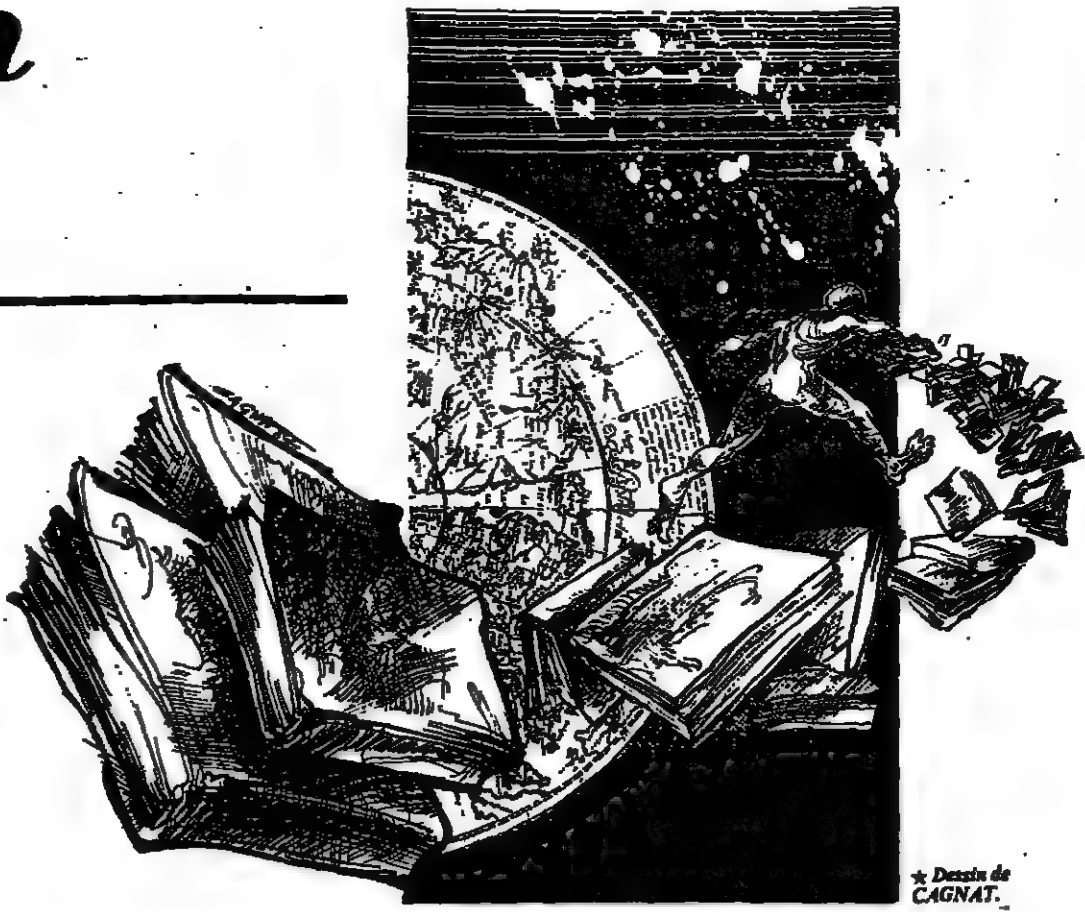
Si l'on en croit les résultats d'une enquête que le Syndicat national de l'édition vient de publier, l'évolution du chiffre d'affaires en 1983 aurait été négative, de l'ordre de - 4 % en francs constants (1). Selon le SNE, il est à craindre que « 1984 ne soit également une année difficile : la conjoncture économique générale, le rétrécissement de la consommation partout, le poids des charges qui pèsent sur les entreprises fragilisent l'évidence économique de l'édition. Pourtant, son dynamisme n'est pas en cause, et le IV^e Salon du livre démontrera la variété, l'originalité et la qualité de sa production ».

Le livre au format de poche illustre bien l'originalité et la qualité de la production éditoriale. Avec cent dix-neuf millions de volumes, le poche a représenté le tiers de l'ensemble de la production en 1982. Sa création et son fulgurant développement ont permis au livre, en mettant à la disposition du public des ouvrages à bon marché, de résister victorieusement au déferlement de l'audiovisuel. Sa présence variée et colorée donne des allures de fête au Grand-Palais.

A cette occasion, nous présentons l'étonnante saga du poche en France et à l'étranger, les projets de certains éditeurs, ce qu'en disent les libraires et les enseignants.

Dans un second cahier, nous proposons une balade dans les collections de poche.

(1) Les chiffres définitifs seront connus à l'automne.



★ Dessin de CAGNAT.

La saga des « poche »

RECHERCHER l'inventeur du livre au format de poche revient à se lancer dans une querelle sur le sexe des anges. La plupart des pays européens s'en flattent. Il est vrai que de nombreuses collections populaires qu'on peut attribuer à cette formule circulent déjà dès la fin du dix-neuvième siècle sur l'ancien continent. Peut-être bien que l'ancêtre du livre de poche est l'incapable misel, si facile à glisser dans les replis de la soutane...

Mais les premiers qui imposèrent le livre de poche à grande échelle ont été les Anglo-Saxons à la veille de la seconde guerre mondiale, en particulier le célèbre Penguin britannique, qui propose à ce jour le catalogue sans doute le plus fabuleux. En France, Paul Angot, créateur des Presses universitaires de France, la célèbre collection de petites encyclopédies « Que sais-je ? » en 1941. En 1944, Seghers publie la collection « Poèmes d'aujourd'hui ». Un imprimeur belge, André Gérard, s'inspire de Penguin, lance en 1949 la collection « Marabout », devenue aujourd'hui par Hachette. La Librairie des Champs-Élysées peut encore se prévaloir de l'antériorité avec sa collection de romans policiers « Le Masque » créée en 1927.

Mais l'initiateur du poche encolle, massivement, avec sa couverture illustrée parfois criarde, tel que nous le connaissons aujourd'hui en France, est bien Henri Filippacchi. La légende veut qu'il en ait eu l'idée « en voyant un GI's demander un livre dans une librairie française, et le déchirer en deux pour le glisser dans son blouson » (1). En fait, le « pocket-book » fait un malheur aux États-Unis dans les années 50. Il s'en vend plus de deux cent millions chaque année. Ces chiffres ont de quoi fasciner l'édition française et Hachette, surtout, dont la collection populaire « Pourpre » court à sa fin.

Guy Schoeller, alors proche collaborateur d'Henri Filippacchi, avait un ami qui avait lancé le poche aux États-Unis. « J'y allai », dit-il. Il en revint convaincu lui aussi. Hachette autorisa Henri Filippacchi à fonder sa collection à l'abri d'une de ses filiales, la Librairie générale française, plus rassurante sans doute que la maison mère pour les éditeurs à qui l'on va demander des titres. Si Henri Filippacchi eut une idée de génie, ce fut bien de prendre pour sa collection le titre « Livre de poche », marque déposée, qui contraindra les concurrents et les journalistes à user de périphrases pour parler d'ouvrages au « format de poche ».

Quand, en février 1953, sortent les premiers titres de la collection, à une époque où l'on publie des livres « sous », non coupés, avec une couverture austère, on peut imaginer que les éditeurs ne parlaient pas tous sur la réussite de l'opération. Erreur : Koenigsmark, de Pierre Benoît — on n'en retrouvera pas un exemplaire pour marquer le trentième anniversaire de la collection, — les Clefs du royaume, de Cronin, et Vol de nuit de Saint-Exupéry, tirés à soixante mille exemplaires chacun, à un prix au quart de celui de l'édition courante, sont épuisés en quelques semaines. Commence le déferlement du poche sur l'Hexagone.

Les auteurs célèbres vont se multiplier sur le catalogue de la collection : Henri Filippacchi a la chance de pouvoir puiser dans le fonds littéraire de la plus grande partie de l'édition française, de Gallimard (le plus riche), de La Table ronde, d'Albin Michel, etc., et des maisons dont Hachette prendra le contrôle, tels Grasset, Stock, Fayard... Jusqu'en 1960, la production progresse de 30 % chaque année. Quatorze millions de volumes sont produits en 1961, année où meurt Henri Filippacchi.

Après le roman, « Le Livre de poche » adopte les ouvrages prati-

ques — le Larousse de poche, notamment, best-seller toutes catégories — puis des auteurs classiques que sélectionne Roger Nimier : Stendhal et Rimbaud connaîtront des ventes inespérées.

Le revers de la suprématie

Entre-temps, de puissants éditeurs se sont lancés dans l'aventure du poche. Frédéric Ditis a créé « Fal la » (1958) chez Flammarion et orienté sa politique commerciale principalement vers les grandes surfaces. Les Presses de la Cité ont lancé « Presses-Pocket » (1962) et Plon « 10/18 ». D'autres éditeurs créent des collections plus spécialisées. Alimenté par quatre-vingt-dix éditeurs, « Le Livre de poche » est la collection la plus imposante.

Cette suprématie a son revers : obligés de passer sous les fourches caudines des grands groupes, certaines maisons vont craindre pour leur indépendance. C'est le cas de Gallimard. Déjà irrité par le refus du « Livre de poche » de prendre des essais de son fonds, la maison de la rue Sébastien-Bottin avait créé en 1962 la collection « Idées ». Après de long mois de vaines discussions pour le renouvellement de ses accords, Gallimard rompt avec Hachette en 1971 et entraîne ses filiales. Pour « Le Livre de poche », c'est une perte annuelle d'environ huit millions de volumes et de cinq cent seize titres sur un catalogue qui en compte alors mille cinq cents ! Quant à Gallimard, il réussit l'exploit de monter en quelques mois une collection de littérature : « Folio » (1972), et sa distribution.

Le poche, bientôt, expose sa couverture agaçante partout. A la devanture du libraire, dans les bibliothèques de gare, mais aussi dans les bars-tabac, les grandes surfaces, les stations-service, là où on l'attendait le moins, à la recher-

che d'un public toujours plus grand. « Le poche », dit Frédéric Ditis, qui dirige aujourd'hui la grande diffusion de Hachette, « rend le livre familier, rassurant. Il a vaincu des obstacles à sa diffusion, tels que le prix et le lieu, après des catégories sociales les moins aisées... Ceux qui n'osaient pas franchir le seuil des librairies par timidité culturelle ont trouvé le livre à un prix bon marché, à portée de la main, dans leur environnement immédiat. Leur « dignité » a été respectée ». En tout cas, l'expansion du poche a suivi l'urbanisation et l'industrialisation massives, le gonflement des effectifs scolaires et universitaires du pays.

Naguère simples reprises — parfois incomplètes — les « poche » évoluent aussi. Les textes savants sont de plus en plus publiés dans leur intégralité et précédés d'une introduction ; ils bénéficient d'un vrai travail d'édition et couvrent tous les genres. Christian Bourgois se souvient de l'époque béate de mai 68, que suivit l'explosion des sciences humaines. « J'ai proposé à Nielsen, PDG du groupe des Presses de la Cité, de sauver « 10/18 », qui mourait doucement. J'ai pris un pari un peu risqué : j'ai soldé deux cent mille exemplaires du catalogue et refait une nouvelle couverture. J'ai publié Hegel, Marx, Arrabal, Castoriadis, Moscovici, Lyotard, les colloques de Cerisy, des cahiers, des thèses, etc. « 10/18 » était en parfaite adéquation avec son époque ».

Au cours des années 70-80, la production de poche plafonne à près de cent millions d'exemplaires.

BERNARD ALLIOT.
(Lire la suite page 18.)

(1) Rapport par Guillemette de Scipré dans l'Aventure du Livre de poche. (Livre de poche, hors commerce.)

EN GRANDE-BRETAGNE

Penguin remis à flot

L'essor fantastique du livre de poche au début des années 70 détermina une véritable révolution dans une industrie du livre restée jusqu'alors traditionnelle dans ses méthodes. En 1979, le nombre de livres de poche vendus en Grande-Bretagne s'élevait à 123 millions et se maintenait autour de ce chiffre malgré la crise : quinze maisons d'édition regroupant cent-deux appellations différentes (Penguin Books englobant, par exemple, Penguin, Pelican et Puffin) se partageaient le marché du livre de poche, la plupart d'entre elles travaillant en étroite association avec un éditeur de livres reliés.

La distinction entre le livre de poche et le livre relié remonte aux années 1830, bien qu'elle n'ait pris toute son ampleur qu'en 1935 avec la création de la célèbre firme Penguin. Il suffit de dix titres à Allen Lane, son directeur, pour bouleverser l'industrie du livre. Pendant vingt-cinq ans, Penguin allait dominer le marché de poche. Les séries des Penguin Modern Painters, éditée par le grand critique d'art Kenneth Clark, Penguin Music Scores et The Buildings of England connurent un succès considérable : à 17,5 pence le volume, il n'était pas besoin pour les vendre d'un gros budget de publicité. Une couverture sobre, destinée à les distinguer de rivaux au mauvais goût souvent spectaculaire, le nom de Penguin et surtout une liste prestigieuse de 4 500 titres suffisaient à assurer des ventes régulières. Penguin devint une institution nationale.

Le réveil fut dur quand, dans les années 60, les firmes rivales Corgi, Pan et Fontana, bientôt suivies par Sphere, Futura et Granada, passèrent à l'assaut, proposant au public des titres aux ventes rapides sans souci particulier de se constituer un fonds de valeur. En outre, certaines maisons d'édition, qui jusqu'alors s'étaient spécialisées dans la publication de livres reliés, lancèrent ou

développèrent leurs propres collections de poche (ce fut le cas, ces cinq dernières années, de Macmillan, Faber, Chatto, Allen and Unwin et Oxford University Press) ; elles s'adressèrent aussi à des compagnies plus jeunes et plus dynamiques.

Penguin perdit ainsi des auteurs comme Pynchon, Garcia Marquez, Joyce, Hemingway, Hammett et Isherwood. Il lui fallait se transformer pour survivre. Au milieu des années 70, on fit appel à l'une des têtes de l'édition américaine, Peter Mayer, puis on procéda à un certain nombre de licenciements, enfin on réduisit de 22 % le nombre de titres : 76 nouveaux romans parurent en 1980, contre 95 en 1979.

L'un des directeurs, Peter Carson, déclarait : « Il est certain que Penguin n'a pas su saisir sa chance dans les années 60, ni même au début des années 70. Nous avons publié une bonne partie des meilleurs romans actuels mais, par là même, négligé le domaine du roman populaire. Le marché a évolué et nous ne nous sommes pas adaptés ».

CHRISTINE JORDIS.
(Lire la suite page 20.)

Le Monde
est présent
au
Salon du livre
STAND A 32

ARTHUR SCHNITZLER
Thérèse
Le Lieutenant Gustel
traduits par Dominique Aucières
Arthur Schnitzler, le symbole d'une époque fastueuse.
CALMANN-LÉVY

JOSEPH ROTH
Le poids de la Grâce
traduit par P. Hofer-Bury
"Un grand roman juif... la transposition à notre époque, du mythe de Job."
Jean-Louis de Rambures
Le Monde
CALMANN-LÉVY

autrement

SOUVENIRS A OFFRIR

30 ANS

160 pages à vivre ou à revivre.

une nouvelle revue de S.F.

au sommaire du n° 1 (janvier 84)
Approches de Ballard
au sommaire du n° 2 (juin 84)
Politique

SCIENCE FICTION
BALLARD

denoël

AUX ÉTATS-UNIS

Le malaise américain

DEPUIS quelques mois, l'industrie du livre de poche américain est en crise. Les éditeurs, qui réussissaient à vendre jusqu'à 9 millions d'exemplaires d'un même roman par an, ne vendent plus que 3 millions d'exemplaires pour un best-seller. Ce n'est pas si mal, diront-ils. Il faut cependant savoir que ces ventes, aussi confortables

structurellement indépendantes des éditeurs d'ouvrages en *hardcover*.

Au milieu des années 70, une douzaine d'éditeurs se partageaient le marché du livre de poche. Aujourd'hui, après la disparition ou la reconversion de sociétés comme Ace ou Jove, il ne reste plus que huit parmi lesquels Bantam (qui publie entre 600 et 800 titres par an), Ballantine, Avon, Warner (filiale de la Warner Bros), Pocket Books, New American Library.

11 millions de « Love story »

Les effets de la crise du livre de poche sont devenus évidents lorsque, l'an passé, le président de Pocket Books, Ron Busch, déclarait que sa compagnie avait perdu 1 million de dollars sur l'édition de l'*Hôtel New Hampshire* de John Irving. Bien que les ventes aient été honorables, Pocket Books n'a pu récupérer les 2,3 millions de dollars versés en mars 1981 à l'éditeur de la version *hardcover*. Un simple accident ? Sans doute. Mais il est révélateur.

Dans les années 60 et 70, le livre de poche bat tous les records aux États-Unis. C'est l'époque où *Love Story* se vend à 11 millions d'exemplaires (8 millions vendus avant le film), le *Parrain* de Mario Puzo à 14 millions, les *Dents de la mer* à 9 millions d'exemplaires en neuf mois. L'ascension vertigineuse des ventes a tout aussitôt entraîné celle des droits de publication en poche. Bantam versera ainsi 1,8 million de dollars pour éditer en poche *Ragtime* de E.L. Doctorow. De son côté, New American Library débourse 2,55 millions de dollars pour acquérir les droits de deux romans de Puzo (*Le Parrain* et *C'est idiot de mourir*).

Plus récemment, Bantam encore battra tous les records en offrant 3,2 millions de dollars pour *Princesse Daisy* de Judith Krantz (voir notre encadré). L'ouvrage en est actuellement à 6 millions d'exemplaires. Une opération que certains confinent à l'absurde, estimant tout juste rentable. D'autant qu'un tel investissement exige en proportion des frais de promotion conséquents (« Il faut au moins 200 000 dollars pour bien faire les choses », affirmait il y a peu un éditeur américain dans *Publishers' Weekly*).

Cela dit, l'aspect financier n'est pas le seul à entrer en jeu. Il y a indubitablement une nouvelle donne sur le marché intérieur. Depuis quelques années, l'irruption d'éditeurs comme Harlequin (qui offre une série de collections très ciblées, comme celle pour les jeunes filles de quinze à dix-huit ans - de l'amour mais pas de sexe - ou pour les femmes d'un certain âge à qui l'on propose « une dernière chance pour l'amour ») a détourné une partie des lecteurs du traditionnel roman populaire. Actuellement, d'après une étude Gallup, plus de 25 % des femmes (contre 6 % des hommes)

achètent et lisent régulièrement ce type de romans.

A cela vient s'ajouter le fait que la distribution américaine a changé de visage. Il y a encore moins de dix ans, 75 % (!) des villes américaines n'avaient pas de librairies. Hors les grands centres, les acheteurs se procuraient leurs livres dans les drugstores ou les supermarchés, surfaces commerciales où le livre de poche occupait une place de choix. Depuis peu, l'implantation quasi systématique de chaînes comme Waldenbooks et Dalton B. dans les centres commerciaux des villes moyennes a changé le cours des choses : dorénavant, les *hardcovers* bénéficient d'une mise en place conséquente. Résultat : leurs ventes

progressent, tandis que celles des livres de poche diminuent.

Certes, le livre de poche n'est pas menacé. Mais il devra s'adapter. Pour le moment, les stars du livre de poche ne s'en font pas : les James A. Michener, Stephen King, Judith Krantz et autres Martin Cruz Smith décrochent régulièrement la timbale des meilleures ventes. Un petit nouveau vient de rejoindre ce peloton. Il s'appelle Jim Davis. Les aventures en bandes dessinées de son chat pré-nommé Garfield font un véritable tabac ! Il y a quelques mois, sur les dix best-sellers du moment, on relevait sept fois le nom du chat Garfield. Depuis, ses ventes ne cessent de remonter.

BERNARD GÉNIES.

Comment gagner 3,2 millions de dollars en douze heures

JUDITH KRANTZ, ex-rédactrice en chef de *Commodore*, a publié trois romans en six ans. Tous ont été des best-sellers aussi bien dans leur présentation *hardcover* qu'en *paperback*. Ils ont été traduits en français (*Scrupules* et *Princesse Daisy* chez Albin Michel, *L'Amour en héritage* vient de paraître chez Stock). Judith Krantz habite à Paris, dans un superbe hôtel particulier situé quelque part entre Montparnasse et Saint-Germain-des-Près. Elle nous a raconté comment se sont déroulées les enchères pour la vente des droits de *Princesse Daisy* en format de poche.

« Lorsque les éditions Crown ont accepté le principe de la publication de *Princesse Daisy*, mon agent littéraire a aussitôt communiqué des copies de mon manuscrit dactylographié aux principaux éditeurs de « poche ». Les huit « grands » ont accepté de participer aux enchères. Mon agent leur a laissé quinze jours pour mettre au point leur tactique. Le jour de la vente (tout se déroule par téléphone), Bantam a fait une offre qui était, le crois, de 1 million de dollars. Tous les

autres ont suivi. Quelques heures plus tard, les enchères continuant de monter, ils n'étaient plus que quatre éditeurs en lice.

« Peu avant l'heure du dîner, comme le marché n'avait toujours pas été conclu et que les enchères continuaient de monter, certains éditeurs ont proposé que l'on poursuive le lendemain. Mon agent a refusé : il fallait que le contrat soit passé avant la fin de la journée. Vers 10 heures du soir, douze heures après le début des enchères, une offre a été faite à près de 3 millions de dollars.

« Mon agent a alors appelé Bantam qui n'avait pas participé aux enchères puisqu'il avait proposé le « floor-bid » (c'est-à-dire la mise à prix, avec le risque de ne pas être suivi). Il voulait à tout prix mon livre : ils sont montés à 3,2 millions de dollars. Ils ont enlevé le marché. C'est une belle somme. Un record dans l'édition américaine. Cela dit, cet argent ne me revient pas entièrement. Je dois partager. » Domage...

B. G.

LIBIDO ILLIMITÉ Ereud apolitique?

ŒDIPE REVIENS, TU ES PARDONNÉ!

POINT
HORS
LIGNE



LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

vous attend sur son stand B 2 au Salon du Livre pour découvrir tous ses beaux livres d'art dans les collections

« L'ÂME DES PEUPLES », « LES GRANDS MAÎTRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI », « CARNETS D'ARTISTES »...

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
3, place de l'Odéon - 75006 Paris - 633.18.18

peuvent-elles paraître, ne se réalisent pas sans un investissement minimal. Et c'est là que le bât blesse.

Deux aspects caractérisent la production éditoriale américaine. Premier élément : la présentation du livre. Selon qu'il est édité en version *hardcover* (c'est-à-dire avec une couverture cartonnée) ou en *paperback* (qui correspond à notre livre de poche), un ouvrage verra son prix passer de 15 dollars environ, soit 120 F, à 4 dollars s'il s'agit d'un roman. Deuxième élément : la répartition des rôles. En théorie (et en théorie seulement car on assiste de plus en plus à un certain nombre de concentrations verticales), les maisons qui publient du *paperback* sont

AU JAPON

Prolifération des collections

C'EST en 1927 que les éditions Iwanami créent la première collection de poche au Japon, en s'inspirant de la fameuse bibliothèque Reclam en Allemagne. Petit format (10,5 x 15 cm), présentation austère, le grand succès de la collection fut la modicité du prix : autant d'élégance qui allaient à contre-courant par rapport à l'orientation éditoriale alors pratiquée. Dans une sorte de manifeste rédigé au moment du lancement de la petite collection Iwanami - reproduit, du reste, à la fin de chaque volume, - l'éditeur se donne pour mission d'« arracher la science et l'art au monopole de la classe dominante », en éditant des classiques « du passé et du présent, de l'Orient et de l'Occident ».

En un demi-siècle, la collection a publié plus de trois mille titres, qui couvrent tous les domaines, toutes les langues. Son catalogue est fort impressionnant : si l'on y trouve naturellement la plupart des grands textes japonais, classiques et contemporains, on a l'heureuse surprise de découvrir en traduction (pour ne citer que des livres difficiles d'accès en France) : *Noa-Noa* de Gaudin, *De l'infinité* de Giordano Bruno, des œuvres de Calderon, de Pouchkine, la *Correspondance* de Van Gogh, celle de Mozart, la *Lettre à d'Alembert* sur les spectacles de Rousseau.

Ce qui, au départ, était une arme contre la culture « de luxe » est rapidement devenu un atout prestigieux : les libraires l'acceptent malgré le faible pourcentage qui leur est réservé sur la vente et l'impossibilité de pratiquer des « retours » des invendus. En tout cas, cette collection est parvenue à imposer son style à

ses concurrentes, qui ont adopté du moins la même présentation : il ne serait pas exagéré de dire qu'elle a servi de référence culturelle pour toute une génération de japonais. Mais, sans doute prisonnière de son image de marque, la collection a connu un certain déclin. Sa principale lacune consistait dans l'absence d'auteurs vraiment contemporains. Le fonds n'était pas renouvelé depuis près d'un demi-siècle. C'est la collection Shinchô qui a pris la relève et qui propose (sans en avoir l'exclusivité) les noms les plus connus : Tanizaki, Kawabata, Mishima.

Cependant, depuis le milieu des années 70, on assiste à une prolifération de collections de poche, de plus en plus commerciales, dont la plus caractéristique est la collection Kadokawa, qui est relativement ancienne mais qui a fait l'effort de mettre à jour son catalogue avec des parutions très récentes reprises en édition économique. Des auteurs sont ainsi lancés à grand renfort de publicité, avec des couvertures racoleuses, des spots publicitaires télévisés, et même en liaison avec des productions de films. On peut y trouver des œuvres complètes d'auteurs confirmés au Japon.

Phénomène maintenant mondial, le défilé de parution en édition économique après la sortie du livre sous forme reliée est de plus en plus court, ce qui présente un avantage considérable non seulement pour la distribution (nombreuses sont les librairies qui ne vendent que des livres de poche), mais aussi pour le prix de l'ouvrage diminué d'au moins cinq fois.

RENÉ DE CECCATTY.

DE GRANDS ROMANS EN POCHE

COLLECTION DE POCHE
POINTS ROMAN SEUIL

Offert par votre libraire pour l'achat de 3 Points
« Moi et ma cheminée » de Melville (édition hors commerce)

Une consécration pour l'auteur

NOMBRE d'écrivains considèrent que l'entrée d'un de leurs livres dans une collection de poche est la seule consécration qui vaille. Pourtant, d'un auteur à l'autre, les chemins qui mènent à ce « nirvana » divergent singulièrement.

La parution, en « Folio », de son livre *Le Aie de la corne de brune* représente, pour Florence Delay, une certaine revanche : « C'était mon second roman et il n'avait pas très bien marché. En octobre dernier, j'ai même reçu une lettre de mon éditeur (1) m'informant qu'il venait d'en faire piler trois mille exemplaires. J'en ai éprouvé une immense joie. J'aurais préféré qu'on les distribue gratuitement à des bibliothèques. Le prix Femina que j'ai obtenu, quelques semaines plus tard, pour *Richesse* et *Le livre de la corne de brune*, car, deux jours après l'obtention de celui-ci, Antoine Gallimard m'informait de son intention de le rééditer dans sa collection de poche. Je crois que cela représente le seul véritable triomphe de mon prix littéraire. »

Florence Delay a profité de cette réédition pour remanier typographiquement un passage de son roman. Elle escompte toucher maintenant un public plus jeune, différent : « J'espère que des gens achèteront ce « poche » en ignorant que j'ai eu un prix cette année. Le « poche » ouvre les portes au hasard et supprime certaines barrières entre le public et des textes réputés difficiles. »

Pour Elvire Murail, tout fut beaucoup plus facile : « Avant même que j'obtienne le Prix du premier roman, « Le Livre de poche » s'était porté acquéreur de *Escalier C*. La sortie en librairie est prévue, je crois, pour septembre prochain. Mais, il est possible qu'elle soit un peu retardée pour correspondre à la programmation en salles de l'adaptation cinématographique de mon roman. Je fais entièrement confiance à mon éditeur (2) pour gérer mes intérêts. »

Elvire Murail, qui travaille à son second roman, estime que la publication de son livre en « poche » lui permettra de toucher des lecteurs nouveaux. Elle ajoute : « Escalier C s'est déjà vendu à quinze mille exemplaires. Cette nouvelle édition prolongera la vie de mon texte et le rendra accessible à vingt mille personnes de plus. »

Pour Olivier-René Veillon, le problème du passage en « poche » ne s'est jamais posé. Ce cinéaste passionné et discret a coupé le *Cinéma américain*, les années 50 (3) pour une édition de ce type. « Voilà très longtemps que je travaille sur le cinéma américain, dit ce chargé de cours à l'université Paris-X. Les années 50 représentent une période décisive dans l'histoire du cinéma américain. Metteurs en scène, acteurs et producteurs se retrouvent alors sur la même scène, qui devient le lieu d'exorcisme de la crise politique américaine. J'ai rêvé de bien des films pendant des années. Progressivement, j'ai pu reconstituer le puzzle. »

Contacté par un collaborateur du Seuil, Olivier-René Veillon a mis un an et demi à rédiger son texte. « J'avais quelques craintes, poursuit-il, enthousiaste, quant aux problèmes techniques que poserait une édition en « poche ». Je suis tombé par la suite en pages, la qualité du papier et des photos. Sorti en édition courante, mon livre aurait été vendu 90 ou 90 francs et aurait été acheté par deux ou trois mille personnes, alors que, grâce au « poche », il a été imprimé à vingt mille exemplaires et est accessible pour 35 francs. »

Olivier-René Veillon prépare maintenant un volume sur le cinéma américain des années 30, qui, évidemment, sera lui aussi publié directement en « poche ».

P. Dra.

- (1) Gallimard.
- (2) Sylvie Mesinger.
- (3) Collection « Point-Virgule ».

La chasse à la coquille

JEAN-YVES DOURNON, qui considère l'orthographe comme une science et une polémique, dirige, depuis presque trente ans, le service « correction » du « Livre de poche ». Ce spécialiste du bon usage de la langue française (1) a transformé la dizaine de lecteurs-correcteurs qu'il assistait en librairie chargés de traquer la moindre erreur grammaticale.

« J'insiste, confie-t-il, pour que mes collaborateurs ne perdent pas leur métier de façon mécanique. Ils ont un rôle important à jouer. Grâce à eux, nous pouvons soumettre des redressements stylistiques aux auteurs que nous publions. Nous devons essayer, en collaboration avec l'écrivain, d'améliorer son livre. « Le Livre de poche » se doit de maintenir les traditions de la langue française. Nous faisons d'ailleurs le même effort pour les traductions, qui, il faut bien le dire, souffrent souvent de scorées. »

Jean-Yves Dournon a également entrepris depuis deux ans la rénovation des « Classiques ». Il veille sur cette collection avec un soin jaloux et n'hésite pas à faire relire les épreuves deux ou trois fois : « Nous essayons même à chaque rédaction d'améliorer la qualité de ce que nous proposons aux lecteurs. D'ailleurs, nous recevons quelquefois des lettres nous signalant des coquilles qui nous ont échappé. »

Pour les rééditions, Jean-Yves Dournon croit beaucoup à l'introduction dans un proche avenir du lecteur optique, qui supprimera progressivement la fastidieuse préparation de copie. Mais, malgré cette anticipation technique, la chasse à la coquille restera ouverte...

P. Dra.

- (1) Dictionnaire d'orthographe et des difficultés du français « Livre de poche ».

ont la faveur des libraires

nomme joliment « la pléiade du pauvre ».

Ouverte depuis seulement trois ans, la Pochothèque des PUF (rue Soufflot à Paris) présente plus de 20 000 titres sur 120 mètres carrés. « Nous nous sommes lancés, précise M^{me} Beaujard, l'animatrice de cette librairie, sur le catalogue des titres au format de poche du Cercle de la librairie. Nous avons fait abstraction de nos goûts personnels, car nous avons estimé que nous n'avions pas à influencer sur les choix de notre clientèle. Nous essayons néanmoins de provoquer sa curiosité par des vitrines et une certaine présentation des ouvrages. Depuis l'ouverture, nous avons dû doubler notre stock et nous vendons maintenant de 600 à 700 volumes par jour. »

Le scolaire et l'universitaire représentent, ici aussi, près de la moitié des ventes.

Sept personnes sont nécessaires pour gérer les stocks de cette librairie capable de vendre 400 à 500 exemplaires de certains livres. Parmi les derniers succès : Umberto Eco, Régine Desforges, George Orwell, mais aussi Jean Genet avec *Querelle de Brest* (3).

Jean de Montozan, qui dirige depuis six ans la librairie du Printemps du boulevard Haussmann, se fante d'avoir toujours accueilli aux ouvrages du format de poche un soin attentif : « Les grands lecteurs, qui ressentent le besoin de lire plus de dix livres par mois, ne peuvent plus acheter des livres brochés. Ce phénomène s'est surtout accentué depuis deux ou trois ans en raison de l'augmentation des prix et de l'apparition de nouvelles collections. »

Jean de Montozan s'enflamme facilement lorsqu'il évoque « le

bourdonnement extraordinaire qui règne autour des « poche ». Nous pouvons, poursuit-il, maintenir des rayons difficiles, tel celui de la littérature grâce à eux. La rotation des stocks est un problème essentiel dans une entreprise comme la nôtre et nous réussissons à vendre 250 000 livres de « poche » par an pour un stock permanent de 13 000 volumes. En contrepartie, ces rayons nécessitent une surveillance constante. Il faut presque une nurse pour les diriger. »

Pour Jean de Montozan, le « poche » est l'avenir du livre : « Je verrais bien un renversement des habitudes. Les livres sortiraient d'abord en poche, puis en édition brochée en cas de succès. »

Directeur de la librairie de la FNAC Forum, Frédéric Stedel a constaté une augmentation des ventes en poche de 25 à 30 % en 1982, première année d'application de la loi Lang. « Je crois, dit-il, que les gens attendent maintenant la sortie des livres en « poche ». C'est ce qui représente maintenant 12 à 13 % de notre chiffre d'affaires et 35 à 40 % des volumes vendus. »

Malgré les trois mille volumes commandés chaque semaine au « Livre de poche » et les quatre mille réassortis chez « Folio », l'optimisme n'est pas de rigueur à la FNAC. « Certains succès, constate Françoise Papaliamon, responsable jusqu'à il y a peu du rayon poches-littérature, cachent une certaine réalité. Si, effectivement, nous avons vendu en deux mois quatre mille exemplaires de 1984, d'Orwell (4), de nombreuses nouveautés sont des échecs. Le « poche » perd de sa crédibilité car trop de titres sont publiés par complaisance vis-à-vis d'auteurs bien placés ou unique-

DANS L'ENSEIGNEMENT

Une victoire de mai 68

« MAI 68 a fait entrer le « poche » dans les lycées. Pour cette enseignante du secondaire, « cela a été la conséquence naturelle du rejet des manuels, des questionnaires de bas de page, des incartours choisis ». Les « poche » ont fait une percée triomphale, portée par le vent de la révolte qui soufflait contre Lagarde, Michard, Castex, Surr, et autres éditeurs ténés.

Ils symbolisaient la liberté, la couverture souple, le format léger. La possibilité de choisir, le refus de l'institution, le plaisir de lire, contre l'exercice de style qu'est l'explication de textes, simple ou complexe. Les enseignants, au fil des années, ont découvert d'autres ressources dans cette nouvelle façon de travailler. Que les fibres des milieux socio-culturels les moins favorisés, à qui l'on demandait un effort financier, trouvaient du charme à posséder leurs premiers vrais livres. Qu'il leur manquait parfois l'envie de se constituer une petite bibliothèque. Même : qu'ils n'aimaient pas les prêts.

Le « poche », comme tous les plats simples, de base, se prête à de multiples accommodements. A toutes les pédagogies. Mais d'abord à l'approche globale d'un texte, par toute une classe, par groupes, ou seul. « Il y a là un apprentissage qui, contrairement à ce que l'on croit, ne va pas tout seul, dit cette enseignante. Les élèves, quand nous étudions Jules Verne, que ce soit l'île mystérieuse ou le Voyage au centre de la Terre, comprennent ce qu'est le mouvement d'une œuvre, la fois la structure et l'objet. Du texte lui-même, à la couverture, la mise en page et ce qu'elle annonce. »

Dans beaucoup de classes de seconde, cette année, on s'est ainsi lancé dans 1984, d'Orwell, on lit Steinbeck, Hemingway, des nouvelles de Maupassant, Mérimée, Baudelaire, Proust, des classiques, comme les *Contes* de Voltaire, ou les *Folios* (qui attirent moins qu'on ne croit), Zola, bien sûr, Stendhal, et d'autres : cela dépend des classes, cela dépend des profs, de leurs goûts, de leurs anecdotes, de leurs craintes aussi.

« On hésite souvent, dit Nicole Schneegans, qui anime, au CRDP de Grenoble, une revue nommée *Lire au collège*, et s'attaque aujourd'hui à sa suite logique : *Lire au lycée* (1). « Je présente aux élèves des textes contemporains qui n'auraient pas fait leurs preuves, ou qui présenteraient des difficultés pour un travail collectif à trente élèves. Le « poche » permet de faire traverser la littérature, et cela d'une manière diversifiée. Les livres qui paraissent dans la collection « Point-Virgule », la Dasse du coucou, d'Aldan Chambers ou les romans d'Howard Butler plaisent indéniablement aux adolescents. Ils se prêtent à des présentations en classe, à des débats ; éventuellement à des fiches ou à des travaux sur thème, mais pour les lectures suivies, les enseignants préfèrent le plus souvent des textes classiques, contemporains ou non. »

Il y a le bac à l'horizon. Terrible et sacro-saint bac, ébranlé tout de même, puisque cette année, pour la première fois, les directives du ministère mettent l'accent sur la présentation globale d'ouvrages : le texte choisi vient de perdre une nouvelle bataille. Le « poche » a donc conquis de vastes territoires dans les lycées. Cela ne veut pas dire qu'il

règne en maître. Beaucoup d'enseignants restent fidèles au vieux « Lagarde », d'autres s'inquiètent de ce que l'analyse de texte risque de disparaître. Ce n'est pas encore le cas, loin de là.

Au fond, au lycée, s'affrontent, pacifiquement s'entend, deux conceptions de la traversée de la littérature que devraient effectuer les adolescents en fin de scolarité. Pour Jean-Claude Dubost, qui s'occupe, chez Hachette, du « Livre de poche-Jeunesse », il y a là plutôt une bonne et riche complémentarité. Peut-être n'est-ce pas si simple sur le terrain.

Au collège, le « poche », et particulièrement les collections destinées à la jeunesse, ont d'autres atouts, et d'autres difficultés. Atout : la multiplication de livres explicitement destinés au public des dix-quatorze ans, souvent drôles, marqués du sceau du loisir, et non de celui de l'école, et du devoir d'instruire.

Trop de titres

Que cela soit chez « Castor Poche », chez « Folio Junior », Nathan, L'Ecole des loisirs ou en « Livre de poche-Jeunesse », on trouve des ouvrages qui font de très bons livres de classe. Raymond Renard, chez Gallimard, cite la *Belle Lise Poire du prince de Motorbu*, de Par, qui réalise la promesse d'avoir pour lui les gaudes, qu'il fait lire, et les orthophonistes qui le soutiennent. Il y a aussi *Niour* de Stefan Wul, la science-fiction fait recette, le *Petit Nicolas*, et *Vendredi* ou, peut-être moins connu, le *Pays du grand condor*, de Nadine Garrel.

Nicole Schneegans, quand on lui demande un hit-parade, hésite, parce qu'il y a trop de titres à donner, le *Vicomte pourfendu* de Calvino, *Kernok le pirate*, d'Eugène Sue, *Le chien qui a vu Dieu*, de Buzatti, *l'Éternel Sac de billes* de Joffo, *la Vie devant soi* d'Ajar, *Vie et mort d'un cochon* de Robert Newton Peck. Des propositions en vrac, qui rejoignent les noms que cite Jean-Claude Dubost : « Joffo et Peck, bien sûr, dit-il, mais aussi Mon bel oncle de Mauro de Vasconcelos, et les deux livres de Hans Peter Richter : *Mon ami Frédéric* et *J'avais deux camarades*. »

Pour les enseignants du premier cycle, utiliser les livres de poche, c'est puiser dans un vaste vivier, et découvrir leur ignorance. Car com-



* CAGNAT.

ment choisir, comment lire cette production en pleine expansion depuis sept ou huit ans ? Conscient du problème, plusieurs éditeurs et en particulier le « Livre de poche-Jeunesse » ont édité un *Dossier de l'enseignement* : son catalogue présenté, analysé, traité par thèmes ; un vrai livre du maître. Une initiative astucieuse, critiquée néanmoins par ceux qui redoutent non sans raison qu'on « scolarise » à son tour le « poche ».

Le besoin d'information n'en est pas moins réel. Pour y répondre, de nombreuses revues, issues de maisons d'édition comme Nathan (*la Nouvelle Revue pédagogique*), L'Ecole des loisirs (*l'Ecole des lettres*), ou bien animées par des CRDP, des enseignants, des bibliothécaires et des spécialistes du livre de jeunesse, ont vu le jour. Les livres


dont elles rendent compte, ou qu'elles sélectionnent, augmentent considérablement leurs espérances de vie. Mais si, dans le primaire et au collège, on va plus qu'hier vers l'écrit, il faut noter que les professeurs cherchent de plus en plus nombreux une information dispersée et insuffisante, le fossé est profond entre une production et ses utilisateurs potentiels.

Au collège comme au lycée, selon des modalités différentes, l'irruption des « poche » souligne que tout ici est affaire d'innovation et de formation : c'est le fonds qui manque le moins.

GENEVIÈVE BRISAC.

- (1) *Lire au collège* et *Lire au lycée*, CRDP de Grenoble (bibliothèques de Grenoble, 11, avenue du Général-Champon 38031 Grenoble Cedex).

De Jérusalem à Varsovie: deux mille ans d'histoire d'une famille juive



MAREK HALTER

LA MEMOIRE D'ABRAHAM

ROBERT LAFFONT

Photo S. Bessou

PIERRE DRACHLINE.

- (1) « Livre de poche », « Mares-bout » et « J'ai lu ».
- (2) Quand les signes se taisent, de Maurice Van der Mens, et Je parle d'un pays de vent (Le Nord-Pas-de-Calais et ses poètes), de la Société de littérature du Nord.
- (3) « Folio ».
- (4) « Folio ».
- (5) « 10/18 ».
- (6) « Points ».
- (7) « 10/18 ».

DU COTÉ DES DIRECTEURS LITTÉRAIRES

Gallimard mange son fonds

AVEC « Idées », « Carré noir », « Folio », « Folio Junior », « Imaginaires », « Tel », « Archives et Poésie », Gallimard mange tranquillement son fonds et reprend aussi des titres venus d'ailleurs. De Marcel Achard à Fritz Zorn, d'Alain à Alexandre Zinoviev, ou d'Apollinaire à Yourcenar, les grands noms de la littérature mondiale sont présents dans ses collections de poche. C'est Antoine Gallimard qui supervise ce secteur.

« **T**OUT commence vraiment en 1962, par la création de « Idées », que dirige encore François Ével. Hachette, à l'époque, ne voulait pas prendre nos essais en poche. Mon père décida donc de lancer « Idées », avec le *Mythe de Sisyphus* de Camus et *Réflexions sur la question juive* de Sartre. Nous sortions vingt titres par an, dont un tiers d'inédits. Dès 1955, la « Série noire » transformée avait des tirages de quarante mille exemplaires. C'était de poche... »

« La série « Poésie/Gallimard » existe depuis 1966. Elle est sous la responsabilité d'André Ferrière, et sort vingt ouvrages chaque année. Pour les étrangers, nous reprenons les traductions existantes, avec des préfaces originales. La plupart des grands poètes français y figurent, Ponge, Tardieu, Chaut, Aragon, Breton, etc., sans Henri Michaux qui refuse de donner ses titres au poche. »

« Comme « Folio », « Carré noir » date de la rupture avec Hachette (1972). Nous étions limités par notre accord avec eux. Céline, par exemple, se plaignait amèrement de voir figurer en poche seulement deux de ses romans. *Mort à crédit* et *Le Voyage au bout de la nuit*. »

« Pour « Folio », j'ai deux ou trois lecteurs. Chaque titre, est relu et discuté. Pierre Herbart, dont j'ai retenu en « Folio » *La Ligue de force*, a déjà deux titres dans « L'Imaginaire », *Alcyon* et *le Rôdeur*. Je me demande où prendre son *En URSS*, 1936... Pour Jean Forêt, nous avons préféré rééditer *le Fuite et la Cendre aux yeux en* « Blanche ». Nous puisons d'abord dans notre fonds ou dans ceux de Mercure et de Denoël. Au printemps, je vais lancer une série de romans de H.G. Wells, ceux de sa

voisine féministe et politique, très méconnue.

« Nous avons quatre-vingt titres par an en « Folio ». Certains suivent le succès d'un nouveau livre d'un auteur Gallimard. C'est le cas de *Macaire le Copie*, de Weyergans. Je cherche aussi, d'après mes goûts littéraires, des livres parus dans d'autres maisons. Eva, de Charbonnet, vient du fonds Albin Michel, et *Sinouhé l'Égyptien*, de Mika Waltari, de chez Orban. « Folio » est une collection ouverte au roman, au théâtre, à l'humour. Vous y trouvez aussi bien des best-sellers, comme *le Choix de Sophie*, de Styron, qu'un livre oublié, *l'Abolition*, de Rex Warner, une très belle allégorie poétique. »

« Le public a admis que « Folio » n'est plus seulement la collection des grands, Malraux, Camus, Hemingway. Nous avons, grâce à l'année Orwell, vendu cent quarante mille exemplaires de 1984 ! « Folio » regroupe Wolinski et Jean Salviat, Tanizaki et Navel, Michel de Grèce et Léon-Paul Fargue. »

« Avec « L'Imaginaire », lancé en 1977, nous voulions mettre en lumière l'esprit de Gallimard, un mélange d'aventure et de rigueur. Cette série a un côté « panthéon » qui rend nos choix difficiles. *Les Nouvelles orientales* de Marguerite Yourcenar ont dépassé les cent mille exemplaires, mais nos tirages de départ sont de huit mille. Calet, Thomas, Guérin, Bousquet, des Forêts ou Duranty, tous ces écrivains, grâce à « L'Imaginaire » et au travail des critiques, sont en train de revenir. Le poche a aussi le rôle de redécouvrir les cartes de la poésie, faire lire ou relire Blanchot et William Goyen à ceux qui aiment la littérature. »

RAPHAËL SORIN

Le sérieux de Flammarion

AVEC « Champs » et « GF », Flammarion joue la carte du sérieux. « GF » existe depuis vingt ans, « Champs », depuis sept. Louis Audibert, responsable du département des sciences humaines, s'occupe aussi de ces deux collections.

« **E**N 1978, Flammarion a absorbé la collection gérée avec Garnier. Pendant longtemps, « GF » ne publia que les grands classiques. Elle intègre aujourd'hui des auteurs modernes, comme Froust, Kafka et Maupassant. Notre traduction de *Proces* et l'édition de *la Prisonnière*, établie par Jean Milly, ont été des événements. La critique, en a parlé comme s'il s'agissait de nouveautés. »

« Nous sommes très exigeants sur la qualité littéraire de chacun de nos volumes. Nino Frank, par exemple, a choisi et préfacé un choix de théâtre de Goldoni. Il a aussi travaillé sur la version du *Roland furieux*, due à Italo Calvino. *Le Tout Aïen*, de Louis Carrol, est celui de Paris, avec une préface de J.-J. Mayoux. Nous établissons souvent un « dossier », on amène des livres, pour les élever et les étudier. J.-C. Bonnet s'est chargé de celui du *Nouveau Rameau*, Antonia Fonzi de celui du *Horla* de Maupassant. »

« Nous allons continuer à faire des « coups » : une nouvelle traduction du *Château*, à la rentrée, et un *Faust* de Goethe... traduit en vers. Notre ambition est d'ouvrir « GF »

à la littérature contemporaine, après Morand, Amado, Colette, Mauriac, et de faire découvrir des « curiosités ». C'est pourquoi nous avons pris un texte célèbre, peu lu, *De la servitude volontaire*, de La Botie, les *Lettres édifiantes de Chine* des jésuites et un bouquet des romans d'amour par lettres, autour des *Letres portugaises*.

« Avec 420 titres, « GF », où l'on trouve Villon, Homère, Hobbes, Cocteau, Locke, Platon, Bussy-Rabutin, Chateaubriand ou Kadaré, s'adresse à un large public. Nous comptons, avant tout, sur sa curiosité. Je vais prendre le risque de publier un auteur italien, inédit en français, Benito (1575-1632), dont le *Pensiero* est divertissant... Avec Claude Pichot, notre conseiller pour le domaine classique, je suis un adepte de la subjectivité critique. Nous voulons éviter les appareils de notes trop lourds, l'érudition encombrante. « GF », qui propose *Beatrix de Balzac*, avec une préface de Gracq, ou les grands romans de Dostoevski, traduits par Pierre Pascal, me permet de faire partager mes joies et mes découvertes. »

R. S.

Le Seuil marque des « points »

« **P**POINTS », « Microcosme », « Livre de vie », « Zodiaque », « Le Seuil », depuis longtemps, une conception originale du « poche ». « Écrivains de toujours », par exemple, est une série qui a marqué. Michel Chodkiewicz, qui dirige Le Seuil, nous a présenté les grandes orientations de la maison.

« **A**U Seuil, le poche n'est pas traité à part. Il est intégré à notre activité d'éditeur. Nos quatre comités de lecture proposent des rééditions, ou des inédits, au comité éditorial. A lui de faire la synthèse de ces projets et de les distribuer, selon l'économie financière et littéraire de chaque série. »

« Nous avons, en effet, une longue expérience du « poche ». Paul Flamm, grâce au succès de *Don Camillo*, put confier à Béguin « Écrivains de toujours ». Cette collection, qui n'est plus rentable au-dessous de 27 000 exemplaires, est, pour l'instant, en sommeil. Dès les années 60, nous avions étudié la question du « poche ». J'ai d'ailleurs mené une enquête à l'époque. Que faire ? Nous étions forts dans le domaine des essais. Flamm, avant même de créer Le Seuil, avait signé des contrats avec des historiens, des philosophes... Il présentait l'explosion des sciences humaines. Dans « Points », vous retrouverez Chomsky, Barthes, Morin, Monod, Lacan et Todorov. »

« En février 1980, nous avons lancé « Points Roman ». Très vite, les choix les plus audacieux ont été les bons : Gadda, Musil, des auteurs difficiles, ont acquis un nouveau public. *L'Homme sans qualités*, déjà exploité par « Folio », est sorti en « Points Roman » (mars 1982) et dépasse les 30 000 exemplaires. J'espère que *Paradiso*, le gros roman de José Lezama Lima, « le Proust des Caraïbes », va rejoindre nos classiques. »

« Nous avons commencé par reprendre notre fonds romanesque, français et étranger : Exil, Cayrol, Huguenin, Grass, Böll, Cal-

« Le danger du « poche », c'est de stériliser la création. Aux États-Unis, il en est sûr. Nous veillons donc à ne pas trop dépendre de lui. C'est, bien sûr, une « vitrine » pour nous. Les libraires apprennent à mieux connaître notre fonds. Ils mesurent aussi la rigueur et la diversité de nos choix. On trouve tout en « Points » maintenant, d'un polar de Charles Fox à *la Quête du Graal*. Nous n'écartons rien, avec l'espoir, toujours, de faire redécouvrir Réverzy ou lire Svevo. »

R. S.

L'avenir de « Présence du futur »

D'ANTICIPATION - du « Fleuve noir » aux classiques repris dans « J'ai lu », la science-fiction en poche - ne se porte pas si mal. Des collections n'ont cessé de paraître, comme « Tiers/S.F. », de Latite, mais l'une des plus anciennes, « Présence du futur », de Denoël, vient de fêter son trentième anniversaire. Elisabeth Gilles, qui a pris la suite de Robert Kanters, a même des projets d'avenir.

« **J'**AI repris la collection en 1975. J'y travaillais aux traductions. C'était une période faste pour la science-fiction : on créait des collections à tour de bras. « Présence du futur », pourtant, perdait du terrain. Les grands auteurs des années 70 n'y figuraient pas. J'ai commencé par récupérer Ballard et Dick. Kanters ne publiait pas de Français. J'ai fait venir Curval, Andreu, Douay, et ensuite, Brussolo, Pelot ou Mondoloni. Aujourd'hui, il y a une crise de la création, et pas seulement en France. J'ai du mal à trouver de nouveaux auteurs. »

« Nous sortons deux livres par mois. Les ventes ont remonté et l'année 1983 a été très bonne : plus de six cent mille exemplaires vendus. Même les grands succès, qui ne venaient pas de nous, prennent nos titres... Nos tirages de départ vont de huit mille à quinze mille. Les classiques, comme Bradbury ou Asimov, ne cessent d'être réimprimés. *Substance morte*, un roman difficile de Dick, a dépassé les trente-cinq mille. »

« L'année 1984 sera placée sous le signe d'un retour à la science-fiction. C'est le seul mouvement qui anime un peu la S.F. Nous venons de créer une revue, en format de poche, qui tire à huit mille. Elle aura trois numéros par an. Je souhaite qu'elle devienne, comme *Fiction* autrefois, une tribune, un petit laboratoire. Le premier numéro est consacré à Ballard. »

« Je lance aussi, avec Robert Lout, qui dirigeait la collection de Calvino-Lévy, la série « Etude double » où il y aura deux nouvelles - des romans courts - par volume. Nous en préparons six d'un coup. L'un d'eux réunit des histoires de Simak et de Silverberg. Certaines seront inédites, d'autres ont déjà paru dans des revues. »

R. S.

AUTOUR DE LA LITTÉRATURE

Parce qu'ils ont la passion des livres qu'ils publient et parce qu'ils entendent les défendre, treize éditeurs se sont regroupés au sein de l'Association *Autour de la littérature*. Ils souhaitent ainsi participer à toutes les initiatives susceptibles d'enrichir le champ d'une littérature vivante.

A L'IMPRIMERIE QUOTIDIENNE
LES CAHIERS DU DOUBLE
LE CASTOR ASTRAL
GRANIT
L'YRE DES VENTS
LETTRES VIVES
OBSIDIANE
SOLIN
LE TEMPS QU'IL FAIT
THOT
LE TOUT SUR LE TOUT
UBACS
VERDIER

4, rue Beaubatille 75004 Paris

LES LIBRAIRIES RELAIS-QUÉBEC

Quand cette littérature qu'on appelle québécoise sera connue, elle étonnera le monde.

Gaston MIRON

Nicole BROSSARD,

Lucien FRANCOEUR,

Suzanne JACOB,

Gaston MIRON,

Jean PROVENCHER,

Jean ROYER,

Yolande VILLEMAIRE,

Gilles VIGNEAULT,

sont

au Salon du Livre
Stand G16-17

Des femmes entreprenantes

DEUX ans après leur fondation en 1974 par Antoinette Fouque, animatrice du groupe Politique et Psychanalyse, les éditions Des Femmes ont créé leur première collection de poche, « Pour chacune ». Bien qu'elles soient une petite maison, elles ont souhaité avoir leur propre collection de poche, dans laquelle elles ont très vite publié des inédits après avoir, comme dans la tradition, repris leurs succès, notamment *du côté des poètes* de D'Elena Gennari Belotti, ou *Journal et lettres de prison*, d'Eva Forest.

A la couverture austère des premiers ouvrages a succédé une couverture plus attrayante, en couleurs, illustrée. Les tirages de départ vont de cinq mille à dix mille exemplaires et les prix de 13 F pour le volume simple à 28 F pour le volume quintuple.

Une seconde collection, « Femmes en lutte dans tous les pays », est apparue en 1980. Elle est consacrée à des documents, essais, récits, témoignages - dont certains sont recueillis clandestinement - « destinés à faire connaître les luttes et la vie des femmes dans le monde entier » selon ses concepteurs. La plupart de ses titres sont des inédits. Le tirage initial est de six mille à quinze mille exemplaires et les prix vont de 16,50 F (volume simple) à 24,50 F (volume triple). Sont notamment publiés dans cette collection : *la Face cachée d'Eve*, de l'Égyptienne Neouel El Sadaoui (des femmes dans le monde arabe) ; *Histoire de Marié*, de Marié Pereira Soares (des femmes brésiliennes), et *Chiliennes*, un ouvrage collectif sur les femmes chiliennes.

Les éditions Des Femmes ont donc désormais une quarantaine de titres en poche à leur catalogue. En outre elles publient des livres qui méritent d'être distingués, tant par la qualité des textes que par celle de la présentation, bien que leur prix soit supérieur au tarif moyen du livre de poche.

Présentés dans un coffret en carton, pelliculé, qui reproduit la couverture du livre (illustrée) et contient un carnet de notes, toujours avec la même illustration, « ces livres sont essentiellement des rééditions de textes devenues introuvables », explique Florence Prudhomme, mais les inédits ne sont pas pour autant exclus. Comme pour les deux autres séries, la définition est très sou-

ple. On se réserve la possibilité de publier tous les genres, de toutes les époques. Ces coffrets coûtent plus de 40 F, mais moins de 100 F - de 95 F à 98 F pour deux volumes.

Le catalogue est riche d'une quinzaine de titres et s'accroît au rythme de quatre par an. Viennent de paraître le *Journal*, d'Alice James, traduit de l'anglais par Marie Tadié, et *Souvenirs*, d'Elisabeth Vigée Lebrun, dans une édition présentée et établie par Claudine Hermann. Dans les semaines à venir vont être publiés *Matthias*, un roman de Mary Shelley, traduit de l'anglais par Marie-Françoise Desnoes, et *Actes d'un procès* pour viol au dix-septième siècle, celui du peintre Artemisia Gentileschi, avec un texte de Roland Barthes en 1979, sur Artemisia, et une préface de Dora Vallier.

La plupart des livres de cette série ont donné lieu à des enregistrements d'extraits sur cassettes. « Cette expérience de cassettes que nous menons depuis 1981 est pour nous tout à fait liée à la philosophie du poche », précise Florence Prudhomme. C'est un autre moyen de favoriser la diffusion des grands textes classiques ou contemporains. Les cassettes, qui proposent toujours des extraits de l'œuvre - le montage étant revu par l'auteur, pour les contemporains - sont un pas vers la lecture du texte intégral. Nous l'avons constaté. C'est en outre un matériel pédagogique intéressant. » Les cassettes sont toutes au prix de 70 F, les textes sont lus par des comédiennes (Michèle Morgan, Françoise Fabian, Catherine Deneuve, Edwige Fenech, notamment) ou par les auteurs.

Pour l'heure la vente des cassettes est tout à fait indépendante de celle des livres, mais les éditions Des Femmes n'excluent pas la possibilité de fabriquer des coffrets regroupant une cassette et un livre de poche.

La diffusion des poches édités par Des Femmes, sur laquelle elles restent discrètes, est évidemment sans commune mesure avec celle des grandes maisons d'édition. Mais leur initiative assure la présence en poche d'ouvrages de petit tirage, de textes marginaux et de classiques oubliés que personne ne voudrait prendre le risque de republier.

JOSYANE SAVIGNEAU.

DU COTÉ DES DIRECTEURS

La « collectionniste »
de Christian Bourgois

DES maquettes superbes, reprenant un tableau de Mimmo Rotella ou une photo de Cecil Beaton. Le goût des « collections », qui lui fait sortir d'un coup trois Scerbanenco et trois Vicki Baum. Un « look » moderne... Les séries « 10/18 », que dirige Christian Bourgois — qui publie aussi des inédits de Céline, Jünger ou Gombrowicz, — ont une cote d'amour grandissante. Bourgois n'a pas trouvé sa « formule » du premier coup.

« Je suis un éditeur de poche. Entre 1970 et 1975, j'ai publié plus de 400 inédits en « 10/18 ». Des textes théoriques, les colloques de Cerisy, même des revues, qui me restaient sur les bras. Je tenais grâce à Boris Vian et à Emmanuel. Vers 1978, j'ai senti que la « terreur » dans les lettres touchait à sa fin. On allait assister au retour, en force, de la fiction. Le petit stalinisme intellectuel, qui m'avait stérilisé, n'est plus qu'un mauvais souvenir. Avec Hubert Juin et Francis Lacassin, puis Paul Zumthor, Jean-Claude Zylberstein et Dominique Bourgois, nous avons ouvert les fenêtres.

Une satisfaction
borgésienne

« Je suis aussi un collectionneur. J'aime les séries. J'éprouve une satisfaction borgésienne à publier le cinquantième et ultime titre de Jack London. Je vais continuer à sortir tout Waugh, Stevenson, Forster, même si on ne me suit pas toujours. « Ce travail de reprise en poche de livres étrangers n'est pas une mince affaire. Beaucoup de traductions doivent être remaniées ou complétées. Il a fallu réviser les Dickens, les London. Je m'occupe de tout, avec un petit avoué d'amis et de collaborateurs. C'est moi qui, par goût, ai eu l'idée de republier Gourmont et Schwob. Lacassin est entièrement à l'origine de la série que nous allons lancer, « Les grands reporters ». Il a réuni quatre reportages rares de Mac Orlan, les articles de Kessel sur

le trafic des esclaves en mer Rouge, ceux d'Albert Londres sur l'attaque de Shanghai par les Japonais en 1932.

« A partir de 1980, j'ai décidé de multiplier les choix, en prenant des titres dans tous les fonds. « La bibliothèque médiévale », « Fins de siècles », « Domaine étranger », « Grands détectives », etc., ces séries ont imposé des auteurs. Dans « Grands détectives », devant leur succès, nous allons publier des romans de Robert Van Gulik et de Harry Kesselman, inédits en France. Je médite avec soin les couvertures, pour plaire à la curiosité des lecteurs. Je vais sortir le Journal de Jules Renard, en quatre tomes : ça me conseillait de prendre des Degas ; j'ai préféré choisir des tableaux de Caillebotte. C'est un peintre méconnu, un grand artiste, qui « colle » à l'esprit acide de Renard.

« Je m'annuie beaucoup avec « 10/18 » et je vois que les libraires et les critiques, qui ne suivaient pas quand je multipliais de la théorie, s'amusent aussi. Je traite les rééditions comme des nouveautés. Après Rosamond Lehmann, qui a eu la « use » littéraire des quotidiens, je veux relancer Sinclair Lewis. Je suis en train de racheter tous ses livres, non sans mal. Après Chester Himes et James Cain, deux Américains, je m'occupe des ancêtres du polar français, Léo Malet et Claude Aveline. Ma bibliothèque imaginaire est loin d'être achevée. Il y a tant de domaines à explorer ! »

R. S.



* CAGNAT.

La veine populaire de « J'ai lu »

CRÉE en 1958 par Frédéric Ditts, « J'ai lu » est désormais un département de Flammarion. La collection a vécu longtemps sur le succès de Guy des Cars et de « J'ai lu leurs aventures », des récits de la seconde guerre mondiale. Depuis le départ de Ditts, Jacques Sadoul, son ancien directeur littéraire, est responsable de « J'ai lu ».

« NOUS nous consacrons surtout aux romans. On trouve, en « J'ai lu », les best-sellers de Guy des Cars, Henri Troyat et Bernard Clavel. Nous avons aussi quelques produits haut de gamme, comme l'Année dernière à Marienbad de Robbe-Grillet, 50 000 exemplaires vendus, et Adieu à Berlin d'Isidore. Nous travaillons d'abord avec le fonds Flammarion et, de plus en plus, avec La Font, Albin Michel, Belfond ou Balland.

« Les « romans sentimentaux » de Barbara Cartland, dont nous vendons plus de deux millions d'exemplaires par an, ont marqué « J'ai lu ». Nous avons aussi Theresa Charles, Dolly, Anne et Serge Golon, qui ont renouvelé le mélo. Comme la littérature populaire est

ma passion, j'ai développé deux séries, la science-fiction et le policier. Dans la « Série bleue », sous des couvertures plus mystérieuses que violentes, j'ai déjà repris des Boileau-Narcejac, des Demouzon, trois Ross MacDonald, et des romans un peu en marge, comme la Solution à sept pour cent, de Nicolas Meyer. Il y aura bientôt un inédit de Ross MacDonald et les trois derniers Elery Queen.

« J'ai relancé, avec onze titres, les Voyages excentriques de Paul d'Ivoi, l'écrivain français le plus lu au début du siècle. Je n'ai pas de comité de lecture. Ma direction est tout à fait autocratique. Une fois l'an, Charles-Henri Flammarion regarde nos résultats. Dans l'ensemble, je me trompe peu souvent. Pour

maintenir « J'ai Lu », je dois avoir des idées. J'ai donc créé deux séries qui n'existent pas ailleurs en « poche ».

« L'une ne sort que des « novélisations », cinéma ou télévision. Elle a eu des succès énormes, comme E.T. l'extra-terrestre, de William Kotzwinkle et Joy. J'ai demandé à Philippe Manœuvre d'adapter le scénario de Mad Max 2 et j'ai acheté les droits de Shining et de Cujo de Stephen King. L'autre série, « érotique », ne doit publier que des textes de qualité, en évitant la pornographie. Elle a déjà offert au public des

classiques comme les Mémoires d'une chanteuse allemande et les Exploits d'un jeune Don Juan, d'Apollinaire.

« Avec « J'ai lu », je dispose d'un instrument très performant. J'y réhabilite des genres méconnus, des auteurs méprisés. Prenez notre sortie du 21 mars 1984. On a le choix entre Cujo, un Paul d'Ivoi, le Secret de Sigrid de Marie-Anne Desmaret, Maldonne de Boileau-Narcejac, les Joueurs du A de Van Vogt... »

R. S.

TOUT SUR LA POLOGNE

Littérature, histoire, sociologie, économie, philosophie, nouveautés, livres anciens, dictionnaires, manuels, en français et en polonais

LIBRAIRIE POLONAISE

123, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS

Tél. : 328-04-42

Lévi-Strauss en Presses Pocket

AVEC les fonds des Presses de la Cité, de Plon ou de Julliard, Presses Pocket, dirigé par Dominique Goussier, peut proposer des ouvrages de Sagan, Jules Héliès, Jean-Charles, Françoise Chandernagor ou Benoît-Méchin. Une centaine de titres par an laissent à cette série la possibilité de publier des livres parus ailleurs, comme le Parrain, de Puzo, ou les Choses, de Pérec.

De la SF, des histoires policières (20 volumes d'Alfred Hitchcock présente), des méthodes de langues vivantes et le

collection « Terre humaine »... Presses Pocket, qui sortent 25 % d'inédits, ne se limitent pas à la littérature générale.

On y pourrait aussi des entreprises de longue haleine : plusieurs recueils de nouvelles de D.H. Lawrence vont paraître sur dix-huit mois et les Simenon « classiques », tel le Chien jaune, y sont réunis. Parmi les sorties d'avril et de mai, il faut signaler Tristes tropiques, de Lévi-Strauss, et la Mandragore, un roman historique de Somerset Maugham.

R.S.

Du sang neuf au Fleuve noir

La plus des coups durs sur le « polar ». Des collections, créées en pleine euphorie, n'ont pas tenu le choc : « Sanglante », « Fayard noir », « Chez Gallimard, la « Série noire » fait le gros dos et « Carré noir » tourne grâce aux inédits de Chase Marabou, qui reprit des Latimer et des Malet, a renoncé. Bourgois, pourtant, lance les « Grands Détectives », « J'ai lu » reste classique avec sa « Série bleue ». Plon débite les produits de Gérard de Villiers. Le Masque tente de rajeunir. La surprise vient du Fleuve noir où, grâce à un directeur qui a du punch, Patrick Stry, ça bouge. Il nous a révélé ses plans.

« Le Fleuve a été créé en 1949 par Armand de Caro, un diffuseur. Il voulait, devant la marée des Américains lancés par Duhamel, publier des auteurs français. Les petits éditeurs, comme Martel, qui en sortaient, étaient trop minables. Ce fut tout de suite l'explosion. Bruce, San Antonio et Audard furent les piliers du Fleuve. Et Caro mit trois collections sur les rails : « Anticipation », « Spécial-Police » et « Espionnage ». Elles existent encore.

« Le Fleuve entra aux Presses de la Cité en 1962. Le déclin commença bientôt. Tout allait trop bien. La diffusion commandait à la production. On publiait un peu n'importe quoi, pour obéir à la demande. Je suis entré au Fleuve en 1970 et, en 1975, j'en suis devenu le directeur. J'avais un projet : sortir le Fleuve de son ghetto doré. Nous tenions de bons écrivains, Michel Consin, Arnaud, mais ceux de la nouvelle génération, ADG, Lebrun ou Japrisot, étaient ailleurs. Demouzon présente son premier manuscrit au Fleuve. Il fut refusé ! Il fallait donc connaître le « milieu » du policier, préparer les années 80. Le Fleuve était en marge de cet univers un peu secret, la secte des amateurs et des critiques. Pour eux, nous produisions de la sous-littérature.

« Aujourd'hui, nous avons toujours un carré d'auteurs solides, qui font leur œuvre tranquille-

ment : Arnaud, Mazarin, Erver, Peimaa. La machine tourne rond et encourage des expériences. Le Fleuve aligne trois cent trente titres par an, dont soixante-dix-sept policiers. Nous vendons quinze millions d'exemplaires... « J'ai voulu que « Spécial-Police » évolue, grâce à de jeunes romanciers : Houssin, Kaa (qui débute avec Silhouettes de mort sous la lune blanche), et Le Truqueur. Nous avons accueilli « Engrenage », de Varoux et Camara, qui suit Jaouen, Siniac, Pelot, Tanugi. « Engrenage international », dirigé par Guérif, a réuni des Américains, Bloch et Thompson, et un Ecossais prodigieux, William McIlvanney.

Jamais deux fois

« Les auteurs peuvent passer d'« Engrenage » à « Spécial-Police », aller de la science-fiction au « polar », comme Jeury, avec les Louves debout. Nous changeons, en douceur, l'image du Fleuve, sans la casser. Tardi fera des couvertures pour les Burma de Léo Malet. Pour la série de Houssin, le Doberman, j'ai demandé des dessins à Liberator. San Antonio, un cas à part, tire chaque fois à plus de huit cent mille exemplaires, ce qui permet de voir venir. Vous pouvez le dire à ceux qui nous découvrent en ce moment : ils ne se baigneront jamais deux fois dans le même Fleuve... »

R. S.

Aux Éditions du CLUB
DE L'HONNÊTE HOMMELes Œuvres de CELINE
en 9 volumes

Une édition commentée par Frédéric Vitoux
Une étude critique originale : les notions de Frédéric Vitoux.
Une interprétation rare de l'univers celine : les illustrations de Raymond Morent.

Les Œuvres complètes
de CAMUS en 9 volumes

Une édition commentée par Roger Grenier
Pour cette édition, Roger Grenier a établi les notions qui précèdent chaque texte. L'ensemble constitue une analyse approfondie qui replace l'œuvre de Camus dans le mouvement de la littérature et des idées de son temps.



DUMAS
Le maître inégalé du roman historique. Romans du XVIIe siècle : 8 volumes. Romans du XVIIIe siècle : 10 volumes. Deux collections précieuses et illustrées.



LABICHE
Édition originale de ses œuvres complètes. Commentaires par Gilbert Sigaux, préfacés par les plus grands noms de la littérature et du théâtre. Illustrées de dessins originaux.



BALZAC
En 24 volumes, une grande édition critique de ses œuvres complètes. Une édition strictement conforme au plan choisi par Balzac. Une exceptionnelle richesse de l'iconographie.



GUIRRY
Théâtre complet en 12 volumes illustrés. Une édition établie d'après les archives de l'auteur. Commentaires d'Henri Jadoux. (2 tomes d'inédits).



PERGAUD
Un langage authentique. L'œuvre complète de l'inoubliable auteur de La Guerre des Boutons. 5 volumes illustrés.



PAGNOL
Œuvres complètes en 12 volumes, illustrées par trois peintres contemporains : Marcel Pagnol vu par Boudcompain, Muhl, Palayer.



SARTRE/BEAUVOIR
Pour la première fois réunie en une seule édition, l'œuvre romanesque de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir : 10 volumes, chacun complété par un album iconographique.



COLETTE
L'Édition du Centenaire de ses Œuvres complètes demeure un événement bibliophilique et littéraire. Une occasion unique de retrouver la grande Colette. Édition illustrée par des peintres contemporains, complétée par une riche iconographie.



FLAUBERT
Le premier des romanciers modernes. A la mesure de ce grand maître de la littérature, une édition magistrale. Ses œuvres complètes annotées, préfacées, en 16 volumes illustrés.

Éditions du Club de l'Honnête Homme, Lucie Fieschi, éditeur, 32, rue Rousselet, 75007 Paris. Tél. 783.61.85+

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation sur :

- ☐ Les Œuvres complètes de Camus ☐ Balzac ☐ Flaubert ☐ Pagnol ☐ Les Œuvres complètes de Colette
☐ Pergaud ☐ Labiche ☐ Les Œuvres de Céline ☐ L'œuvre romanesque de Sartre/Beauvoir
☐ Le théâtre complet de Sacha Guirry ☐ Les romans historiques d'Alexandre Dumas (XVIe et XVIIe siècles).

Nom _____ Prénom _____ Profession _____
Adresse _____ Code postal _____

M 22/3

Le livre «instrument de la liberté»

«Le livre, instrument de la liberté» : c'est l'un des trois thèmes du Salon du livre (avec le sport et l'histoire), une initiative de la Librairie des libertés, qui, en collaboration avec Europe 1 et Radio-France internationale, assure une animation quotidienne - débats, « tables rondes », signatures, enregistrement d'émissions - et lance un concours national, « Vingt questions sur les droits de l'homme » dont nous publions ci-dessous le règlement.

Si, pour le public, la Librairie des libertés est toute récente - elle s'est ouverte en décembre 1983 au 16, rue Littré, à Paris (8^e) - pour son créateur, Marc Agli, elle est le résultat de plus de quinze années de travail. Ce disciple du prix Nobel de la paix René Cassin, professeur de lettres classiques converti aux études de philosophie, de droit et d'histoire, réunit depuis longtemps d'un institut français des droits de l'homme, mais ne disposait d'aucun moyen financier

pour le créer. Il se contentait donc d'engranger des informations, des documents et de travailler à la rédaction de sa thèse de doctorat d'Etat, *De l'idée d'universalité comme fondatrice du concept des droits de l'homme, d'après la vie et l'œuvre de René Cassin* (soumise en 1979).

Au début de 1982, il décide néanmoins de fonder l'Association pour le développement de libertés fondamentales (A.D.L.F.), et plusieurs personnalités ont accepté de donner leur caution morale, explique-t-il. Elles ont écrit des textes aujourd'hui rassemblés dans un recueil que nous avons publié. Parmi elles, Jean Dausset, Albert Jacquard, Henri Laborit, Léon Poliakov, Vercoeur. En outre, le gouvernement d'après le 10 mai 1981 s'est montré plus ouvert à notre projet. Nous avons donc obtenu des subventions de divers ministères - culture, droits de la femme, éducation nationale - j'ai été déchargé de ce cours et mis à

la disposition de Paris-II pour l'Institut des droits de l'homme - relations extérieures, transports, P.T.T. Tout cela nous a permis de payer un bail et d'ouvrir la librairie.

Cette librairie, qui propose déjà plus de cinq mille titres, « de la B.O. à la thèse d'Etat », en passant par les revues de diverses organisations humanitaires, se double du Centre de documentation des droits de l'homme de Paris-II, qui ouvrira au début de l'été. Il est informatisé et sa banque de données est riche de quelques trente mille références. La consultation des documents - dans le centre situé au sous-sol de la librairie - sera absolument gratuite.

Enfin la Librairie des libertés est aussi une maison d'édition. Sa collection, « La bibliothèque des droits de l'homme et des libertés fondamentales », a actuellement une dizaine de titres à son catalogue. Elle se propose de publier environ vingt livres par an. Les dernières parutions sont trois recueils

de textes, *Christianisme et droits de l'homme*, préfacé par Mgr Pélissier, *Islam et droits de l'homme*, préfacé par Si Hamza Boubakeur, recteur honoraire de la Mosquée de Paris, *Judaïsme et droits de l'homme*, préfacé par René-Samuel Sirat, grand rabbin de France.

Pour populariser leur action, Marc Agli et les membres de l'ADLF ont décidé d'organiser un concours, « qui fera gagner des milliers de livres sur les libertés ». Chaque bulletin de participation doit être accompagné d'un chèque de 50 F. « Jouez pour vous et gagnez pour les autres », précise Marc Agli. Les mille premières personnes recevront un exemplaire de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789* spécialement imprimée avec les caractères de l'époque par l'imprimerie nationale. Quant aux dix premiers gagnants, leurs prix seront constitués de centaines de livres que l'ADLF enverra en leur nom à ceux qui les attendent », conclut Marc Agli. — Jo. S.

Questionnaire

Voici le questionnaire que les concurrents doivent remplir et envoyer, avec un chèque de 50 F, avant le 15 avril 1984 à la Librairie des libertés, 16, rue Littré, 75006 Paris.

- 1 - En quelle année les premiers esclaves africains ont-ils été débarqués en Amérique ?
☐ 1510 ☐ 1630 ☐ 1750
- 2 - En quelle année l'Esclavage a-t-il été aboli en Angleterre ?
☐ 1669 ☐ 1679 ☐ 1689
- 3 - Combien de signatures différentes figurent-elles au bas de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, donnée le 4 juillet 1776 ?
☐ 48 ☐ 56 ☐ 64
- 4 - Combien d'articles la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 comporte-t-elle ?
☐ 15 ☐ 17 ☐ 19
- 5 - Quel est le philosophe auteur du célèbre *Projet de paix perpétuelle* ?
☐ Descartes ☐ Montesquieu ☐ Kant
- 6 - Quel est le nom du fondateur de la Croix-Rouge en 1864 ?
☐ Henri Dunant ☐ Frédéric Passy ☐ Léon Bourgeois
- 7 - En quelle année le droit de vote a-t-il été accordé aux femmes dans ces différents pays ?

	1917	1920	1944	1971
Angleterre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etats-Unis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
France	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Suisse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- 8 - Quel est l'organisme des Nations unies créé dès 1919 par la Société des Nations ?
☐ L'Organisation mondiale de la santé : OMS ☐ Le Bureau international du travail : BIT ☐ UNESCO
- 9 - A quelle date le camp de concentration de Dachau a-t-il été inauguré par Hitler ?
☐ 1933 ☐ 1937 ☐ 1939
- 10 - Qui présidait la première session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies réunie au début de 1947 ?
☐ Eleanor Roosevelt ☐ René Cassin ☐ Alexandre Bogomolov
- 11 - Dans quelle ville la Déclaration universelle des droits de l'homme a-t-elle été adoptée par les Nations unies ?
☐ New-York ☐ Genève ☐ Paris

- 12 - Combien de « principes » la Déclaration des droits de l'homme adoptée par les Nations unies en 1959 comporte-t-elle ?
☐ 10 ☐ 20 ☐ 30
- 13 - Combien d'articles les pactes de 1966 des Nations unies relatifs aux droits de l'homme comportent-ils (y compris ceux du protocole additionnel) ?
☐ 22 ☐ 53 ☐ 98
- 14 - A qui le prix Nobel de la paix fut-il décerné en 1968 ?
☐ Martin-Luther King ☐ René Cassin ☐ Willy Brandt
- 15 - Qui a créé en URSS le Comité de défense des droits de l'homme en 1970 ?
☐ Bonarkovici ☐ Sakharov ☐ Soljenitsyne
- 16 - Sous quelle présidence la Convention européenne des droits de l'homme a-t-elle été ratifiée par la France ?
☐ V. Giscard d'Estaing ☐ Alain Pober ☐ Georges Pompidou
- 17 - En quelle année la Commission nationale informatique et libertés a-t-elle été instituée ?
☐ 1975 ☐ 1978 ☐ 1981
- 18 - En combien de langues officielles l'Acte final de la Conférence d'Helsinki, signé en 1975, a-t-il été rédigé ?
☐ 3 ☐ 6 ☐ 9
- 19 - Sous quelle présidence la peine de mort a-t-elle été abolie en France ?
☐ Vincent Auriol ☐ Charles de Gaulle ☐ François Mitterrand
- 20 - En quelle année le comité polonais Solidarnosc a-t-il été formé ?
☐ 1979 ☐ 1980 ☐ 1981

ATTENTION : Chaque envoi de 50 F vous permet de remplir un bulletin supplémentaire.

Votre nom : _____ Votre adresse complète (avec code postal) : _____

Souhaitez-vous que ces livres que vous gagnerez soient envoyés avec l'indication de votre nom ? ☐ OUI ☐ NON

Désirez-vous, sans engagement de votre part, recevoir une information plus complète sur notre association l'ADLF ? ☐ OUI ☐ NON

Le programme du Salon

Le Salon du livre est ouvert tous les jours au Grand-Palais, du 23 au 28 mars, de 10 heures à 20 heures. Deux nocturnes sont prévues jusqu'à 23 heures le vendredi 23 et le samedi 24 mars. Le prix d'entrée est de 18 F : pour les enfants de sept à quatorze ans et les étudiants, sur présentation de leur carte, il est de 10 F. L'entrée est gratuite pour les groupes scolaires, pour les libraires, bibliothécaires et documentalistes sur présentation d'un document professionnel. Le lundi 26 mars, un accueil particulier sera réservé aux libraires par les éditeurs.

Au cours des six jours du livre, près de cinq cents auteurs dédicaceront leurs ouvrages sur les stands des éditeurs, et divers prix littéraires seront décernés.

Cette année, trois librairies thématiques, regroupant un important ensemble d'ouvrages spécialisés, sont regroupées dans les galeries supérieures du Grand-Palais :

• La Librairie du sport expose cinq cents titres recouvrant l'actualité du livre sportif.

• La Librairie de l'histoire réunit une sélection des meilleurs titres parus dans ce domaine en 1983-1984, une banque de données et des émissions en direct de radios libres.

• La Librairie des libertés et des droits de l'homme propose cinq mille titres environ et des animations sur le thème « Le livre, instrument de la liberté » (lire ci-contre).

• Une bibliothèque pour enfants, installée sur les balcons supérieurs, mettra plus de deux mille volumes à la disposition des enfants de trois à quinze ans.

Parmi les colloques, conférences, débats, on retiendra en particulier :

• Un bilan du colloque de février dernier sur la recherche et l'enseignement bibliographiques et l'enseignement des lettres du livre sera présenté (vendredi 23 mars, 15 heures, salle Gutenberg).

• Un débat sur le thème : « Pourquoi une avant-garde en littérature ? » est organisé par l'hebdomadaire *Les Nouvelles* (samedi 24 mars, 11 h 30, salle Gutenberg).

• Sur le thème « Construire des bibliothèques, quels enjeux, quelles conceptions, quelles perspectives », un débat réunira des architectes et des bibliothécaires (samedi 24 mars, 14 h 30, salle Gutenberg).

• Le rôle de la presse et des revues littéraires dans la production éditoriale : réunion, pour en débattre, autour du micro de France-Culture, des critiques littéraires (samedi 24 mars, 16 heures, stand France-Culture).

• Une table ronde sur Marcel Proust se tiendra sous l'égide de la Quinzaine littéraire (dimanche 25 mars, 17 heures, stand France-Culture).

• Quatre heures au Pavoir des bibliothécaires : sera l'objet d'un débat organisé par l'Association des bibliothécaires français (lundi 26 mars, 10 heures, salle Gutenberg).

• Un colloque sur « les bibliothèques publiques et les communautés de l'immigration », organisé par le ministère de la culture en liaison avec le ministère de l'éducation nationale (lundi 26 mars, 14 h 30, salle Gutenberg).

• L'édition théâtrale, fera l'objet d'un débat animé par Michel Vinaver, entre auteurs et éditeurs (mardi 27 mars, 15 heures, salle Budé).

• C'est pour une histoire du syndicalisme, c'est le thème d'un débat organisé par les Editions ouvrières (mardi 27 mars, 18 h 30, salle Gutenberg).

• « De la décadence à la crise », est le thème d'un débat organisé par *Magazine-hebdo* (mardi 27 mars, 19 heures, salle Budé).

• « Sommes-nous entrés dans un renouveau de la pensée philosophique ? » est la question à l'origine d'un débat organisé par les Editions Beauchesne (mardi 27 mars, 20 heures, salle Gutenberg).

• L'édition électronique : expériences étrangères, est le thème des Rencontres internationales du Salon qui se tiennent à la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (mardi 27 mars, sur invitation, à partir de 14 h 30).

• Le service d'information bibliographique sur son stand. Le catalogue du Salon est vendu 25 F.

A LA DECOUVERTE

Efim Etkind

Poésie russe

Anthologie du XVIII^e au XX^e siècle

Grâce à cette anthologie réunissant 150 auteurs, fruit d'un travail de plusieurs années d'une équipe de traducteurs et de poètes, les lecteurs français apprécieront la richesse de la poésie russe. Mais surtout, pour la première fois, ils la découvriront dans tous ses aspects, puisque l'anthologie comprend aussi des œuvres de poètes émigrés ou victimes de la censure politique.

Anthologie, 704 pages, relié. Réf. 21147, 265 F.

F. Best, M. David, J.-M. Favret, A.-M. Franchi, J. Guyard, J.-L. Piednoir, F. Serusclat

Naissance d'une autre école

Par des pédagogues et des responsables politiques du Parti socialiste, une étude provocatrice de la crise politique de l'école primaire. Destinée au plus large public et tout particulièrement aux parents d'élèves et aux enseignants, un diagnostic courageux et des propositions précises pour que naisse une autre école, ouverte sur son environnement et lieu d'une véritable concertation. Collection Cahiers Libres, 240 p., 64 F.

A. Mattelart, X. Delcourt, M. Mattelart

La culture contre la démocratie

L'audiovisuel à l'heure transnationale. Résultat d'une vaste enquête mondiale sur les bouleversements qu'entraîne pour le cinéma et la télévision l'arrivée des satellites et des « nouveaux médias », ce livre apporte une masse d'informations inédites et des interprétations originales et novatrices. Collection Cahiers Libres, 228 p., 69 F.

Simon

Les passions impatientes

Saviez-vous qu'il faut un volier et un équipage intrépide pour traverser les Caprices ? Que les Banlieues sont à elles seules un univers à part, hors du temps, où l'on n'entre pas impunément ? Qu'on y risque, sans passeport, sa vie, son âme ? Un roman de l'adolescence qui ne ressemble à aucun autre. Tragédie-bouffe, roman policier et, bien sûr, histoire d'amour (fou).

Roman, 308 pages, 92 F.

Révoltes logiques

L'empire du sociologue. Art, société, économie, linguistique, religion, etc. La sociologie de Pierre Bourdieu semble avoir réponse à tous les problèmes, dans tous les domaines. Pourtant l'empire du sociologue a ses zones d'ombre. Elles sont ici explorées pour la première fois.

Collection Cahiers Libres, 156 p., 69 F.

George F. Kennan

Le mirage nucléaire

Les relations américano-soviétiques à l'âge de l'atome. Préface de Claude Julien. Par l'un des plus grands experts américains des affaires soviétiques, un livre majeur pour prendre enfin la mesure exacte des risques de guerre mondiale que fait naître la course aux armements nucléaires. Contre l'exploitation irrationnelle de la « peur nucléaire », une analyse lucide et raisonnée de la politique de défense des deux super-puissances et des menaces qui pèsent sur la paix mondiale.

Collection Cahiers Libres, 264 p., 78 F.

Bernard Lewis

Comment l'Islam a découvert l'Europe

Préface de Bernard Lewis

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Le prophète et Pharaon

Le mirage nucléaire

La culture contre la démocratie

Gilles Kepel

Le prophète et Pharaon

Les mouvements islamiques dans l'Egypte contemporaine

Préface de Bernard Lewis

« Une enquête exemplaire, une réflexion et un savoir considérables et exigeants. On ne peut plus désormais s'interroger sur l'intégrisme musulman sans consulter ce travail. »

Le Figaro

« Kepel a pu connaître quasiment de l'intérieur les organisations des Frères musulmans. Un livre clair et précis. »

Le Monde

« Kepel pénètre plus profondément dans le dédale des organisations intégristes et indique les ambiguïtés d'un pouvoir qui sait financer et manipuler les groupes. »

Libération

« Kepel est supérieurement armé. Un excellent ouvrage, stimulant, riche d'informations de première main, plein d'enseignements. »

Le Nouvel Observateur

Collection Amicale, 256 p., 119 F.

Bernard Lewis

Comment l'Islam a découvert l'Europe

Postface de Maxime Rodinson

« Constatant que le terme de découverte s'est longtemps appliqué exclusivement au mouvement occidental d'exploration du monde, Lewis s'intéresse à une découverte différente et parallèle dans laquelle l'Européen est lui-même le barbare exotique soumis aux chercheurs du monde musulman. Or un Ottoman du XVIII^e siècle en savait autant sur l'Europe qu'un Européen du XIX^e siècle sur les tribus et peuples d'Afrique, et il avait pour eux le même dédain légèrement amusé. Un ouvrage remarquable qui vaudra désormais comme référence. »

Libération

« La science immense du plus grand orientaliste contemporain. Ce savant de première force offre un livre d'une superbe érudition. De fabuleuses moissons. »

Le Figaro

Collection Amicale, 352 p., 139 F.



Editions La Découverte

1, place Paul-Fabry, Paris 7^e, Tél. 603.41.16

Vous en saurez davantage en recevant gratuitement notre catalogue « A la Découverte »

Nom : _____ Adresse : _____

السلامة، لا اله الا الله

COLLECTION
autrement
CIEL OUVERT

compartiments musicaux, une composition de Léo Ferré, Marcel Maréchal, Roger Gentin, Lotte Schwarz et Serge Leclaire. (195 p., 80 F.)

[illegible]

Harold Acton

Les derniers Médicis

“Un livre étonnant... Sous la neutralité de l'historien et le flegme du britannique perce une curiosité pour des mœurs qui auraient enchanté un Oscar Wilde ou un Georges Baraïlle.”

DOMINIQUE FERNANDEZ
“L'EXPRESS”

LIBRAIRIE ACADEMIQUE
PERRIN

portrait

Roger Vailland sous le regard des femmes

ROGER VAILLAND, sous le regard d'Elisabeth, d'abord. Elle fut sa compagne de 1949 à 1965, l'année de sa mort. Elle-même allait quitter la vie le 24 août dernier, laissant un livre de souvenirs qui vient d'être publié. Les origines italiennes d'Elisabeth lui avaient donné le goût de l'humour. Elle séduisait par ses éternels, ses oranges, et par une générosité qui ne se fixait aucune limite. Dans les mois qui suivirent la disparition de Vailland, on ne rencontrait pas une dévotion au souvenir mais une femme dont l'exercice de vie nous rendait

proche et familier le fantôme de l'écrivain. « Je me suis toujours amusée avec Roger, dit-elle, dans son livre. C'est essentiel de s'amuser avec quelqu'un pendant des années ! Je parle aussi bien des années d'avant et d'après sa mort ! Depuis 1965, je m'amuse encore avec lui. Comme s'il était vivant ; je regarde ses photos et je dis : « Poverino... », ah ! comme il était triste ! » Alors, moi, je l'ai aimé parce qu'il était triste ? Bon ! Qu'il ait été suicidaire, profondément accablé par la mort, ne nous a pas empêchés de

l'aimer. Mais je suis dans quelle mélancolie il a vécu : il était triste même quand il semblait heureux. Et ça, c'est une chose qui m'attache infiniment à lui. » De la générosité d'Elisabeth, on trouve la preuve la plus étonnante dans la manière dont elle aimait Vailland, complice de ses plaisirs et partageant ses déceptions. Elle raconte ses « balades nocturnes », ses libations, mais elle évoque surtout les inquiétudes, les déceptions et les déesses de cet homme qui se voulait « souverain ». Lui-même a eu le courage, dans ses écrits intimes, de répéter en quelques mots

la mythologie qu'il avait construite — celle de Marat, Milan, François-Lamballe, Duc — et d'ajouter que le roi était lui.

Vailland ne mérite sûrement pas le purgatoire où il est tombé ces derniers temps. La voici, sous le regard de trois autres femmes.

* DROLE DE VIE, d'Elisabeth Vailland, avec la collaboration de Philippe Garlit, préface de Monique Lange-Lettin, 246 p., 56 F.

Les raisons de l'aimer encore

AIMER Roger Vailland, c'est comme aimer Cocteau. On croit toujours avoir fini de les aimer. Sans les relire, on les prétend démodés, décevants pour avoir trop brillé, pour avoir trop été dans leur temps. On disserte sur les raisons anciennes qui faisaient la passion d'hier. On dit : Vailland était à la mode au début des années 70 à cause de son engagement et parce qu'il mit en scène des conflits de classes, des héros ouvriers, des femmes au regard droit, comme Pierrette Amable ou Antoinette.

« On se croit à l'extrême pointe de son temps et l'on réalise soudain que l'histoire est entrée dans une nouvelle phase », écrivait Vailland le 21 mai 1956, en décrochant le portrait de Staline. Il notait aussi, plus tard, en 1964 : « Je ne veux pas croire qu'il ne se passera plus jamais rien. » Deux phrases de militant qui pourraient venir conforter ceux qui pensent, trop politiques en fait, que Vailland n'a plus rien à nous dire.

Roger Vailland, comme Cocteau, c'est effectivement « l'extrême pointe ». Une manière de vivre, d'être et d'écrire. D'ailleurs, ils se ressemblaient. « On ne porte pas son âge sur son visage, c'est le visage qui est l'âge », écrivait l'auteur d'*Un jeune homme seul*. Ils devaient avoir l'âme pareille : tous-en-oui, en pommettes, en éternelle recherche d'apaisement. La moitié des héros de Vailland portent des noms d'oiseaux : de Busard à Milan, de Duc à Letourneau, Cocteau et Vailland ont cherché la même note aigüe, ils ont été pris dans le même tourbillon, la même tension, la même rage contre

la routine qui ralentit, l'ennui qui avilit. Ils étaient à l'extrême pointe. Ils le sont encore. La vitesse, l'intelligence, la sûreté, la distance : on n'a pas fait mieux.

Claude Roy a tracé dans *Nous* un portrait de Roger Vailland : « Je disais à Roger : tu es un petit bourgeois seigneurial, un illuminé cartésien, un surréaliste classique, un sadiste respectueux d'autrui, un convulsif analytique, un désespéré énergique, un féodal démocrate, un libéral puriste, un libéralisme engagé, un bolchevisme détaché ». Contradictions, guerre civile intérieure, déchirements. Bonnes raisons de l'aimer pour les adolescents de tous les temps, pour les éternels adolescents.

Un visage byronien

L'homme qui écrivait *Le regard froid* (lequel n'est, certes, pas son meilleur livre) a laissé à tous le souvenir d'un regard brillant dans un visage byronien. L'homme de la souveraineté, l'écrivain de la raison, a laissé l'œuvre la plus passionnelle que la psychiatrie puisse rêver. Le romancier engagé voulait, en fait, « saisir le réel dans sa singularité », méditant sans fin sur la « forme » et écrivant la langue la plus classique. Le libéral tombe amoureux et le resta. Le dandy désavoué alla vivre à la campagne, le journaliste ne réussit vraiment jamais à « se désintéresser ». Cela fait bien trop de contradictions pour ne pas sonner vrai.

GENEVIÈVE BRISAC.

Une soirée avec Marat

Jacqueline Demerouti a rencontré Roger Vailland en un avant sa mort. Elle imagine ce que — étudiante — elle aurait pu écrire dans son journal intime.

PASSE la soirée avec Vailland. Dîné à Orléans. Retour en Jaguar. Gir-les au Nuage. Malaise ce matin et pas seulement à cause de l'alcool.

Pourquoi j'avais très envie de le connaître. Il fait partie de ces écrivains qui ont une aura aussi forte que certains acteurs. On ne peut l'imaginer qu'à travers Marat, Milan, Duc et les autres, tous plus ou moins fils de roi, sachant faire la loi. Les créatures ondulantes un pouvoir sur leur créateur ? Qui, elles servent son image. Dans le cas de Vailland, Vadim, Lacroix et Paris-Match ont fait le reste. Bref, j'avais rendez-vous avec un séducteur. Était-il séducteur ?

Peut-être, mais il m'a fait peur. Cette soirée me laisse un souvenir noir. Orléans, la nuit, quand votre Jaguar s'arrête sur les bas-côtés, n'est pas très rassurant non plus.

Au Nuage, avec mes cheveux tirés en queue de cheval, ma robe en vichy bleu et blanc, mon porte-documents, j'avais l'air tarée. Il m'a raconté des histoires d'avant-guerre, de guerre et d'après-

guerre, mais ce passé ne m'intéressait pas. Nous sommes arrivés à ce qui l'intéresse, lui, c'est-à-dire moi. Je l'écoutais, sans pouvoir m'empêcher de fixer sa bouche. On aurait dit un très



beau bec d'aigle. Vers 2 heures du matin, cette bouche d'ombre a articulé : « Avec toi, j'aurais envie de choses très simples... » Je ne sais pas pourquoi, mais j'ai fui.

Conclusion, il m'a traité pour ce que je suis : une petite étudiante qui veut jouer avec le feu. Mais je ne sais pas jouer et je n'ai pas vu le feu. Au fait, y avait-il du feu ?

J. D.

Un plaisir nostalgique

DANS les « Mauvais Coups », Roger Vailland racontait la rencontre de Milan avec une jeune femme, Hélène. « Nous avons fait la connaissance de la nouvelle institutrice (adjointe). Elle a le regard droit et la démarche résolue des jeunes filles d'aujourd'hui. Elle vient m'embrasser des livres. Il y a vingt ans, je faisais lire à mes jeunes amis les Nouvelles littéraires, mais Gide répondait à des questions qu'Hélène n'a pas lieu de poser ; l'histoire va vite, bien qu'elle paraisse si lente quand on la vit. »

Alors, en 1984, plus de trente-cinq ans après le moment où ces mots furent écrits, peut-on prêter Roger Vailland à soi : « Jeune amie » ? On l'aurait envie de l'embrasser ? N'est-il pas trop tard pour se passionner en lisant *Drole de jeu* (1945), ses récits de Résistance, ses découvertes d'espérance décevante ? Et si l'on n'a pas lu les *Mauvais Coups* à la parution de ce livre, en 1948, parce qu'on n'était pas né, si l'on a manqué le roman de Vailland lorsque, adolescent, on était à l'âge où l'immortalité attire, peut-on encore, la trentaine venue, tenter de découvrir des temps déjà brisés, des idées devenues banales ? En un mot, Roger Vailland, mort depuis bientôt vingt ans, est-il démodé, comme il le croyait que Gide l'était pour les jeunes de l'après-guerre ?

Peut-être, si l'on s'en tient à l'idée qu'il exprime lui-même : que les romans répondent à des questions, et que l'histoire, apportant certaines réponses, ravale la littérature à l'oubli. Évidemment, le regard de Marat (héros de *Drole de jeu*) sur

les femmes est celui d'un homme qui a eu vingt ans dans les années 30. Quant à Milan et Roberte (des *Mauvais Coups*), ils étaient déjà « démodés » quand Vailland les décrivait, coiffe terrible, bêtifier de celui des *Liasons dangereuses*. « Si l'on cède à leur fascination, on n'est pas pour trouver des réponses ou des modèles, mais parce qu'on aime que le roman soit ce confluent entre l'héritage, le reflet et le constat. Et si le « démodé » n'était qu'un passage entre l'ancien et l'histoire, si déjà Vailland racontait, pour ceux qui n'ont pas de souvenirs, la jeunesse de leurs parents ou de leurs grands-parents, le monde où s'est fondée leur enfance ? »

Ces derniers romans...

Sans doute, Roger Vailland est un homme de son temps. À sa lecture, on se sent un peu étranger. Il faut saisir ces étranges descendants de Stendhal — il l'évoque souvent dans *Drole de jeu* — ces derniers romantiques à la recherche de leur style, entre celui de leurs ancêtres et le langage qu'emploient leurs « enfants ». Roger Vailland se voulait provocant, révolté, et se rappelle aussi l'écriturain probablement pas destin, lui qui n'acceptait pas de voir Gide se mettre au passé dans le regard d'une jeune lectrice. Il n'aurait pas raison. La lecture peut être aussi un plaisir nostalgique.

Jo. S.

ALCOOL BLOND

"33" EXTRA DRY

La bière plus forte en alcool

feuilleton
La belle
Sous le regard de...
L'ombre de...
LE FOU...
LE GOUT...
RAI...
recevoir une docu...
Editions BALLAND

le feuilleton

La belle de Beyle

(Suite de la page 25.)

Car Stendhal vient au roman par le journal, comme tant de ses contemporains — Constant, Joubert, Maine de Biran — mais il y projette moins des actes ou des certitudes que son hésitation profonde. Attention et attention font bon ménage. Le fameux roman que le romancier promène la long des chemins ressemble à un scénario de voyeur. Voir sans agir, rêver stendhalien par excellence, est aussi la posture idéale du romancier — Laurent dit en parler d'expérience.

Où, décidément, Stendhal a trompé son monde, Valéry Indus, avec sa manie affichée des théories générales, tristes de réalités singulières. Il n'a pour les idées, comme pour les femmes, que des passions brèves, oubliées. On parle toujours de la « cristallisation » des sentiments, moins de son contraire, pourtant aussi essentiel : le cristal, soudain en miettes, du désenchantement. Rome, Naples et Florence, le premier texte signé, séduit par le trépassé des thèmes, l'inconstance des embellissements.

Si Laurent a pu adapter *De l'amour*, et Jean Aurel filmer ce qu'on croit être un traité abstrait, c'est que Stendhal y met en concepts, forme de récit comme une autre, son aventure vécue avec Métilde, à Milan. Mêmes avec barbouille de théorie, s'agit-il du fiasco. A ce propos, Laurent regrette justement la préface trop explicative d'Armance : il aurait aimé, il n'a pas tort, que l'impulsion du héros eût des origines plus complexes, hétéroclites par exemple.

L'AMBIGUÏTÉ règne partout ailleurs, chez notre mentor aux innombrables surnoms : dans ses rapports oscillants avec Napoléon, en particulier. Les débats sont de son époque, passibles ; mais le mouvement de son esprit lui appartient, et défie le temps. Il s'agit moins d'un raisonnement que d'un balancement éternel, comme entre ses rôles de séducteur et de mal-aimé, d'ambitieux et de fâcheux, ou chez ses personnages, dont les opinions servent surtout à décrire le cheminement intérieur.

L'idée, pour Stendhal, n'est autre que le charbon du bateau à vapeur. Elle enjôle, sans la fonder en raison, telle remarque sur la démocratie parlementaire ou sur le café marseillais. La théorie est un moyen de plaisir aux autres en se faisant plaisir à soi. Les hystères Sarrin et Debray s'en souviendront — n'en déplaise à Laurent.

Le style de Stendhal découle de cette soumission de l'intellectuel à l'artiste, et du contenu à l'être. Contrairement à tout son siècle, l'auteur du *Rouge et le Noir* en horreur la métaphore et la description. Comme une autre happy few, qu'il serait injuste d'excuser, Stendhal, il ne craint pas les répétitions, les verbes pauvres, les mots vagues, dus à la sainte hâte. Car c'est le mouvement qui importe en littérature, non le bien-être des anciens profs ou les grâces surannées à la Gide (lequel ne méritait pas de trinquier à ce point pour tous les marxistes de son temps).

A l'heure où se situe son œuvre, dans son ardeur convaincante pour arracher Stendhal aux cieux et assurer son évasion — la belle de Beyle, en quelque sorte — Laurent devrait tolérer, au nom de cette liberté, que d'autres lecteurs, pour autant qu'ils s'intéressent à peu près et en équilibre, trouvent à Stendhal d'autres attraits que lui, plus de critique sociale, par exemple, qu'il n'en dédicte, dans sa hantise du psychologique. D'autre part, Gide n'aurait pas forcément tort de le taquiner sur son état des subordonnées de balancement introduites par « si », et parfois aggravées d'un futur : « si elle écrit à vite le *Charbon*, c'est que... » (p. 118) ; « et si dans ses romans il sacrifie parfois au tragique... » (p. 132).

Mais je fais expresse de tomber dans le paradoxe auquel Laurent oppose la fougue stendhalienne. Cette furie, il l'a naturellement. Avec compétence et équilibre, il est du côté du changement, de l'anarchie ; en art romanesque du moins, et c'est cela qui compte.

BERTRAND POINOT-DELPECH.

★ STENDHAL COMME STENDHAL, OU LE MENSONGE AMBIGU, de Jacques Laurent, Grasset, 284 p., 79 F.

lettres étrangères

Le dernier Manuel Scorza

• Quand les révolutions naissent et meurent de leurs rêves.

AVEC *Le Tombeau de l'Éclair*, s'achève, malheureusement, le cycle romanesque que Manuel Scorza, mort dans l'accident d'avion de Madrid le 27 novembre dernier, avait consacré aux luttes paysannes menées par les communautés indiennes des Andes péruviennes, entre 1950 et 1962, pour la reconquête de leurs terres accaparées par les grandes compagnies étrangères et leurs complices « latifundistes » (1).

Roulements de tambours pour *Rancon*, *Garambo l'invincible*, le *Cavalier insoumis*, le *Chant d'Agapito Robles* composent, avec ce dernier livre, une fresque violente, imagée, colorée comme un poncho, la fois réaliste et légendaire. Les soulèvements populaires, s'ils sont fondés sur des injustices, des situations intolérables, ont besoin de mythes pour se déclencher, s'entretenir ; c'est leur supplément d'âme. Et cela n'est pas vrai seulement pour les communautés indiennes. Ainsi, dans les années 60 avait paru en France le roman d'un mineur du Gard intitulé *Les Explorateurs extraordinaires de Grand Zapato*, où le « Grand Zapato » était un personnage imaginaire qui symbolisait mieux la révolte que le secrétaire du syndicat.

Mais il est vrai que dans les populations indiennes, héritières des civilisations incas, andiennes et péruviennes, le recours à la magie, aux signes, symboles, prémonitions, messages est plus fréquent, plus concret. Il fait partie du tissu quotidien. Dans *Le Tombeau de l'Éclair*, l'irrationnel est apporté par une vieille aveugle, qui, avant de mourir, dit une série de ponchos prémoniteurs où se trouvent inscrites les scènes qui assailliront la région plus tard : deux cents cavaliers de la garde civile, déguisés en fletiers, parcourant les campagnes pour y semer la mort.

Fédérer les révoltes éparses

Le rationnel, le concret vont être représentés par l'avocat Genaro Ledezma, qui entreprend de coordonner, de fédérer, ces révoltes éparses en un seul mouvement insurrectionnel organisé avec le soutien de l'auteur, Manuel Scorza, qui a hérité pas à pas, comme lui-même en scène en tant que leader du Mouvement communiste. Tous deux affirment le Parti communiste, qui réclame la subordination du secteur paysan à la classe ouvrière, assurant que les paysans n'ont pas de véritable conscience révolutionnaire.

Les communistes auront raison : l'irrationnel, le magique, le rêve qui sont à la source de la révolte seront ainsi la cause de sa défaite. Alors que tout avait été prévu pour que tous les mouvements des communautés agraires se déclenchent en même temps, obtenant les forces de la répression à s'éparpiller, il suffit que le délégué d'une des communautés reçoive en rêve de sainte Maca l'ordre d'attaquer tout de suite, pour qu'il parte seul à l'assaut des haciendas. Les autres se perdent, se perdent, en ordre dispersé. Et dès lors, la garde civile et l'armée n'auront aucune peine à les réduire.

Les révoltes, qui naissent du réel, meurent de leurs rêves. Cela s'appelle l'utopie.

Dans un article dans *le Monde diplomatique* en juillet 1983, où il prenait ses distances avec le mou-

vement du Sentier lumineux, Manuel Scorza écrivait : « Le plus grand révélateur d'idéologies révolutionnaires d'Amérique latine dort dans les profondeurs de la paysannerie indienne ». Celle-ci est également nombreuse dans les pays voisins du Pérou. Est-ce le destin de l'ensemble de l'Amérique latine qui est en jeu dans ces combats préliminaires ?

Restent des romans au goût écoré et fort, fait de zones obscures (les mythologies incas) et de zones de lumière (la théorie marxiste) violemment contrastées et juxtaposées, comme le soleil et l'ombre dans les rues des villages andins ; des romans auxquels on pourrait peut-être reprocher d'être un peu manichéens (tous les bons d'un côté, tous les méchants de l'autre), à l'intensité, la cruauté de ces luttes, dont l'enjeu est la mort, ne conduisant naturellement à ce manichéisme.

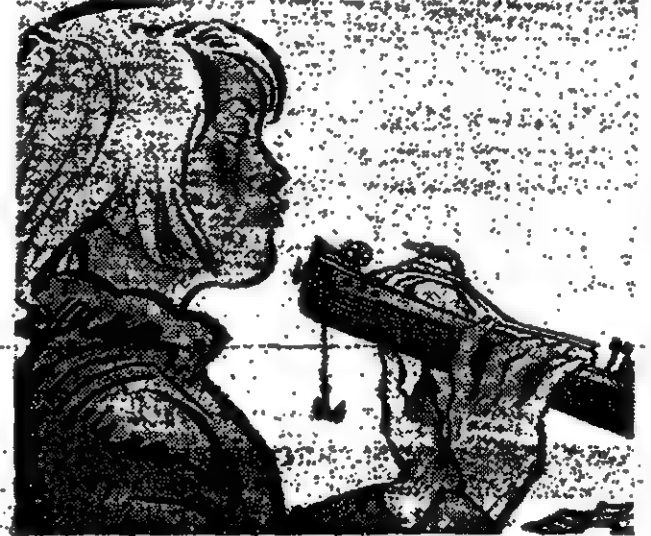
(1) Voir l'article de Claude Couffon dans *le Monde* du 29 novembre 1983 et le dernier entretien que Scorza avait accordé à Alicia Dujovne Ortiz dans *le Monde* du 16 décembre 1983.

bandes dessinées

Cocoribulles

• TROIS GRANDS FRANÇAIS. — Nos valeurs sûres et nationales ne se portent pas si mal : Jacques Tardi, Jean-Claude Forest, Philippe Druillet, c'est le trépas du mois.

La maison Pellerin — imagerie d'Épinal — qui s'est mise au goût du jour en publiant une série consacrée aux grands de la BD, propose, après Fred, un Tardi superbe : le *Trou d'obus*. On connaît l'obsession de ce dessinateur pour la « grande guerre ». Elle se confirme ici. Cette guerre et la tranchée de vie — la tranchée de mort — du soldat Binet et de son collègue Fauquaux résumant l'horreur du monde et disant, mieux que tous les cortèges pacifistes, l'absurdité des boucheries d'hier... et de celles de demain. (Imagerie Pellerin, 67 p., 92 F.)



« Excitant de l'enfance, c'est l'hydravion qui passe ».

Forest, avouons-le, nous n'avons pas réussi à pénétrer vraiment son univers. Et puis, coup sur coup, deux choix. D'abord la réédition de *Béatrice* — série mise après la première publication. Voilà une héroïne qui n'a pas pris une ride, et l'efficacité, l'humour de sa pelote dans l'espace avec une nonchalance à l'usage, sont fort agréables. (Collection de Denis Dubois, Dargaud, 80 p., 100 F.) Ensuite, une merveille de poésie, de ferveur et de fraîcheur : *Enfance, c'est l'hydravion* qui passe. Le petit Jules et son père Henri, architecte génial mais sans commandite, ont quitté le domicile familial, laissant à ses enfants de voir une mère-poussee-accablée. Ils se retrouvent sur une période, étrange dans les aventures d'un dessinateur d'Europe centrale pour chasser par la police politique de son pays. Des textes soigneusement écrits, un récit bien rythmé — qui appelle une suite — des dessins sobres et mystérieux. (Castelmann, 64 p., 66 F.)

Druillet, enfin, le fou de violence, de monstres et de couleurs. Druillet, dont on sent bien qu'il est à l'étroit dans ses pages gigantesques, nous plonge avec le *Nuit dans l'horreur* d'un drame intime : la mort de sa femme, d'un cancer, en 1975. Un album-ci, un album-là, une tragédie sanglante qui traduit l'impossible travail du dessin. Ces albums, dessinés en 1976, ont d'une force inouïe : la drogue, le peur de la mort s'y conjuguent dans le sursaut effréné d'une terreur tropique. (Dargaud, 67 p., 57 F.)

• UN NOUVEAU. — Dans la collection Fibre, qui est à la BD ce que sont les salles d'art et d'essai au cinéma, Dargaud donne sa chance à un nouveau venu : Baro et son *Quatrième Blus*. Une bande dessinée industrielle de l'Est dans les années 80 à la veille de Noël. Une bande d'adolescents en goguettes, saoules d'ennui et d'abus de misère morale et sexuelle. Bistrot, bals ringards et violences, loubards de la troisième génération, naïfs, crevés, défilés stupides : l'atmosphère de ce premier album est parfaitement déprimante et parfaitement sincère en ce qu'elle traduit un aspect de la vie de province quand l'horizon s'arrête à la mouise d'une bête tédieuse. (Dargaud, 48 p., 28-50 F.)

• EL VIBORA : ANTHOLOGIE. — Grâce aux éditions Artefact l'Espagne vient d'être admise à part entière dans le marché commun de la bulle. En 1979, J.M. Berenguer lança, de l'autre côté des Pyrénées, un journal où se retrouvaient des jeunes dessinateurs qui, auparavant, avaient subi le franquisme chacun dans sa bulle. Après cinq années *El Vibora* est devenu le journal espagnol de bandes dessinées. Cinq dessinateurs sont présents dans ce livre : critique sociale féroce et explosion débridée d'une fureur longtemps contenue. (Editions *El Vibora*, Artefact, 120 pages, 72 F.)

Parmi les auteurs de cette anthologie figure Mariscal, dont les talents s'exercent dans tous les domaines de l'art graphique comme en témoigne le livre qui vient de lui être consacré. Un univers de formes et de couleurs, impossibles et séduisantes. (Mariscal, présenté par Lionel Hoobek, Jean Seiser et Michel Achebarro. La Dernière Tendance vague, 94 pages, 145 F.)

BRUNO FRAPPAT.

biographie

L'ombre de David Goodis

(Suite de la page 25.)

Garnier, maître du personnage, qui a force de jouer les excentriques — drôlement influé de l'opéra, rois dans une culture innée — n'est pas un simple imposteur. Il joue aussi avec les idées, philosophiques de son père, et se découvre un caractère de pacotille, obsédé par le masochisme et la fragilité.

Bien, mais les romans de Goodis qu'on se lit valent ? Garnier lui a trouvé également un frère bizarre, une vieille mère juive, un mariage raté, un gâchis provocant pour les grosses personnes. Comme ses héros, des policiers, des détectives et de jazz. Goodis, comme on qu'il possède sur sa page de travailler pour d'être et comploter dans.

Et finalement 13, *Epaves*, la Lune dans le continuum. Sans espoir de retour, c'est moi bien que certains chefs-d'œuvre de la « Série Noire », le *Grand Frère*, de Sam Ross, ou *En compagnie de l'herbe* de Lionel White ? Garnier affirme que,

tombe, après ses premières succès, dans des collections minables de livres de poche. Goodis avait recours à des procédés faciles et répétitifs.

Si vous aimez quand même Goodis, oubliez Garnier pour relire Yves Martin, l'introduction du roman noir dans la poésie française. En dix lignes (1), à propos du film de Delmer Daves, *Dark Passage*, tiré de *Casablanca*, de Goodis, Yves Martin résume ce qui, mythe ou pas, nous touche encore, pour longtemps, et reste inscrit dans le « *couvre-croûte* » vite évaporé de Bogart, à l'image de la « vie terrible, évanescence, insupportable, insouvenance ».

RAPHAËL SOREN.

★ GOODIS, LA VIE EN NOIR ET BLANC, de Philippe Gaudes. Seuil, 284 p., 95 F.

(1) Dans *Emphasy* Roger, de Delmer Daves. Eric Lohfeld, 1967.

LE FOU PARLE

N° 27 - 24 F



EN VENTE PARTOUT
et 25, rue Saint-Antoine, 75004 Paris

AVEC :
André, Michel, Pierre, Marie, Ben,
Jean, Daniel, André, François,
Danielle, Robert, Océane, Béatrice,
André, Christophe, Françoise, Delia,
Jean-Claude, Suzanne, André, Frédéric,
Gérard, Jacques, Lucienne,
Véronique, Leïla, Gilbert, Laurence,
Michel, Marie, Michel, Océane, Océane,
Michel, Pierre, Robert, Pierre,
Dorothée, François, Catherine, Béatrice,
Philippe, Stéphane, Jean, Yveline,
André, Yveline, Michel, Yveline,
Jean-Pierre, Yveline, Paul, Yveline,
Catherine, Yveline, etc.

LE GOUT DE VIVRE

BALLAND

Je désire recevoir une documentation sur LE FOU PARLE.

NOM :

ADRESSE :

A retourner par Balland, 33, rue Saint-Antoine-des-Arts, 75006 Paris.

LA GNOSE UNIVERSELLE

de Jan Van Rieckborgh

et Catherine de Pape



L'homme peut-il porter la connaissance absolue ? C'est ce qu'ont toujours affirmé les gnostiques. Dans ce livre troublant, deux gnostiques de notre temps montrent que le chemin qui relie au Monde universel reste toujours ouvert.

« L'homme, qui soigne à l'œuvre à l'œuvre au cœur de son microcosme, »

Éditions de la Rose-Croix d'Or,
21, rue de la Harpe, 75005 Paris.

Collection Islam d'art et d'architecture dirigée par A.M. TURK

GILBERT GRANDGUILLAUME

ARABISATION ET POLITIQUE LINGUISTIQUE AU MACHREB

Préface d'André Miquel, Professeur au Collège de France

216 pages : 62 F

Chez tous les bons libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris. Tél. : 354 32 70

SOCIOLOGIE

- Arctica 1978 (colloque) 430 F
- La carte postale - son histoire, sa fonction sociale, par A. Ripert 130 F
- La chute des horaires - contribution à l'étude des motivations dans le travail, par Cl. Lévy-Leboyer 55 F
- Inter-nord / 16 400 F
- Laïcité islamique en Algérie, par H. Sanson 80 F
- Maghrébines en France, émigrées ou immigrées ? (ouvrage collectif) 120 F

HISTOIRE

- Atlas historique des villes de France
- Rodez 48 F
- Albi 48 F
- Montauban 48 F
- Cahors 48 F
- Figeac 48 F
- Hongrois et Français, de Louis XIV à la Révolution française, par B. Képeczi 100 F
- Paroisses et communes de France - Nièvre 110 F
- Répertoire des historiens français pour la période moderne et contemporaine, par A. Fauget 100 F
- Les commanderies des templiers et des hospitaliers de Saint Jean de Jérusalem en Saintonge et au Maine, par A.M. Legras 80 F
- Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance, études et témoignages, direction F. Bédaride, J.-P. Azéma, textes : D. Cordier 40 F
- 1789-1989, bicentenaire de la Révolution française 40 F

LITTÉRATURE

LINGUISTIQUE

- Correspondance Emile Zola
- Tome I 150 F
- Tome II 170 F
- Tome III 225 F
- Tome IV 300 F
- Le couturier bourgeois glosé (fin du XIV^e siècle), par M. Peitjean, M.L. Marchand, S. Metman 290 F
- Nouveau glossaire nautique, par A. Jal 275 F
- Paris dans la littérature américaine, J. Mèral 110 F

PHILOSOPHIE

- Correspondance Nicolas Fabri de Peiresce et Alphonse de Remberghers (1620-1624), par A. Reinhold 55 F
- La pensée philosophique et religieuse de Leopoldo Alas (Clarín, 1875-1901), par Y. Lissorgues 110 F
- La philosophie juive au Moyen Âge, par C. Sirat 300 F
- Temps de la vie et temps vécu 55 F

THÉÂTRE - MUSIQUE

- Le décor de théâtre de 1870-1974, par D. Babel 200 F
- Le quintaine, la course de bague et le jeu de têtes, par L. Clars 190 F
- Les voix de la création théâtrale, T. 11 - Kantor 140 F
- Neuf leçons des ténors, de Marc-Antoine Charpentier pour 1 et 3 voix d'hommes avec instruments, par Lemaire 190 F

MÉDECINE

- Geo-ba Ri-pa le système médical tibétain, par F. Meyer 136 F
- Thiorédoxine - structure et fonctions - thiorédoxine, structure and function (colloque) 230 F

ARCHITECTURE

- Palais et maisons du Caire / 2 - époque ottomane XVI^e et XVII^e siècles) 490 F
- Architecture et société de l'archaïsme grec à la fin de la république romaine 400 F

PHYSIQUE

- La projection acoustique des contraintes : distributionnelles par D. Ramasse 142 F
- Recherche en didactique de la physique : les actes du premier atelier international - Research on physics education: proceedings of the first international workshop 250 F

Éditions du CNRS

19, rue d'Argonne, France 75003 Paris

Librairie, ventes, publicité
295, rue St-Jacques, 75005 Paris
Tél. 326.58.11

correspondance

A propos de Léon Blum

A la suite de l'article que Paul Morelle a consacré, dans le Monde du 2 décembre, à l'ouvrage de Louis Guitard, Mon Léon Blum ou les Défaits de la statue, Robert Verdier, président de la Société des amis de Léon Blum, nous écrit :

Il va de soi que nous ne contestons pas le droit qu'a votre collaborateur de dire qu'il apprécie ce livre. Je m'étonne cependant que cet éloge d'un ouvrage qui n'est de toute évidence qu'un pamphlet de ton vulgaire se trouve placé sous la rubrique Histoire : la vérité s'y trouve fort rudement malmenée à plusieurs reprises. Je ne révélerai pas tous les exemples de cette désinvolture (...)

Il faut pourtant citer la phrase la plus choquante de l'article : « Léon Blum fut sauvé d'un sort comparable à celui de Max Dormoy, assassiné par la milice, sur les interventions pressantes (Louis Guitard dit) de Plotin, Laval et même Fernand Brion ». Cette phrase appelle deux remarques :

1) Sur la méthode. Par sa parenthèse : Louis Guitard dit, M. Morelle feint de prendre quelque distance avec les affirmations de l'auteur. Or tout le contexte montre qu'en fait il les reprend à son compte. Le paragraphe commence par ces mots : « Ce livre est encore instructif sur un autre point... » Et un peu plus haut : « C'est là sans doute l'aspect le plus instructif du livre... » Tout le reste est du même ton.

2) Quant au fond, il est scandaleux que M. Morelle s'exprime comme s'il ignorait le procès de Riom et la déportation de Léon Blum. La vérité toute simple,

qu'aucun historien ne songe jamais à remettre en question, est que Léon Blum fut livré aux Allemands par le gouvernement de Vichy.

Ce n'est certainement pas un hasard si un tel livre et un tel article paraissent aujourd'hui. Nous voyons divers clubs d'extrême droite prendre de plus en plus d'influence dans les partis d'opposition. Nous assistons à une résurgence de l'idéologie du temps de l'Occupation, qui s'accompagne tout naturellement du recours aux calomnies, procédé dont s'était fait une spécialité un journal qualifié par Léon Blum de « feuille infamée ».

[Je croyais avoir été explicite et avoir indiqué clairement que la critique (de droite) de M. Louis Guitard rejoignait les critiques (de gauche) qui furent faites à l'interieur même de la SFIO, notamment par la Gauche révolutionnaire, sur la politique menée par Léon Blum au temps de Front populaire. Il est exact que Léon Blum fut abandonné aux Allemands par le gouvernement de Vichy.

Quant à l'assimilation que M. Verdier pratique, à mon encontre, avec l'idéologie du temps de l'Occupation et les calomnies des « feuilles infamées », je ne veux y voir, de ma part, que desist d'informations et survivance déplorable des procédés chers aux politiciens d'une époque révolue. — P. M.]

D'autre part, M. Charles Filippi nous signale que ce n'est pas la milice, créée en janvier 1943, qui a pu assassiner Max Dormoy en 1941. En effet, les auteurs de l'assassinat, qui faisaient suite à des menaces de mort proférées publiquement par Jacques Doriot à Vichy, n'ont jamais été identifiés.

brèche - lune
yann - fulub follet

aquarelles de Jacques Kerner
24x32 de 104 p 50 et. num. et 1950 et. 15 quadr.
ABER-DIFFUSION - 6, PLACE DE VIARMES 28210 MORLAIX

JOUER
AVEC LES AS

en lisant

les jeux
de
l'esprit

BRIDGE
avec les champions du monde

SCRABBLE
avec Michel Duguet

ECHECS
avec les grands maîtres

MOTS CROISES
14 grilles de Michel Lacroix

ETC...

100 PAGES
DE JEUX

chez votre marchand
de journaux

essais

L'ŒUVRE DE GERSHOM SCHOLEM

Une nouvelle approche de la Kabbale

VOICI donc que l'attention se porte à nouveau sur Gershom Scholem, le savant érudit, spécialiste des études de la Kabbale, mort en 1982. Trois livres de lui viennent de paraître. De Berlin à Jérusalem, tel est le titre des souvenirs de jeunesse que Scholem a évoqués dans un court ouvrage, alors qu'il avait quatre-vingt ans. Tel est aussi, concrètement, son itinéraire géographique et spirituel.

Né en Allemagne en 1897 d'une famille juive assimilé, typiquement représentative, dit-il, de la bourgeoisie libérale, il ne tarde pas à entrer en conflit avec son milieu familial et social. C'est alors la guerre ouverte contre l'assimilation, le retour à la tradition spirituelle du judaïsme par la voie ésotérique de la Kabbale et, simultanément, l'adhésion au sionisme. Scholem quitte Berlin et, après un séjour en Suisse, gagne Jérusalem où il rejoint les pionniers du mouvement et entre à l'Université hébraïque. Itinéraire « étrange par son absence de détours », comme il le qualifie lui-même, qui « a paru à d'autres, y compris [sa] propre famille, bien incompréhensible pour ne pas dire fâcheux ».

A propos de son sionisme, voici ce qu'écrit Arnold Momigliano dans l'avant-propos : « Scholem reste Scholem, non pas un nationaliste ni un juif religieux, mais quelqu'un qui est convaincu que pour un juif, le commencement de la vérité est l'acceptation de sa propre judaïté, apprendre l'hébreu et en tirer les conséquences qu'elles soient (le problème est bien là) ».

Bien d'autres aspects seraient à souligner, qui révèlent à la fois les nuances complexes de l'engagement de Scholem et les paradoxes enfouis sous les traces de cet itinéraire. Ainsi, s'il part en guerre contre l'assimilation, il est un grand écrivain de langue allemande, et l'on n'en finirait pas d'évaluer tout ce qu'il doit à la pensée et à la culture allemandes, à commencer par les instruments de sa recherche.

De cette période, Scholem semble ne vouloir retenir que les raisons d'une rupture, d'un rejet. Et pourtant, elle a vu naître des esprits remarquables comme Hannah Arendt, Leo Strauss, Rosenzweig, proches et différents de lui, ou bien encore Heidegger, dont la philosophie amorce en un sens assez le retour vers « l'archaïque ». Scholem ne parlait presque pas, comme le note A. Momigliano, de son amitié avec Walter Benjamin, de leur face-à-face si révélateur comme en témoignent leur correspondance, Scholem s'efforçant de comprendre pourquoi Benjamin, afin de préserver ses liens avec la culture allemande, avait fini par choisir le marxisme avant de mourir, victime du nazisme.

E.A. MALEH
* DE BERLIN À JÉRUSALEM - SOUVENIRS DE JEUNESSE, de Gershom Scholem, traduit de l'allemand par Sabine Polack, avant-propos d'A. Momigliano, notes de Maurice Hayoun. Collection « Présences du judaïsme », Albin Michel, 248 p., 78 F.

Contre Sabbataï Tsevi, messie et apostat

EXTRAORDINAIRE figure du judaïsme que celle de Sabbataï Tsevi — devenu l'apôtre d'Aziz Mehemmed Effendi — « messie mystique ». Dieu et roi de l'Univers, « figure de la sainteté et du mal absolu ». Il donna son nom au sabbatisme, un mouvement explosif qui souleva l'enthousiasme et l'adhésion des communautés juives de l'Orient jusqu'au lointain Maroc en passant par l'Europe.

Qui est ce personnage qui a fasciné Gershom Scholem, son biographe ? Sa vie se lit comme un passionnant roman, même si le très sévère et très rigoureux Scholem bannit tout effet littéraire, toute concession à l'imaginaire, dressant en quelques neuf cents pages un impressionnant monument d'érudition.

Né à Smyrne en 1626, dans l'Empire ottoman, au sein d'une famille de commerçants, élevé dans un milieu orthodoxe, brillant étudiant talmudique, ce jeune juif aborde dès l'adolescence — avant l'âge permis — l'étude de la Kabbale et se proclame soudain « Messie Dieu et Roi de l'Univers ». Singulier destin ! A six ans, il rêve — rêve effrayant parmi d'autres — qu'une flamme apparaît et lui cause une brûlure au pénis, dans le péché, le mal érigé en absolu qui tient de l'abstrait.

Pour prouver qu'il est le messie, l'oint du Seigneur, il se dévot à la présence de rabbins appelés à témoigner du parfum de sainteté qui

se dégage de son corps. Il évoque son amour pour la Torah, le chéleu (présence divine) symbolisée par une jeune fille dans une vieille romance judéo-espagnole Melisenda, et il fait célébrer son mariage mystique avec elle. Des « actes étranges » se multiplient... Gershom Scholem, sans doute attiré et effrayé par son personnage, prend ses distances, le traitant de malade mental, de maniaque-dépressif.

Le messianisme en question

Pour rendre manifeste son règne, le « Messie et Roi de l'Univers » viole les prescriptions et les interdits de la Torah, bouleverse le calendrier liturgique, supprime le jeûne commémorant la destruction du Temple, invite à la consommation de graisses animales interdites, abolit l'inceste, exalte le féminin, l'amour, et épouse Sarah, une femme de réputation douteuse. C'est la fête, la joie et les réjouissances, l'imminence de la Rédemption, la fin de l'exil.

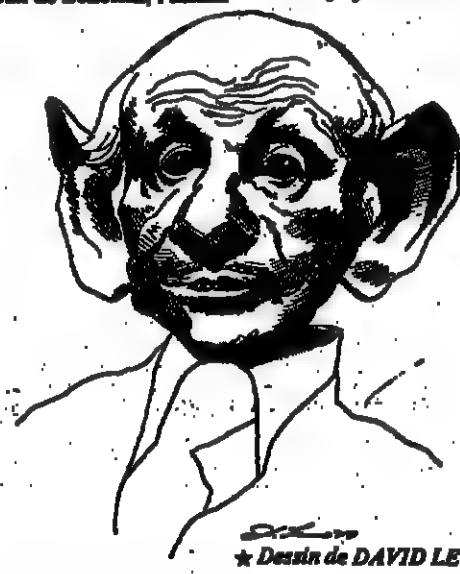
Dans la luxuriance des symboles, un trait de feu jaillit du sabbatisme, traverse les siècles : l'antinomie, le sainteté dans et par le péché, le mal érigé en absolu qui tient captive une étincelle divine. Cela seul suffit à montrer combien l'enjeu est considérable, même si Sabbataï est, en fin de compte,

arrêté par les autorités turques et contraint à l'apostasie. C'est l'existence même du judaïsme qui se trouve menacée, et il faudrait pouvoir explorer les aspects complexes de cette menace sabbatiste, conjonction explosive entre la Kabbale et l'apostasie.

Nombreux sont ceux qui, librement, ont suivi l'exemple de Sabbataï. A quoi il faut ajouter la contamination par la théologie chrétienne via le marianisme, et sans doute aussi aux yeux de Scholem, l'assimi-

lisme juif. Au cours d'un entretien publié le 14 août 1980 dans The New York Review of Books, sous le titre « La Messianisme du messianisme », Gershom Scholem expliquait pourquoi il avait toujours mis en garde contre les dangers que les esprits messianiques font courir au mouvement sioniste.

« Les juifs ont toujours eu un air fatal pour le messianisme », disait-il. L'engagement « juif » dans le communisme, par exemple, est une conséquence de ce messianisme juif. Le sionisme ne fait pas



Portrait de DAVID LEVINE.

* Copyright - New York Review of Books et Opera Mundi.

lition sous sa forme moderne. D'où la vigilance réticente de l'auteur, qui entreprend la critique et la réécriture de l'hérésie sabbatiste à partir de la Kabbale.

En fin de compte, Scholem méprise Sabbataï et concentre son tir sur Nathan de Gaza, le cerveau de la théologie hébraïque ; dans ce travail de remise en ordre, les risques inhérents à l'interprétation critique, reconnus par Scholem lui-même, entraînent des hésitations perceptibles tout au long de l'ouvrage. L'échec de l'utopie sabbatiste offre ample matière à réflexion. « Il a manqué à Sabbataï et à ses adeptes, écrit Scholem, notre propre conception du leadership révolutionnaire ».

exception. Aujourd'hui, nous avons le Gouch Enoum (le parti religieux), qui est incontestablement un groupe messianique. Ils utilisent les versets de la Bible à des fins politiques, ce qui est très dangereux, ce qui ne peut mener qu'à désastre. (...) Au dix-septième siècle, précisait Scholem, l'échec du sabbatisme n'a eu que des conséquences spirituelles ; il a conduit à l'effondrement de la foi juive. Aujourd'hui, les conséquences sont également politiques ; et c'est cela le grand danger.

E.A. M.
* SABBATAÏ TSEVI, LE MESSIE MYSTIQUE, de Gershom Scholem, traduit par Marie-José Joffet et Alexis Nouze, Verdier, 970 p., 248 F.

RENCONTRE AVEC LE TRADUCTEUR

Historien ou kabbaliste ?

MAURICE R. HAYOUN, attaché au CNRS, chargé d'études à l'Institut de recherche et d'études hébraïques de Strasbourg, a traduit l'ouvrage de Gershom Scholem le Nom et les symboles de Dieu dans la mystique juive. Il prépare la traduction d'un autre livre, Les Concepts fondamentaux de la Kabbale, qui va paraître prochainement aux éditions du Cerf. Maurice R. Hayoun évoque ici sa rencontre avec Gershom Scholem.

« C'est à mon regret maître Georges Vajda, qui le premier m'a introduit à l'étude des textes fondamentaux de la mystique juive, que je dois d'être entré en contact avec Scholem. Nous avons échangé une correspondance où je lui ai fait part de mon intention de traduire de l'allemand en français une partie de ses œuvres. Nous nous sommes rencontrés à plusieurs reprises, notamment lorsqu'il est venu à Paris inaugurer le cycle des conférences de Marc Bloch au Sénat. C'était un homme affable et d'une vivacité d'esprit impressionnante. Il ne cachait pas son émotion de voir un jeune chercheur s'intéressant à son œuvre et désireux de la traduire.

« Le Nom et les symboles de Dieu résulte d'un choix que j'ai fait parmi l'ensemble des conférences prononcées à Ascona, en Suisse. Pour reprendre la terminologie chrétienne, ce livre constitue une sorte de théologie fondamentale du judaïsme, théologie dont la mystique fait partie intégrante.

« La première de ces conférences, par exemple, aborde la problématique des hésitations qui sont perceptibles sous la plume de Moïse de Léon, auteur du Zohar. Hésitations entre la conception éminemment personnelle du Dieu de la Bible et celle nettement impersonnelle défendue par Plotin. Le thème, traité dans la deuxième conférence, est celui du langage : le verbe divin renferme la totalité de la création, d'où son incommensurable pouvoir — mirifique... »

« Reste une question qui a son importance. Elle se pose à nouveau avec la parution de Sabbataï Tsevi. Gershom Scholem est-il historien ou kabbaliste ? D'aucuns prétendent qu'il connaît admirablement bien la Kabbale sans la comprendre. La lettre qu'il a adressée à son éditeur et qu'on trouvera dans l'introduction du présent ouvrage apporte une contribution importante à ce débat. Je voudrais dire que je ne souscris pas à ce jugement négatif porté à l'encontre de Scholem. Pour lui, la Kabbale et son commentaire sont un facteur de vie et de fécondité du judaïsme tout entier. C'est probablement grâce à quoi la pensée juive ne s'est pas sclérosée dans le cadre rigide de la loi. »

Propos recueillis par E.A. MALEH

* LE NOM ET LES SYMBOLES DE DIEU DANS LA MYSTIQUE JUIVE, de Gershom Scholem, traduit de l'allemand par Maurice R. Hayoun et Georges Vajda, Cerf, 203 p., 106 F.

Bibliographie

- Les Grands courants de la mystique juive, traduction de M.-M. Davy, Payot, 1950, réédition en cours.
- La Kabbale et sa symbolique, traduction de Jean Bost, Petite bibliothèque Payot, 1966 et 1975.
- Les Origines de la Kabbale, traduction de J. Loewenson, Aubier-Montaigne, 1966.
- Le Messianisme juif - Essais sur la spiritualité du judaïsme, traduction de Bernard Dupuy, Calmann-Lévy, 1974.
- Fidélité et utopie - Essais sur le judaïsme contemporain, traduction de M. Delacoste et B. Dupuy, Calmann-Lévy, 1978.
- Walter Benjamin - Histoire d'une amitié, Calmann-Lévy, 1981.
- A paraître en 1984 aux éditions du Cerf, Les Concepts fondamentaux de la Kabbale.

VENT DE PARAITRE
NUMERO SPECIAL
116 PAGES

Le Monde
dossiers et documents

LE LIVRE ET LA LECTURE EN FRANCE

ILLUSTRÉ PAR CAGNAT ET PLANTU

LES NOCES DE LA LITTÉRATURE ET DE L'AUDIOVISUEL
PROFESSION ÉCRIVAIN
UNE NOUVELLE CULTURE ET MARKETING

OCTOBRE 1983

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F ET AU MONDE

Le Monde
5, rue des halles, 75427 PARIS CEDEX 09

مكتبة لاسر

Le Monde

culture

VARIÉTÉS

JACQUES BERTIN AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Le chanteur contre son temps

Jacques Bertin, qui chante depuis dix-sept ans, se comporte en artisan du vers, en amoureux des textes. L'écriture, simple et forte, trahit cependant parfois une certaine froideur, une vision un peu figée du langage.

Il y a chez Bertin un refus constant ou inconscient de l'évolution des mots qui se retrouve dans le choix des musiques à la limite de la mélodie. Jacques Bertin, qui est un vrai poète lucide, déchiré, dédicat et amer à la malheure d'ignorer superbement les moyens de communication de son temps. Peu préoccupé d'être perçu sinon compris par un grand nombre de gens, il se coupe des vibrations, de la sensibilité de l'époque dans laquelle il vit n'ayant pas comme Ferré la force de porter naturellement en lui tout le bouillonnement du temps.

Bertin assume ses choix et produit lui-même l'album qu'il réalise avec les deux ans, et dont il vend à peu près dix mille exemplaires sur une

période de dix années. Son dernier 33 tours paru au Chant du Monde, souligne le chemin suivi par le chanteur-auteur-compositeur et qui aboutit pratiquement à de petites pièces littéraires classiques - sauf la *Dragée haine*, où la vie court encore, et les *Noyés*, qui est presque un cri, justement dans la lignée de Ferré.

Au Théâtre de la Ville, où il est à l'affiche jusqu'en 31 mars, Jacques Bertin est accompagné de deux violoncellistes (Heiner Thyen, Carlos Deyris), d'un pianiste (Reinhardt Wagner) et d'un percussionniste vibrapophoniste (Antoine Penot). Chansons anciennes et nouvelles alternent, et aussi des ballades sur des textes d'Aragon (*Maintenant les Chants des hommes*), de Nazim Hikmet (*les Chants des hommes*), de Jean Giraudoux (*la Chanson de Tessa*).

CLAUDE FLEUTHER.

* Théâtre de la Ville, 18 h 30.

MÉCÉNAT

Une lettre de M. Jacques Rigaud président de l'ADMICAL

M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la C.I.T.-R.T.T., président de l'établissement public du musée d'Orsay, et, notamment, président de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL), nous écrit après la publication de l'article de Frédéric Edelmann intitulé « Comment vendre sa générosité » (le Monde du 8 mars). Notre collaborateur y mettait essentiellement en cause les bureaux et « officines » de plus en plus nombreuses qui proposent leur compétence théorique aux entreprises pour leur faire passer les sommes qu'elles envoient déverser au titre du mécénat.

« Le mécénat est d'entreprise ou n'est plus », écrit F. Edelmann : mais la formule est un peu trop radicale, elle ne peut que rencontrer l'adhésion de ceux qui, depuis quatre ans, mènent au sein d'ADMICAL le combat pour la reconnaissance et le développement du mécénat culturel d'entreprise.

Mais la suite du propos de M. Edelmann paraît ne pas tenir compte suffisamment de la réalité des problèmes auxquels est confrontée l'entreprise moderne. L'alternative proposée définit l'acte de mécénat soit comme investissement de l'entreprise, soit comme acte d'association d'un investisseur, de P.D.G. S'il s'agit d'un investissement, est-il possible d'engager les fonds de l'entreprise sur la bonne mine d'un artiste ? S'il s'agit de satisfaire « un caprice dont on n'attend rien d'autre que son plaisir ou le plaisir qu'on peut faire partager », comment convaincre les syndicats, les actionnaires ou le personnel que les biens sociaux, dont les responsables d'entreprise ont la garde, ne sont pas détournés ?

Les entreprises d'aujourd'hui ne sont plus la propriété de leurs dirigeants, lesquels ont des comptes à rendre tous azimuts. Quelque soit l'acte de mécénat, il faut qu'il soit en phase avec la mode rétro, ou la mode Cuenca n'est plus de saison. Au vrai, le mécénat moderne est le produit d'une réflexion de l'entreprise comme communauté sur elle-même, sur son identité, sa personnalité, son langage, son rapport à la société environnante, sa relation d'unité créative et artistique. L'acte de mécénat qui découle de cette réflexion est d'autant plus fort et durable qu'il engage toutes les composantes de l'entreprise. Moins de panache peut-être, mais plus de racines : il faut s'y faire.

Il faut se faire aussi à la diversité des situations et des approches. Il n'y a pas un seul modèle. A travers la multiplicité des exemples qu'ADMICAL connaît et accou-

rage, on voit se développer plusieurs modes d'intervention. Deux cas extrêmes : celui où l'opération culturelle est totalement intégrée dans les structures de l'entreprise et gérée par elle ; et, à l'inverse, celui où l'entreprise confie intégralement la gestion du mécénat dont elle a décidé le principe et l'objet à un organisme tiers qui n'est pas nécessairement une « officine » mais peut être la Fondation de France.

Entre ces deux pôles, il existe toute une palette de situations intermédiaires : une agence spécialisée qui assure la gestion matérielle de l'opération ou sa promotion ; une fondation annexée à l'entreprise qui décide des actions avec le conseil de spécialistes.

A travers toutes ces modalités, l'essentiel est que l'entreprise se sente concernée, impliquée et ne considère pas le mécénat comme une bonne œuvre, un moyen commode de racheter une bonne conscience, un ticket-chèque de parafiscalité.

F. Edelmann semble croire que l'entreprise n'est que la main culturelle, étimote les risques et évacue la personnalisation, empruntant à l'administration sa pire griserie technocratique. Qu'il se rassure : il faut avoir le cœur bien accroché pour faire du mécénat par les temps qui courent ; partout où nous le voyons se développer, il est affaire d'intuition, de conviction et de passion plus que de marketing et de bureaucratie. C'est en cela qu'il a un avenir, comme tiers-secteur du financement de la culture, entre le marché et l'État.

Flou ? Complexe ? Hésitant ? Peut-être, mais comme la vie. Préfère de ne pas plier une idée neuve.

(La lettre de M. Rigaud appelle quelques remarques. En premier lieu, s'il est possible de distinguer tel ou tel mécénat, l'ADMICAL, que nous n'avons d'ailleurs pas mis en cause, nous ne saurions en revanche lui accorder l'exclusive gestion de la notion de mécénat d'entreprise. Car ce mécénat-là existe bel et bien avant la création de l'ADMICAL, même s'il n'avait pas la chance d'avoir son parrain. En ce sens nous ne pouvons pas prétendre à une idée neuve, et à peine une piste-bande.)

D'autre part, M. Rigaud paraît construire sa réponse sur une phrase (« un caprice... ») qui concernait précisément l'acte de mécénat privé et non le mécénat d'entreprise. Pour ce qui suit, nous serions donc plutôt d'accord avec lui, et nous ne croyons rien, ni sommes rien, mais que le mécénat paraît trouver, comme toute chose de ce monde, ses exploitants et exploités, et que le mot mécénat ne suffit pas pour transformer d'importance quel est le mécénat.

Enfin nous ne saurions prendre la Fondation de France pour une « officine ». — R.E.]

MUSIQUE

JOURNÉES ARABES A NANTERRE

Le temps distillé à l'andalouse

A marquer d'une pierre blanche : un tour du Maghreb en dix concerts commencent au Théâtre des Américains à Nanterre, vendredi 23 mars. Annoncées par des affiches calligraphiques de bleu dont le sobre élégance est bien dans le style de la maison qui, à la rentrée passée, accueillait le cycle Webern, ces Journées de musiques arabes sont un peu une première.

En France où, encore ces temps-ci, des musiciens comme l'Irlandais Dáire Ó Riada ou l'Indien Ravi Shankar ont fait salle comble dans les grands théâtres, il existe un engouement pour des musiques extra-européennes encore plus lointaines. Pourtant, l'on a souvent tendance à déprécier l'héritage de l'Afrique du Nord voisine - faute d'occasions de l'apprécier. Ni les gulas mal sonorisés de la Porte de Pantin, ni les échantillons maintes de pop ou de variétés occidentales, ni encore les fonds sonores défilés dans les cafés de certains quartiers, ne donnent une idée de la tradition arabo-andalouse. Au Maroc, en Algérie, en Tunisie, des artistes la perpétuent.

Ils vont être près de deux cents venus de ces trois pays, mais aussi de Mauritanie et de Libye à se succéder à Nanterre en l'espace de deux semaines. Ils seront entant en janvier 1985, mais arriveront, en fait, du Proche-Orient arabe pour un « deuxième volet » consacré aux musiques du Maqreb (du Levant). Alors un vaste congrès de musicologie clôturera l'opération.

C'est certain, les spécialistes vont être nombreux à suivre l'intégralité des concerts. La question est de savoir si les Beurs des alentours se sentiront concernés. Il est probable que oui, car le panorama composé par Daniel Caux et Alain Crombe-que ne se limite pas à la musique savante, moderne, ou à la musique populaire. Quant à ceux-ci, il se présente de manière volontairement éclectique, séduisante et non aride.

Ziryab le maître noir

Daniel Caux, tant par ses émissions à France-Culture que par ses programmations à la Biennale de Paris, a souvent fait partager ses connaissances solides, son goût pour tout ce qui est musique indienne, persane, arabe (post-moderne, moderne ou non) et encore pour le chant grégorien. Pour avoir séjourné souvent en Afrique du Nord, il avait une corde de plus à son arc de passionné de la culture. Il a donc sélectionné le meilleur, des formations ou grands ensembles ou au contraire des solistes dont la réputation n'est pas à faire, mais aussi des groupes repérés par lui seul ou presque.

Il faudrait être totalement sourd pour n'avoir pas envie, au bout du voyage, de savoir un peu mieux qui fut ce Ziryab, joueur de oud qui, au neuvième siècle, décida de quitter la cour de Bagdad où un autre esclave affranchi lui faisait concurrence. Ziryab, le « maître noir », qui portait vers Cordoue, où il créa vite une véritable école. C'est là, en Andalousie prospère, dans la fraîcheur de jardins-paradis, que tout a commencé, ou plutôt recommencé, pour cette musique modale, monodique, tout en longues suites, en variations imperceptibles sautant du quart au

« FÊTE BRÉSILIENNE. — La Comédie internationale pour la défense de l'Amérique organise le 30 mars à partir de 20 h 30 une fête brésilienne dans son local (1, rue Montmartre, 75001 Paris). Entrée : 35 F.

THÉÂTRE DE L'OPPRIMÉ

AUGUSTO BOAL

SPECTACLES-FORUM

On a tous les jours cent ans

DU 7 MARS AU 28 AVRIL

PORTE DE PANTIN Location : 241-31-53

MICHAEL CLARK

DU 20 AU 25 MARS

Théâtre de la Bastille

357 42 14

« C'est le plus fascinant danseur produit par la Grande Bretagne depuis 10 ans. »

Dancing Times

avec le concours du British Council

tiers de ton sans laisser place au hasard.

Réinventant les règles du tagima, solo instrumental improvisé, de durée brève, Ziryab apprit à ses élèves à moduler selon « l'émotion », en fonction de l'état d'âme des auditeurs rassemblés. Et ses élèves transmettent jusqu'à la chute de Grenade, en 1492, où tout ce monde contraint de fuir alla s'installer au Maroc, puis en Algérie, puis en Tunisie.

Les musiciens vivaient. Cinq siècles plus tard, les « écoles » des divers pays du Maghreb ne se ressemblent pas tout à fait mais ont toutes gardé une couleur andalouse. Au Maroc, on retrouve la nouba du style le plus pur. L'orchestre de Fes en restitue les formes totalement classiques. Et, dans une semaine, les douze musiciens algériens dirigés par Mohamed Khazmaji donneront de cet art de distiller le temps en gouttes infimes, précieuses, une vision plus mystique, plus lumineuse, chantons de Cordoue, du violoncelle allié au chant de la mandoline scandent les étapes d'un apaisement inimitable.

Au Maroc, Nass el Ghilwane, véritable formation vedette de la chanson retrouvée, revient aux rituels des confréries religieuses jusqu'à reproduire des rythmes de transe, tandis qu'en Algérie, de sa voix plus onctueuse, une autre star, Hadj Med Tahar Fergat, l'accompagnant lui-même, semble inviter à des danses enivrantement d'ouïs.

Il ne faut pas manquer les mélodies de Khelil Ahmed, ce chant des bedouins, psalmodie d'un désert où le vent se met à ressembler aux vibrations de la flûte gasba. Il ne faut pas manquer non plus Hajla El Homoudou, chanteuse de Cordoue, dont la voix de gorge, de ruptures brusques en silences abrupts, symbolise la banlieue des grandes villes.

N'oublions pas le malouf tunisien, ni les tambourinaires de l'île de Djérba, sans parler des deux musiciens libyens dont la venue sera pour beaucoup une surprise. Si l'arrivée de Mauritanie jusqu'à Nanterre que la chanteuse Mounina et son ensemble d'instrumentistes-vocalistes, ces journées seraient déjà une réussite.

MALTRUDE LA BARDONNE.

CINÉMA

La condamnation à un an de détention du réalisateur égyptien Youssef Chahine

La condamnation à un an de prison ferme par un tribunal du Caire, mercredi 21 mars, de Youssef Chahine (le Monde du 22 mars) a fait l'effet d'une bombe dans les milieux qui s'intéressent au cinéma à travers le monde.

Youssef Chahine avait été membre du jury au dernier Festival de Cannes ; il venait d'effectuer un séjour en France au cours duquel le ministre de la culture l'avait décoré, certaines de ses œuvres, comme la *Terre* (1968) ou *Alexandrie pour-quoi ?* (1979) appartenant au patrimoine mondial du septième art.

Le réalisateur avait également, au cours de ce dernier séjour à Paris,

mis au point — non sans mal d'ailleurs — avec les producteurs et distributeurs français le montage financier de sa prochaine œuvre. Celle-ci, qui sera son vingt-sixième long métrage en trente-quatre ans de carrière, retracera l'expédition de Bonaparte en Egypte, vue par les Egyptiens. Doivent notamment jouer dans ce film Michel Piccoli et Patrice Chéreau. Ce sera une superproduction réalisée avec la France en vertu d'un accord franco-égyptien signé après le 10 mai 1981 et qui met en application la nouvelle politique de coopération avec les cinémas du tiers-monde lancée par M. Jack Lang.

« Je ne paierai pas la caution pour éviter d'être emprisonné »

Youssef Chahine, qui, contrairement à certains rumeurs, n'a pas été arrêté à l'aéroport, au tribunal, pour la bonne raison qu'il n'y assistait pas, se trouve cependant menacé d'être très prochainement emprisonné. De son domicile du Caire il a répondu à nos questions, par téléphone.

« Que s'est-il passé exactement ? »

« Il y avait bien eu une vague plainte, de la censure, je crois, à propos du film *l'Avocat*, troisième œuvre de Rafat El Mili, cinéaste égyptien dont les idées modernistes et l'humour me plaisent, et j'avais donc accepté de distribuer son œuvre. Nous sommes naturellement tous tombés des nues, l'acteur principal de *l'Avocat*, Adel Imam (le Louis de Funès arabe), le réalisateur et moi-même, en apprenant notre condamnation tous les trois à un an de prison ferme. Je n'y comprends goutte ! On nous répète presque tous les jours que nous sommes en démocratie et j'entends une voix digne de l'inquisition qui proclame : « Être avocat est un métier sacré qui ne doit pas être attaqué. »

« Le film de Mili montre effectivement un drôle de membre du barreau, mais pourquoi pas ? Est-ce une insulte pour tous les avocats d'Egypte ? Certainement pas. Vol au-dessus d'un nid de coucou a

bien montré une infirmité terrible (1) et *la Femme du boulanger* un boulanger coon (2). Et puis, à mes yeux, il n'y a pas de métier sacré qui tienne, à part celui de Dieu... »

« Si l'appel que vous avez formulé n'est pas suspensif, accomplirez-vous votre année de prison et, dans ce cas, que se passera-t-il avec votre film, Bonaparte en Egypte, que vous deviez commencer en mai ? »

« Oui, tout est prêt pour commencer à travailler dans deux mois. Mais, en tout cas, je refuserai jusqu'au bout de payer les 10000 livres (environ 80000 F) que l'on me propose de verser comme caution pour ne pas être embaillé maintenant. Nous sommes en démocratie, non ? Moi, ce système de caution me paraît antidémocratique, et d'ailleurs je n'ai pas un sou. J'ai tout engagé pour Bonaparte en Egypte. S'il faut aller au gèle, je ne serai d'ailleurs pas le seul : même le ministre de la culture, Abdelhamid Redouane, est maintenant mis sur la sellette pour avoir laissé passer le scénario de *l'Avocat*... »

Propos recueillis par J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Film américain de Miles Forman (1975). (2) Film de Marcel Pagnol, d'après Jean Giono (1936).

NOTES

Danse

MICHAEL CLARK A LA BASTILLE

Un bon petit diable

Il nous arrive du Riverside Studio de Londres via le Ballet Rambert et le Royal Ballet School, avec une réputation d'enfant terrible façon punk. Il est épanoui, le crâne rasé, avec des joues rondes de bébé.

Il commence au sol, en silence, une série d'élongations, comme un chat qui s'étire, puis il saute dans un tron de boîte sur une musique lente de Glen Branca. Alors commence un solo destructeur, avec de belles envolées, des dégagés amples, des cabrioles et entrechats du plus pur style classique, distordus, hachés, modulés, avec de faux airs innocents.

Souplesse, moelleux, beaux poses de bras, pied bien cambré, Michael Clark est un admirable danseur. Sa manière de s'arc-bouter au sol, de se casser en deux comme un pantin est très proche de celle de Karole Armitage, dont il a été le partenaire, mais en moins anguleux, moins agressif. Karole Armitage griffe et cogne et règle ses comptes, lui donnerait plutôt des gros coups de patte, comme un lionceau nonchalant.

En tout maintenant, une poitrine de femme peinte sur son tee-shirt, il se livre à une danse oscillante admirablement bougée. Mais ce *Paris I* et *IV* n'est qu'un amusement ; après l'entracte, Michael Clark réapparaît dans un costume pseudo-militaire, qui laisse à l'air un postérieur bien rebondi. Comme le *Bon Petit Diable* de la comtesse de Ségur, en quête de services, il entame joyeusement *New Puritans*, suite de facéties de goût douteux : crachat sur sa partenaire Ellen Van Schuylenburgh, pas de deux en costumes avec pointes et arabesques ; c'est l'agression douce, la danse décadente à faire se retourner les robes de Béjat dans leur cage de verre. Un spectacle genre clip que la salle reçoit bien, en raison peut-être de la force technique des danseurs et de l'invention gestuelle qui sous-tend la dérision.

M. M.

* Théâtre de la Bastille, 21 heures.

LE BALLET DE CUBA

AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

La « pasionaria »

Le Ballet de Cuba ne surprend plus, mais il ravit toujours lorsque le rideau s'ouvre sur les *Symphies*, frémissements dans la lumière bleutée. Aucune troupe, sauf le Kirov ne sait donner au ballet de Folke tant de charme et de perfection. Les torses ploient, les bras ondulent, et rien ne vient rompre le mouvement fluide, continu. Les années passent sur elles, le ballet se teinte de grâce un peu désuète et de nostalgie.

Le Ballet national de Cuba, c'est avant tout Alicia Alonso, « pasionaria » et « dame de fer ». Étoile de l'American Ballet dans les années 40, elle a formé, avec le concours de professeurs du Bolchoï, d'extraordinaires danseurs : rigueur classique et tempérament de feu, comme Josefina Mendez, Loipa Araujo — un temps soliste chez Roland Petit, — Myrta Fil, Aurora Bosch... Et, parmi les hommes, Jorge Esquivel, longtemps voué au rôle de faire-valoir de la diva, et le Noir Andres William, inquietant et félin.

Alicia Alonso a eu moins de chance avec ses chorégraphes, dont les productions d'un néo-classicisme pompeux ne sont supportables que grâce aux danseurs. C'est le cas du *Poème de feu*, d'Alberto Mendez, où le superbe Jorge Esquivel joue les Monseigneur Musclic, submergé de femmes collantes comme des mou-

Prologue pour une tragédie, du Canadien Brian Mac Donald, montre que la troupe peut aborder tous les styles ; elle forme un écrivain flamboyant, où viennent se consumer le couple maudit d'Othello, Andres William et Amparo Brito. Madame Alonso, très attendue, vient clore la soirée avec la variation de *Robert le Diable*, gestes précieux, jeu de séduction et conquête du public, dont elle ne se lasse pas.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

Théâtre

« LA DEDICACE » A SAINT-DENIS

Un enfermement obstiné

S'il n'est pas le premier à adapter et à mettre en scène la *Dedication*, réécrite de l'Allemand Botho Strauß, Joel Kowmanen a extrait un spectacle particulier, attachant, à deux ou trois longueurs près. On retrouve la violence âpre, puis la dérision du livre, carnet de bord d'une meurtrière, à lire d'une traite. On retrouve Richard brutalement abandonné par Hannah, son aimé, pauvre styliste années 70 coagulant à la façon d'un entomologiste les écus sombres de son âme.

Au dehors, derrière les volets pour ainsi dire toujours fermés, il y a la rue de Berlin-Ouest, des néons qui clignotent, la cantinole de cet été-là : 1976, on se souvient (les ours polaires des zoot n'en pouvaient plus). Dedans, dans le vide du décor signé Jean Haas, chambre vaste au parquet bleu ciel et aux murs bleus, on voit un frigidaire également peint d'un vague, une table à tricoteuse avec machine à écrire, un matelas par terre — lit défait du laisser-aller — plus un téléviseur où se meurent en silence les images... d'un ours blanc en cage.

Souvent l'utilisation de la vidéo au théâtre tombe comme un cheveu sur la soupe. Là, non. Le récepteur télé, tantôt éteint, tantôt allumé, tient une large place dans la déprime décrite par Botho Strauß. Parfois les frigidaire ont un air de déjà vu. Là, non : dans son enfermement obstiné, Richard attrape la boulimie des chagrins d'amour. Le lait tourne et la provision de yaourt parfumé s'épuise. Détails ? De ces petits faits se tricote l'humour (ou l'émotion).

Jacques Denis a tous les gestes véridiques du type qui dégringole dans le spleen, puis se ramasse soudain, conscient des limites de ses dons pour la souffrance prolongée. Surtout Jean-Quentin Châtelain, intrus de passage égaré entre-temps par la même Hannah, fait une entrée prodigieuse, l'espace d'une scène qui à elle seule vaut le déplacement au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis.

M. L. B.

* Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, 20 h 30.

EN RAISON DU SUCCÈS PROLONGATION JUSQU'AU 6 MAI

THEATRE DE LA PORTE ST-MARTIN

CLAUDE RICH

BERNARD GIRAudeau

Mise en scène de GEORGES WILSON

LOCATION 602.57.53 et AGENCES

150°

théâtre

[illegible]

CONJONCTURE

LE PROJET DE LOI SUR « LE DÉVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE »

Neuf mesures pour relancer la création d'entreprises

M. Jacques Delors présentera, jeudi 29 mars, au conseil des ministres son projet de loi sur « le développement de l'initiative économique », partie offensive des réformes destinées à favoriser la création et la reprise d'entreprises, donc de créer ou de maintenir des emplois dans la France entière et pas seulement dans les pôles de croissance. Cette loi courte comporte trois titres (création et reprise, fiscalité de l'investissement et du capital, participation des salariés à l'investissement et à la reprise de leur entreprise) et neuf articles, dont nous résumons ci-dessous le contenu. Voilà trente ans que banques et fiscalité incitent les Français à acheter l'appartement dans lequel ils vivent. Cette loi les aidera peut-être à acheter l'entreprise dans laquelle ils travaillent ou à en créer une. A l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays, notamment aux États-Unis.

● **Livret d'épargne-entreprise :** à l'image de l'épargne-logement. Le but est d'aider à la création

d'une petite entreprise jusqu'à dix salariés ou à l'extension et à la modernisation d'une entreprise artisanale déjà existante. La nouveauté est d'instituer une épargne-entreprise comme il existe une épargne-logement. Toute personne intéressée devra épargner pendant au moins deux ans (versements réguliers). Les fonds ainsi mis de côté - 200 000 F au maximum - seront rémunérés au taux initial de 5 % (75 % du taux du livret A). Au terme des deux ans, l'épargnant pourra utiliser son capital comme fonds propres pour créer son entreprise. Il bénéficiera d'un prêt au taux de 8 %, dont le montant sera fonction des intérêts accumulés sur son épargne initiale (le rapport sera probablement de 1,5, soit par exemple 150 000 F de prêt à 8 % pour une épargne de 100 000 F).

Ainsi seront constitués les fonds propres de l'entreprise. Pour le reste, le créateur d'entreprise pourra emprunter (prêt spécial à l'artisan) et bénéficier du nouveau dispositif fiscal qui a été mis en place pour les intérêts des emprunts sous-

crits par les créateurs d'entreprise (voir ci-dessous).

● **Traitement fiscal des emprunts personnels de créateurs d'entreprises en cas de reprise.**

Il s'agit d'assurer la neutralité fiscale pour les personnes physiques qui empruntent de l'argent pour compléter le capital social de leur entreprise. Les intérêts de ces emprunts seront déductibles à hauteur de 50 %, avec un plafond de 100 000 F.

● **Participation :** possibilité de récupérer sa mise en cas de départ.

Les sommes bloquées pendant cinq ans dans l'entreprise au titre de l'investissement des salariés (régime de la participation institué par l'ordonnance du 17 août 1967) ne peuvent actuellement être récupérées que si le contrat de travail est rompu. Le congé pour création d'entreprise ne permet donc pas au salarié de récupérer sa mise (il s'y a pas rupture de contrat de travail). Ainsi cette clause du régime de la participation va-t-elle être modifiée.

● **Dépenses de recherche et d'innovation :** amortissement en un an.

Les dépenses de recherche mais également les dépenses de création ou d'acquisition de logiciels informatiques pourront être amorties librement, c'est-à-dire - si tel est l'avis du chef d'entreprise - en un an. Cette mesure extrêmement novatrice va entraîner une modification essentielle du code général des impôts. Elle représente à terme (deux ou trois ans) une source de moins-values fiscales importantes pour l'État, mais elle est aussi un encouragement essentiel à la modernisation et à l'innovation des entreprises.

● **Association du capital et de la main-d'œuvre :** pas d'impôt sur les sociétés.

Cette mesure importante vise à encourager la recherche et l'innovation au sein des entreprises. Elle concerne trois partenaires : un inventeur, une entreprise et une société acceptant de prendre les risques financiers pour permettre à l'inventeur de travailler au sein de l'entreprise.

Le schéma est le suivant : un investisseur a des idées mais n'a pas d'argent pour créer une société. Une entreprise a de l'argent mais ne veut pas prendre trop de risques avec une invention. Une société financière d'innovation (SFI) accepte de prendre les risques : elle supporte pendant un certain temps les dépenses de salaires, de recherches attachées à l'innovation, et cela jusqu'à la commercialisation du produit ou du procédé. De deux choses l'une : l'invention est rentabilisée, et la SFI en tire des bénéfices (actions de la société, redevances) ; l'invention est un échec, et la SFI perd toute sa mise. Pour encourager ces sociétés à hauts risques, l'État leur accorde la transparence fiscale, ce qui revient à leur exonérer de l'impôt sur les sociétés (seul l'impôt sur le revenu est dû au titre des personnes physiques).

● **Développement des fonds communs de placements à risques.**

Les personnes physiques qui investissent dans ces fonds, qui prêtent des sommes significatives à des entreprises non cotées, seront exonérées d'impôts sur les revenus et les plus-values si ces sommes sont bloquées pendant cinq ans.

● **Fonds salariaux.**

Il s'agit d'une mesure technique destinée à éviter la spoliation des salariés qui auraient participé à un tel fonds, en cas de départ de bilan. Ceux-ci bénéficieront donc de l'association de garantie des salariés, assurance patronale créée en 1973, qui permet le règlement en deux étapes des sommes dues aux salariés.

● **Plans de souscriptions d'actions par les salariés d'une société :** relance d'une vieille formule.

Une loi du 31 décembre 1970 a institué en France un système d'options sur actions inspiré de la

légalisation américaine sur les stocks options. En gros, il s'agit d'offrir à l'employé d'une société, en plus de son salaire et des primes, la possibilité d'acquiescer des titres de cette société, en les payant plus tard mais à un prix fixé dès le départ. Ainsi, un employé qui reçoit une option sur cent titres d'une société, valant, au moment de l'option, 100 F pièce, peut lever son option, disons cinq ans après, à ce même prix de 100 F, même si le cours en Bourse a atteint 200 F, 300 F ou 400 F. Il faut, bien évidemment, que les cours des actions soient orientés à la hausse, sinon cette procédure n'a plus aucun intérêt.

En France, suivant la loi de 1970, la société se procure les titres nécessaires à la levée de l'option, soit par augmentation de capital, soit par rachat en Bourse, et la durée de l'option est plafonnée à cinq ans. Sur le plan fiscal, le bénéficiaire doit conserver son titre pendant cinq ans après la levée de l'option s'il veut être exonéré de tout impôt, sur le revenu ou sur les plus-values de cession en cas de revente des titres.

Depuis la mise en vigueur de la loi de 1970, cette procédure a rencontré bien peu de succès, pas plus de trois entreprises par an. Sans doute, à l'exception de l'année 1983, les cours de la Bourse ont-ils peu monté, ce qui a découragé les candidats. Par ailleurs, un certain nombre d'anomalies et de vices ont bloqué le système. En particulier, les salariés qui revendent les titres acquis avant la durée fatidique des cinq ans sont imposés sur le montant de la plus-value constatée au moment où ils ont levé leur option, par rapport au cours de la Bourse. Or, à la date de la cession du titre, leur cours peut avoir chuté par rapport à celui de la levée de l'option, et cette moins-value n'est pas déductible. Il s'agit, maintenant, de faire passer ce verrou en permettant la déductibilité de la moins-value.

● **LMBO :** pour faciliter la transmission d'une petite entreprise sans héritier

Le LMBO (Leverage Management Buy Out) est une formule assez courante aux États-Unis, qui, transposée en France, devra faciliter la transmission à des cadres d'une entreprise dont le propriétaire veut se retirer mais n'a pas d'héritier.

Aux États-Unis, le *leverage management buy out* est apparu depuis une quinzaine d'années. C'est une technique d'acquisition des entreprises par leurs propres cadres. La formule est grosso modo la suivante : une association de cadres crée une société holding grâce à des apports personnels, des participations d'investisseurs (établissements financiers, compagnies d'assurance...) et des emprunts. La holding acquiert progressivement la majorité du capital de l'entreprise. Quand l'opération est terminée, la holding est dissoute et disparaît.

L'État facilite cette opération en allégeant les droits de mutation (ceux-ci, actuellement de 16,6 % sur les fonds de commerce, pourraient être ramenés à 4 %) et en permettant la déductibilité sur les bénéfices imposables de l'ancienne société des intérêts des emprunts effectués par la holding.

On estime que plusieurs centaines d'opérations de ce genre pourraient être très rapidement réalisées. Elles nécessiteraient cependant un accord de l'État qui, en tout état de cause, ne serait accordé que dans le seul cas d'une reprise de cette société par ses salariés.

1 915 ENTREPRISES ONT ÉTÉ DÉFAILLANTES EN FÉVRIER

En février 1984, 2 241 entreprises ont été concernées par les procédures judiciaires et liquidations de biens publiées. Après correction des variations saisonnières et pour l'ensemble des activités économiques, on enregistre en fait 1 915 nouvelles entreprises défaillantes, contre 1 966 en janvier et 1 239 en février 1983.

Ainsi donc, écrit l'INSEE, qui publie ces chiffres, cette série s'écarte peu, depuis quatre mois, d'un chiffre moyen mensuel de 2 000 défaillances. Toutefois, ajoute l'INSEE, « la tendance générale reste orientée à la hausse », notamment pour les services rendus aux particuliers et, à un degré moindre, dans l'industrie, le commerce, le bâtiment et le génie civil.

AGRICULTURE

La FNSEA appelle à une manifestation « de caractère national » le 26 mars

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a appelé, jeudi 22 mars, les agriculteurs à une manifestation « de caractère national » lundi 26 mars. Les participants à cette manifestation sont invités à converger en tracteurs vers le centre des départements. La veille, l'échec du sommet de Bruxelles avait été largement évoqué par les responsables du monde agricole.

« L'Europe quand même », a affirmé, le 21 mars, M. Louis Lauga, vice-président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), devant les sept cents délégués du congrès réuni à Versailles, « c'est une surprise » mais « pas surprise » par l'échec du sommet de Bruxelles (voir pages 3 et 4). « L'Europe peut juridiquement fonctionner à tout, au moins pour fixer les prix agricoles avant le 1^{er} avril », a déclaré de son côté M. Luc Guyau, président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), qui attendra la fin du congrès de l'organisation d'été, la FNSEA, pour décider des actions syndicales à mener.

Le président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), M. Louis Perrin, s'est dit « attristé » par l'échec de Bruxelles et a affirmé que « les agriculteurs ne laisseront pas sans réactions violentes mourir l'Europe », tandis que la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans estime pour sa part que « ce nouvel échec montre l'intérêt de l'Angleterre à vouloir s'approprier prioritairement sur le marché mondial au détriment de la préférence communautaire ».

Le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) estime qu'il ne faut pas « baisser les bras » mais au contraire qu'il faut « reprendre la négociation agricole sur des bases saines ».

Tout au long de la deuxième journée du congrès de la FNSEA, les représentants des différents secteurs de l'agriculture, comme ceux des régions, sont montés à la tribune, en bon ordre, et à l'avance, pour qu'il n'y ait pas de temps mort. Calmement ils ont lu le texte préparé, et, malgré la spécificité des diverses productions, les mêmes thèmes sont revenus sur la fiscalité inadaptée, la protection nécessaire, les besoins des cours, avec la même conclusion : un refus de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal. « Incapable de régler les problèmes d'acier et d'aujourd'hui, l'Europe est prête à s'en créer de nouveaux », dit le porte-parole du secteur des fruits et légumes, qui doute que les Espagnols soient en mesure de respecter les règles communautaires.

Vins de table, œufs et volailles, viande de porc, lait, répartition inégale des difficultés laitières sur la viande bovine, ont été énumérés définitivement : la litane des crises bien connues de tous les congressistes se dévide dans les

murmures traditionnels mais massues des salles de congrès. On fera silence un instant pour écouter attentivement M. Neeser, vice-président de la puissante Association générale des producteurs de blé (AGPB), qui, devant la stagnation de certains marchés après leur forte croissance - comme pour les céréales, le lait - parle de la nécessité d'augmenter les ressources des pays en voie de développement pour en faire des clients solvables. Quant aux problèmes intérieurs, « il dépend entièrement du gouvernement français de mettre en place une fiscalité dynamique, d'assurer la formation des jeunes, de favoriser les investissements collectifs ».

La lourde machine du congrès de la FNSEA, sur le thème largement annoncé sur une banderole de « Liberté et responsabilité des paysans en 1984 », vit dans l'attente du dernier temps fort : le discours de M. François Guillaume et la réponse de M. Michel Rocard, jeudi après-midi.

JOSÉE DOYÈRE.

Un risque qu'on peut prendre lorsqu'on est célibataire

« Après quatre ans passés comme directeur adjoint d'une entreprise d'information, j'ai fondé ma propre société le 1^{er} février 1983. Aujourd'hui, la région de Bretagne m'a accordé des primes, l'une pour la création de Logreux, l'autre pour l'emploi de six personnes. »

Fonder une entreprise aujourd'hui, c'est d'abord constituer des dossiers administratifs, et ces formalités sont plutôt désuées. Le premier jour de son arrivée à Morlaix, Patrick Le Bras (trame et un an) avait dans sa boîte aux lettres trois missives, qui lui demandaient de régulariser sa situation : la mairie, l'ANPE, l'administration des impôts. Mais personne ne se proposait pour l'aider dans la constitution des dossiers. Il lui a fallu tout faire lui-même : inscription au greffe du tribunal de commerce, contact avec l'Institut national des propriétés industrielles, bail commercial, rencontre des banquiers.

« En participant à un forum de créateurs d'entreprise, j'ai appris que le Crédit mutuel de Bretagne proposait un prêt de 100 000 F, sans exigence de garanties. Lorsque je l'ai sollicité, on me l'a refusé. La banque m'a mis en relation avec une société de leasing qui m'a proposé des prêts dépassant le taux de l'usufruit. Heureusement, une entreprise avec laquelle j'avais travaillé m'a proposé un prêt intéressant. »

La société Logreux a été créée avec un capital de 40 000 F :

« Pour moitié mes économies, le reste m'a été prêté par des amis ou des collègues. L'entreprise a commencé avec 80 000 F de matériel d'occasion. Un informaticien a été recruté. Le salaire de

Patrick Le Bras a été divisé par 2,5. « J'ai désormais un revenu de 5 500 F par mois. » Logreux était né.

Reste à trouver les moyens de se développer : « J'ai appris que le conseil régional proposait des aides aux créateurs d'entreprise et d'emploi. Mon comptable connaissait la marche à suivre. Nous avons dû envoyer un dossier très complet comportant un plan cohérent de développement de la société, la justification de nos objectifs, etc. Nous y avons passé trois mois. J'ai aussi été contacté à plusieurs reprises par un fonctionnaire de l'État et par le conseil régional. Il y a une semaine, j'ai su que je recevrai 70 000 F pour la création de six emplois et 100 000 F pour mes investissements. »

Après un an d'existence, Logreux a fait sa preuve. « Je connais bien le tissu industriel breton. Je suis né à Guingamp, j'ai fait mes études à Rennes, j'ai commencé à travailler à Nantes. J'ai parlé sur la nécessité pour les entreprises de s'informer. Nous vendons des services des programmes informatiques. Notre première expérience d'équipement d'un centre de gestion a été concluante, et nous passons actuellement des contrats avec un constructeur français. »

Nombreux sont les industriels de la région - où prédominent les PME - à recourir désormais à l'informaticien. Reste, et Patrick Le Bras le sait, que dans ce domaine il y a presque autant de disparités d'entreprise qu'on enregistre de créations. Un risque qu'on peut prendre lorsqu'on est célibataire.

MAIRE-CHRISTINE ROBERT.

PROGRAMME DOCTORAL DE GESTION

Centre d'Enseignement supérieur des Affaires (HEC - ISA - CFC)

Admission 1984

UN PROGRAMME DE FORMATION D'ENSEIGNANTS-CHERCHEURS EN GESTION : créé en 1974 dans le cadre du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, qui regroupe l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC), l'Institut Supérieur des Affaires (ISA) et le Centre de Formation Continue (CFC), le Programme Doctoral, soutenu par la FNEGE (Fédération Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises) a pour objet de former des enseignants-chercheurs de haut niveau dans le domaine de la gestion des entreprises.

DURÉE ET CONTENU DES ÉTUDES. La durée des études est de 2 ans, thèse non comprise. Durant ces 2 années, les doctorants acquièrent une formation approfondie :

- en pédagogie ;
- dans le domaine de la recherche appliquée à la gestion ;
- dans une discipline déterminée de la gestion (finance, marketing, contrôle de gestion, stratégie, affaires internationales, sciences humaines appliquées aux organisations, etc.).

En outre, chaque doctorant est étroitement intégré aux activités d'un département d'enseignement et de recherche.

CONDITIONS FINANCIÈRES : les doctorants peuvent bénéficier de bourses leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.

CONDITIONS D'ADMISSION : peuvent faire acte de candidature les diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur (ou diplôme équivalent) ayant de préférence déjà acquis quelques années d'expérience professionnelle dans l'enseignement ou en entreprise.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 15 mai 1984.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, et pour obtenir un dossier de candidature, s'adresser à PROGRAMME DOCTORAL du CESA, 1, rue de la Libération, 78330 Jouy-en-Josas, tél. : 956-80-00 ou 01-22.

DÉPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE

AMÉNAGEMENT DE LA MAISON NANTES-RENNES (RN 137) SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE NANTES, ORVAULT, TREILLERES, GRANDCHAMP-DES-FONTAINES ET HERIC

Avis d'ouverture d'enquête publique portant sur l'utilité publique du projet d'aménagement de la RN 137, section comprise entre la déviation Nord de Nantes (A 821) et le lieu-dit « Grande Hâte » situé au limite des communes de GRANDCHAMP-DES-FONTAINES et HERIC.

L'opération, qui se développe sur une longueur de 15 kilomètres, s'étend dans l'aménagement à deux fois deux voies de l'itinéraire NANTES-RENNES qui couvre 96 kilomètres dont 53 en Loire-Atlantique.

Une enquête portant à la fois sur l'utilité publique de cette opération, l'attribution du caractère de travaux publics, la modification des plans d'occupation des sols des communes de NANTES (secteur nord), d'ORVAULT, de TREILLERES, du Plan d'aménagement de zone de la ZAC du bois Ragotier à ORVAULT, vient d'être ouverte par arrêté préfectoral du 17 février 1984.

Elle se déroulera pendant trente-trois jours consécutifs du 19 mars au 20 avril 1984 inclus.

Un dossier d'enquête est consultable à la mairie de Nantes à quiconque en fait la demande à la préfecture de Loire-Atlantique.

La Commission d'enquête sera constituée par :

- M. ROGER MAROT, vétérinaire, inspecteur en chef au rattachement, demeurant à NANTES, 29, avenue du Parc de Froc, président,
- M. BUREAU Roger, ingénieur en retraite, demeurant 26, rue Aristide-Briand à BOUGUENAI,
- M. DUTRUC Jacques, chef des services techniques RDE, demeurant 24, boulevard Pierre de Corbent à NANTES.

Le dossier d'enquête comprendra :

- le plan de situation,
- la notice explicative avec l'appréciation sommaire des dépenses,
- le plan général des travaux,
- l'étude d'impact.

Le siège principal de l'enquête sera situé à la mairie d'ORVAULT.

Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30 ainsi que les samedi 31 mars et 14 avril de 9 h à 12 h. Il sera en outre consultable pendant la même période :

- à NANTES, au service d'urbanisme prévisionnel de la ville de NANTES, 10, rue de la mairie annexée au boulevard Stalingrad (ancienne Manufacture des tabacs) du lundi au vendredi de 9 h 30 à 17 h.
- à TREILLERES, à la mairie.
- De lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 et le samedi de 9 h à 12 h ainsi que les samedi 14 avril de 14 h à 17 h.
- à GRANDCHAMP-DES-FONTAINES, à la mairie.
- Le lundi de 14 h à 17 h, du mardi au samedi de 9 h à 12 h ainsi que le lundi 9 avril de 9 h à 12 h.
- à HERIC, à la mairie.
- Du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h.

Durant cette période, les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres d'enquête ouverts dans chacune des mairies désignées, soit les adresser par écrit à la commission d'enquête aux adresses ci-dessus.

Au moins, ces personnes pourront être reçues par la commission d'enquête :

- à la mairie d'ORVAULT le 20 avril 1984 de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30,
- à la mairie de TREILLERES le 19 avril 1984 de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30,
- à la mairie de GRANDCHAMP-DES-FONTAINES le 9 avril 1984 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

À NANTES, au service d'urbanisme prévisionnel de la ville de Nantes 10, rue de la mairie annexée au boulevard Stalingrad (ancienne Manufacture des tabacs) le 16 avril 1984 de 14 h à 17 h.

Après avoir examiné les observations consignées et annexées au registre d'enquête et entendu toutes les personnes intéressées, la commission d'enquête établira un rapport faisant état de ses conclusions.

Une copie de ce rapport sera déposée à la sous-préfecture de NANTES, à la sous-préfecture de CHATEAUBRIANT, aux mairies d'ORVAULT, NANTES, TREILLERES, GRANDCHAMP-DES-FONTAINES et HERIC.

Toute personne concernée pourra demander au commissaire de la République communication de ses conclusions, ainsi que des réponses du maître de l'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera d'autre part assurée par l'affichage à chacune des mairies concernées du présent avis et de l'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête.

SOCIAL

LES CENT ANS DU SYNDICALISME

Haut les cœurs !

La CFDT faisait exception, les quatre autres confédérations syndicales représentatives et la FEN n'ont pas fait la fête le 21 mars pour célébrer les cent ans de la loi Waldeck-Rousseau. Mais les pouvoirs publics l'ont fait pour eux. A la réception que le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale avait organisée pour souligner les bougies des syndicats, M. Mauroy en personne a été l'invité surprise de la dernière heure, mais était également présents M. Roudy, M. Lalit, M. Mandoux - qui a présenté le timbre du centenaire à l'effigie de Waldeck-Rousseau - et Jean Auroux. Très entouré, l'ancien ministre du travail, actuel secrétaire d'Etat à l'énergie, a pu constater qu'il avait conservé une bonne image de marque auprès des partenaires sociaux.

Ont-elles eu le sentiment qu'on les honorait à défaut de les écouter suffisamment ? Toujours est-il que les plus grandes organisations n'avaient pas délégué leurs leaders chez M. Bérégovoy. M. Krasucki (en voyage au Japon) était représenté par M. Vianet ; M. Maire, par M. Kasper ; M. Bergeron, par M. Hoffman et M. Mourgue ; M. Getz, par M. Chotard ; M. Bessac, par M. Brunet. Seuls étaient présents comme membres un MM. Pommet (FEN), Bormard (CFDT) et M. Lecoq (CGC). Une occasion supplémentaire pour les partenaires sociaux d'échanger ou de confronter leurs vues. M. Bérégovoy n'avait pas de cadeau surprise à annoncer aux syndicalistes, alors même que le gouvernement venait de reporter les décisions sur les restructurations.

Le ministre ne s'est pas borné à une allocution à leur rendre hommage. Tout en saluant la loi de 1984, qui « ouvre le voie à d'autres conquêtes sociales et à d'autres libertés », tout en rendant hommage au « dévouement », à l'« engagement » et à la « conviction » des syndicalistes, tout en souhaitant, comme le premier ministre, « des organisations syndicales et patronales fortes », il a invité implicitement la syndicalisme à s'adapter et à se responsabiliser : « La liberté de licenciement est compatible avec la liberté de

travailler ? Et l'exercice de la première ne doit-elle pas être fondé sur le droit, qui garantit la seconde contre l'arbitraire ? (...) La liberté vraie se fonde sur le droit, c'est-à-dire sur des règles collectivement acceptées. (...) Personne n'a intérêt à revenir à une situation caractérisée par une absence de règles collectives, ni les salariés ni les chefs d'entreprise, à moins de n'accepter comme issue aux conflits que l'enfermement et la violence. » M. Bérégovoy a même souligné qu'il ne considérait pas ces règles éternelles, les partenaires sociaux étant à même de se rencontrer pour juger des aménagements susceptibles d'être apportés à l'exercice des libertés sociales. Haut les cœurs ! Les applaudissements ont été polis.

L'ambiance était toute autre à la CFDT, qui avait choisi, à l'occasion du vernissage, en présence de MM. Lang et Auroux, d'une exposition de plus de deux cents photos sur cent ans de syndicalisme (1), une commémoration culturelle. Après des chants enluminés d'une troupe du Théâtre de l'Opprimé, M. Edmond Maire a jugé incroyables qu'il ait fallu près d'un siècle après ce droit historique pour obtenir la reconnaissance de la section d'entreprise en 1968 et les lois Auroux en 1982. Comme quoi, a noté le secrétaire général de la CFDT, il faut intégrer la durée pour un changement. La CGT a publié une déclaration de son bureau confédéral affirmant que, « des mesures de forces aux dirigeants actuels du CNPF, la même évolution à l'égard des droits sociaux se perpétue. Au même moment, deux organisations très éloignées l'une de l'autre, la Confédération nationale du travail (CNT) se réclamant du syndicalisme révolutionnaire et la CSL s'en prenant aux « amitiés du monopole syndical ». La « mal syndical », dit la CSL.

M. M.

(1) Cette exposition est ouverte gratuitement au public dans les locaux de la CFDT, 5, rue Cadet (75009 Paris), du 22 mars au 27 avril inclus.

Manifestations de sidérurgistes en Lorraine

Des manifestations ont eu lieu mercredi 21 mars dans plusieurs régions où se trouvent des industries en crise, notamment la sidérurgie, les décisions concernant ce secteur ayant été repoussées au conseil des ministres du jeudi 29 mars. En Lorraine, notamment, cette attente supplémentaire accroît l'inquiétude. M. Jean-Marie Ranssch, président du conseil régional, maire de Metz et député UDF, a déclaré : « Il faut maintenir la part de la Lorraine dans la production nationale, éviter les fermetures d'installations encore performantes » et « engager les investissements décidés en 1982 » (notamment le train universel de Grandange et le train à froid de Soléac).

Les sidérurgistes d'Usinor-Neuves-Maisons (21.500 salariés), les plus menacés (seul le train à fil serait maintenu avec 150 salariés), ont bloqué la circulation dans plusieurs rues de Toul et de Nancy et barré plusieurs voies d'accès à cette ville. Des sidérurgistes d'Usinor-Longwy (5900 salariés), où 3500 emplois pourraient être supprimés, ont aussi interrompu la circulation en déversant des feuillets et des rouleaux de fil et dressé des barrières au poste frontière franco-luxembourgeois de Longwyville et à celui, franco-belge, de Mont-Saint-Martin. Des militants CGT de Pompey (2900 salariés), où 2100 postes sont menacés d'ici à 1986, ont « filé » la circulation sur la RN 54. Enfin, à Mar-saillie, environ quatre cents salariés d'Ugine-Aciéries de Fos se sont réunis devant la préfecture de région.

A Maubeuge (Nord), un millier de personnes ont défilé à l'appel de

la CGT et de la CFDT pour la défense de l'emploi dans le bassin de la Sambre.

Manifestations aussi dans deux chantiers navals, autre secteur en crise. A La Seyne-sur-Mer (Var), une centaine de salariés ont mis à sac, en fin de matinée, les bureaux de la direction, qui avait suspendu des élections professionnelles commencées le vendredi précédent. A Cherbourg, 500 des 750 ouvriers des Chantiers navals de Normandie ont empêché, par un sit-in, la mise à l'eau d'un pétrolier destiné à la marine nationale, afin d'obtenir l'intégration de primes dans les salaires. D'autre part, les représentants CGT des mineurs des bassins du Centre et du Midi, qui participaient à un comité d'entreprise, ont occupé brièvement le bureau du directeur général des Charbonnages de France pour protester contre le refus de la direction d'annoncer « clairement » les répercussions du plan de réduction de la production charbonnière dans les différents bassins.

Par ailleurs, les agents de conduite du dépôt SNCF de Caen ont commencé, mercredi 21 mars, à 18 heures, une grève limitée à l'appel de l'intersyndicale pour des problèmes de démantèlement de carrières. Cette grève devrait entraîner des perturbations dans le trafic des voyageurs, notamment les omnibus. La ville du Mans (Sarthe) a été privée de transports en commun mercredi, à la suite de la grève d'une partie des conducteurs, qui ont bloqué le dépôt : ils jugent insuffisantes les augmentations de salaires prévues pour 1984.

L'aide au retour des travailleurs immigrés fera encore l'objet de nombreuses discussions

Le conseil des ministres a adopté, le 21 mars, le texte de l'ordonnance instituant le nouveau régime d'assurance-chômage, tel qu'il a été défini par la convention signée par tous les partenaires sociaux, le 24 février dernier. Il comprend des dispositions concernant la situation des marins-pêcheurs, des dockers, des artistes non salariés, et indique que les aides versées aux chômeurs créateurs d'entreprise seront désormais à la charge de l'Etat.

La disposition la plus attendue devait porter sur la participation de l'UNEDIC au financement d'une aide au retour pour les travailleurs immigrés (le Monde du 21 mars).

Or, si le communiqué final mentionne cette mesure, il le fait en termes très généraux, puisqu'il est écrit que, « selon les modalités qui seront convenues entre les partenaires sociaux, il pourra être prévu, au profit des travailleurs étrangers qui quittent la France pour s'installer dans leur pays d'origine, la possibilité, sur leur demande, de capitaliser un versement unique leurs droits à l'attribution d'un revenu de remplacement ».

Contrairement à ce qui avait été souhaité, l'ordonnance ne comporte pas de précision, car il est apparu que le gouvernement ne pouvait fixer, par la loi ou par décret, une contribution de l'UNEDIC, organisme paritaire, sans que la commission paritaire en ait pris la décision. Les partenaires sociaux, qui ont admis le principe d'une participation de l'UNEDIC à l'aide au retour, n'en avaient pas établi les modalités lors de la réunion, le 19 mars, de la commission paritaire de l'UNEDIC. Le lendemain, à l'occasion de la réunion de la commission permanente du comité supérieur de l'emploi, le texte de l'ordonnance, sur ce sujet, était donc resté de l'ordre du jour, et le conseil des ministres ne pouvait, le 21 avril, qu'indiquer une hypothèse de travail.

Pour certaines organisations syndicales, notamment, des précautions doivent être prises, en effet, avant de fixer le montant de la prime et d'établir les règles d'attribution. Elles veulent s'assurer que la mesure n'aura pas de portée générale et entendent que son usage soit limité au seul cas du licenciement collectif ou y ajoutant une condition d'adhésion volontaire.

Pour sa part, le gouvernement, en utilisant la procédure d'ordonnance qui lui a été accordée par le Parlement jusqu'au 31 mars pour régler le dossier de l'assurance-chômage, espérait soustraire des débats d'assemblée une disposition aussi délicate que l'aide au retour. Il souhaitait, en outre, établir une corrélation entre la capitalisation pour l'aide au retour, à la charge de l'UNEDIC, et la capitalisation pour l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise, à la charge de l'Etat.

En s'interdisant d'intervenir en lieu et place des partenaires sociaux gestionnaires de l'UNEDIC, le conseil des ministres a dû se contenter d'une formule vague. L'aide au retour fera encore l'objet de nombreuses discussions. Le secrétariat d'Etat chargé des travailleurs immigrés précise d'ailleurs dans un communiqué que « les versements pourront être complétés par l'aide du dernier employeur, ainsi que par une aide publique à la réinsertion. Les modalités de l'aide publique seront arrêtées prochainement par les accords bilatéraux que la France a proposé de conclure avec chaque pays d'origine concerné, ou, à défaut, par les textes nécessaires de droit interne français ».

A. L.

POINT DE VUE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Ne pas perdre de vue l'intérêt des jeunes

par NICOLE NOTAT (*)

CONVAINCUE de l'urgence nécessaire de proposer aux jeunes contraints au chômage des formules nouvelles d'insertion sociale et professionnelle, la CFDT a apprécié positivement l'action du gouvernement en ce domaine. Elle a souhaité qu'une négociation s'ouvre entre la CNPF et les organisations syndicales pour créer l'indispensable mobilisation des entreprises et des forces sociales autour de cet objectif.

Le 26 octobre, un accord était conclu entre la CNPF et quatre organisations syndicales : CFDT, FO, CGT, CGC. Il offre aux jeunes de seize à vingt-cinq ans la possibilité d'acquiescer une qualification ou de s'adapter à un premier emploi avec un contrat de travail de type particulier. Il définit, pour des jeunes stagiaires de la formation professionnelle, un contrat d'initiation à la vie professionnelle leur permettant de réaliser, dans le cadre d'un processus d'orientation, une expérience concrète de travail de trois à six mois.

Il a fallu attendre plus de trois mois pour que le gouvernement donne une parole et précise traductions législatives des dispositions convenues dans l'accord contractuel, sous prétexte d'arguments peu crédibles. La disposition contractuelle n'aurait pas été déclinée par le conseil des ministres ? Sur ce point, le doute n'est pas fondé. Le contrat de qualification n'est pas attaché au contrat d'apprentissage ; il peut, en revanche, en assurer le développement dans les milieux industriels où l'apprentissage est limité. Le contrat n'aurait-il pas encore fait concurrence au dispositif Rigout, tant que des jeunes que l'éducation nationale n'emploie légitimement à conduire un terme d'un cycle de formation ? A ce sujet, qu'il nous soit permis de redire que nous ne nous sommes pas étendus sur ce terrain, convaincus que nous sommes de la nécessité complémentaire d'actions à réaliser entre tous les acteurs concernés par la formation

des jeunes. Ce dont nous sommes sûrs, c'est que l'alternance associant apprentissage de compétences et de savoir-faire à une expérience concrète de travail, principe sur lequel le gouvernement prétend appuyer ses propres actions, ne se développera pas sans la reconnaissance de la fonction de formation du milieu de travail et sans l'affirmation du rôle et de la responsabilité des partenaires de l'entreprise dans la définition des conditions et des modalités de son exercice.

Cet accord instaure cette responsabilité, oblige à compter sur cette question avec des acteurs nouveaux. Force de leur légitimité innée à penser, à concevoir, à organiser la formation professionnelle des jeunes, y compris alternée, l'Etat et ses ministères ne sont finalement pas convaincus que l'intervention des partenaires sociaux dans la définition et les modalités de l'alternance soit légitime. Or, elle est non seulement légitime, elle est aussi indispensable à la réussite de l'objectif. Si cet obstacle de fond était levé, nous pourrions trouver les voies et les moyens d'une articulation saine des responsabilités des uns et des autres. L'éducation nationale y trouverait elle-même intérêt et renouveau.

Chantage

La CNPF tente, parallèlement — pour des raisons qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'insertion professionnelle des jeunes, — de déclarer l'accord « caduc ». Qui plus est, il utilise ce prétexte pour faire du chantage à la suspension de la politique contractuelle. Que la CNPF soit tenté par quelques mises en scène totalement dépourvues d'intentions politiques, qu'il ait recours au coup d'éclat pour faire pression sur le gouvernement dans le but d'obtenir les concessions qu'il attend, cela n'étonnera personne. Mais, qu'à cette fin —

(*) Secrétaire nationale de la CFDT.

LES DISPOSITIONS POUR L'ASSURANCE-CHOMAGE DES PROFESSIONNELS DU SPECTACLE SONT PROLONGÉES DE DEUX MOIS

Pour se donner le temps de trouver une solution, la commission paritaire de l'UNEDIC a décidé, lors de sa réunion du 19 mars, de prolonger de deux mois l'actuel mode d'indemnisation des travailleurs intermittents du spectacle au chômage.

Les syndicats de la profession s'étaient émus de la situation créée par l'application de la nouvelle convention d'assurance-chômage, signée le 24 février dernier, qui prévoyait, dans ses annexes réglementaires, d'assimiler les travailleurs intermittents à des travailleurs temporaires (le Monde du 13 mars). En vertu de ce texte, en préparation, les gens du spectacle auraient été indemnisés pendant une période de trois mois, tous les deux ans, à l'issue d'un engagement de trois mois.

OCDE

Les PUBLICATIONS DE L'OCDE au SALON DU LIVRE DE PARIS

Grand-Palais : Stand 57, balcon supérieur, jusqu'au 23 mars, de 10 heures à 20 heures (Reconnues les 23 et 27 mars jusqu'à 23 heures)

PERSPECTIVES A LONG TERME DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE 128 pages, F 76

LES ROBOTS INDUSTRIELS : Leur rôle dans l'industrie manufacturière 100 pages, F 49

INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM : Aspects énergétiques des changements structurels 154 pages, F 88

L'INDUSTRIE EN MUTATION : L'expérience des années 70 et les perspectives pour la décennie 80 252 pages, F 85

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ENTRE L'EST ET L'OUEST : Le cas de la Pologne, 1971-1980 216 pages, F 110

INDICATEURS DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE - OCDE. Ressources consacrées à la R & D 408 pages, F 135

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCDE N° 34 Décembre 1983 182 pages, F 48

Abonnement (2 numéros, juillet et décembre 1984) : F 110

REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE N° 1 - Les opérations bancaires sur euro-devises : alarmisme et problèmes réels - Liens économiques internationaux - Souplesse de la production et inflation : étude globale - Les déterminants de l'épargne : théorie et études empiriques - Prix des ressources naturelles et politique macroéconomique : les enseignements de deux chocs pétroliers 232 pages, F 75

Abonnement (2 numéros, printemps et automne 1984) : F 108

LES POUVOIRS PUBLICS FACE A L'INTERNATIONALISATION DES ACTIVITES BANCAIRES 222 pages, F 110

LES BANQUES ET LES TRANSFERTS ELECTRONIQUES DE FONDS 248 pages, F 110

LES BANQUES ARABES ET ISLAMOLIQUES : De nouveaux partenaires commerciaux pour les pays en développement 184 pages, F 115

LA SITUATION D'UN OUVRIER MOYEN EN 1982 AU REGARD DE L'IMPOT ET DES TRANSFERTS SOCIAUX DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE 122 pages, F 80

LA POLITIQUE A L'EGARD DES CONSOMMATEURS AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES : Evolution et perspectives 90 pages, F 45

ECHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES : ASSURANCES - Recrutement et analyses des obstacles 80 pages, F 80

IMPOTS SUR LA PROPRIETE IMMOBILIERE 236 pages, F 110

DELAIS DE RECOURS DES IMPOTS SUR LE REVENU 62 pages, F 40

Vous pouvez commander et retourner ce bon de commande accompagné de votre carte de virement au Bureau des Publications de l'OCDE

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 6 avril 1984



Nom :
Age :
Diplôme :
Adresse :

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2e cycle Gestion de Personnel

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS

Etablissement privé d'enseignement supérieur

LE MONITEUR AUTOMOBILE

LE MAGAZINE DES AUTOMOBILISTES

1 JEUDI SUR 2

REFERENDUM DES PROPRIETAIRES : CITROEN VISA SUPER

Le Moniteur Automobile donne la parole aux propriétaires. Dans chaque numéro, ils donnent leur avis sur leur voiture sans complaisance : consommation, frais d'entretien, fiabilité, etc. sur huit à dix pages.

Qu'est-ce qu'un essai dans le Moniteur Automobile ?

Quand il procède à un essai, le Moniteur Automobile va au fond des choses sur 10 à 14 pages, tout est passé au crible.

Renault 11 turbo
Mercedes 190 D
Fiat Regatta.

Dans le n° 2 : 3 essais détaillés : la

nouvelle Renault 11 Turbo, la Mercedes 190 D et les Fiat Regatta 70 ES et 100 S.

Des reportages.

Le Moniteur Automobile c'est aussi toute l'actualité automobile : la suite de notre reportage sur le Salon de Genève, notre envoi spécial à Wolfsburg lève le voile sur quelques prototypes Volkswagen.

Les prix détaillés des voitures neuves et de toutes leurs options.

De la 2 CV à la Rolls, avec pour chacune les caractéristiques essentielles et les prix de leurs options, le Moniteur Automobile est le seul à le faire. Exhaustivement.

13 F chez votre marchand de journaux.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Fusion entre le n° 3 et le n° 5 de l'acier

LTV, le numéro trois de l'acier aux États-Unis, pourra finalement prendre le contrôle de Republic Steel, le numéro cinq. Le département américain de la justice ne s'y oppose plus, à la condition que Republic Steel se sépare de deux de ses usines d'ici à six mois.

Pour restructurer et moderniser leurs installations, les deux groupes avaient fait connaître leur intention d'unir leurs forces en septembre 1983. Mais, invoquant les lois antitrust, le département de la justice avait, en février dernier, mis son veto à cette opération qui aurait conduit à une trop grande concentration de la sidérurgie et à un risque de hausse des prix, selon les déclarations faites par M. Paul Mac Grath, responsable de la division antitrust. Ce veto avait fait capoter l'autre projet de concentration, le rachat du numéro quatre, National Steel, par le numéro un, US Steel. Les deux partenaires renonçaient.

Mais l'opposition du département de la justice avait soulevé une vague de protestations des puissants maîtres des forges, qui jugent la rationalisation de la sidérurgie inévitable et indispensable pour lutter contre les importations. M. Malcolm Baldrige, ministre du commerce, prenait le relais et parlait d'une « erreur de première grandeur ». M. Reagan lui-même souhaitait publiquement que la fusion se réalise.

M. Mac Grath est donc revenu, le 21 mars, sur sa première décision, en déclarant : « Toute idée que la politique ait pu jouer un rôle [dans son revirement] est absurde... ».

La sidérurgie américaine a donc désormais la voie libre. Pour les Européens, qui craignent que le veto du département de la justice n'engendre un renforcement du protectionnisme, déjà important, des États-Unis, sur l'acier, il s'agit plutôt d'un soulagement.

Bonjour les trusts

Le revirement du département de la justice conduit à s'interroger sur le rôle des lois antitrust dans la crise actuelle. Règle d'or du libéralisme, la lutte contre les monopoles a fait, historiquement, l'objet de soins attentifs des autorités de tous les pays occidentaux. Un monopole fausse le jeu, en théorie « pur », de l'offre et de la demande et se révèle en conséquence malsain, anti-économique : il doit être combattu.

Or la crise actuelle provoque partout une révision de cette conception. Dans la « guerre » économique que se livrent les États-Unis, l'Europe et le Japon, la force des grands groupes monopolistiques est un atout de taille. Aussi s'est-on vu voir M. Reagan abandonner en 1981 le procès antitrust intenté contre IBM. La « déreglementation » des télécommunications et l'éclatement d'American Telephone and Telegraph (ATT), qui visent apparemment à démonopoliser ce secteur, ont surtout pour objet

de renforcer la position internationale des groupes américains. Les sénateurs américains qui avaient préparé une série de mesures pour s'opposer légalement à la « fusionnisme » observée dans le secteur pétrolier, viennent brusquement de remettre leurs propositions dans un tiroir.

Le débat dépasse les frontières américaines. En RFA, le Bundeskartellamt (commission antitrust) ne s'oppose plus au rachat de Grundig par Philips (après avoir bloqué la reprise par Thomson), même s'il essaie d'y mettre des conditions. En France, la constitution de « pôles » par secteurs industriels va dans la même direction. L'organisation spécifique japonaise des groupes, et leur lien avec le MITI (ministère de l'industrie et du commerce extérieur), avait déjà, dans les années 60, montré la voie.

« Small is beautiful », affirme la néo-libéralisme. Peut-être. Mais big est, en fin de compte, au moins aussi important.

E.L.B.

Le président Reagan n'exclut pas une augmentation des impôts

S'exprimant devant les parlementaires républicains, le président Reagan les a appelés à s'unir pour faire adopter son projet de réduction de 150 milliards de dollars du déficit budgétaire, mais il a rappelé qu'il opposerait son veto à tout allouement de la charge fiscale qui ne serait pas accompagné d'une diminution des dépenses. Toutefois, il ne s'est pas déclaré hostile, par principe, à une augmentation des impôts, y compris sur les personnes physiques. Mais il ne s'engagera dans cette voie que si le Congrès réduit les dépenses dans une proportion jugée « suffisante » et si, dans cette hypothèse, le déficit reste encore trop important. Selon lui, néanmoins, les coupes qu'il a proposées dans le budget rendent inutile toute augmentation des impôts.

Bien qu'entouré de toutes les réserves expresses, cette déclaration marque une évolution dans la doctrine du président Reagan qui, jusqu'à présent, avait énergiquement rejeté toute augmentation d'impôts, contraire à son credo et en contradiction avec sa politique antérieure de dégraissage fiscal. Elle fait suite à sa volte-face sur les dépenses militaires : on sait qu'il s'est résigné à ramener leur progression, en termes réels (hors inflation), de 13 % à 7,5 %, soit 40 milliards de dollars d'économies.

Les parlementaires démocrates ont, par ailleurs, présenté leur propre plan de réductions budgétaires, soit 185 milliards de dollars, dont 95 milliards de dollars sur le budget

de la défense, plus du double de la proposition Reagan, ce que ce dernier juge « inacceptable ».

Toutefois, une certaine convergence a été notée entre républicains et démocrates sur une centaine de milliards de dollars, au moins, d'économies, ce qui a permis au président de la commission budgétaire du Sénat de qualifier d'« excellentes » les chances de voir aboutir le projet d'économies de la Maison Blanche.

LE « TROU NOIR » DES STATISTIQUES SUR LES ÉCHANGES MONDIAUX

Les échanges mondiaux font apparaître un « trou » de 79 milliards de dollars (630 milliards de francs) en 1983, qui correspond à un déficit des pays en voie de développement dont il n'est pas facile de tracer dans les excédents des nations industrialisées, selon une étude de la Banque mondiale de Paris (BNP). L'an dernier, les pays industrialisés ont réalisé 16 milliards de dollars d'excédents dans leurs échanges (marchandises, services, capitaux) avec le reste du monde (hors pays de l'Est). La balance des paiements de l'ensemble des pays en développement, qui, par symétrie, devrait faire apparaître un résultat exactement inverse, révèle en fait un déficit de... 95 milliards de dollars. La contrepartie de cet écart, 79 milliards de dollars, existe « de par le monde », constate la Banque mondiale, mais sa localisation ne peut être précisée.

Les auteurs de l'étude en tirent comme première conclusion que l'interprétation des statistiques sur les échanges mondiaux « est devenue hasardeuse », d'autant que ce qu'ils appellent le « trou noir » des balances de paiements n'a pratiquement pas cessé de s'approfondir depuis 1980 (20 milliards de dollars à l'époque). Évalué à 1 % des échanges mondiaux à la fin des années 70, l'écart aurait atteint environ 3 % en 1982 et 1983, estime la BNP.

Le décalage résulte d'abord des imperfections communes des statistiques nationales : aux États-Unis, le poste « erreurs et omissions » de la balance des paiements a représenté environ 38 milliards de dollars en 1983, indique l'étude. Mais, d'après la BNP, les principaux responsables du creusement du « trou noir » seraient les échanges d'« invisibles » (fruits de transports, assurances, courtage, revenus des investissements).

L'ORDINATEUR PERSONNEL
HORS SERIE
"SPECIAL IBM-PC"
125 pages d'informations indispensables pour l'achat et l'utilisation du "Personal Computer" d'IBM.
à commander chez votre marchand de journaux

Lisez
LE MONDE
diplomatique

AFFAIRES

IBM S'ASSOCIE A MERRILL LYNCH DANS LE SECTEUR DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

IBM vient de passer un accord avec Merrill Lynch, l'une des principales firmes de courtage aux États-Unis. Les deux groupes s'associent pour développer et proposer aux opérateurs boursiers un nouveau système d'informations financières basé autour d'ordinateurs (dont des micros) d'IBM. Les boursiers auront ainsi à leur disposition, sur terminal, un ensemble de données et de renseignements, à terme, passer directement des ordres d'achat ou de vente par ce système. Les deux groupes s'attaquent ainsi aux réseaux électroniques d'informations financières, marché en plein développement où l'on trouve des sociétés comme Reuters ou Teletext.

Cette association permet à IBM d'entrer par la grande porte sur ce marché. Le géant américain de l'informatique multiplie désormais ses formules d'association avec des partenaires de choix dans l'ensemble des nouveaux créneaux de la communication.

En Grande-Bretagne, avec British Telecom, IBM va bâtir le réseau de paiement électronique qui permettra aux commerçants de débiter le compte d'un client directement. Aux États-Unis, IBM s'est associé à la chaîne de télévision CBS et aux magasins Sears Roebuck pour apporter des informations au domicile des Américains par vidéotexte. Peu à peu, IBM conquiert donc des réseaux électroniques face à ATT, son principal concurrent.

CHRISTIAN-DIOR : L'IMBROGLIO CONTINUE

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Christian-Dior SA, le 21 mars, n'a été finalement pas prononcée sur les deux propositions inscrites à son ordre du jour. Ainsi, il ne lui a pas été demandé de modifier un article des statuts de la société (ramener de soixante-quinze ans à soixante-cinq ans l'âge limite pour être PDG de l'entreprise). Pas davantage elle n'a eu à approuver la nomination de deux administrateurs supplémentaires (le Monde du 3 et du 7 mars).

Un nouvel administrateur a toutefois été désigné : M. Paul Audrain, trente-neuf ans, secrétaire général de la maison de haute couture. Il y était entré comme directeur financier en 1974.

Il semble que les responsables actuels de Christian-Dior aient choisi d'attendre que soit clarifiée la situation juridique du groupe Bousso-Saint frères (propriétaire à 58 % de la société de l'avenue Montaigne) pour se prononcer. Ces alternatives ne leur ont pas permis finalement de lancer le projet DIEI, l'Agence de l'informatique qui n'a pas encore abouti.

Pour être encore plus compétitif

ROTTERDAM VA RÉDUIRE SES TARIFS PORTUAIRES

Rotterdam (AFP). — Le port de Rotterdam envisage une réduction substantielle des droits portuaires à partir du 1^{er} juillet prochain pour les cargos porte-conteneurs, ont indiqué les autorités du port.

Cette mesure a pour but de renforcer la compétitivité de Rotterdam face à Anvers, Zeebrugge, Le Havre et Hambourg.

Les autorités portuaires ont précisé que, si le conseil municipal approuve le projet, les droits portuaires seront réduits de 10 à 35 %, selon que les cargos seront chargés partiellement ou à plein.

Vers la mi-1984, l'entreprise néerlandaise de transbordement ECT inaugurera à Rotterdam un nouveau terminal avec une capacité initiale de cinq cent mille conteneurs par an. ECT est la plus grande entreprise de transbordement de conteneurs du monde en traitant actuellement environ un million de conteneurs par an dans le port de Rotterdam (lui-même le premier port du monde).

Une lettre du PDG DE TF 1

Dans un article intitulé « L'informatique domestique : une norme européenne ou japonaise ? », paru dans le Monde du 13 mars 1984, consacré aux négociations entre Thomson et Philips, nous écrivions que l'ordinateur MOS du groupe nationalisé « doit être lancé grâce aux émissions d'initiation à l'informatique que TF 1 doit diffuser à partir du mois d'octobre à des heures de grande écoute : les mardis, à 21 h 30 et les samedis à 13 h 30 ».

M. Henri Bourges, PDG de TF 1, nous écrit :

« S'il est exact que TF 1 est engagé, en collaboration avec l'Agence de l'informatique et le ministère de l'éducation nationale, dans la production d'émissions d'initiation à l'informatique, il me paraît indispensable de vous apporter les précisions suivantes :

1) La date de diffusion n'est pas encore définitivement fixée, compte tenu de l'évolution actuelle de la production ; a priori, il est tout à fait prématuré de fixer aujourd'hui des horaires de diffusion ;

2) Les émissions seront réalisées en faisant appel à plusieurs types de matériel. Notre objectif est, comme vous le savez, de participer au développement de l'usage de l'informatique en France ; nous ne saurions limiter notre public aux détenteurs d'un seul type de matériel ;

3) Un des micro-ordinateurs utilisés servira plus spécialement à certaines présentations. Son choix sera effectué à l'issue d'un appel d'offres lancé par la DIEI, l'Agence de l'informatique qui n'a pas encore abouti. »

Faits et chiffres

BELGIQUE

● Ford investit 1,5 milliard de francs français en Belgique. — Ford a annoncé le 21 mars sa décision d'investir 10 milliards de francs belges (1,5 milliard de francs français) en 1984 et 1985 pour moderniser l'usine de Genk, au nord-est de la Belgique. Cette usine, qui emploie onze mille personnes, produit les modèles Sierra et Transit et des pièces détachées pour les Fiesta et les Escort.

Industrie

● Informatique : accord entre Control Data et Trilogie. — Le fabricant américain de très grands ordinateurs, Control Data a acheté le droit d'utiliser les technologies développées par Trilogie, autre société américaine. L'accord passé entre les deux sociétés prévoit un versement initial de 2 millions de dollars par Control Data et le paiement de royalties calculées sur le chiffre des affaires faites en utilisant la technologie de Trilogie.

Social

● Percée de FO aux élections des délégués du personnel à Peugeot-Sochaux. — FO a réalisé une percée aux élections des délégués du personnel qui ont eu lieu, le 21 mars, à l'usine Peugeot de Sochaux, cette progression s'étant accompagnée d'une augmentation des abstentions et d'un recul de la CGT, de la CFDT et de la CGC. Dans le premier collège, les résultats ont été les suivants : participation 83,93 % (86,5 % en 1983), CGT 32,6 % (- 3 points), CFDT 16,7 % (- 3,2), FO 11,3 % (+ 1,84), SIAP-CSL 7,8 % (- 0,7), CFTC 7,70 % (identique). Dans le deuxième collège, la participation a été de 82,15 % (92,5 % en 1983). Ont obtenu : CGT 3,5 % (- 0,6 point), CFDT 11,5 % (- 2,1), FO 15,4 % (+ 4,2), SIAP-CSL 4,1 % (identique), CFTC 6 % (+ 0,2), CGC 46,7 % (- 2,8). Dans le premier collège, la CGT a obtenu 40 sièges, la CFDT 20, FO 13, la SIAP-CSL 9 et la CFTC 9.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou disp. —	Rep. + ou disp. —	Rep. + ou disp. —
\$E-U.....	8,1375 8,1400	+ 118	+ 245	+ 280
Schwe.....	6,3840 6,3883	+ 123	+ 227	+ 270
Yen(100)...	3,5935 3,5962	+ 172	+ 349	+ 371
DM.....	3,8795 3,8816	+ 171	+ 354	+ 376
Flarin.....	2,7293 2,7311	+ 139	+ 291	+ 307
F.B.(100)...	15,0472 15,0500	- 102	- 9	- 183
F.S.....	3,7460 3,7490	+ 263	+ 552	+ 576
L.(1 000)...	4,9797 4,9827	- 193	- 164	- 394
E. franc.....	11,6423 11,6516	+ 349	+ 385	+ 710

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 1/8	10 3/8	10 7/16	10 9/16	10 11/16	10 13/16	11 1/16
DM.....	5 3/8	5 5/8	5 9/8	5 11/16	5 3/4	5 7/16	5 15/16
Flarin.....	11 3/4	12 1/4	12 3/4	13 1/4	12 1/2	13	12 3/8
F.S.....	2 1/4	2 3/4	3 7/8	4	3 7/8	4	4 1/8
L.(1 000)...	15	16	16 1/4	16 3/4	16 1/2	17	17 1/8
E. franc.....	8 5/8	8 3/4	8 5/8	8 3/4	8 15/16	8 15/16	9 1/16
E. franc.....	11 7/8	12	12 3/4	13	13 3/4	14	14 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Introduction en Bourse le 26 mars 1984

Le Crédit mobilier industriel SOVAC et ses filiales exercent une activité de distribution de financements spécialisés destinés principalement aux particuliers. Le capital de CMI SOVAC, composé de 4 000 000 d'actions, est actuellement contrôlé à près de 82 % par EURAFRANCE, holding du groupe Lazard.

À la fin de l'exercice 1983, les encours consolidés du groupe représentaient 22,8 milliards de francs. Le crédit immobilier et le crédit automobile sont les principaux secteurs d'activité du groupe, représentant respectivement 46 % et 29 % des encours consolidés.

Le groupe SOVAC se caractérise également par son organisation. Les différents produits financiers proposés à la clientèle sont en effet diffusés par un réseau unique, réparti en 117 agences sur l'ensemble du territoire français. Ces agences sont constituées d'équipes pluridisciplinaires et assistées régionalement par des structures fonctionnelles largement décentralisées. Cette structure permet le maintien d'une organisation légère et adaptable aux évolutions du marché ; CMI SOVAC et ses filiales gèrent actuellement environ 1 900 personnes.

Au cours des dix dernières années, le groupe a développé sensiblement ses activités et enregistré une évolution régulière de ses résultats, au-delà des influences conjoncturelles qui ont pu marquer ses domaines d'intervention principaux qui sont le financement d'acquisition d'automobiles et les crédits immobiliers acquéreurs.

Depuis 1977, le résultat net d'exploitation consolidé revenant à la SOVAC a progressé en moyenne de 11,4 % l'an, la situation financière du groupe permettant une politique de distribution en progression régulière.

L'exercice 1983 a enregistré un résultat net consolidé d'exploitation de 273,8 MF soit 68,45 F par action.

Il sera proposé à l'assemblée des actionnaires de distribuer un montant de dividendes de 70 MF soit 17,50 F par action.

400 000 actions SOVAC seront mises sur le marché à un prix d'offre de 400 F. Ces actions porteront jouissance au 1.1.1983.

(BALO du 12 mars 1984).

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE-Obligations 11,20 % - Février 1976

Les intérêts courus du 14 avril 1983 au 13 avril 1984 sur les obligations Électricité de France 11,20 % - Février 1976 seront payables, à partir du 14 avril 1984 à raison de 100,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,20 F (montant global : 112 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 16,79 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,12 F faisant ressortir un net de 82,89 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,20 % - Novembre 1976
Les intérêts courus du 25 avril 1983 au 24 avril 1984 sur les obligations Électricité de France 10,20 % - Novembre 1976 seront payables à partir du 25 avril 1984 à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F (montant global : 102 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 15,29 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,02 F faisant ressortir un net de 75,49 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,20 % - Mai 1976
Les intérêts courus du 30 avril 1983 au 29 avril 1984 sur les obligations Électricité de France 10,20 % - Mai 1976 seront payables à partir du 30 avril 1984 à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F (montant global : 102 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 15,29 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,02 F faisant ressortir un net de 75,49 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE-Obligations 14,90 % - Avril 1983

Les intérêts courus du 25 avril 1983 au 24 avril 1984 sur les obligations Électricité de France 14,90 % - Avril 1983 seront payables, à partir du 25 avril 1984 à raison de 670,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74,50 F (montant global : 745 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 111,70 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,45 F faisant ressortir un net de 551,35 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 15 % - Avril 1983
Les intérêts courus du 25 avril 1983 au 24 avril 1984 sur les obligations Électricité de France 15 % - Avril 1983 seront payables, à partir du 25 avril 1984 à raison de 673 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 75 F (montant global : 750 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 112,45 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,50 F, faisant ressortir un net de 555,05 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptes directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances, trésoreries principales et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, à la Caisse nationale ainsi qu'aux caisses régionales de crédit agricole mutuel, aux gachets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques de France et toutes les banques populaires de France, Société Centrale de Banque.

(Publié)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le gouvernement du district de Bamako lance un avis d'appel d'offres pour le ramassage des ordures ménagères dans le centre-ville du district de Bamako.

Peuvent participer à cet appel d'offres toutes personnes physiques ou morales intéressées. Le dossier peut être retiré à la direction des services techniques du district (voies) contre paiement d'une somme de vingt mille francs maliens (20 000) à compter du premier (1^{er}) avril 1984.

Les offres, rédigées en langue française, doivent être déposées au plus tard le trente (30) avril 1984 à 12 h GMT au gouvernorat du district de Bamako, place de la Liberté.

كتابي لاني

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
21 mars

Très résistant

Le plus grand calme a régné mercredi à la Bourse de Paris. La réponse des primes avait lieu ce jour. Mais la majorité d'entre elles ayant été abandonnées, une faible quantité d'actions ont été acquises et revendues. Le marché n'a donc pas eu à absorber ce "papier" et s'est contenté de fonctionner au ralenti. Cependant, la faiblesse de l'activité, très souvent génératrice d'effacement, n'a pas été vraiment un handicap. Dans l'ensemble, malgré une certaine irrégularité dans tous les compartiments, les valeurs françaises se sont bien tenues, et à la clôture, l'indice de la cote officielle a été établi à 0,01 % au-dessus de son niveau précédent.

Autour de la corbeille, les professionnels s'ennuyaient ferme. Manifestement, une fois encore, les opérateurs n'ont pas été convaincus par les meilleures dispositions de Wall Street. Le marché américain est-il vraiment sûr de ses forces, partagé qu'il est entre la crainte d'un resserrement du crédit auquel pourrait conduire une croissance accélérée et l'espoir d'échapper à une telle contrainte avec le possible abaissement du projet visant à réduire le déficit budgétaire. Ici, en attendant, l'on continue de s'interroger sur l'attitude à prendre. L'échec du sommet de Bruxelles n'a pas eu la moindre influence. « De toute façon, disait-on, un accord interviendra ».

Seul fait à retenir : Amrep a encore baissé de 4,3 % environ, ce qui porte sa cote à près de 17 % en trois jours. Sans que sur la devise-titre, qui s'est échouée entre 10,28 F et 10,32 F, l'or s'est encore un peu tassé à Londres : 392 dollars l'once contre 393,85 dollars.

Avec la hausse du dollar, à Paris le lingot a progressé de 850 F, s'établissant à 102 100 F, mais, à parité, le métal jaune s'est plutôt effrité : 391,36 dollars l'once contre 392,32 dollars. Nouvelle effacement du napoleon à 635 F (-37).

NEW-YORK

Nouvelle éclipse

Un jour plus serein, le lendemain plus pincé, Wall Street a, mercredi, choisi la seconde attitude. Après avoir évolué de façon irrégulière dans une marge assez étroite, les cours ont eu plutôt tendance à s'orienter vers la baisse et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrant un recul de 4,92 points à 1 170,85, perdant ainsi ce qu'il avait gagné la veille. Le bilan de la journée a tout fait redonné cette valeur hésitante. Sur 1973 valeurs traitées, 773 se sont repliées, 734 ont monté et 466 n'ont pas varié.

Autour du "Big Board", les professionnels commencent à trouver le temps long. « Cela fait six semaines que le marché s'efforce de jouer les bons d'une reprise sans grand succès », dit le responsable d'un "broker".

Il est vrai que les rumeurs sur un possible relèvement du taux d'escompte n'étaient pas de nature à favoriser les initiatives. L'intérêt, néanmoins, comme les jours précédents, s'est concentré sur les valeurs pétrolières à cause des bruits incessants de fusion, et sur l'action Walt Disney. Mais, faisait remarquer un analyste, ce phénomène n'est pas un signe de faiblesse générale.

L'activité a porté sur 57,17 millions de titres, contre 56,46 millions.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	41 3/4	41 1/8
A.T.T.	17 1/2	17 1/8
Boeing	28 3/4	28 1/4
Chemical Bank	47 1/2	47 1/8
Deere	53 1/2	53 1/8
Dow	37 1/2	37 1/8
Eastman	48 3/4	48 1/4
General Motors	38 1/2	38 1/8
IBM	113 3/4	113 1/8
ITT	41 1/2	41 1/8
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/8
McDonald	38 1/2	38 1/8
Merck	48 3/4	48 1/4
Procter & Gamble	48 3/4	48 1/4
Union Carbide	48 3/4	48 1/4
Washingt. Post	48 3/4	48 1/4
Xerox Corp.	41 1/8	41 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE-COPELLE. - Amélioration promise, objectif atteint. Pénalisés en 1983, à cause des mauvais résultats de l'année précédente, les actionnaires du groupe recevront, pour l'exercice écoulé, un dividende net de 13,50 F majoré de 12,50 F. La société aurait pu faire mieux, mais elle a voulu se plier aux recommandations gouvernementales : un faire mieux car son bénéfice net s'est élevé de 160,6 F à 172 millions de francs. Sur un plan comptable, il est vrai, c'est-à-dire compte tenu des plus-values (1 million environ) et des provisions (63 millions) constituées pour éponger les pertes de "réfécuteurs" et de l'"ingénierie", le résultat net additionnel s'élève à 109 millions de francs, contre 12 millions.

Les comptes consolidés se sont pas encore définitivement arrêtés, mais le report que le montant des profits dépasserait 250 millions de francs. Il sera ainsi trois fois plus élevé qu'en 1982 (75 millions), restant cependant inférieur au niveau atteint en 1981 (365 millions). Les actionnaires, s'ils le souhaitent, pourront recevoir leurs dividendes sous forme d'actions.

UTA. - Bénéfice net pour 1983 : 162,74 millions de francs, contre 7,25 millions. Cet important décalage s'explique par une plus-value de 143,4 millions déduite sur une cession d'obligations libellées en dollars achetées en 1980 et en 1981 pour financer les dépenses de la compagnie. Le dividende net est majoré de 5 F à 13,65 F.

REKONE-POULENC. - Les investissements de groupe au Brésil, pour 1984, s'élèveront à 40 millions de dollars, a indiqué le président Lolk le Flock Pigeant, au cours d'une réunion avec des hommes d'affaires.

Ces investissements sont réalisés par l'intermédiaire de la filiale Rhodia. Quelque 10 millions de dollars seront destinés à la production de 4 000 tonnes par an d'acide salicylique, la matière de base de l'aspirine.

L'entreprise investira également quelque 4 millions de dollars dans la production annuelle de 3 000 tonnes de paracétamol-phénol (PTB), matière de base des colles, encres et encreux. Les 26 millions de dollars restant seront destinés à d'autres secteurs de l'entreprise. Rhodia espère que ses exportations d'États-Unis, en 1984, à 60 millions de dollars.

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100 = 30 déc. 1982)
Cote officielle... 160,9
Cote des agents de change... 161,4
Taux du marché monétaire... 12 15/16 %
Cours du dollar à Tokyo... 326,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

250 millions de francs. Il sera ainsi trois fois plus élevé qu'en 1982 (75 millions), restant cependant inférieur au niveau atteint en 1981 (365 millions). Les actionnaires, s'ils le souhaitent, pourront recevoir leurs dividendes sous forme d'actions.

UTA. - Bénéfice net pour 1983 : 162,74 millions de francs, contre 7,25 millions. Cet important décalage s'explique par une plus-value de 143,4 millions déduite sur une cession d'obligations libellées en dollars achetées en 1980 et en 1981 pour financer les dépenses de la compagnie. Le dividende net est majoré de 5 F à 13,65 F.

REKONE-POULENC. - Les investissements de groupe au Brésil, pour 1984, s'élèveront à 40 millions de dollars, a indiqué le président Lolk le Flock Pigeant, au cours d'une réunion avec des hommes d'affaires.

Ces investissements sont réalisés par l'intermédiaire de la filiale Rhodia. Quelque 10 millions de dollars seront destinés à la production de 4 000 tonnes par an d'acide salicylique, la matière de base de l'aspirine.

L'entreprise investira également quelque 4 millions de dollars dans la production annuelle de 3 000 tonnes de paracétamol-phénol (PTB), matière de base des colles, encres et encreux. Les 26 millions de dollars restant seront destinés à d'autres secteurs de l'entreprise. Rhodia espère que ses exportations d'États-Unis, en 1984, à 60 millions de dollars.

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100 = 30 déc. 1982)
Cote officielle... 160,9
Cote des agents de change... 161,4
Taux du marché monétaire... 12 15/16 %
Cours du dollar à Tokyo... 326,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

1 dollar (en francs) : 226,05

BOURSE DE PARIS Comptant

21 MARS

VALEURS	%	% du	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
de	en	en	Cours	préc.	cours	Cours	préc.	cours	Cours	préc.	cours
3 %	28	1 418	De Dietrich	362	362	Forcher	180	180 10	Glass	130	130
5 %	38 55	0 853	Département	140	140	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Goodyear	274	274
5 %	48 55	1 918	Département	385	318	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	58 55	2 373	Département	700	700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	68 55	2 828	Département	1 200	1 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	78 55	3 283	Département	1 700	1 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	88 55	3 738	Département	2 200	2 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	98 55	4 193	Département	2 700	2 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	108 55	4 648	Département	3 200	3 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	118 55	5 103	Département	3 700	3 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	128 55	5 558	Département	4 200	4 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	138 55	6 013	Département	4 700	4 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	148 55	6 468	Département	5 200	5 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	158 55	6 923	Département	5 700	5 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	168 55	7 378	Département	6 200	6 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	178 55	7 833	Département	6 700	6 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	188 55	8 288	Département	7 200	7 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	198 55	8 743	Département	7 700	7 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	208 55	9 198	Département	8 200	8 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	218 55	9 653	Département	8 700	8 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	228 55	10 108	Département	9 200	9 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	238 55	10 563	Département	9 700	9 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	248 55	11 018	Département	10 200	10 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	258 55	11 473	Département	10 700	10 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	268 55	11 928	Département	11 200	11 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	278 55	12 383	Département	11 700	11 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	288 55	12 838	Département	12 200	12 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	298 55	13 293	Département	12 700	12 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	308 55	13 748	Département	13 200	13 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	318 55	14 203	Département	13 700	13 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	328 55	14 658	Département	14 200	14 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	338 55	15 113	Département	14 700	14 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	348 55	15 568	Département	15 200	15 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	358 55	16 023	Département	15 700	15 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	368 55	16 478	Département	16 200	16 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	378 55	16 933	Département	16 700	16 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	388 55	17 388	Département	17 200	17 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	398 55	17 843	Département	17 700	17 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	408 55	18 298	Département	18 200	18 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	418 55	18 753	Département	18 700	18 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	428 55	19 208	Département	19 200	19 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	438 55	19 663	Département	19 700	19 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	448 55	20 118	Département	20 200	20 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	458 55	20 573	Département	20 700	20 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	468 55	21 028	Département	21 200	21 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	478 55	21 483	Département	21 700	21 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	488 55	21 938	Département	22 200	22 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	498 55	22 393	Département	22 700	22 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	508 55	22 848	Département	23 200	23 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	518 55	23 303	Département	23 700	23 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	528 55	23 758	Département	24 200	24 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	538 55	24 213	Département	24 700	24 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	548 55	24 668	Département	25 200	25 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	558 55	25 123	Département	25 700	25 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	568 55	25 578	Département	26 200	26 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	578 55	26 033	Département	26 700	26 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	588 55	26 488	Département	27 200	27 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	598 55	26 943	Département	27 700	27 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	608 55	27 398	Département	28 200	28 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	618 55	27 853	Département	28 700	28 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	628 55	28 308	Département	29 200	29 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	638 55	28 763	Département	29 700	29 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	648 55	29 218	Département	30 200	30 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	658 55	29 673	Département	30 700	30 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	668 55	30 128	Département	31 200	31 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	678 55	30 583	Département	31 700	31 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	688 55	31 038	Département	32 200	32 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	698 55	31 493	Département	32 700	32 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	708 55	31 948	Département	33 200	33 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	718 55	32 403	Département	33 700	33 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	728 55	32 858	Département	34 200	34 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	738 55	33 313	Département	34 700	34 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	748 55	33 768	Département	35 200	35 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	758 55	34 223	Département	35 700	35 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	768 55	34 678	Département	36 200	36 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	778 55	35 133	Département	36 700	36 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	788 55	35 588	Département	37 200	37 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	798 55	36 043	Département	37 700	37 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	808 55	36 498	Département	38 200	38 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	818 55	36 953	Département	38 700	38 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	828 55	37 408	Département	39 200	39 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	838 55	37 863	Département	39 700	39 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	848 55	38 318	Département	40 200	40 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	858 55	38 773	Département	40 700	40 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	868 55	39 228	Département	41 200	41 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	878 55	39 683	Département	41 700	41 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	888 55	40 138	Département	42 200	42 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	898 55	40 593	Département	42 700	42 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	908 55	41 048	Département	43 200	43 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	918 55	41 503	Département	43 700	43 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	928 55	41 958	Département	44 200	44 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	938 55	42 413	Département	44 700	44 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	948 55	42 868	Département	45 200	45 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	958 55	43 323	Département	45 700	45 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	968 55	43 778	Département	46 200	46 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	978 55	44 233	Département	46 700	46 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	988 55	44 688	Département	47 200	47 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	998 55	45 143	Département	47 700	47 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	1 008 55	45 598	Département	48 200	48 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	1 018 55	46 053	Département	48 700	48 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	1 028 55	46 508	Département	49 200	49 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	1 038 55	46 963	Département	49 700	49 700	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	1 048 55	47 418	Département	50 200	50 200	Frédéric Teissier	4 86	4 86	Grand Manoir	425 20	425
5 %	1 058 55	47 873	Département	50 700							

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'ENDEMAIN DE RUPTURE : « La confusion des sentiments », par Jean-René Bernard ; « Pour une stratégie de renouveau », par René Leguina.

— LU : Les Relations internationales depuis 1968, de Jean-Marie Labretton.

ÉTRANGER

3-4. APRÈS L'ÉCHEC DU SOMMET EUROPÉEN DE BRUXELLES

— L'intervention télévisée du président de la République.

6. AMÉRIQUES

6-7. EUROPE

— GRANDE-BRETAGNE : la famille Thatcher sur le sellette.

8. PROCHE-ORIENT

— Le conflit du Liban.

— Une entrevue avec le président du CRIF.

9. ASIE

POLITIQUE

10. L'entretien de M. Mitterrand à Paris-Match.

11. La communiqué du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

12. Rottiers : défilé à la frontière franco-espagnole.

13. Un centre autonome de fécondation in vitro à Clamart.

14. Les mutations dans la police.

15. Les dats d'âme des cadres de la légalité.

SUPPLÉMENT

17 à 24. LE SALON DU LIVRE : le sage des poches.

LE MONDE DES LIVRES

25. Jacques-François Rolland à l'honneur de la mémoire ; le FEUILLETON : Stendhal comme Stendhal ; de Jacques Laurent ; BILLET : Les colloques d'un juste ; BIOGRAPHIE : l'ombre de David Goodie.

26. LA VIE LITTÉRAIRE.

27. AU FIL DES LECTURES.

28. PORTRAIT : Roger Vailland sous le regard des femmes.

29. LETTRES ÉTRANGÈRES : le dernier Manuel Scorza.

30. ESSAIS : l'œuvre de Gershom Scholem.

CULTURE

31. MUSIQUE : journées arabes à Nantes.

34. COMMUNICATION : premiers contrastes entre les radios libres et les sociétés d'autisme.

ÉCONOMIE

36. CONJONCTURE.

37. SOCIAL.

38. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (33)

INFORMATIONS

« SERVICES » (16) :

L'heure d'été ; « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (35) ; Carnet (34) ; Programmes des spectacles (32-33) ; Marchés financiers (39).

Les nouveaux suppléments du « Monde »

QUESTIONS A NOS LECTEURS

Le Monde publie, dans ses éditions de fin de semaine, un questionnaire destiné à recueillir les avis de ses lecteurs sur ses deux nouveaux suppléments : celui du vendredi, intitulé *Le Monde Lektur*, celui du samedi, intitulé *Le Monde Aujourd'hui*.

Nous remercions tous ceux qui nous permettent ainsi de continuer à améliorer la qualité de notre journal.

A B C D E F G H

APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN FICHIER DES CANDIDATS

La direction de SKF reconnaît avoir fait procéder à des enquêtes de « moralité » avant d'embaucher dans son usine d'Ivry

La direction de l'usine SKF à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) avait l'habitude de faire procéder à des enquêtes sur les candidats à l'embauche dans l'entreprise de roulements à billes.

L'affaire, révélée par le quotidien *l'Humanité*, le 22 mars, remonte à 1971 et se prolonge jusqu'en 1982. Elle a été découverte il y a quatre mois, par des militants de la CGT, quand commença l'occupation des locaux à la suite de l'autorisation, par l'inspection du travail, du licenciement de quatre cent soixante-neuf salariés, entraînant la fermeture définitive de l'usine (*le Monde* du 3 novembre 1983).

Un cahier « à couverture noire », précise le quotidien du PCF, aurait été trouvé sur le bureau de l'adjoint au chef du personnel. Il comprenait une liste de cinq cents quatre-vingt-dix-huit personnes, nommément désignées, qui s'étaient présentées à l'embauche, et comportait des annotations sur chaque cas. Des observations très précises suivaient la décision d'embauche ou non, indiquant si le candidat était « honnête, sérieux, travailleur » ou « autoritaire », « faiblard », « de réputation douteuse ». Les renseignements de caractère privé ou personnel (le *meurs légères*), « vie sentimentale agitée », pour les femmes ; « tapage nocturne », « cri de détresse », « caractère violent » pour les hommes, étaient notés avec des précisions sur l'engagement politique ou syndical (« CGT mais honnête », « a été vu aux dernières réunions électorales du PCF », « délégué CDT aux HLM », « CGT », « rouge à 100 % »).

Selon la CGT, qui s'est livrée à une enquête avant de dévoiler ce dossier, le fichier était établi à partir d'informations collectées auprès des services de renseignements généraux, des comités de police d'Ivry et de Vitry et des anciens employeurs. Une société domiciliée à Chantilly, dans l'Oise, se chargeait des enquêtes pour un prix forfaitaire dont le mode de règlement était précisé dans le cahier. La CGT estime

DOLLAR INDICÉ : 8,14 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a reperdu, jeudi 22 mars, une partie de son avance de la veille, s'établissant à 2,6489 DM contre 2,6570 DM sur la place de Francfort et à 8,14 F environ contre 8,18 F sur celle de Paris. Le repli du mark vis-à-vis du dollar a profité au franc, qui s'est retrouvé vis-à-vis de la monnaie allemande, dont le cours, mercredi, a même glissé un moment sous le barre des 3,66 F avant de revenir à ce niveau.

Videmment, les milieux financiers internationaux sont partagés sur le sens de l'évolution des cours du dollar. Pour les uns, la tension croissante des taux aux États-Unis (on attend le relèvement du taux d'escompte officiel après celui du taux de base des banques) ne peut que favoriser le « billet vert ». Pour les autres, la défiance subtile prôlée les déficits du budget, de la balance commerciale et de celle des paiements restait toujours aussi importants et n'ont guère de chance de diminuer avant 1985 ou 1986.

6° SALON DES ANTIQUAIRES SPECIALISES

MEUBLES, CURIOSES, OBJETS D'ART, PEINTURES, DESSINS, GRAVURES, SCULPTURES, CARTES POSTALES, LIVRES

PARIS - PLACE DE LA BASTILLE

DU 22 AU 26 MARS 1984

de 11 h à 20 h Samedi, Dimanche de 10 h à 20 h Nocturne vendredi jusqu'à 23 h.

(Publié)

un grand Beaujolais à boire très frais

PISSE-DRU 1983

déjà par « Soirée Variétés » à Beaujeu.

Entre Hongkong et Pékin

UN BOEING BRITANNIQUE A ÉTÉ DÉTOURNÉ VERS TAIWAN

Un Boeing 747 de la compagnie britannique British Airways reliant Hongkong à Pékin a été détourné ce jeudi 22 mars vers Taiwan par un pirate de l'air chinois, qui a été arrêté par la police de l'aéroport Tchang-Kai-Chek, a annoncé un porte-parole de la compagnie à Hongkong. Les trois cent trente-huit passagers et les dix-sept membres d'équipage du Boeing sont sains et saufs, a précisé le porte-parole.

Le pirate de l'air, qui était interrogé par la police de l'aéroport, serait un Chinois d'environ vingt-quatre ans, qui, semble-t-il, a demandé l'asile politique à Taiwan.

A Pékin, un porte-parole de l'ambassade de Grande-Bretagne a confirmé que l'appareil n'avait subi aucun dommage. Il a ajouté que l'avion devait regagner Hongkong avant de continuer sa route vers Pékin, sa destination d'origine.

La British Airways assure depuis un peu plus de deux mois une liaison hebdomadaire entre Hongkong et Pékin.

Aux États-Unis

L'AVANCE DE M. MONDALE SUR M. HART

Après les élections primaires de l'Illinois, mardi 20 mars, M. Walter Mondale a considérablement augmenté son avance sur son adversaire Hart dans la course à l'investiture démocrate. M. Mondale peut déjà compter sur 639 délégués pour voter en sa faveur au premier tour du scrutin de la convention de San Francisco, qui se déroulera du 16 au 19 juillet. Le sénateur Hart n'a que 357 délégués ; le pasteur Jackson en a, lui, 79, alors que 268 délégués déjà élus n'ont encore manifesté. La convention sera composée de 3 933 délégués au total.

Les résultats préliminaires démontrent de l'Illinois accordent 41 % des voix à M. Mondale, 35 % à M. Hart et 20 % au pasteur Jackson. Le prochain scrutin primaire important sera celui du Connecticut, le 27 mars. Le sénateur Hart y est considéré favori, M. Mondale concentrant ses efforts sur l'État de New-York (3 avril) et la Pennsylvanie (10 avril).

Trois incendies criminels au siège parisien de l'UNESCO

Aucun document susceptible d'intéresser une éventuelle « commission de vérification » des comptes de l'UNESCO n'a brûlé dans les trois incendies criminels qui ont ravagé 3 000 mille mètres carrés de bureaux parisiens de l'organisation, au cours de la soirée du mercredi 21 mars, assurait-on jeudi matin.

« Le feu a essentiellement touché la « division du courrier et du classement », c'est-à-dire des documents dont existent des doubles à d'autres endroits du bâtiment, nous a indiqué un membre de la direction. Les archives du budget se trouvent dans une autre aile, et celle du personnel dans un autre bâtiment. Quant aux archives personnelles du directeur général, elles sont à l'opposé du lieu des sinistres. »

Le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow avait rappelé, le 13 mars dernier, dans un communiqué « qu'il accueillerait volontiers la contribution par les instances compétentes de l'UNESCO d'une commission internationale à laquelle seraient fournies toutes les informations et la documentation nécessaires » (le *Monde* du 14 mars). Le Congrès américain enquêtait alors sur d'éventuelles malversations financières du directeur général.

Les deux incendies, qui se sont déclarés vers 18 h 45 et 21 h, n'ont fait aucune victime, les quelques employés présents ayant évacué les bureaux dans le calme. Le feu a été maîtrisé par l'intervention d'environ deux cents sapeurs-pompiers, venus de onze casernes parisiennes. Si l'origine criminelle ne fait aucun doute, la technique, « rudimentaire » selon la justice, fait davantage penser à un pyromane déséquilibré qu'à une véritable tentative de destruction de documents.

Le numéro du « Monde » daté 22 mars 1984 a été tiré à 464 240 exemplaires

Sur le vif

Au bout du fil

Vous avez remarqué, plus on monte dans l'échelle sociale, plus on multiplie les barages, les contrôles, les chicanes. Quand on arrive en haut, il faut être inaccessible. Et quand on n'y arrive pas, il faut le paraître. Sur-tout au téléphone, carrefour de toutes les frustrations et de toutes les vanités. L'autre jour, je discutais avec quelqu'un dans mon bureau un truc très important, un pot au troisième, est-ce qu'il aurait lieu lundi à 11 heures ou mardi à midi... Là-dessus, le téléphone sonne. C'est toujours la même chose. Impossible d'avoir une conversation sérieuse sans être dérangé, de décrocher. « Allô ! Je voudrais parler à M^{me} Sarraute de la part de M^{me} Bizoux. — C'est moi, Salut Louise, je ne reconnais pas ta voix. — M^{me} Sarraute ? Ne quittez pas, je vous passe M^{me} Bizoux. » J'attendais inamoviblement. Rien. Personne.

Je raccroche. Ça lui apprendra à Louise. En voilà des façons de faire pourvu que les gens. Je n'ai rien demandé, moi. Si elle veut me parler, elle n'a qu'à être là. Non, mais c'est vrai, qu'est-ce qu'elle se croit ? Une nana qui vous balance sa secrétaire à la tête, quand ce n'est pas, excusez-moi, son secrétaire, comme les petites bourgeoisies le font de leur bonne autrichienne. Depuis que les femmes en ont,

les secrétaires sont un peu dévaluées aux yeux des hommes. Leur signe extérieur de réussite, à présent, c'est le chauffeur.

Bon, je repars dans mon histoire de pot avec la collègue. Et, naturellement, ça résonne. Cette fois, c'est elle qui décroche : « M^{me} Sarraute pour M^{me} Bizoux, s'il vous plaît. » Alors ma copine avec un clin d'œil rigolard : « Passe-moi M^{me} Bizoux et je la branche sur M^{me} Sarraute. » Alors le « secrétaire » : « Désolée, on m'a bien dit d'avoir M^{me} Sarraute en ligne avant de la passer à M^{me} Bizoux. » Alors ma copine : « Oui, seulement moi, c'est pareil, ma patronne ne prend les communications que quand le demandeur est au bout du fil. » Alors l'autre : « Rien à faire, j'ai des consignes. » Alors la mienne...

Voyez, ça y est, j'ai attrapé le virus. Je dis la mienne comme si j'avais une fille à mon service. Elles ont réussi à raccrocher toutes les deux en même temps. L'honneur des patronnes était sauf. N'empêche, je vois l'avoir au tournant Louise. La prochaine fois qu'elle m'appelle, j'arrête un mec dans le couloir et je lui demande de me servir de secrétaire. Ça lui en mettra plein la vue à la mène Bizoux.

CLAUDE SARRAUTE.

En Inde

APRÈS DES AFFRONTEMENTS AVEC LES DOCKERS

Des policiers auraient tué plus de cent personnes dans le port de Paradip

New-Delhi (AFP-UPI). — Des policiers auraient tué plus d'une centaine de personnes et incendié de nombreux baraquements, en représailles après la mort de quatre des leurs, au cours des affrontements qui ont marqué, lundi 19 mars, la grève des dockers, dans le petit port de Paradip (État de l'Orissa, sur la côte Est) (le *Monde* du 21 mars). Ces accusations ont été portées par les membres d'une délégation de treize parlementaires (conservateurs et communistes, opposants au gouvernement de M^{me} Gandhi) de l'Assemblée locale, qui ont enquêté sur place. Un journaliste du quotidien conservateur de New-Delhi, *Hindustan Times*, qui accompagnait la délégation, avance même le chiffre de trois cents morts.


M^{me} Sarpathy, ancien chef du gouvernement de l'Orissa, qui était en tête de la délégation parlementaire, cite le cas d'une femme, Surti Maiti, qui affirme que son mari, Sajjan Maiti, blessé par balles, mais encore vivant, fut jeté dans les flammes par les policiers. *L'Hindustan Times*, écrit : « Des cadavres à moitié brûlés, des carcasses d'hommes, des ustensiles de cuisine informes jonchaient le sol sur plus d'un kilomètre dans la poussière et la cendre. » Et il ajoute-t-il, la fumée noire encore des ruines, l'odeur des cadavres est insupportable. »

Le journal rapporte aussi les propos d'une des victimes, Jaydev Rout, dont la femme et les deux enfants ont disparu : « Je ne sais même pas s'ils sont encore en vie. Les policiers m'ont poussé hors de ma boutique et ont mis le feu à mes biens. » Les parlementaires n'ont pas été autorisés à rencontrer les trente-deux personnes que les policiers ont accusées d'avoir commandé pour l'interrogatoire, et estiment que le nombre des défunts est probablement plus élevé.

M. Mitterrand en Scandinavie en mai. — M. Mitterrand fera une visite officielle en Norvège les 14 et 15 mai, et en Suède les 16 et 17 mai, confirme-t-on à l'Elysée.

LOUIS PAUWELS

La liberté guide mes pas



« A mes yeux, les libertés ne sont jamais venues de l'État, mais, au contraire des limitations apportées au pouvoir de l'État. Dans la société à mon goût, l'État n'administre pas les affaires des hommes : il administre la justice parmi les hommes qui s'occupent de leurs propres affaires. »

ALBIN MICHEL

VOUS AVEZ CHEZ NOUS UNE SEMAINE POUR VOUS FAIRE REMBOURSER VOS ACHATS SI VOUS TROUVEZ UN MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX

JE VOUS LE GARANTIS

STÉPHANE MEN'S

LES GRANDES MARQUES GRIFFÉES DU PRÊT-A-PORTER MASCULIN A DES

PRIX E-TON-NANTS !

POUR LES **GRANDS** (120) ET LES **GROS** (140) (160) ET LES AUTRES DU 44 AU 68

LES «MODULABLES»

UNE FAÇON UNIQUE EN FRANCE D'ACHETER UN COSTUME EN 2, 3 ou 4 pièces EN PURE LAINE PEIGNÉE - FABRICATION FRANÇAISE DE 750 F A 895 F + 10 % à partir de 55

OUVERT T.J. DE 12H à 13H, 130, BD SAINT-GERMAIN (métro Odéon)

SAUF DIMANCHE A 19H30 ET 8, RUE D'AVRON, AVEC UN PETIT +

VENEZ LÉZARDER AU SOLEIL DE ST-TROPEZ



AU BYBLOS

PHONE : (094) 97.00.04 / TULUS : 470.235

Le corse de la det extérieure

Le corse de la det extérieure

Le corse de la det extérieure

Le corse de la det extérieure

Le corse de la det extérieure

Le corse de la det extérieure

Le corse de la det extérieure

Le corse de la det extérieure

Le corse de la det extérieure